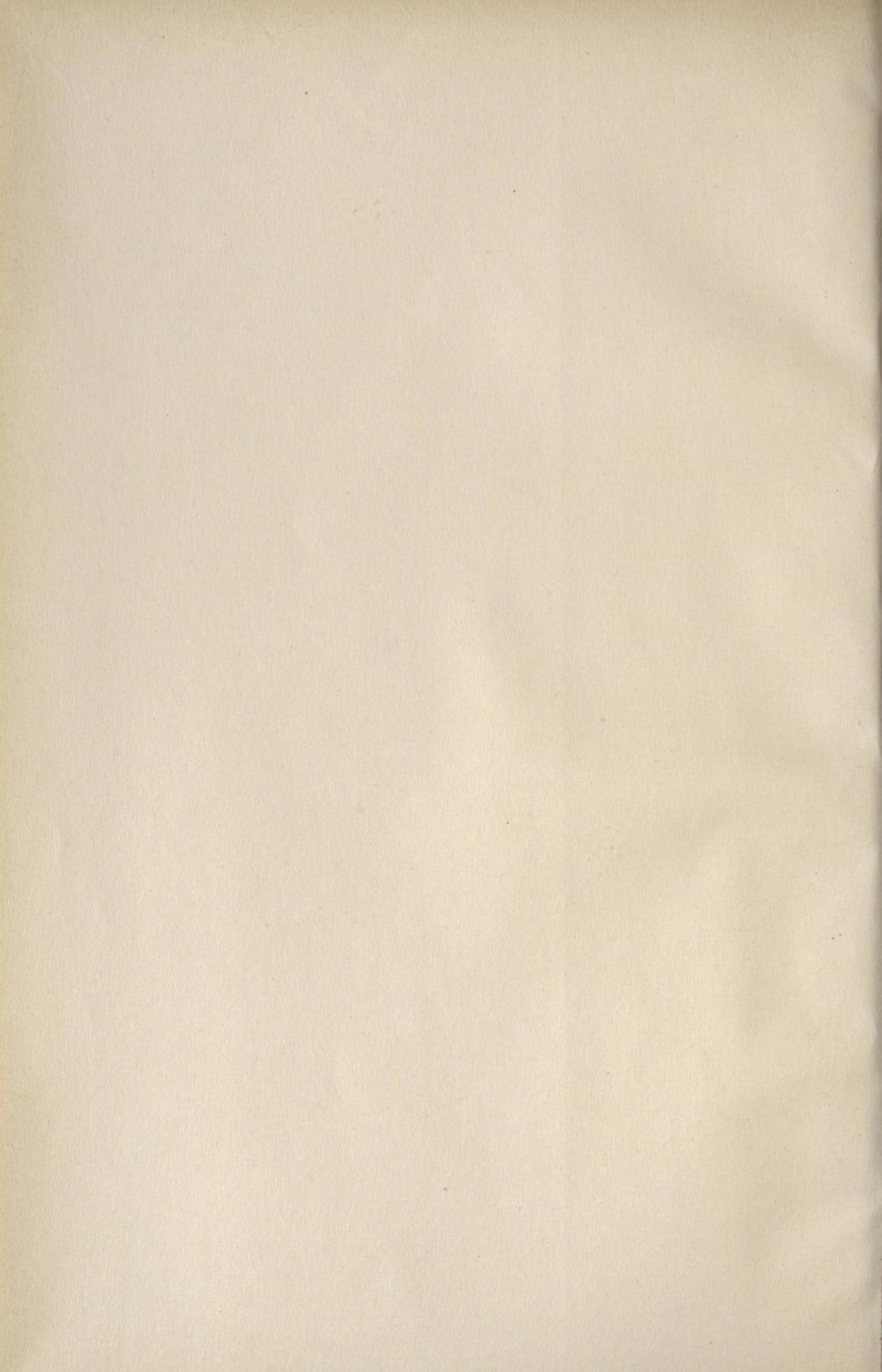


J
103
H43
1932

CANADA. PARLEMENT. SENAT.

Procès-verbaux.





A.D. 1932

4 FEVRIER

1
379

No 1

49613

452

PROCÈS-VERBAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

Jeudi, 4 février 1932

Le Sénat se réunit aujourd'hui à deux heures et demie de l'après-midi, pour la troisième session du dix-septième Parlement du Canada, convoqué par proclamation.

L'honorable P. E. BLONDIN, Président

PRIÈRES.

L'honorable Président informe le Sénat qu'il a reçu la communication suivante du secrétaire du Gouverneur général:—

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

OTTAWA, 7 janvier 1932.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous informer que Son Excellence le Gouverneur général se rendra à la Chambre du Sénat pour ouvrir la session du Parlement de la Puissance, jeudi, le 4 février 1932, à trois heures de l'après-midi.

J'ai l'honneur d'être monsieur,

Votre obéissant serviteur,

A. F. LASCELLES,
Secrétaire du Gouverneur général.

A l'honorable
Président du Sénat,
Ottawa.

Ordonné: Que ladite communication soit déposée sur la table.

L'honorable Président informe le Sénat que le greffier a reçu de l'honorable Secrétaire d'Etat du Canada des certificats montrant que—

Alexander Duncan McRae, Ecuyer,
Le très honorable Arthur Meighen,
L'honorable Charles Colquhoun Ballantyne,
William Henry Dennis, Ecuyer, et
John Alexander MacDonald, Ecuyer,

respectivement, ont été appelés au Sénat.

L'honorable Président informe le Sénat que des sénateurs attendent d'être présentés.

L'honorable Alexander Duncan McRae, est présenté par les honorables sénateurs Willoughby et Barnard, et il remet le bref de Sa Majesté l'appelant au Sénat.

Ledit bref est lu par le greffier comme suit:

CANADA

BESSBOROUGH

[L.S.]

GEORGE CINQ, *par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande, et des Territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.*

A Notre fidèle et bien-aimé Alexander Duncan McRae, C.B., de la ville de Vancouver, province de la Colombie-Britannique, dans Notre Dominion du Canada,

SALUT:

SACHEZ QUE, tant pour la confiance particulière que Nous avons reposée en vous, qu'en vue d'obtenir votre avis et assistance en toutes affaires importantes et difficiles qui peuvent concerner l'Etat et la Défense de Notre Dominion du

Canada, Nous avons jugé à propos de vous appeler au Sénat de Notre dit Dominion; et Nous vous commandons que, mettant de côté toutes difficultés et excuses quelconques, vous soyez et comparaissiez, pour les fins susdites, dans le Sénat de Notre dit Dominion, en tous les temps et tous les lieux où Notre Parlement pourra être convoqué et tenu en Notre dit Dominion; et vous ne devez aucunement y manquer.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé cousin et conseiller, Vere Brabazon, Comte de Bessborough, membre de Notre Très honorable Conseil Privé, chevalier grand-croix de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, ancien capitaine de Notre armée territoriale, Gouverneur général et commandant en chef de Notre Dominion du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en notre cité d'Ottawa, dans Notre Dominion du Canada, ce quatrième jour de septembre, en l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent trente et un, et de Notre Règne la vingt-deuxième.

Par ordre,

C. H. CAHAN,
Secrétaire d'Etat du Canada.

Ordonné: Que ledit bref soit inscrit au Journal.

L'honorable sénateur McRae s'approche de la Table et prête le serment prescrit par la loi, devant le greffier du Sénat, commissaire nommé à cet effet, et il prend son siège comme membre du Sénat.

L'honorable Président informe le Sénat que l'honorable sénateur McRae a fait et signé la déclaration de qualification prescrite par l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, en présence du greffier du Sénat, commissaire nommé à cet effet.

Le très honorable Arthur Meighen, est présenté par les honorables sénateurs Willoughby et Poirier, et il remet le bref de Sa Majesté l'appelant au Sénat.

Ledit bref est lu par le greffier comme suit:

CANADA

BESSBOROUGH

[L.S.]

GEORGE CINQ, *par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande, et des Territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.*

A Notre fidèle et bien-aimé le très honorable Arthur Meighen, de la ville de Toronto, province d'Ontario, membre du Très Honorable Conseil Privé de Sa Majesté, membre du Conseil Privé du Roi, pour le Canada, conseillé, docteur en loi, de Sa Majesté,

SALUT:

SACHEZ QUE, tant pour la confiance particulière que Nous avons reposée en vous, qu'en vue d'obtenir votre avis et assistance en toutes affaires importantes et difficiles qui peuvent concerner l'Etat et la Défense de Notre Dominion du

Canada, Nous avons jugé à propos de vous appeler au Sénat de Notre dit Dominion; et Nous vous commandons que, mettant de côté toutes difficultés et excuses quelconques, vous soyez et comparaissez, pour les fins susdites, dans le Sénat de Notre dit Dominion, en tous les temps et tous les lieux où Notre Parlement pourra être convoqué et tenu en Notre dit Dominion; et vous ne devez aucunement y manquer.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé cousin et conseiller, Vere Brabazon, Comte de Bessborough, membre de Notre Très honorable Conseil Privé, chevalier grand-croix de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, ancien capitaine de Notre armée territoriale, Gouverneur général et commandant en chef de Notre Dominion du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en notre cité d'Ottawa, dans Notre Dominion du Canada, ce troisième jour de février, en l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent trente-deux, et de Notre Règne la vingt-deuxième.

Par ordre,

C. H. CAHAN,
Secrétaire d'Etat du Canada.

Ordonné: Que ledit bref soit inserit au Journal.

Le très honorable sénateur Meighen s'approche de la Table et prête le serment prescrit par la loi, devant le greffier du Sénat, commissaire nommé à cet effet, et il prend son siège comme membre du Sénat.

L'honorable Président informe le Sénat que le très honorable sénateur Meighen a fait et signé la déclaration de qualification prescrite par l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, en présence du greffier du Sénat, commissaire nommé à cet effet.

L'honorable Charles Colquhoun Ballantyne, est présenté par le très honorable sénateur Meighen et l'honorable sénateur Webster, et il remet le bref de Sa Majesté l'appelant au Sénat.

Ledit bref est lu par le greffier comme suit:

CANADA

BESSBOROUGH

[L.S.]

GEORGE CINQ, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande, et des Territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Notre fidèle et bien-aimé l'honorable Charles Colquhoun Ballantyne, de la ville de Montréal, province de Québec,

SALUT:

SACHEZ QUE, tant pour la confiance particulière que Nous avons reposée en vous, qu'en vue d'obtenir votre avis et assistance en toutes affaires importantes et difficiles qui peuvent concerner l'Etat et la Défense de Notre Dominion du

Canada, Nous avons jugé à propos de vous appeler au Sénat de Notre dit Dominion et vous nommons sénateur pour la division électorale de notre province de Québec; et Nous vous commandons que, mettant de côté toutes difficultés et excuses quelconques, vous soyez et comparaissez, pour les fins susdites, dans le Sénat de Notre dit Dominion, en tous les temps et tous les lieux où Notre Parlement pourra être convoqué et tenu en Notre dit Dominion; et vous ne devez aucunement y manquer.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé cousin et conseiller, Vere Brabazon, Comte de Bessborough, membre de Notre Très honorable Conseil Privé, chevalier grand-croix de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, ancien capitaine de Notre armée territoriale, Gouverneur général et commandant en chef de Notre Dominion du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en notre cité d'Ottawa, dans Notre Dominion du Canada, ce troisième jour de février, en l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent trente-deux, et de Notre Règne la vingt-deuxième.

Par ordre,

C. H. CAHAN,
Secrétaire d'Etat du Canada.

Ordonné: Que ledit bref soit inscrit au Journal.

L'honorable sénateur Ballantyne s'approche de la Table et prête le serment prescrit par la loi, devant le greffier du Sénat, commissaire nommé à cet effet, et il prend son siège comme membre du Sénat.

L'honorable Président informe le Sénat que l'honorable sénateur Ballantyne a fait et signé la déclaration de qualification prescrite par *l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867*, en présence du greffier du Sénat, commissaire nommé à cet effet.

L'honorable William Henry Dennis, est présenté par le très honorable sénateur Meighen et l'honorable sénateur McLennan, et il remet le bref de Sa Majesté l'appelant au Sénat.

Ledit bref est lu par le greffier comme suit:

CANADA

BESSBOROUGH

[L.S.]

GEORGE CINQ, *par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande, et des Territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.*

A Notre fidèle et bien-aimé William Henry Dennis, de la cité de Halifax, province de la Nouvelle-Ecosse, éditeur,

SALUT:

SACHEZ QUE, tant pour la confiance particulière que Nous avons reposée en vous, qu'en vue d'obtenir votre avis et assistance en toutes affaires importantes et difficiles qui peuvent concerner l'Etat et la Défense de Notre Dominion du

Canada, Nous avons jugé à propos de vous appeler au Sénat de Notre dit Dominion; et Nous vous commandons que, mettant de côté toutes difficultés et excuses quelconques, vous soyez et comparaissez, pour les fins susdites, dans le Sénat de Notre dit Dominion, en tous les temps et tous les lieux où Notre Parlement pourra être convoqué et tenu en Notre dit Dominion; et vous ne devez aucunement y manquer.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé cousin et conseiller, Vere Brabazon, Comte de Bessborough, membre de Notre Très honorable Conseil Privé, chevalier grand-croix de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, ancien capitaine de Notre armée territoriale, Gouverneur général et commandant en chef de Notre Dominion du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en notre cité d'Ottawa, dans Notre Dominion du Canada, ce troisième jour de février, en l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent trente-deux, et de Notre Règne la vingt-deuxième.

Par ordre,

C. H. CAHAN,
Secrétaire d'Etat du Canada.

Ordonné: Que ledit bref soit inscrit au Journal.

L'honorable sénateur Dennis s'approche de la Table et prête le serment prescrit par la loi, devant le greffier du Sénat, commissaire nommé à cet effet, et il prend son siège comme membre du Sénat.

L'honorable Président informe le Sénat que l'honorable sénateur Dennis a fait et signé la déclaration de qualification prescrite par *l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867*, en présence du greffier du Sénat, commissaire nommé à cet effet.

Le Sénat s'ajourne à loisir.

Quelque temps après, Son Excellence le Gouverneur général étant venu et ayant pris place au Trône.

L'honorable Président ordonne au gentilhomme huissier de la Verge Noire de se rendre à la Chambre des Communes et d'informer cette Chambre que c'est le plaisir de Son Excellence le Gouverneur général que les Communes se rendent immédiatement auprès d'Elle dans la salle du Sénat.

La Chambre des Communes étant venue avec son président,

Il plaît alors à Son Excellence le Gouverneur général d'ouvrir la session par le gracieux discours suivant aux deux Chambres:—

Honorables membres du Sénat,

Membres de la Chambre des communes,

En vous adressant la parole pour la première fois, je tiens à exprimer ma joie d'avoir été choisi par Sa Majesté pour la représenter au Dominion du Canada, et à témoigner ma vive reconnaissance de l'accueil que j'ai reçu du peuple de ce pays. Je l'accepte comme gage de loyauté et d'attachement à la couronne. Ce sera pour moi un bonheur autant qu'un devoir de m'associer à vos efforts pour assurer la prospérité du Canada.

Vous commencez vos travaux à une époque de perturbations économiques dont l'action déprimante continue de s'exercer sur le monde entier. Le peuple canadien est impuissant à résoudre des difficultés mondiales. Mais je suis heureux de constater que sa ferme adhésion à la politique visant au bien-être de la nation ait atténué l'influence adverse des facteurs économiques étrangers. Cette période d'épreuves a montré que la situation du Canada est fondamentalement solide. La souscription surabondante à l'emprunt du Service national témoigne de la solidarité du peuple canadien, du patriotisme qui l'anime et de sa foi suprême dans la puissance financière du pays. Le Canada garde encore sa place d'élite sur les marchés commerciaux du monde. Dans ces derniers mois, la balance favorable du commerce s'est rétablie. Les dispositions adoptées à la dernière session du parlement pour remédier au chômage et soulager les cultivateurs font preuve d'efficacité.

Vous réussissez à faire face à des problèmes domestiques difficiles. La situation générale des affaires s'améliore graduellement. Mais pour que la prospérité soit complète, il faut attendre le rajustement équitable des dettes des nations et le rétablissement des étalons monétaires internationaux, qu'il a fallu abandonner provisoirement à cause de graves difficultés financières.

Depuis la dernière session, mes ministres ont entamé des négociations avec le gouvernement des Etats-Unis, en vue de parachever la canalisation du Saint-Laurent.

Une commission a été nommée pour étudier à fond le problème du transport au Canada. Mes ministres espèrent qu'elle pourra terminer son rapport à temps pour être déposé sur le bureau de la Chambre au cours de la présente session.

Mes ministres sont actuellement à examiner un traité de commerce entre le Dominion et la Nouvelle-Zélande.

Une délégation canadienne prend part à la Conférence du désarmement, qui s'est ouverte à Genève le 2 février. Je prie avec vous pour que les représentants des nations réunies en viennent à une entente qui assurera la pérennité de la paix mondiale.

Sur l'invitation de mon gouvernement, une Conférence économique des membres de la Communauté des nations britanniques se réunira à Ottawa le 18 juillet prochain.

La Convention des narcotiques, tenue à Genève en 1931, celle de la Croix rouge, celle des Prisonniers de guerre, et certaines autres Conventions, seront soumises à votre assentiment.

Au nombre des autres mesures que vous serez invités à examiner, il y a un projet de loi relatif à l'assurance et d'autres projets concernant les brevets et les marques de commerce.

Vous serez aussi priés d'étudier des projets tendant à modifier la Loi de la marine du Canada et la Loi des pêcheries.

Membres de la Chambre des communes,

Les comptes publics de la dernière année financière et le budget des dépenses de l'an prochain vous seront bientôt présentés. Ces prévisions budgétaires traduisent la détermination de mes ministres de continuer l'application d'une

politique de rigoureuse économie, compatible toutefois avec nos obligations statutaires et contractuelles, et qui est essentielle si l'on veut sauvegarder l'intégrité et le crédit du Dominion.

Honorables membres du Sénat,

Membres de la Chambre des communes,

Je vous félicite sincèrement du courage et de la patience manifestés par le peuple du Canada dans les épreuves de cette période de stagnation commerciale, et du profond respect qu'il a gardé de la loi et de l'ordre. Il règne au pays plus d'union que jamais. On y trouve un esprit de coopération plus étroite. Le peuple canadien s'est uni dans la lutte contre l'adversité. La prospérité est sa juste récompense. Je sais qu'il vous sera donné d'en hâter le retour en accomplissant votre devoir avec zèle et désintéressement. Que la divine Providence daigne guider et bénir vos délibérations.

La Chambre des Communes se retire.

Il plaît à Son Excellence le Gouverneur général de se retirer.

Quelque temps après le Sénat reprend sa séance.

Le très honorable sénateur Meighen présente au Sénat un bill, intitulé: "Loi concernant les chemins de fer."

Ledit bill est lu la première fois.

L'honorable Président informe le Sénat qu'il a en main une copie du discours de Son Excellence le Gouverneur général prononcé du Trône, et

L'honorable Président en donne lecture.

Ordonné: Que le Sénat prenne en considération le discours de Son Excellence le Gouverneur général lundi prochain.

Sur motion, il est

Ordonné: Que le Sénat, lorsqu'il s'ajournera aujourd'hui, restera ajourné jusqu'à lundi prochain à huit heures du soir.

L'honorable Président présente au Sénat le rapport des bibliothécaires conjoints du Parlement pour l'année 1931.

Ce rapport est alors lu par le greffier comme suit:

RAPPORT DES BIBLIOTHÉCAIRES POUR 1931

A l'honorable Président du Sénat,

Les bibliothécaires conjoints ont l'honneur de vous présenter leur rapport des opérations de l'année 1931.

Le catalogue supplémentaire des dons de livres faits à la bibliothèque, et des livres achetés par les bibliothécaires, est entre les mains des imprimeurs et sera prochainement déposé devant les Chambres.

Il a été fait mention dans notre rapport de l'an dernier de l'ouvrage monumental d'Edward Curtis, sur "Les Indiens de l'Amérique du Nord". Cet ouvrage a été commencé en 1907, et la Bibliothèque du Parlement en a été l'un des pre-

miers souscripteurs. Au cours de la guerre l'impression de cet ouvrage remarquable a été retardée, mais les bibliothécaires sont heureux de constater que les derniers numéros de cette longue série de vingt volumes de texte et vingt volumes grand format d'illustrations photographiques ont été reçus ici.

Parmi les dons faits à la bibliothèque au cours de l'année terminée, nous croyons devoir mentionner spécialement une série de manuscrits originaux de l'œuvre poétique d'Archibald Lampman. C'est à M. Duncan Campbell Scott, chargé de la disposition de l'œuvre littéraire de Lampman, avec le consentement de Mme N. C. MacInnes, fille de l'auteur, que la bibliothèque doit cette précieuse addition.

Comme précédemment, la Dotation Carnegie pour la Paix Internationale a favorisé la bibliothèque d'un grand nombre d'ouvrages de valeur.

D'importantes nouveautés traitant de procédures parlementaires, d'économie politique, et de diverses questions légales, ont été ajoutées à nos rayons pour les tenir à jour dans la mesure du possible.

Suivant une recommandation du Comité Conjoint de la Bibliothèque, les bibliothécaires se sont abouchés avec le Conseil National de Recherches pour discuter la question de faire transporter au nouvel établissement de ce Conseil un bon nombre d'ouvrages de caractère purement technique que le public n'a pas souvent l'occasion de consulter ici. En conséquence, près de 700 volumes ont été remis au Conseil National de Recherches au cours de l'année.

L'encombrement de la bibliothèque a fait constamment l'objet de mentions répétées dans les rapports antérieurs des bibliothécaires. Ceux-ci, par conséquent, se sont consultés avec la direction du Ministère des Travaux Publics qui a pu, par suite de ces représentations, mettre à leur disposition un espace considérable dans le Bloc de l'Ouest, espace précédemment occupé par le Ministère de l'Agriculture. Le local ainsi offert à la bibliothèque a été pourvu de rayons capables de recevoir environ 22,000 volumes de documents sessionnels et de Hansards, et l'on compte qu'au cours de l'année qui commence près de 16,000 volumes y seront installés.

La question de l'encombrement de la bibliothèque ne se trouvera pas réglée de ce fait, mais elle recevra un soulagement partiel de la redistribution de certains rayons trop chargés jusqu'à présent.

Respectueusement soumis,

J. DE L. TACHÉ,

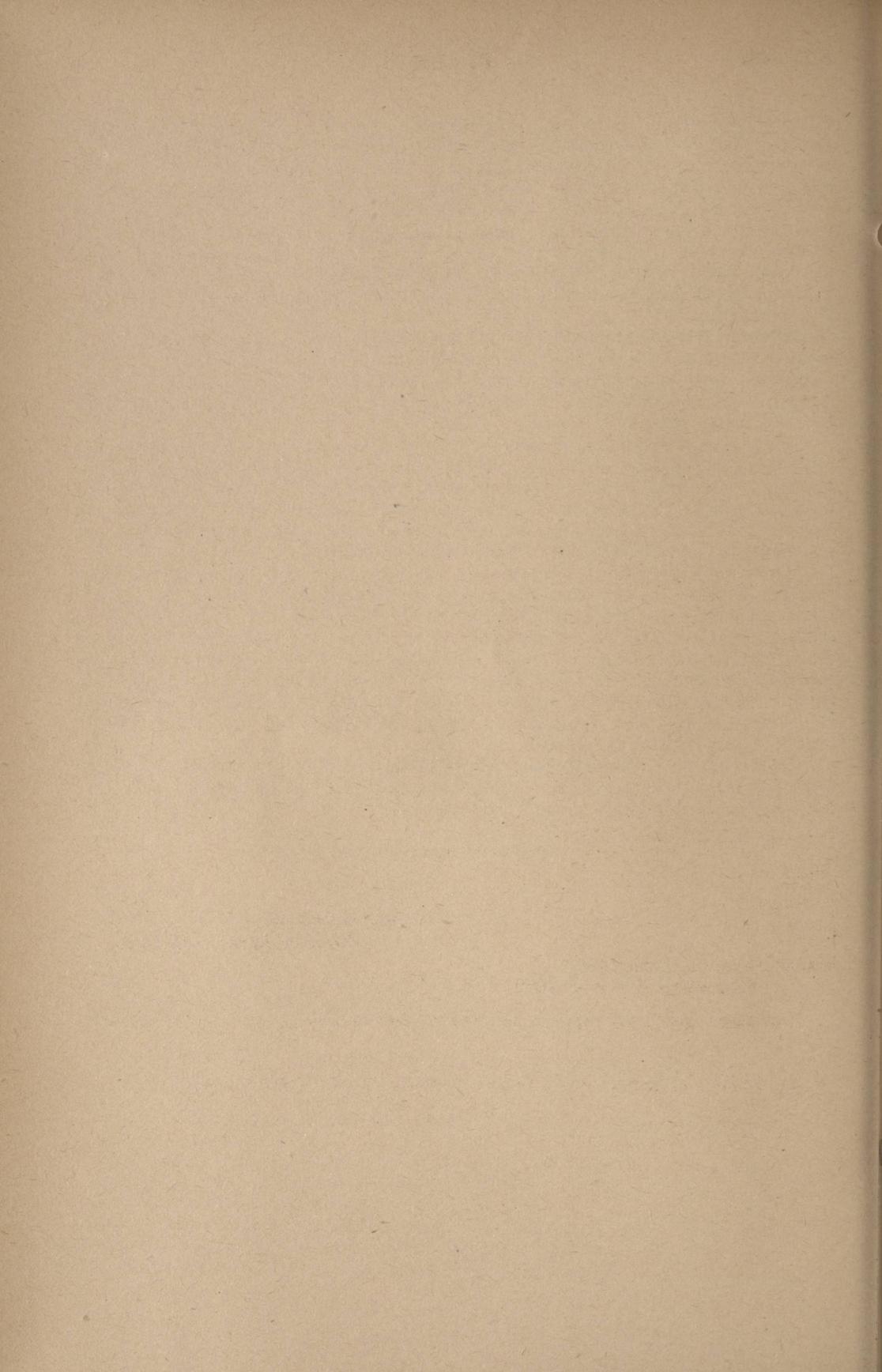
MARTIN BURRELL,

Bibliothécaires conjoints.

Bibliothèque du Parlement,
Ottawa, le 4 février 1932.

Ordonné: Que ledit rapport soit déposé sur la Table.

Le Sénat s'ajourne jusqu'à lundi prochain à huit heures du soir.



AFFAIRES DE ROUTINE

Lundi, 8 février 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

ORDRE DU JOUR

Pour lundi, 8 février 1932

No 1.

4 février—Prise en considération du discours de Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la troisième session du dix-septième Parlement.—
(L'honorable sénateur Ballantyne).

No 2

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Lundi, 8 février 1932

Huit heures du soir.

L'honorable P. E. BLONDIN, Président

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Aylesworth	Forke,	Marcotte,	Rankin,
(sir Allen),	Foster (St. John),	Martin,	Raymond,
Ballantyne,	Gillis,	McCormick,	Robertson,
Barnard,	Girroir,	McDonald,	Robinson,
Beaubien,	Graham,	McGuire,	Schaffner,
Béique,	Griesbach,	McLean,	Sharpe,
Béland,	Hardy,	McLennan,	Smith,
Belcourt,	Harmer,	McMeans,	Spence,
Blondin,	Horsey,	McRae,	Stanfield,
Bourque,	Hughes,	Meighen,	Tanner,
Bureau,	King,	Michener,	Tobin,
Calder,	Lacasse,	Molloy,	Todd,
Casgrain,	Lemieux,	Murdock,	Turgeon,
Chapais,	L'Espérance,	Paradis,	Webster,
Copp,	Lewis,	Parent,	White (Pembroke),
Dandurand,	Little,	Planta,	Willoughby,
Daniel,	Logan,	Poirier,	Wilson (Sorel),
Dennis,	Lynch-Staunton,	Pope,	Wilson
Donnelly,			(Rockcliffe).

PRIÈRES.

La pétition suivante est présentée:

Par l'honorable sénateur Béique:—

De: *The Quebec, Montreal and Southern Railway Company.*

Sur motion du très honorable sénateur Meighen, il est

Ordonné: Que tous les sénateurs présents pendant cette session, composent un comité pour prendre en considération les us et coutumes du Sénat et les privilèges du Parlement et qu'il soit permis audit comité de s'assembler dans cette Chambre quand et comme il le jugera nécessaire.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion du très honorable sénateur Meighen, il est

Ordonné: Que conformément à la règle 77, les sénateurs dont les noms suivent forment un comité de sélection chargé de désigner les sénateurs devant composer les différents comités permanents de la présente session, savoir: Les honorables sénateurs Belcourt, Buchanan, Dandurand, Daniel, Graham, Robertson, Sharpe, White (Pembroke), et l'auteur de la motion; ledit comité devant faire rapport avec toute la diligence possible, des noms des sénateurs par lui désignés.

Le très honorable sénateur Meighen dépose sur la Table:—

Rapport annuel du ministère de la Marine, pour l'année financière 1930-1931 (Editions anglaise et française).

Rapport du ministère de l'Agriculture pour l'année terminée le 31 mars 1931.

Rapport annuel du ministère des Pêcheries pour l'année financière 1930-1931.

Rapport annuel du ministère des Chemins de fer et Canaux pour l'année financière 1930-1931.

Rapport, avec les cartes et les croquis de la triangulation, de la Commission mixte des frontières internationales, sur l'arpentage et la délimitation de la frontière internationale entre les Etats-Unis et le Canada, de la pointe de l'angle du Nord-Ouest du Lac des Bois jusqu'au lac Supérieur.

Rapport indiquant les ventes de terre annuelles par le département des Affaires indiennes, au cours de l'année terminée le 31 janvier 1932.

Rapport indiquant le nombre d'Indiens émancipés au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1931.

Copie des décrets ministériels rendus depuis le dernier rapport fait en vertu des dispositions:

De la Loi des Terres fédérales,

De la Loi des arpentages fédéraux,

De la Loi des réserves forestières et des parcs fédéraux,

De la convention concernant les oiseaux migrateurs,

Des règlements pour l'arpentage, l'administration, la disposition et la gérance des terres fédérales dans la zone ferroviaire de 40 milles dans la province de la Colombie-Britannique.

Ordonnances faites par le Commissaire en Conseil des Territoires du Nord-Ouest, durant l'année 1931.

Liste des permis accordés pour transporter des liqueurs enivrantes dans les Territoires du Nord-Ouest, jusqu'au 31 décembre 1931.

Rapport annuel du ministère de l'Intérieur pour l'année financière terminée le 31 mars 1931.

Liste des baux, licences, permis ou autres autorités, annulés depuis le 12 mars 1931.—Ministère de l'Intérieur.

Liste des répartitions et ajustements des créances relatives aux grains de semence et autres secours pour l'année 1931, y compris les détails concernant les quittances et décharges, etc., en vertu des dispositions de l'article deux, chapitre cinquante et un, 17 George V.

Etat indiquant qu'il n'a pas été fait de travaux d'irrigation en vertu de la Loi d'assainissement; et aussi qu'il n'y a pas eu de montants perçus pour loyers des terres fédérales, en vertu de la même loi.

Rapport annuel du ministère du Commerce et de l'Industrie, pour l'année financière terminée le 31 mars 1931.

Rapport annuel des services d'inspection de l'électricité et du gaz pour l'année financière terminée le 31 mars 1931.

Rapport annuel du service d'inspection des poids et mesures pour l'année terminée le 31 mars 1931.

Rapport de Erroll M. McDougall, C.R., commissaire des réparations, concernant le mauvais traitement des prisonniers de guerre.

Copie de la convention internationale pour la protection de la propriété industrielle, signée à la Hague, le 6 novembre 1925. Ratification par le Canada, déposée le 1er mai 1928.

Copie de la décision du juge Maclean *re* la réclamation de la *National Steel Car Corporation Limited*, de la cité de Hamilton, Ontario; en vertu de la Loi du paiement de réparation.

Rapport sur les positions exclues de la juridiction de la Commission du service civil, durant l'année solaire 1931.

Rapport du département de l'imprimerie et de la papeterie publiques, pour l'année financière terminée le 31 mars 1931. (Editions anglaise et française).

Copie des Règles et Ordres généraux de la cour de l'Echiquier du Canada.

Ordonnances du Territoire du Yukon, émises par le Conseil du Yukon, au cours de l'année 1931.

Rapport sur l'aviation civile et les opérations de l'air du gouvernement civil pour l'année 1930. (Editions anglaise et française).

Etat des obligations et des cautionnements enregistrés au Secrétariat d'Etat du Canada depuis le dernier rapport soumis au Parlement.

Rapport des remises et remboursements de droits ou taxes pour l'année financière 1930-1931.

Rapport du ministère du Revenu national, contenant les rapports de revenu, avec états relatifs aux importations, exportations, accise et impôts du Dominion du Canada, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1931. (Editions anglaise et française).

Rapport maritime du ministère du Revenu national (division des douanes), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1931.

Etat indiquant les nominations faites sous la Loi du Revenu national, telle qu'amendée en 1928, pour l'exercice terminé le 31 mars 1931.

Rapport du ministère de la Défense nationale (Service naval), pour l'exercice terminé le 31 mars 1931. (Editions anglaise et française).

Rapport du ministère de la Défense nationale (Services de la milice et de l'aviation), pour l'exercice terminé le 31 mars 1931.

Ordres navals généraux émis entre le 1er avril et le 14 décembre 1931. (Ministère de la Défense nationale).

Ordres généraux émis entre le 1er février et le 15 décembre 1931. (Ministère de la Défense nationale).

Ordres de la Milice émis entre le 6 février 1931 et le 8 janvier 1932.

Nominations, promotions et mises à la retraite—(Milice canadienne),—du 7 mars 1931 au 30 janvier 1932.

Conformément à l'Ordre du Jour, le Sénat prend en considération le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement.

L'honorable sénateur Ballantyne, appuyé par l'honorable sénateur Marcotte, propose :

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, à savoir :

A Son Excellence le Capitaine Le Très Honorable Comte de Bessborough, membre du Très Honorable Conseil Privé de Sa Majesté; Chevalier Grand-croix de l'Ordre Très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Gouverneur général et commandant en chef du Dominion du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE :

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Tanner, il est

Ordonné : Que plus ample débat sur ladite motion soit remise à demain.

L'honorable sénateur White (Pembroke), pour l'honorable sénateur Barnard, présente au Sénat un bill (A1) intitulé : "Loi concernant les loteries dites "sweepstakes" au bénéfice d'hôpitaux".

Ledit bill est lu pour la première fois et il est

Ordonné : Qu'il soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture jeudi prochain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mardi, 9 février 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour mercredi, 10 février 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur McMeans:

8 février—Qu'un comité spécial composé des honorables sénateurs Bureau, Casgrain, Gillis, Griesbach, Hardy, Logan, McGuire, McMeans, Planta, Robinson et Tanner soit institué pour étudier le mode actuel de nomination des juges, et pour faire rapport sur la nécessité de prendre des mesures qui permettront de diminuer le nombre des juges, et de faire une répartition égale des nominations.

ORDRE DU JOUR

Pour mardi, 9 février 1932

No 1.

8 février—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Bailantyne, secondé par l'honorable sénateur Marcotte, qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général pour le gracieux discours qu'il a adressé aux deux Chambres du Parlement.—(L'honorable sénateur Tanner).

Pour jeudi, 11 février 1932

No 1.

8 février—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill A1) intitulé: "Loi concernant les loteries dites "sweepstakes" au bénéfice d'hôpitaux".—(L'honorable sénateur Barnard).

No 3

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi, 9 février 1932

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable P. E. BLONDIN, Président

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Aylesworth	Forke,	Marcotte,	Rankin,
(sir Allen),	Foster,	Martin,	Raymond,
Ballantyne,	Gillis,	McCormick,	Robertson,
Barnard,	Graham,	McDonald,	Robinson,
Beaubien,	Griesbach,	McDougald,	Schaffner,
Béique,	Hardy,	McGuire,	Sharpe,
Béland,	Harmer,	McLean,	Smith,
Belcourt,	Haydon,	McLennan,	Spence,
Black,	Horsey,	McMeans,	Stanfield,
Blondin,	Hughes,	McRae,	Tanner,
Bourque,	King,	Meighen,	Tessier,
Bureau,	Lacasse,	Michener,	Tobin,
Calder,	Laird,	Molloy,	Todd,
Casgrain,	Legris,	Murdock,	Turgeon,
Chapais,	Lemieux,	Paradis,	Webster,
Copp,	L'Espérance,	Parent,	White (Pembroke),
Dandurand,	Lewis,	Planta,	Willoughby,
Daniel,	Little,	Poirier,	Wilson (Sorel),
Dennis,	Logan,	Pope,	Wilson
Donnelly,	Lynch-Staunton,	Prevost,	(Rockcliffe).

PRIÈRES.

Sur motion du très honorable sénateur Meighen, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Que la Règle 78, des Règlements du Sénat soit modifiée par la substitution de ce qui suit, au paragraphe 4:

4. Le Comité des Banques et du Commerce, composé de quarante-deux sénateurs.

Le très honorable sénateur Meighen, du comité de sélection chargé de désigner les sénateurs devant composer les différents comités permanents pour la présente session, présente le rapport de ce comité.

Ledit rapport est lu par le greffier comme suit:

MARDI, 9 février 1932.

Le comité de sélection, chargé de désigner des sénateurs pour faire partie des différents comités permanents de la session actuelle, a l'honneur de soumettre la liste suivante des sénateurs qui ont été désignés pour composer les divers comités permanents ci-après mentionnés, à savoir:

COMITÉ MIXTE DE LA BIBLIOTHÈQUE

L'honorable président, les honorables sénateurs Aylesworth (sir Allen), Beaubien, Chapais, Gillis, Gordon, Griesbach, Hatfield, Laird, Lemieux, Lewis, Logan, McDougald, McLennan, Poirier, Taylor et Wilson (Rockcliffe).—17.

COMITÉ MIXTE DES TRAVAUX D'IMPRESSION

Les honorables sénateurs Aylesworth (sir Allen), Buchanan, Chapais, Dennis, Donnelly, Green, Hatfield, Horsey, Legris, Lewis, McDonald, McLean, McLennan, Pope, Prévost, Raymond, Robertson, Taylor, Todd, White (Inkerman) et White (Pembroke).—21.

COMITÉ DES ORDRES PERMANENTS

Les honorables sénateurs Buchanan, Bureau, Hardy, MacDonald, Macdonnell, Martin, Prévost, Schaffner et Tessier.—9.

COMITÉ DES BANQUÈS ET DU COMMERCE

Les honorables sénateurs Aylesworth (sir Allen), Ballantyne, Beaubien, Béique, Belcourt, Black, Casgrain, Dandurand, Daniel, Fisher, Foster, Gordon, Graham, Griesbach, Haydon, Horsey, Hughes, King, Laird, Lemieux, L'Espérance, McGuire, McLennan, McMeans, McRae, Meighen, Murphy, Planta, Ross, Schaffner, Sharpe, Sinclair, Smith, Stanfield, Tanner, Taylor, Tessier, Todd, Webster, White (Inkerman), Willoughby et Wilson (Sorel).—42.

COMITÉ DES CHEMINS DE FER, TÉLÉGRAPHES ET HAVRES

Les honorables sénateurs Ballantyne, Barnard, Beaubien, Béique, Béland, Belcourt, Bourque, Buchanan, Bureau, Calder, Casgrain, Copp, Dandurand, Daniel, Dennis, Donnelly, Forke, Gillis, Gordon, Graham, Green, Griesbach, Hardy, Hatfield, Laird, Legris, L'Espérance, Lewis, Lynch-Staunton, MacArthur, Marcotte, McDonald, McDougald, McLennan, Meighen, Michener, Molloy, Murdock, Murphy, Pope, Rankin, Robertson, Robinson, Ross, Sharpe, Spence, Stanfield, Turgeon, Webster et Willoughby.—50.

COMITÉ DES BILLS PRIVÉS

Les honorables sénateurs Barnard, Béique, Belcourt, Bénard, Black, Bureau, Calder, Griesbach, Harmer, Legris, Little, Logan, Lynch-Staunton, McCormick, McGuire, McLean, McMeans, Parent, Planta, Raymond, Spence, Tanner, Tobin, Todd et Wilson (Sorel).—25.

COMITÉ DE RÉGIE INTERNE ET DES DÉPENSES IMPRÉVUES

L'honorable président, les honorables sénateurs Chapais, Daniel, Fisher, Foster, Gordon, Horsey, King, Lacasse, Lemieux, L'Espérance, Little, Logan, Marcotte, McRae, Michener, Murdock, Paradis, Parent, Pope, Robertson, Sharpe, Stanfield, Tessier et Willoughby.—25.

COMITÉ DES FINANCES

Les honorables sénateurs Béique, Foster, Hardy, Lacasse, L'Espérance, Martin, MacArthur, McLean, Meighen, Michener, Parent, Pope, Ross, Smith, Turgeon, White (Inkerman) et Wilson (Sorel).—17.

COMITÉ DES DÉBATS ET DES COMPTES RENDUS

Les honorables sénateurs Béland, Chapais, Gillis, Hardy, Lacasse, L'Espérance, McLean, Poirier et White (Inkerman).—9.

COMITÉ DES DIVORCES

Les honorables sénateurs Copp, Fisher, Horsey, Logan, McLean, McMeans, Rankin, Robinson et Schaffner.—9.

COMITÉ DE L'AGRICULTURE ET DES FORÊTS

Les honorables sénateurs Black, Burns, Donnelly, Forke, Little, Raymond, Riley, Sinclair et Smith.—9.

COMITÉ DE L'IMMIGRATION ET DU TRAVAIL

Les honorables sénateurs Calder, Donnelly, Forke, Hughes, Macdonell, McDonald, McMeans, Murdock et Robertson.—9.

COMITÉ DU COMMERCE EXTÉRIEUR ET DES RELATIONS COMMERCIALES DU CANADA

Les honorables sénateurs Lewis, McCormick, McLennan, McLean, Paradis, Riley, Schaffner, Stanfield et Wilson (Sorel).—9.

COMITÉ DE LA SALUBRITÉ PUBLIQUE ET DE L'INSPECTION DES ALIMENTS

Les honorables sénateurs Béland, Bourque, Daniel, King, Lacasse, Molloy, Riley, Schaffner et Wilson (Rockcliffe).—9.

COMITÉ D'ADMINISTRARION DU SERVICE CIVIL

Les honorables sénateurs Belcourt, Bénard, Donnelly, Griesbach, L'Espérance, McRae, Prévost, Rankin et Robinson.—9.

COMITÉ DES ÉDIFICES ET DES TERRAINS PUBLICS

Les honorables sénateurs Black, Harmer, Haydon, McLennan, Robertson, Sinclair, Smith, White (Pembroke) et Wilson (Rockcliffe).—9.

COMITÉ MIXTE DU RESTAURANT

L'honorable président, les honorables sénateurs Hardy, Logan, McMeans, Michener, Tanner et Taylor.—7.

Le tout respectueusement soumis.

ARTHUR MEIGHEN,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

Le très honorable sénateur Meighen présente au Sénat un Bill (B1), intitulé: "Loi concernant le statut et les pouvoirs des compagnies d'assurance britanniques et étrangères, au Canada".

Ledit Bill est lu pour la première fois et il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture, jeudi prochain.

Conformément à l'Ordre du Jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la prise en considération du discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement, et la motion de l'honorable sénateur Ballantyne, appuyé par l'honorable sénateur Marcotte:—

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, à savoir:

A Son Excellence le Capitaine Le Très Honorable Comte de Bessborough, membre du Très Honorable Conseil Privé de Sa Majesté; Chevalier Grand-croix de l'Ordre Très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Gouverneur général et commandant en chef du Dominion du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Débat.

A six heures l'honorable Président quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie.

7 heures 30.

Le Sénat reprend sa séance.

Après débat, et

Etant posée la question de savoir si ladite motion doit être adoptée, elle est résolue dans l'affirmative, et il est

Ordonné: Que ladite Adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général par ceux des membres de cette Chambre, qui sont membres de l'honorable Conseil privé.

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Que le Sénat, lorsqu'il s'ajournera aujourd'hui, restera ajourné jusqu'à jeudi prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Jeudi, 11 février 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATION

Peur vendredi, 12 février 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur McMeans:

9 février—1. Quel est le coût de l'administration du bureau principal de la Commission du Prêt agricole, y compris les salaires, le loyer et les frais de bureau?

2. Quel est le coût de l'administration des autres bureaux de cette Commission?

3. Combien d'actions du capital total ont été souscrites, et par qui?

4. Quelle est la valeur totale des obligations émises par la Commission du Prêt agricole?

5. Quels montants ont été prêtés par la Commission du Prêt agricole; en quelles provinces ces prêts ont été effectués et à quel taux d'intérêt?

6. Quelles sommes la Commission du Prêt agricole a-t-elle reçues du gouvernement fédéral?

MOTIONS

Pour jeudi, 11 février 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur McMeans:

8 février—Qu'un comité spécial composé des honorables sénateurs Bureau, Casgrain, Gillis, Griesbach, Hardy, Logan, McGuire, McMeans, Planta, Robinson et Tanner soit institué pour étudier le mode actuel de nomination des juges, et pour faire rapport sur la nécessité de prendre des mesures qui permettront de diminuer le nombre des juges, et de faire une répartition égale des nominations.

No 2.

Par le très honorable sénateur Meighen:

9 février—Qu'il proposera:

Qu'un comité spécial composé de neuf sénateurs à nommer subséquentment, soit institué pour prendre en considération le rapport d'un comité spécial de la Chambre des Communes la session dernière aux fins de faire enquête sur le projet hydro-électrique de Beauharnois, en tant que ledit rapport concerne des honorables membres du Sénat, ledit comité spécial devant entendre tels autres témoignages sous serment, portant sur l'objet de ce rapport en ce qu'il concerne ces honorables membres du Sénat, que le Sénat pourra juger à propos et conformes à la coutume constitutionnelle, et que ledit comité soit autorisé à assigner des personnes et à faire produire des documents et dossiers.

Pour vendredi, 12 février 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Griesbach:

9 février—Qu'il demandera la production d'un document faisant connaître:

1. (a) Les noms des nations qui sont membres de la Société des Nations;
- (b) Les cotisations que chaque nation membre de la Société a été appelée à verser afin de permettre la poursuite de l'œuvre de la Société l'an dernier, ou à défaut de renseignements pour l'an dernier, ceux qui concernant toute année récente pour laquelle le gouvernement possède les renseignements;
- (c) Les recettes et les dépenses de la Société (totaux seulement) pour l'an dernier ou pour toute année récente pour laquelle le gouvernement possède les renseignements.

2. Les cotisations versées chaque année par le Canada à la Société des Nations depuis l'institution de la Société, pour les objets suivants:

- (a) Cotisations et versements pour le soutien de la Société;
- (b) Frais de délégations;
- (c) Dépenses accessoires ou autres occasionnées par l'adhésion du Canada à la Société.

3. Les nations (s'il en est), membres de la Société, arriérées dans le versement de leurs cotisations ou contributions annuelles pour le maintien de la Société, en indiquant le total de l'arriéré de chaque nation.

ORDRE DU JOUR

Pour jeudi, 11 février 1932

No 1.

8 février—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill A1) intitulé: "Loi concernant les loteries dites "sweepstakes" au bénéfice d'hôpitaux".—(L'honorable sénateur Barnard).

No 2.

9 février—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill B1), intitulé: "Loi concernant le statut et les pouvoirs des compagnies d'assurance britanniques et étrangères au Canada.—(Le très honorable sénateur Meighen).

OUR

1880

1881

No 4

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Jeudi, 11 février 1932

Huit heures du soir.

L'honorable P. E. BLONDIN, Président

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Aylesworth	Forke,	MacDonald,	Prevost,
(sir Allen),	Foster,	Marcotte,	Rankin,
Ballantyne,	Gillis,	Martin,	Raymond,
Barnard,	Gordon,	McCormick,	Robertson,
Beaubien,	Graham,	McDonald,	Robinson,
Béland,	Griesbach,	McGuire,	Schaffner,
Belcourt,	Harmer,	McLean,	Sharpe,
Black,	Horsey,	McLennan,	Smith,
Blondin,	Hughes,	McMeans,	Stanfield,
Bourque,	King,	McRae,	Tanner,
Bureau,	Lacasse,	Meighen,	Tessier,
Calder,	Laird,	Michener,	Tobin,
Casgrain,	Lemieux,	Molloy,	Todd,
Chapais,	L'Espérance,	Paradis,	Webster,
Copp,	Lewis,	Parent,	White (Inkerman),
Dandurand,	Little,	Planta,	White (Pembroke),
Daniel,	Logan,	Poirier,	Willoughby,
Donnelly,	Lynch-Staunton,	Pope,	Wilson
Fisher,			(Rockcliffe).

PRIÈRES.

L'honorable Président informe le Sénat qu'un sénateur attend d'être présenté.

L'honorable John Alexander MacDonald, est présenté par le très honorable sénateur Meighen et l'honorable sénateur McLean, et il remet le bref de Sa Majesté l'appelant au Sénat.

Ledit bref est lu par le greffier comme suit:

CANADA

BESSBOROUGH

[L.S.]

GEORGE CINQ, *par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande, et des Territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.*

A Notre fidèle et bien-aimé John Alexander MacDonald, de St. Peters, Cap-Breton, province de la Nouvelle-Ecosse, M.D.C.M.,

SALUT:

SACHEZ QUE, tant pour la confiance particulière que Nous avons reposée en vous, qu'en vue d'obtenir votre avis et assistance en toutes affaires importantes et difficiles qui peuvent concerner l'Etat et la Défense de Notre Dominion du Canada, Nous avons jugé à propos de vous appeler au Sénat de Notre dit Dominion; et Nous vous commandons que, mettant de côté toutes difficultés et excuses quelconques, vous soyez et comparaissez, pour les fins susdites, dans le Sénat de Notre dit Dominion, en tous les temps et tous les lieux où Notre Parlement pourra être convoqué et tenu en Notre dit Dominion; et vous ne devez aucunement y manquer.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé cousin et conseiller, Vere Brabazon, Comte de Bessborough, membre de Notre Très honorable Conseil Privé, chevalier grand-croix de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, ancien capitaine de Notre armée territoriale, Gouverneur général et commandant en chef de Notre Dominion du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en notre cité d'Ottawa, dans Notre Dominion du Canada, ce troisième jour de février, en l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent trente-deux, et de Notre Règne la vingt-deuxième.

Par ordre,

C. H. CAHAN,
Secrétaire d'Etat du Canada.

Ordonné: Que ledit bref soit inscrit au Journal.

L'honorable sénateur MacDonald s'approche de la Table et prête le serment prescrit par la loi, devant le greffier du Sénat, commissaire nommé à cet effet, et il prend son siège comme membre du Sénat.

L'honorable Président informe le Sénat que l'honorable sénateur MacDonald a fait et signé la déclaration de qualification prescrite par l'*Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867*, en présence du greffier du Sénat, commissaire nommé à cet effet.

La pétition suivante est lue et agréée:—

De *The Quebec, Montreal and Southern Railway Company*; demandant l'adoption d'une loi prorogeant le délai pour l'achèvement et la mise en opération de son chemin de fer.

Le très honorable sénateur Meighen dépose sur la Table:

Rapport annuel du ministère du Travail pour l'année financière terminée le 31 mars 1931, y compris les rapports des opérations en vertu des lois suivantes:—

- Loi des enquêtes sur les coalitions;
- Loi de la conciliation et du Travail;
- Loi de coordination des bureaux de placement;
- Loi des rentes viagères servies par l'Etat;
- Loi des enquêtes en matière de différends industriels;
- Loi des pensions de vieillesse;
- Loi d'enseignement technique et
- Loi remédiant au chômage (1930).

Copie de l'arrêté en Conseil, C.P. 20, en date du 16 janvier 1932, transférant toutes les divisions du service public qui ont trait à l'administration de la Loi des brevets, de la Loi du droit d'auteur, de la Loi des marques de commerce et dessins de fabriques et de la Loi du marquage du bois au ministère du Secrétaire d'Etat.

Sur motion du très honorable sénateur Meighen, il est

Ordonné: Que les sénateurs désignés dans le rapport du comité de sélection, pour former les divers comités permanents au cours de la présente session, soient et sont par la présente motion, nommés pour former et constituer les divers comités dont ils sont nommés membres dans ledit rapport, pour prendre en considération les différents sujets qui leur seront référés de temps à autre et pour faire rapport; et le comité des ordres permanents est autorisé à assigner des personnes et à faire produire des pièces et documents lorsque requis; et aussi que le comité de régie interne et des dépenses imprévues ait le pouvoir, sans ordre spécial de la Chambre, de prendre en considération toute matière concernant la régie interne du Sénat sur laquelle l'honorable Président n'est pas appelé à agir par la Loi du Service civil, et que ce comité rapporte le résultat de ses délibérations à la Chambre pour agir.

Sur motion du très honorable sénateur Meighen, il est

Ordonné: Qu'un message soit porté à la Chambre des Communes, par un des greffiers à la table, pour informer cette Chambre que l'honorable Président et les honorables sénateurs Aylesworth (sir Allen), Beaubien, Chapais, Gillis, Gordon, Griesbach, Hatfield, Laird, Lemieux, Lewis, Logan, McDougald, McLennan, Poirier, Taylor et Wilson (Rockcliffe), ont été nommés pour composer un comité chargé d'aider l'honorable Président dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, en tant que les intérêts du Sénat sont concernés, et pour agir au nom du Sénat comme membres du comité mixte des deux Chambres dans l'administration de ladite bibliothèque.

Sur motion du très honorable sénateur Meighen, il est

Ordonné: Qu'un message soit porté à la Chambre des Communes, par un des greffiers à la table, pour informer cette Chambre que les honorables sénateurs Aylesworth (sir Allen), Buchanan, Chapais, Dennis, Donnelly, Green, Hatfield, Horsey, Legris, Lewis, McDonald (Shediac), McLean, McLennan, Pope, Prévost, Raymond, Robertson, Taylor, Todd, White (Inkerman) et White (Pembroke), ont été nommés pour composer un comité chargé de surveiller les travaux d'impression du Sénat, pendant la présente session et d'agir au nom du Sénat comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet des travaux d'impression du Parlement.

Sur motion du très honorable sénateur Meighen, il est

Ordonné: Qu'un message soit porté à la Chambre des Communes, par un des greffiers à la table, pour informer cette Chambre que l'honorable Président et les honorables sénateurs Hardy, Logan, McMeans, Michener, Tanner et Taylor, ont été nommés pour former un comité chargé d'aider l'honorable Président dans l'administration du restaurant du Parlement, en tant que les intérêts du Sénat sont concernés, et pour agir au nom du Sénat comme membre du comité mixte des deux Chambres au sujet dudit restaurant.

Le très honorable sénateur Meighen, présente au Sénat un bill (C1) intitulé: "Loi concernant le statut et les pouvoirs des compagnies d'assurances fédérales."

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est, avec la permission du Sénat,

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture demain.

Sur motion de l'honorable sénateur McMeans, il est

Ordonné: Qu'un comité spécial composé des honorables sénateurs Barnard, Bureau, Casgrain, Gillis, Griesbach, Hardy, Laird, Logan, McGuire, McMeans, Planta, Robinson et Tanner soit institué pour étudier le mode actuel de nomination des juges, et pour faire rapport sur la nécessité de prendre des mesures qui permettront de diminuer le nombre des juges, et de faire une répartition égale des nominations, et que ledit comité soit autorisé à assigner des personnes et à faire produire des documents et dossiers.

Sur motion du très honorable sénateur Meighen, il est

Ordonné: Qu'un comité spécial composé de neuf sénateurs à nommer subseqüemment, soit institué pour prendre en considération le rapport d'un comité spécial de la Chambre des Communes la session dernière aux fins de faire enquête sur le projet hydro-électrique de Beauharnois, en tant que ledit rapport concerne des honorables membres du Sénat, ledit comité spécial devant entendre tels autres témoignages sous serment, portant sur l'objet de ce rapport en ce qu'il concerne ces honorables membres du Sénat, que le Sénat pourra juger à propos et conformes à la coutume constitutionnelle, et que ledit comité soit autorisé à assigner des personnes et à faire produire des documents et dossiers.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion du très honorable sénateur Meighen, il est

Ordonné: Que le quatrième rapport du comité spécial de la Chambre des Communes, institué pour faire enquête sur le projet hydro-électrique de Beauharnois, déposé sur la Table du Sénat le 1er août 1931, soit renvoyé à un comité spécial du Sénat, institué dans le but de prendre en considération ledit rapport en ce qu'il concerne des honorables membres du Sénat.

Suivant l'Ordre du Jour, l'honorable sénateur Barnard propose que le Bill (A1) intitulé: "Loi concernant les loteries dites "sweepstakes" au bénéfice d'hospitaux", soit lu maintenant pour la deuxième fois.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit remis à demain.

Suivant l'Ordre du Jour, le Bill (B1) intitulé: "Loi concernant le statut et les pouvoirs des compagnies d'assurance britanniques et étrangères, au Canada, est lu pour la deuxième fois, et

Il est renvoyé au comité permanent des Banques et du Commerce.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Vendredi, 12 février 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATION

Peur vendredi, 12 février 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur McMeans:

9 février—1. Quel est le coût de l'administration du bureau principal de la Commission du Prêt agricole, y compris les salaires, le loyer et les frais de bureau?

2. Quel est le coût de l'administration des autres bureaux de cette Commission?

3. Combien d'actions du capital total ont été souscrites, et par qui?

4. Quelle est la valeur totale des obligations émises par la Commission du Prêt agricole?

5. Quels montants ont été prêtés par la Commission du Prêt agricole; en quelles provinces ces prêts ont été effectués et à quel taux d'intérêt?

6. Quelles sommes la Commission du Prêt agricole a-t-elle reçues du gouvernement fédéral?

MOTION

Peur vendredi, 12 février 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Griesbach:

9 février—Qu'il demandera la production d'un document faisant connaître:

1. (a) Les noms des nations qui sont membres de la Société des Nations;

(b) Les cotisations que chaque nation membre de la Société a été appelée à verser afin de permettre la poursuite de l'œuvre de la Société l'an dernier, ou à défaut de renseignements pour l'an dernier, ceux qui concernant toute année récente pour laquelle le gouvernement possède les renseignements;

(c) Les recettes et les dépenses de la Société (totaux seulement) pour l'an dernier ou pour toute année récente pour laquelle le gouvernement possède les renseignements.

2. Les cotisations versées chaque année par le Canada à la Société des Nations depuis l'institution de la Société, pour les objets suivants:

(a) Cotisations et versements pour le soutien de la Société;

(b) Frais de délégations;

(c) Dépenses accessoires ou autres occasionnées par l'adhésion du Canada à la Société.

3. Les nations (s'il en est), membres de la Société, arriérées dans le versement de leurs cotisations ou contributions annuelles pour le maintien de la Société, en indiquant le total de l'arriéré de chaque nation.

ORDRE DU JOUR

Pour vendredi, 12 février 1932

No 1.

11 février—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill C1) intitulé: "Loi concernant le statut et les pouvoirs des compagnies d'assurance fédérales.—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 2.

11 février—Reprise du débat sur la deuxième lecture d'un projet de loi (Bill A1) intitulé: "Loi concernant les loteries dites "sweepstakes" au bénéfice d'hôpitaux".—(L'honorable sénateur McCrea).

No 5

PROCÈS-VERBAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

 Vendredi, 12 février 1932

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable P. E. BLONDIN, Président

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Aylesworth	Forke,	MacDonald,	Prevost,
(sir Allen),	Foster,	Marcotte,	Rankin,
Ballantyne,	Gillis,	Martin,	Robertson,
Barnard,	Gordon,	McCormick,	Robinson,
Beaubien,	Graham,	McDonald,	Schaffner,
Béique,	Griesbach,	McGuire,	Sharpe,
Béland,	Hardy,	McLean,	Smith,
Belcourt,	Harmer,	McLennan,	Spence,
Bénard,	Horsey,	McMeans,	Stanfield,
Black,	Hughes,	McRae,	Tanner,
Blondin,	King,	Meighen,	Tessier,
Bourque,	Lacasse,	Michener,	Tobin,
Bureau,	Laird,	Molloy,	Todd,
Casgrain,	Lemieux,	Murdock,	Webster,
Chapais,	L'Espérance,	Paradis,	White (Inkerman),
Copp,	Lewis,	Parent,	White (Pembroke),
Dandurand,	Little,	Planta,	Willoughby,
Daniel,	Logan,	Poirier,	Wilson
Donnelly,	Lynch-Staunton,	Pope,	(Rockcliffe).

PRIÈRES.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément:—

Par l'honorable Président du Comité de Divorce:—

De Eva Corker Trill, de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Matthew Henry Trill.

De Dorothy Gertrude Silcock Wilson, de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Leslie David Wilson.

De Roméo Xavier Vandette, de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Rose Anna Larocque Vandette.

De Robert Russell Symington, de Montréal, province de Québec, manufacturier; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Freda Iris Smith Symington.

De George Sinkler Morgan, de Westmount, province de Québec, médecin; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Doris Louise White Morgan.

De Agnes May Jack Evans, de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Arnold George Evans.

De Harry Prupas, de Montréal, province de Québec, coiffeur; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Esther Brownstein Prupas.

De Olive Pearl Beattie Watkins, de Sherbrooke, province de Québec, ménagère; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Hartwell Arthur Watkins.

De Gordon Alexander Cowan, de Westmount, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marion Turnbull Binns Cowan.

De Mabel Constance Small Cossar, de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Robert George Cossar.

De Georgina Linda McIndoe Howard, de Westmount, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Henry Chase Howard.

De Ellery Sanford Johnston, de Montréal, province de Québec, secrétaire; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Olive Faith Goodill Johnston.

De Ethel Seigler Nissenson, de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Abraham Nissenson.

De Audrey Meredith Mann Redpath, de Westmount, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Watson Redpath.

De George Seymour Dixon, de Montréal, province de Québec, fonctionnaire administratif; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Isobel Gardiner Plant Dixon.

De Antonio Poliseno, de Montréal, province de Québec, agent d'immeubles; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marie Florida Hélène Soubre, dit St-Jean Poliseno.

De Farla Goldman Rother, de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Abraham Rother.

L'honorable sénateur Black, du comité permanent des Banques et du Commerce, présente le premier rapport de ce comité.

Ce rapport est alors lu par le greffier comme suit:

VENDREDI, 12 février 1932.

Le comité permanent des Banques et du Commerce demande permission de présenter son premier rapport comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à neuf (9) membres.

Le tout respectueusement soumis.

F. B. BLACK,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est alors adopté.

L'honorable sénateur McLennan, du comité permanent du Commerce et des relations commerciales du Canada, présente le premier rapport de ce comité.

Ce rapport est alors lu par le greffier comme suit:

VENDREDI, 12 février 1932.

Le comité permanent du Commerce extérieur et des relations commerciales du Canada demande permission de présenter son premier rapport comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à trois (3) membres.

Le tout respectueusement soumis.

J. S. McLENNAN,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est alors adopté.

L'honorable sénateur Tessier, du comité permanent des Ordres permanents, présente le premier rapport de ce comité.

Ce rapport est alors lu par le greffier comme suit:

VENDREDI, 12 février 1932.

Le comité permanent des Ordres permanents demande permission de présenter son premier rapport comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à trois (3) membres.

Le tout respectueusement soumis.

JULES TESSIER,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est alors adopté.

L'honorable sénateur Daniel, du comité permanent de Régie interne et des dépenses imprévues, présente le premier rapport de ce comité.

Ce rapport est alors lu par le greffier comme suit:

VENDREDI, 12 février 1932.

Le comité de Régie interne et des dépenses imprévues demande permission de présenter son premier rapport comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept (7) membres.

Le tout respectueusement soumis.

J. W. DANIEL,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est alors adopté.

L'honorable sénateur McMeans, du comité permanent de l'Immigration et du Travail, présente le premier rapport de ce comité.

Ce rapport est alors lu par le greffier comme suit:

VENDREDI, 12 février 1932.

Le comité permanent de l'Immigration et du Travail, demande permission de présenter son premier rapport comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à trois (3) membres.

Le tout respectueusement soumis.

L. McMEANS,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est alors adopté.

L'honorable sénateur McMeans, du comité permanent de Divorce, présente le premier rapport de ce comité.

Ce rapport est alors lu par le greffier comme suit:

VENDREDI, 12 février 1932.

Le comité permanent des Divorces demande la permission de présenter son premier rapport comme suit:

1. Votre comité recommande que son quorum soit réduit à trois (3) membres à toutes fins, y compris la réception des dépositions sous serment relativement aux faits énoncés dans les pétitions en obtention de bills de divorce.

2. Votre comité recommande aussi que permission lui soit donnée de siéger durant tous les ajournements du Sénat, ainsi que durant les séances du Sénat.

3. Le comité recommande aussi que, outre le président qu'il élit, il soit aussi autorisé à élire en tout temps, un vice-président, lequel sera revêtu de tous les pouvoirs du président.

Le tout respectueusement soumis.

L. McMEANS,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est alors adopté.

L'honorable sénateur Donnelly, du comité permanent de l'Agriculture et des Forêts, présente le premier rapport de ce comité.

Ce rapport est alors lu par le greffier comme suit:

VENDREDI, 12 février 1932.

Le comité permanent de l'Agriculture et des Forêts demande permission de présenter son premier rapport comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à trois (3) membres.

Le tout respectueusement soumis.

J. J. DONNELLY,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est alors adopté.

L'honorable sénateur Gordon, pour l'honorable sénateur Graham, du comité permanent des Chemins de fer, Télégraphes et Havres, présente le premier rapport de ce comité.

Ce rapport est alors lu par le greffier comme suit:

VENDREDI, 12 février 1932.

Le comité permanent des Chemins de fer, Télégraphes et Havres demande permission de présenter son premier rapport comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à neuf (9) membres.

Le tout respectueusement soumis.

GEO. P. GRAHAM,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est alors adopté.

L'honorable sénateur Chapais, du comité permanent des Débats et des comptes rendus, présente le premier rapport de ce comité.

Ce rapport est alors lu par le greffier comme suit:

VENDREDI, 12 février 1932.

Le comité permanent des Débats et des comptes rendus demande permission de présenter son premier rapport comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à trois (3) membres.

Le tout respectueusement soumis.

THOMAS CHAPAIS,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est alors adopté.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (2) intitulé: "Loi concernant la frontière entre les provinces de l'Alberta et de la Colombie-Britannique", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture à la prochaine séance du Sénat.

Le très honorable sénateur Meighen dépose sur la Table:—

Rapport des Archives publiques pour l'année 1931. (Editions anglaise et française).

Avec la permission du Sénat et

Sur motion du très honorable sénateur Meighen, il est

Ordonné: Que les sénateurs, dont les noms suivent, savoir: les honorables sénateurs Béique, Chapais, Copp, Donnelly, Graham, Griesbach, McMeans, Robinson et Tanner, constituent un comité spécial, institué pour prendre en considération le rapport d'un comité spécial de la Chambre des Communes la session dernière aux fins de faire enquête sur le projet hydro-électrique de Beauharnois, en tant que ledit rapport concerne des honorables membres du Sénat et que ledit comité soit autorisé à siéger durant les séances et les ajournements du Sénat.

Avec la permission du Sénat et

Sur motion du très honorable sénateur Meighen, il est

Ordonné: Que soit transmis à la Chambre des Communes, un message priant cette Chambre d'accorder à son greffier, permission de comparaître et de produire devant le comité spécial du Sénat, une copie des témoignages rendus durant la dernière session devant le comité spécial des Communes, institué pour faire enquête sur le projet hydro-électrique de la Beauharnois.

Sur motion de l'honorable sénateur Griesbach, il est

Ordonné: Qu'il émane un Ordre du Sénat pour la production d'un document indiquant:—

1. (a) Les noms des nations qui sont membres de la Société des Nations;

(b) Les cotisations que chaque nation membre de la Société a été appelée à verser afin de permettre la poursuite de l'œuvre de la Société l'an dernier, ou à défaut de renseignements pour l'an dernier, ceux qui concernent toute année récente pour laquelle le gouvernement possède les renseignements;

(c) Les recettes et les dépenses de la Société (totaux seulement) pour l'an dernier ou pour toute année récente pour laquelle le gouvernement possède les renseignements.

2. Les cotisations versées chaque année par le Canada à la Société des Nations depuis l'institution de la Société, pour les objets suivants:

(a) Cotisations et versements pour le soutien de la Société;

(b) Frais de délégations;

(c) Dépenses accessoires ou autres occasionnées par l'adhésion du Canada à la Société.

3. Les nations (s'il en est), membres de la Société, arriérées dans le versement de leurs cotisations ou contributions annuelles pour le maintien de la Société, en indiquant le total de l'arriéré de chaque nation.

Suivant l'Ordre du Jour, le Bill (C1) intitulé: "Loi concernant le statut et les pouvoirs des compagnies d'assurances fédérales", est lu pour la deuxième fois, et

Il est renvoyé au comité permanent des Banques et du Commerce.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion pour la deuxième lecture du Bill (A1) intitulé: "Loi concernant les loteries dites "sweepstakes" au bénéfice d'hôpitaux".

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat soit remis à demain.

L'honorable sénateur Copp, pour l'honorable sénateur Wilson (Rockcliffe), du comité permanent des Edifices publics et de terrains publics, présente le premier rapport de ce comité.

Ce rapport est alors lu par le greffier comme suit:

VENDREDI, 12 février 1932.

Le comité permanent des Edifices publics et des terrains publics demande permission de présenter son premier rapport comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à trois (3) membres.

Le tout respectueusement soumis.

CAIRINE R. WILSON,

Présidente.

Avec la permission du Sénat,

Ledit rapport est alors adopté.

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Que le Sénat, lorsqu'il s'ajournera aujourd'hui, restera ajourné jusqu'à mardi, le premier mars prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mardi, 1er mars 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATION

Pour mardi, 1er mars 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur McMeans:

9 février—1. Quel est le coût de l'administration du bureau principal de la Commission du Prêt agricole, y compris les salaires, le loyer et les frais de bureau?

2. Quel est le coût de l'administration des autres bureaux de cette Commission?

3. Combien d'actions du capital total ont été souscrites, et par qui?

4. Quelle est la valeur totale des obligations émises par la Commission du Prêt agricole?

5. Quels montants ont été prêtés par la Commission du Prêt agricole; en quelles provinces ces prêts ont été effectués et à quel taux d'intérêt?

6. Quelles sommes la Commission du Prêt agricole a-t-elle reçues du gouvernement fédéral?

ORDRE DU JOUR

Pour mardi, 1er mars 1932

No 1.

12 février—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 2), intitulé: "Loi concernant la frontière entre les provinces de l'Alberta et de la Colombie-Britannique.—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 2.

12 février—Reprise du débat sur la deuxième lecture d'un projet de loi (Bill A1) intitulé: "Loi concernant les loteries dites "sweepstakes" au bénéfice d'hôpitaux".—(L'honorable sénateur Sharpe).

No 6

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi, 1^{er} mars 1932

Huit heures du soir.

L'honorable P. E. BLONDIN, Président

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Aylesworth (sir Allen),	Donnelly,	Macdonald,	Robertson,
Ballantyne,	Fisher,	Marcotte,	Schaffner,
Barnard,	Forke,	Martin,	Sharpe,
Beaubien,	Foster,	McCormick,	Sinclair,
Béique,	Gillis,	McDougald,	Smith,
Bénard,	Graham,	McGuire,	Spence,
Black,	Griesbach,	McLean,	Stanfield,
Blondin,	Hardy,	McLennan,	Tanner,
Bourque,	Harmer,	McMeans,	Tobin,
Buchanan,	Hatfield,	Meighen,	Todd,
Bureau,	Horsey,	Molloy,	Webster,
Calder,	Hughes,	Murdock,	White (Inkerman),
Casgrain,	King,	Paradis,	White (Pembroke),
Copp,	Lacasse,	Parent,	Willoughby,
Dandurand,	Lemieux,	Poirier,	Wilson (Sorel),
Daniel,	Lewis,	Pope,	Wilson
Dennis,	Little,	Rankin,	(Rockcliffe).
	MacArthur,	Riley,	

PRIÈRES.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément:—

Par l'honorable sénateur Schaffner, pour l'honorable Président du comité de Divorce:—

De Assad Kalil Eddy, alias Joseph Canille, de Montréal, province de Québec, manufacturier; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec May Sayre Eddy.

De Francis Helen Dawes Porteous, de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Bartholomew Hazen Porteous.

De Elizabeth Irene Woolnough, de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Edward Harvey Woolnough.

De Beulah Isobel Phillips Eakin, de Westmount, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Irwin Hamilton Eakin.

De Louis Sorbonne, de Montréal, province de Québec, sculpteur; demandant l'adoption d'une loi qui annule son mariage avec Clémence Dachet Sorbonne.

De Ida Judith Clark Freudberg, de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Leo Freudberg.

L'honorable sénateur Béique, du comité permanent des Bills privés, présente le premier rapport de ce comité.

Ce rapport est alors lu par le greffier comme suit:

MARDI, 1er mars 1932.

Le comité permanent des Bills privés demande permission de présenter son premier rapport comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept (7) membres. Le tout respectueusement soumis.

F. L. BEIQUE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est alors adopté.

L'honorable sénateur King, pour l'honorable sénateur Béland, du comité permanent de la Salubrité publique et de l'inspection des aliments, présente le premier rapport de ce comité.

Ce rapport est alors lu par le greffier comme suit:

MARDI, 1er mars 1932.

Le comité permanent de la Salubrité publique et de l'inspection des aliments demande permission de présenter son premier rapport comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à trois (3) membres. Le tout respectueusement soumis.

HENRI S. BELAND,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est alors adopté.

L'honorable sénateur Tanner, du comité spécial institué pour prendre en considération le rapport d'un comité spécial de la Chambre des Communes, la session dernière, aux fins de faire enquête sur le projet hydroélectrique de Beauharnois en tant que ledit rapport concerne des honorables membres du Sénat, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier, comme suit:

MARDI, 1er mars 1932.

Le comité spécial institué pour prendre en considération le rapport d'un comité spécial de la Chambre des Communes, la session dernière, aux fins de faire enquête sur le projet hydroélectrique de Beauharnois en tant que ledit rapport concerne des honorables membres du Sénat, demande permission de présenter son premier rapport comme suit:—

Le comité recommande qu'autorisation soit accordée pour l'impression quotidienne de 600 exemplaires des délibérations du comité, pour distribution générale.

Le tout respectueusement soumis.

CHAS. E. TANNER,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est alors adopté.

L'honorable sénateur White (Inkerman), du comité permanent des Finances, présente le premier rapport de ce comité.

Ce rapport est alors lu par le greffier comme suit:

VENDREDI, 12 février 1932.

Le comité permanent des Finances demande permission de présenter son premier rapport comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept (7) membres.

Le tout respectueusement soumis.

SMEATON WHITE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est alors adopté.

Le très honorable sénateur Meighen dépose sur la Table:—

Rapport du Secrétaire d'Etat du Canada pour l'année financière terminée le 31 mars 1931.

Rapport annuel du ministère des Pensions et de la Santé nationale, le bureau des commissaires des pensions du Canada; le tribunal des pensions, la cour d'appel des pensions, et le comité des allocations des vétérans de guerre pour l'exercice terminé le 31 mars 1931.

Rapport annuel du ministère des Affaires indiennes pour l'exercice terminé le 31 mars 1931.

Rapport du gardien des recettes et dépenses relativement aux paiements de réparations, pour la période de janvier 1931 à janvier 1932.

Rapport sur la vérification des comptes de la Commission du prêt agricole, pour l'exercice terminé le 31 mars 1931.

Rapport du Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures pour l'année terminée le 31 décembre 1931.

L'honorable Président informe le Sénat que, en conformité de la Règle 103, le Greffier du Sénat a déposé sur la Table les comptes et pièces justificatives du Sénat pour l'année financière terminée le 31 mars 1931.

Ordonné: Que lesdits comptes et pièces justificatives soient renvoyées au comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues du Sénat.

La Chambre des Communes transmet par son greffier un message ainsi conçu:—

LUNDI, 15 février 1932.

Résolu,—Qu'un message soit envoyé au Sénat informant Leurs Honneurs que la Chambre a nommé l'honorable Orateur et messieurs Ahearn, Barrette, Black (Halifax), Bourassa, Carmichael, Cayley, Garland (Carleton), Hanbury, Howard, Howden, Lafèche, Macphail (Mlle), Ryerson, Senn, Spankie, Spence, Sproule, Thauvette et Wilson, pour composer un comité chargé d'aider Son Honneur l'Orateur dans la régie du restaurant, en tant que les intérêts de la Chambre des Communes sont concernés et pour agir comme membres d'un comité mixte des deux Chambres sur le restaurant.

Ordonné: Que le greffier de la Chambre porte ledit message au Sénat.

Certifié.

ARTHUR BEAUCHESNE,
Greffier de la Chambre des Communes.

Ordonné: Que ledit message soit déposé sur la Table.

La Chambre des Communes transmet par son greffier un message ainsi conçu:—

LUNDI, 15 février 1932.

Résolu,—Qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer Leurs Honneurs que la Chambre a nommé l'honorable Orateur et messieurs Barber, Bertrand, Bourassa, Boyes, Butcher, Carmichael, Charters, Chevrier, Cotnam, Dubois, Factor, Ferland, Fontaine, Fortin, Fraser (Cariboo), Gagnon, Girouard, Guthrie, Hepburn, Irvine, Jones, Lafèche, Larue, LaVergne, MacMillan (Saskatoon), Marcell, McGillis, McGregor, McIntosh, Peck, Perley (Sir George), Pouliot, Quinn, Rhéaume, Short, Rinfret, Smoke, Sterling, Thauvette, Thompson (Simcoe-Est), Thompson (Lanark), White (London) et Wright pour composer un comité chargé d'aider Son Honneur l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque du Parlement, en tant que les intérêts de la Chambre des Communes sont concernés et pour agir au nom de la Chambre des Communes comme membres d'un comité mixte de la bibliothèque.

Ordonné: Que le greffier de la Chambre porte ledit message au Sénat.

Certifié.

ARTHUR BEAUCHESNE,
Greffier de la Chambre des Communes.

Ordonné: Que ledit message soit déposé sur la Table.

La Chambre des Communes transmet par son greffier un message ainsi conçu:—

LUNDI, 15 février 1932.

Résolu,—Qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer Leurs Honneurs que la Chambre se joindra à eux pour former un comité mixte des Impressions du Parlement, et que les membres du comité des Impressions, savoir:—Messieurs: Anderson (Halton), Baribeau, Belee, Boulanger, Bourgeois, Brasset, Charters, Desrochers, Dubois, Embury, Esling, Factor, Fortin, Girouard, Gott, Gray, Hay, Heaps, Howden, Lucas, MacLean, McKenzie (Assiniboine), McLure, Maloney, Marcil, Matthews, Moore (Châteauguay-Huntingdon), Munn, Murphy, Parent, Peck, Perras, Pickel, Porteous, Price, Quinn, Rhéaume, Rinfret, Roberge, Robinson, Rowe, Ryerson, St-Père, Short, Simpson (Simcoe-Nord), Spankie, Spencer, Woodsworth et Wright agiront de la part de la Chambre, comme membres dudit comité mixte.

Ordonné: Que le greffier de la Chambre porte ledit message au Sénat.

Certifié.

ARTHUR BEAUCHESNE,

Greffier de la Chambre des Communes.

Ordonné: Que ledit message soit déposé sur la Table.

La Chambre des Communes transmet par son greffier, un message ainsi conçu:—

LUNDI, 15 février 1932.

Résolu,—Qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer Leurs Honneurs que cette Chambre accorde leur demande de donner permission au Greffier de la Chambre des Communes de comparaître et de produire devant un comité spécial du Sénat une copie des dépositions faites devant un comité spécial des Communes nommé durant la deuxième session du Parlement actuel, pour faire une enquête sur l'entreprise hydroélectrique de la Beauharnois.

Ordonné: Que le greffier de la Chambre porte ledit message au Sénat.

Certifié.

ARTHUR BEAUCHESNE,

Greffier de la Chambre des Communes.

Ordonné: Que ledit message soit déposé sur la Table.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (3) intitulé: "Loi modifiant la Loi des chambres de commerce", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture jeudi prochain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (7) intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Procès sommaires)", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture vendredi prochain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (8) intitulé: "Loi modifiant la Loi des jeunes délinquants", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture vendredi prochain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (11) intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Transport d'articles prohibés)", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture vendredi prochain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (12) intitulé: "Loi ayant pour objet d'autoriser un contrat entre Sa Majesté le Roi et la Corporation de la cité d'Ottawa", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture vendredi prochain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (13) intitulé: "Loi ayant pour objet de soumettre au Parlement certains règlements et arrêtés en conseil", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture vendredi prochain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (15) intitulé: "Loi modifiant la Loi d'amirauté", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture vendredi prochain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (17) intitulé: "Loi modifiant la Loi du mariage et du divorce", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture jeudi prochain.

Suivant l'Ordre du Jour, le Bill (2) intitulé: "Loi concernant la frontière entre les provinces de l'Alberta et de la Colombie-Britannique", est lu pour la deuxième fois, et

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion pour la deuxième lecture du Bill (A1) intitulé: "Loi concernant les loteries dites "sweepstakes" au bénéfice d'hôpitaux".

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat soit remis à demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mercredi, 2 mars 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATION

Pour jeudi, 3 mars 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Hughes:

1^{er} mars—Qu'il attirera l'attention du Sénat et du gouvernement sur la dépression mondiale actuelle et sur les sérieuses conditions économiques au Canada, et qu'il demandera quel programme le gouvernement entend présenter à la Conférence impériale en juillet prochain, dans le dessein d'améliorer ces conditions ou d'y remédier.

MOTIONS

Pour jeudi, 3 mars 1932

No 1.

Par le très honorable sénateur Meighen:

1er mars—Que les arrêtés en conseil ci-dessous, déposés sur la table le 8e jour de février 1932, soient approuvés:

Les arrêtés en conseil qui ont été publiés dans la *Gazette du Canada* entre le 21e jour de janvier 1931 et le 17e jour de décembre 1931, conformément aux dispositions de l'article 75 de la *Loi des terres fédérales*, chapitre 113, S.R., 1927.

Les arrêtés en conseil qui ont été publiés dans la *Gazette du Canada* entre le 21e jour de janvier 1931 et le 17e jour de décembre 1931, conformément aux dispositions de l'alinéa "c" de l'article 21 de la *Loi des réserves forestières et des parcs fédéraux*, chapitre 78, S.R., 1927.

No 2.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

1er mars—Qu'il attirera l'attention sur le détournement des eaux du lac Michigan par la cité de Chicago, et qu'il proposera "que, de l'avis du Sénat, il ne doit pas être poursuivi de plus amples négociations sur la canalisation du Saint-Laurent, tant que le Sénat n'aura pas examiné le traité actuellement en vigueur, et qu'il ne se sera pas assuré que ce traité est mis à exécution.

De plus, qu'un exemplaire dudit traité soit déposé sur la table du Sénat."

No 3.

Par l'honorable sénateur Daniel:

1er mars—Résolu,—Que soient approuvées les recommandations de la Commission du service civil, en date du 18 janvier 1926, à l'effet de soustraire à l'opération de la *Loi du service civil* les emplois de premier greffier adjoint et de deuxième greffier adjoint du Sénat, pour ce qui concerne la nomination des titulaires à ces emplois. (*Vide* Journaux du Sénat, 1926, page 57).

ORDRE DU JOUR

Pour mercredi, 2 mars 1932

No 1.

1^{er} mars—Reprise du débat sur la deuxième lecture d'un projet de loi (Bill A1) intitulé: "Loi concernant les loteries dites "sweepstakes" au bénéfice d'hôpitaux".—(L'honorable sénateur Black).

Pour jeudi, 3 mars 1932

No 1.

1^{er} mars—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 3) intitulé: "Loi modifiant la Loi des chambres de commerce".—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 2.

1^{er} mars—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 17) intitulé: "Loi modifiant la Loi du mariage et du divorce".—(L'honorable sénateur Griesbach).

Pour vendredi, 4 mars 1932

No 1.

1^{er} mars—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 7) intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Procès sommaires)".—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 2.

1^{er} mars—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 8) intitulé: "Loi modifiant la Loi des jeunes délinquants".—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 3.

1^{er} mars—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 11) intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Transport d'articles prohibés)".—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 4.

1^{er} mars—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 12) intitulé: "Loi ayant pour objet d'autoriser un contrat entre Sa Majesté le Roi et la corporation de la cité d'Ottawa".—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 5.

1^{er} mars—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 13) intitulé: "Loi ayant pour objet de soumettre au Parlement certains règlements et arrêtés en conseil".—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 6.

1^{er} mars—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 15) intitulé: "Loi modifiant la Loi d'amirauté".—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 7

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Mercredi, 2 mars 1932

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable P. E. BLONDIN, Président

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Aylesworth	Dennis,	Lynch-Staunton,	Robertson,
(sir Allen),	Donnelly,	MacArthur,	Robinson,
Ballantyne,	Fisher,	Macdonald,	Schaffner,
Barnard,	Forke,	Marcotte,	Sharpe,
Beaubien,	Foster,	Martin,	Sinclair,
Béique,	Gillis,	McCormick,	Smith,
Béland,	Gordon,	McDougald,	Spence,
Belcourt,	Graham,	McGuire,	Stanfield,
Bénard,	Griesbach,	McLean,	Tanner,
Black,	Hardy,	McLennan,	Tessier,
Blondin,	Harmer,	McMeans,	Tobin,
Bourque,	Hatfield,	Meighen,	Todd,
Buchanan,	Horsey,	Molloy,	Turgeon,
Bureau,	Hughes,	Murdock,	Webster,
Calder,	King,	Paradis,	White (Pembroke),
Casgrain,	Lacasse,	Parent,	Willoughby,
Chapais,	Lemieux,	Poirier,	Wilson (Sorel),
Copp,	L'Espérance,	Pope,	Wilson
Dandurand,	Lewis,	Rankin,	(Rockcliffe).
Daniel,	Little,	Riley,	

PRIÈRES.

Les pétitions suivantes sont présentées:—

Par l'honorable Président du comité de divorce:—

De Elizabeth Ann Routledge Gunther, de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Roy Alfred Gunther.

Par l'honorable sénateur Chapais:—

De *The Montreal Central Terminal Company*".

L'honorable sénateur L'Espérance, du comité permanent d'Administration du service civil, présente le premier rapport de ce comité.

Ce rapport est alors lu par le greffier comme suit:

VENDREDI, 12 février 1932.

Le comité permanent d'Administration du service civil demande permission de présenter son premier rapport comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à trois (3) membres.

Le tout respectueusement soumis.

D. O. L'ESPERANCE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est alors adopté.

L'honorable sénateur Tessier, du comité permanent des Ordres permanents, présente le deuxième rapport de ce comité.

Ce rapport est alors lu par le greffier comme suit:

MERCREDI, 2 mars 1932.

Le comité permanent des Ordres permanents demande permission de présenter son deuxième rapport comme suit:

Le comité recommande:

1. Que le délai pour la réception des pétitions en obtention de bills privés soit prolongé jusqu'au vendredi, 29 avril 1932.

2. Que le délai pour la réception des bills privés soit prolongé jusqu'au vendredi, 13 mai 1932.

3. Que le délai pour la réception des rapports d'un comité permanent ou spécial sur des bills privés soit prolongé jusqu'au vendredi, 27 mai 1932.

Le tout respectueusement soumis.

JULES TESSIER,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est alors adopté.

L'honorable sénateur Tessier, du comité permanent des Ordres permanents, présente le troisième rapport de ce comité.

Ce rapport est alors lu par le greffier comme suit:

MERCREDI, 2 mars 1932.

Le comité permanent des Ordres permanents demande permission de présenter son troisième rapport, comme suit:

Le comité a examiné la pétition suivante et constate que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, savoir:

De la *Quebec, Montreal and Southern Railway Company*, demandant l'adoption d'une loi prorogeant le délai pour compléter et mettre en opération ses lignes de chemin de fer.

Le tout respectueusement soumis.

JULES TESSIER,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est alors adopté.

L'honorable sénateur Tanner, du comité spécial institué pour prendre en considération le rapport d'un comité spécial de la Chambre des Communes, la session dernière, aux fins de faire enquête sur le projet hydroélectrique de Beauharnois en tant que ledit rapport concerne des honorables membres du Sénat, présente le deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier, comme suit:

MERCREDI, 2 mars 1932.

Le comité spécial institué pour prendre en considération le rapport d'un comité spécial de la Chambre des Communes, la session dernière, aux fins de faire enquête sur le projet hydroélectrique de Beauharnois en tant que ledit rapport concerne des honorables membres du Sénat, demande permission de présenter son deuxième rapport comme suit:—

Le comité recommande que soit confirmée et ratifiée, la résolution qu'il a adoptée le 12 février 1932, savoir:—

“Que le gouvernement soit prié de nommer des avocats pour venir en aide au comité.”

Le tout respectueusement soumis.

CHAS. E. TANNER,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est alors adopté.

L'honorable sénateur Béique présente au Sénat un bill (D1) intitulé: “Loi concernant *The Quebec, Montreal and Southern Railway Company.*”

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture vendredi prochain.

Le très honorable sénateur Meighen dépose sur la Table:—

Copie d'un supplément de la *Gazette du Canada*, contenant une proclamation en date du 29 février 1932, mettant en vigueur une Loi concernant la *Beauharnois Light, Heat and Power Company, Limited*"; aussi copie d'un décret ministériel, C.P. 504, en date du 1er mars 1932, concernant l'exploitation de ladite compagnie.

Le vingt-septième rapport de la Commission des chemins de fer du Canada, pour l'année terminée le 31 décembre 1931; aussi, copie certifiée d'un décret ministériel, C.P. 476, du 29 février 1932, relatif audit rapport.

L'honorable Président présente au Sénat le message suivant de Son Excellence le Gouverneur général, sous son seing manuel:—

BESSBOROUGH

Honorables membres du Sénat:

J'ai reçu avec grand plaisir l'adresse que vous avez votée en réponse à mon discours à l'ouverture de la session du Parlement et je vous en remercie sincèrement.

HÔTEL DE GOUVERNEMENT,
OTTAWA,

2 mars 1932.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion pour la deuxième lecture du Bill (A1) intitulé: "Loi concernant les loteries dites "sweepstakes" au bénéfice d'hôpitaux".

Après plus ample débat, et la question étant posée sur ladite motion, elle est résolue dans la négative par le vote suivant:—

ONT VOTÉ POUR:

Les honorables sénateurs

Aylesworth (sir Allen),	Black,	Lewis,	Molloy,
Barnard,	Bourque,	Lynch-Staunton,	Pope,
Béland,	Bureau,	Macdonald,	Sharpe,
Belcourt,	Dennis,	Marcotte,	Todd,
Bénard,	Lacasse,	Martin,	White
			(Pembroke)—20.

ONT VOTÉ CONTRE:

Les honorables sénateurs

Ballantyne,	Hardy,	McLean,	Sinclair,
Beaubien,	Hatfield,	Meighen,	Smith,
Buchanan,	Horsy,	Murdock,	Spence,
Calder,	Hughes,	Parent,	Tessier,
Dandurand,	Lemieux,	Poirier,	Turgeon,
Daniel,	Little,	Rankin,	Willoughby,
Forke,	MacArthur,	Riley,	Wilson (Sorel),
Foster,	McCormick,	Robertson,	Wilson
Gillis,	McGuire,	Schaffner,	(Rockcliffe)—36.
Gordon,			

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Jeudi, 3 mars 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATIONS

Pour jeudi, 3 mars 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Hughes:

1er mars—Qu'il attirera l'attention du Sénat et du gouvernement sur la dépression mondiale actuelle et sur les sérieuses conditions économiques au Canada, et qu'il demandera quel programme le gouvernement entend présenter à la Conférence impériale en juillet prochain, dans le dessein d'améliorer ces conditions ou d'y remédier.

Pour vendredi, 4 mars 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Parent:

2 mars—Pour les fins du cours monétaire ou pour autres fins, la monnaie du Dominion du Canada repose-t-elle sur une base d'après laquelle un "billion" représente "mille millions ou un million de millions"?

MOTIONS

Pour jeudi, 3 mars 1932

No 1.

Par le très honorable sénateur Meighen:

1er mars—Que les arrêtés en conseil ci-dessous, déposés sur la table le 8e jour de février 1932, soient approuvés:

Les arrêtés en conseil qui ont été publiés dans la *Gazette du Canada* entre le 21e jour de janvier 1931 et le 17e jour de décembre 1931, conformément aux dispositions de l'article 75 de la *Loi des terres fédérales*, chapitre 113, S.R., 1927.

Les arrêtés en conseil qui ont été publiés dans la *Gazette du Canada* entre le 21e jour de janvier 1931 et le 17e jour de décembre 1931, conformément aux dispositions de l'alinéa "c" de l'article 21 de la *Loi des réserves forestières et des parcs fédéraux*, chapitre 78, S.R., 1927.

No 2.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

1er mars—Qu'il attirera l'attention sur le détournement des eaux du lac Michigan par la cité de Chicago, et qu'il proposera "que, de l'avis du Sénat, il ne doit pas être poursuivi de plus amples négociations sur la canalisation du Saint-Laurent, tant que le Sénat n'aura pas examiné le traité actuellement en vigueur, et qu'il ne se sera pas assuré que ce traité est mis à exécution.

De plus, qu'un exemplaire dudit traité soit déposé sur la table du Sénat."

No 3.

Par l'honorable sénateur Daniel:

1er mars—Résolu,—Que soient approuvées les recommandations de la Commission du service civil, en date du 18 janvier 1926, à l'effet de soustraire à l'opération de la *Loi du service civil* les emplois de premier greffier adjoint et de deuxième greffier adjoint du Sénat, pour ce qui concerne la nomination des titulaires à ces emplois. (*Vide* Journaux du Sénat, 1926, page 57).

ORDRE DU JOUR

Pour jeudi, 3 mars 1932

No 1.

1er mars—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 3) intitulé: "Loi modifiant la Loi des chambres de commerce".—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 2.

1er mars—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 17) intitulé: "Loi modifiant la Loi du mariage et du divorce".—(L'honorable sénateur Griesbach).

Pour vendredi, 4 mars 1932

No 1.

1er mars—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 7) intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Procès sommaires)".—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 2.

1er mars—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 8) intitulé: "Loi modifiant la Loi des jeunes délinquants".—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 3.

1er mars—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 11) intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Transport d'articles prohibés)".—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 4.

1er mars—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 12) intitulé: "Loi ayant pour objet d'autoriser un contrat entre Sa Majesté le Roi et la corporation de la cité d'Ottawa".—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 5.

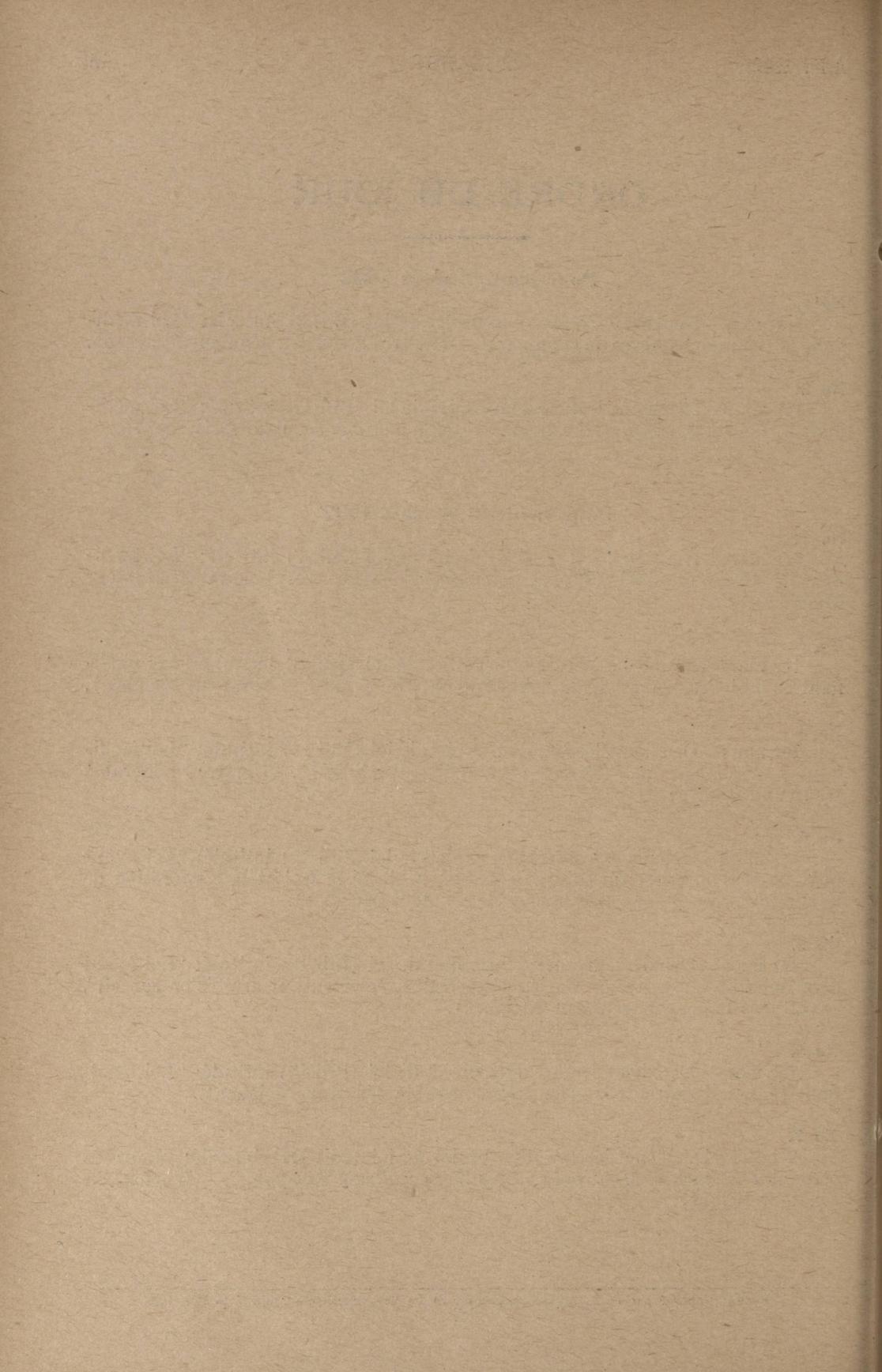
1er mars—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 13) intitulé: "Loi ayant pour objet de soumettre au Parlement certains règlements et arrêtés en conseil".—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 6.

1er mars—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 15) intitulé: "Loi modifiant la Loi d'amirauté".—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 7.

2 mars—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill D1) intitulé: "Loi concernant *The Quebec, Montreal and Southern Railway Company*".—(L'honorable sénateur Béique).



No 8

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Jeudi, 3 mars 1932

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable P. E. BLONDIN, Président

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Aylesworth	Donnelly,	Logan,	Raymond,
(sir Allen),	Fisher,	Lynch-Staunton,	Riley,
Ballantyne,	Forke,	MacArthur,	Robertson,
Barnard,	Foster,	Maedonald,	Robinson,
Beaubien,	Gillis,	Marcotte,	Schaffner,
Béique,	Gordon,	Martin,	Sharpe,
Béland,	Graham,	McCormick,	Sinclair,
Belcourt,	Green,	McDougald,	Smith,
Bénard,	Griesbach,	McGuire,	Spence,
Black,	Hardy,	McLean,	Stanfield,
Blondin,	Harmer,	McLennan,	Tanner,
Bourque,	Hatfield,	McMeans,	Tessier,
Buchanan,	Horsey,	Molloy,	Todd,
Bureau,	Hughes,	Murdock,	Turgeon,
Casgrain,	King,	Paradis,	Webster,
Chapais,	Lacasse,	Parent,	White (Inkerman),
Copp,	Lemieux,	Poirier,	White (Pembroke),
Dandurand,	L'Espérance,	Pope,	Willoughby,
Daniel,	Lewis,	Prevost,	Wilson (Sorel).
Dennis,	Little,	Rankin,	

PRIÈRES.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément:—

Par l'honorable sénateur Ballantyne:

De la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique.

Par l'honorable sénateur Horsey:

De *Autographic Register Systems, Limited* (Brevets).

Par l'honorable sénateur McMeans:

De L. T. Burwash, et autres, d'Ottawa, province d'Ontario (*Fort Smith Fitzgerald Railway Company*).

Par l'honorable sénateur White (Pembroke):

De *The Ottawa and New York Railway Company and The New York Central Railroad Company*.

L'honorable sénateur Hughes attire l'attention du Sénat et du gouvernement sur la dépression mondiale actuelle et sur les sérieuses conditions économiques au Canada, et il demande quel programme le gouvernement entend présenter à la Conférence impériale en juillet prochain, dans le dessein d'améliorer ces conditions ou d'y remédier.

Débat.

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que les arrêtés en conseil ci-dessous, déposés sur la table le 8e jour de février 1932, soient approuvés:

Les arrêtés en conseil qui ont été publiés dans la *Gazette du Canada* entre le 21e jour de janvier 1931 et le 17e jour de décembre 1931, conformément aux dispositions de l'article 75 de la *Loi des terres fédérales*, chapitre 113, S.R., 1927.

Les arrêtés en conseil qui ont été publiés dans la *Gazette du Canada* entre le 21e jour de janvier 1931 et le 17e jour de décembre 1931, conformément aux dispositions de l'alinéa "c" de l'article 21 de la *Loi des réserves forestières et des parcs fédéraux*, chapitre 78, S.R., 1927.

Sur motion de l'honorable sénateur Daniel, il est

Résolu,—Que soient approuvées les recommandations de la Commission du service civil, en date du 18 janvier 1926, à l'effet de soustraire à l'opération de la *Loi du service civil* les emplois de premier greffier adjoint et de deuxième greffier adjoint du Sénat, pour ce qui concerne la nomination des titulaires à ces emplois.

Suivant l'Ordre du Jour, deuxième lecture ayant été faite du bill (3) intitulé: "Loi modifiant la Loi des chambres de commerce", il est

Ordonné: Que ce bill soit étudié en comité général demain.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la deuxième lecture du Bill (7), intitulé: "Loi modifiant la Loi du mariage et du divorce", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du Jour soit remis à demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Vendredi, 4 mars 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATION

Pour vendredi, 4 mars 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Parent:

2 mars—Pour les fins du cours monétaire ou pour autres fins, la monnaie du Dominion du Canada repose-t-elle sur une base d'après laquelle un "billion" représente "mille millions ou un million de millions"?

MOTION

Pour mercredi, 9 mars 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

1er mars—Qu'il attirera l'attention sur le détournement des eaux du lac Michigan par la cité de Chicago, et qu'il proposera "que, de l'avis du Sénat, il ne doit pas être poursuivi de plus amples négociations sur la canalisation du Saint-Laurent, tant que le Sénat n'aura pas examiné le traité actuellement en vigueur, et qu'il ne se sera pas assuré que ce traité est mis à exécution.

De plus, qu'un exemplaire dudit traité soit déposé sur la table du Sénat."

ORDRE DU JOUR

Pour vendredi, 4 mars 1932

No 1.

3 mars—La Chambre en comité plénier pour l'étude d'un projet de loi (Bill 3) intitulé: "Loi modifiant la Loi des chambres de commerce".—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 2.

1er mars—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 17) intitulé: "Loi modifiant la Loi du mariage et du divorce".—(L'honorable sénateur Griesbach).

No 3.

1er mars—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 7) intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Procès sommaires)".—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 4.

1er mars—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 8) intitulé: "Loi modifiant la Loi des jeunes délinquants".—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 5.

1er mars—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 11) intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Transport d'articles prohibés)".—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 6.

1er mars—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 12) intitulé: "Loi ayant pour objet d'autoriser un contrat entre Sa Majesté le Roi et la corporation de la cité d'Ottawa".—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 7.

1er mars—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 13) intitulé: "Loi ayant pour objet de soumettre au Parlement certains règlements et arrêtés en conseil".—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 8.

1er mars—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 15) intitulé: "Loi modifiant la Loi d'amirauté".—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 9.

2 mars—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill D1) intitulé: "Loi concernant *The Quebec, Montreal and Southern Railway Company*".—(L'honorable sénateur Béique).

No 9

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Vendredi, 4 mars 1932

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable P. E. BLONDIN, Président

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Aylesworth	Forke,	Lynch-Staunton,	Rankin,
(sir Allen),	Foster,	MacArthur,	Raymond,
Barnard,	Gillis,	Macdonald,	Riley,
Beaubien,	Gordon,	Marcotte,	Robertson,
Belcourt,	Graham,	Martin,	Robinson,
Bénard,	Green,	McCormick,	Schaffner,
Black,	Griesbach,	McDougald,	Sharpe,
Blondin,	Hardy,	McGuire,	Sinclair,
Bourque,	Harmer,	McLean,	Smith,
Buchanan,	Hatfield,	McLennan,	Stanfield,
Bureau,	Horsey,	McMeans,	Tanner,
Calder,	Hughes,	Meighen,	Tessier,
Casgrain,	King,	Molloy,	Tobin,
Chapais,	Lacasse,	Murdock,	Todd,
Copp,	Lemieux,	Paradis,	Turgeon,
Dandurand,	L'Espérance,	Parent,	White (Inkerman),
Daniel,	Lewis,	Poirier,	White (Pembroke),
Dennis,	Little,	Pope,	Willoughby,
Donnelly,	Logan,	Prevost,	Wilson
Fisher,			(Rockcliffe).

PRIÈRES.

La pétition suivante est lue et agréée:—

De *The Montreal Central Terminal Company*; demandant l'adoption d'une loi remettant en vigueur les pouvoirs qui lui étaient concédés en vertu des articles deux et trois du chapitre 109 des Statuts du Canada, 1909, et pour autres fins.

La Chambre des Communes transmet par son greffier un message ainsi conçu:—

MERCREDI, 2 mars 1932.

Résolu,—Qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté une résolution approuvant la Convention internationale pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne, Genève, le 27 juillet 1929, signée au nom du Canada par le plénipotentiaire y nommé, le 29 janvier 1930, mais sujette à la réserve suivante:

“Que le Gouvernement du Dominion du Canada interprêtera l'Article 28 de la Convention dans le sens que les mesures législatives proposées par cet article pourront stipuler que les individus, les associations, les sociétés ou les compagnies qui se seront servi des armoiries de la confédération suisse, ou de signes qui constituent une imitation de ces armoiries, pour toute fin légale avant la mise en force de la présente Convention, ne seront pas empêchés de continuer de se servir à la même fin, des mêmes armoiries ou signes.”

l'approbation de la Convention par cette Chambre, étant sujette à ladite réserve; et demandant que Leurs Honneurs s'unissent à la Chambre pour approuver la Convention ci-haut mentionnée, sujette à ladite réserve.

Ordonné: Que le greffier de la Chambre porte ledit message au Sénat.

Certifié.

ARTHUR BEAUCHESNE,
Greffier des Communes.

Ordonné: Que ledit message soit pris en considération mardi prochain.

La Chambre des Communes transmet par son greffier, un message ainsi conçu:—

MERCREDI, 2 mars 1932.

Résolu,—Qu'un message soit envoyé au Sénat, informant Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté une résolution approuvant la Convention internationale relative au traitement des prisonniers de guerre, Genève, 27 juillet 1929, signée au nom du Canada par le plénipotentiaire y mentionné, le 29 janvier 1930, et demandant que Leurs Honneurs s'unissent à cette Chambre pour approuver la Convention ci-haut mentionnée.

Ordonné: Que le greffier de la Chambre porte ledit message au Sénat.

Certifié.

ARTHUR BEAUCHESNE,
Greffier des Communes.

Ordonné: Que ledit message soit pris en considération mardi prochain.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat s'ajourne à loisir et se forme en comité général pour étudier le bill (3) intitulé: "Loi modifiant la Loi des chambres de commerce".

(*En comité*)

Le titre est lu et l'étude en est remise.

Le préambule est lu et l'étude en est remise.

L'amendement apporté à la clause 1 ne concerne que la version anglaise.

La clause 2 est lue et agréée.

La clause 3 est lue et amendée comme suit:

Page 2, lignes 7, 8 et 9. Retrancher les mots "toutes ses assemblées générales ordinaires ou spéciales, qui ont lieu de temps en temps." et insérer les mots "son assemblée annuelle."

Page 2, ligne 10. Après le mot "à" insérer les mots "l'assemblée annuelle de".

Page 2, ligne 12. Après le mot "convoquée" insérer les mots "ou par le Conseil".

Page 2, ligne 13. Au mot "s'affilier" substituer les mots "être représentée".

Ladite clause, ainsi amendée, est agréée.

Le préambule est lu de nouveau et agréé.

Le titre est lu de nouveau et agréé.

Subséquemment, le Sénat reprend sa séance, et

L'honorable sénateur Gordon, dudit comité, rapporte que le comité, ayant examiné ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat avec plusieurs amendements qu'il est prêt à soumettre dès qu'il plaira au Sénat de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le greffier.

Lesdits amendements sont agréés, et il est

Ordonné: Que ledit Bill, tel qu'amendé, soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa troisième lecture à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la deuxième lecture du Bill (17), intitulé: "Loi modifiant la Loi du mariage et du divorce", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du Jour soit remis jusqu'à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (7), intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Procès sommaires)", est lu pour la deuxième fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Que ledit bill soit maintenant renvoyé au Comité général de la Chambre.

En conséquence, le Sénat s'ajourne à loisir et se forme en comité général pour étudier ledit bill.

(*En comité*)

Subséquemment, le Sénat reprend sa séance, et

L'honorable sénateur Daniel, dudit comité, rapporte que le comité, ayant examiné ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, sans amendement, au Sénat.

Ordonné: Que ledit bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa troisième lecture à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (8), intitulé: "Loi modifiant la Loi des jeunes délinquants", est lu pour la deuxième fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Que ledit bill soit renvoyé au Comité général de la Chambre immédiatement.

En conséquence, le Sénat s'ajourne à loisir et se forme en Comité général pour étudier ledit bill.

(En comité)

Subséquemment, le Sénat reprend sa séance, et

L'honorable sénateur Gordon, dudit comité, rapporte que le comité a examiné ledit bill, qu'il rend compte de l'état de la délibération et demande l'autorisation de siéger de nouveau.

Ordonné: Que ledit bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour étude ultérieure en comité général à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (11) intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Transport d'articles prohibés)", est lu pour la deuxième fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Que ledit bill soit maintenant renvoyé au Comité général de la Chambre.

En conséquence, le Sénat s'ajourne à loisir et se forme en comité général pour étudier ledit bill.

(En comité)

Subséquemment, le Sénat reprend sa séance, et

L'honorable sénateur Gordon, dudit comité, rapporte que le comité, ayant examiné ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, sans amendement, au Sénat.

Ordonné: Que ledit bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa troisième lecture à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (12) intitulé: "Loi ayant pour objet d'autoriser un contrat entre Sa Majesté le Roi et la Corporation de la cité d'Ottawa", est lu pour la deuxième fois, et

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill sans amendement.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (13) intitulé: "Loi ayant pour objet de soumettre au Parlement certains règlements et arrêtés en conseil", est lu pour la deuxième fois, et il est

Ordonné: Que ledit bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa troisième lecture à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du Jour, pour la deuxième lecture du bill (15) intitulé: "Loi modifiant la Loi d'amirauté", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du Jour soit remis jusqu'à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du Jour, pour la deuxième lecture du bill (D1) intitulé: "Loi concernant *The Quebec, Montreal and Southern Railway Company*", il est
Ordonné: Que ledit Ordre du Jour soit remis jusqu'à la prochaine séance du Sénat.

Sur motion, il est
Ordonné: Que le Sénat, lorsqu'il s'ajournera aujourd'hui, restera ajourné jusqu'à mardi prochain à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mardi, 8 mars 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATION

Pour mardi, 8 mars 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Parent:

2 mars—Pour les fins du cours monétaire ou pour autres fins, la monnaie du Dominion du Canada repose-t-elle sur une base d'après laquelle un "billion" représente "mille millions" ou "un million de millions"?

MOTION

Pour mercredi, 9 mars 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

1er mars—Qu'il attirera l'attention sur le détournement des eaux du lac Michigan par la cité de Chicago, et qu'il proposera "que, de l'avis du Sénat, il ne doit pas être poursuivi de plus amples négociations sur la canalisation du Saint-Laurent, tant que le Sénat n'aura pas examiné le traité actuellement en vigueur, et qu'il ne se sera pas assuré que ce traité est mis à exécution.

De plus, qu'un exemplaire dudit traité soit déposé sur la table du Sénat."

ORDRE DU JOUR

Pour mardi, 8 mars 1932

No 1.

4 mars—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill 3) intitulé: "Loi modifiant la Loi des chambres de commerce", tel qu'amendée.—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 2.

4 mars—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill 7) intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Procès sommaires)".—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 3.

4 mars—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill 11) intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Transport d'articles prohibés)".—Le très honorable sénateur Meighen).

No 4.

4 mars—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill 13) intitulé: "Loi ayant pour objet de soumettre au Parlement certains règlements et arrêtés en conseil".—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 5.

4 mars—La Chambre de nouveau en comité plénier sur le projet de loi (Bill 8) intitulé: "Loi modifiant la Loi des jeunes délinquants".—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 6.

1er mars—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 17) intitulé: "Loi modifiant la Loi du mariage et du divorce".—(L'honorable sénateur Griesbach).

No 7.

1er mars—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 15) intitulé: "Loi modifiant la Loi d'amirauté".—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 8.

2 mars—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill D1) intitulé: "Loi concernant *The Quebec, Montreal and Southern Railway Company*".—(L'honorable sénateur Béique).

No 9.

4 mars—Prise en considération d'un message de la Chambre des Communes au sujet d'une résolution approuvant la Convention internationale pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne, Genève, 27 juillet 1929, signée au nom du Canada par le plénipotentiaire y dénommé, le 29 janvier 1930, mais sous la réserve suivante:

"Que le gouvernement du Dominion du Canada interprétera l'article 28 de la Convention dans le sens que les mesures législatives envisagées par cet article pourront stipuler que les individus, associations, sociétés ou compagnies qui ont

fait usage des armoiries de la Confédération suisse, ou de signes constituant une imitation de ces armoiries, pour toute fin légale, avant la mise en vigueur de la présente Convention, ne devront éprouver aucun empêchement à continuer de faire usage, pour la même fin, de ces armoiries ou de ces signes", l'approbation de la Convention, par la Chambre des Communes, étant sujette à ladite réserve.—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 10.

4 mars—Prise en considération d'un message de la Chambre des Communes au sujet d'une résolution approuvant la Convention internationale relative au traitement des prisonniers de guerre, Genève, 27 juillet 1929, signée au nom du Canada par le plénipotentiaire y dénommé, le 29 janvier 1930.—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 10

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Mardi, 8 mars 1932

Huit heures du soir.

L'honorable P. E. BLONDIN, Président

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Aylesworth	Fisher,	MacArthur,	Robertson,
(sir Allen),	Forke,	Macdonald,	Robinson,
Ballantyne,	Foster,	Macdonell,	Schaffner,
Barnard,	Gillis,	Marcotte,	Sharpe,
Beaubien,	Graham,	Martin,	Sinclair,
Béique,	Green,	McDonald,	Smith,
Belcourt,	Griesbach,	McGuire,	Spence,
Bénard,	Hardy,	McLean,	Stanfield,
Black,	Harmer,	McLennan,	Tanner,
Blondin,	Hatfield,	McMeans,	Tessier,
Bourque,	Horsey,	McRae,	Tobin,
Buchanan,	Hughes,	Meighen,	Todd,
Bureau,	King,	Molloy,	Webster,
Casgrain,	Lacasse,	Murdock,	White (Inkerman),
Chapais,	Lemieux,	Paradis,	White (Pembroke),
Copp,	L'Espérance,	Parent,	Willoughby,
Dandurand,	Lewis,	Pope,	Wilson (Sorel),
Daniel,	Little,	Prevost,	Wilson
Dennis,	Logan,	Rankin,	(Rockcliffe).
Donnelly,	Lynch-Staunton,	Riley,	

PRIÈRES.

La pétition suivante est présentée:—

Par l'honorable Président du comité de Divorce:—

De Adlena Emma Sills Burrow, alias Adlena Emma Sills Burrows, résidant actuellement en la cité de Toronto, province d'Ontario; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Harry Burrow, alias Harris Charles Burrows, de la cité de Montréal, province de Québec.

Les pétitions suivantes sont lues séparément et agréées:—

De *The Ottawa and New York Railway Company* et *The New York Central Railroad Company*; demandant l'adoption d'une loi autorisant lesdites compagnies à passer un contrat avec une compagnie de pont à péage, pour la construction d'une voie de circulation en rapport avec le pont international de la compagnie, à ou près de Cornwall, province d'Ontario, et pour autres fins.

De la Compagnie du chemin fer Canadien du Pacifique; demandant l'adoption d'une loi autorisant l'émission d'obligations consolidées supplémentaires.

De L. T. Burwash et autres, d'Ottawa, province d'Ontario; demandant leur constitution en une corporation portant nom *Fort Smith Fitzgerald Railway Company*.

De *Autographic Register Systems Limited*; demandant l'adoption d'une loi abrogeant le chapitre 78 des Statuts du Canada, 1921, intitulé: "Loi concernant certains brevets de *Autographic Register Systems Limited*".

Le très honorable sénateur Meighen dépose sur la Table:—

Copie de la Convention internationale pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne, Genève, 27 juillet 1929.

Copie de la Convention internationale relative au traitement des prisonniers de guerre, Genève, 27 juillet 1929.

Quatorzième rapport annuel du Conseil national des Recherches, pour l'exercice 1930-1931.

Copie de l'amendement aux règlements de la Radio, en date du 8 mars 1932 —Ministère de la Marine.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (3) intitulé: "Loi modifiant la Loi des chambres de commerce", est lu, tel qu'amendé, pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté, Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill avec plusieurs amendements et pour solliciter l'agrément de la Chambre des Communes à ces amendements.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (7) intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Procès sommaires)", est lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté, Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill sans amendement.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (11) intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Transport d'articles prohibés)", est lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill sans amendement.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (13) intitulé: "Loi ayant pour objet de soumettre au Parlement certains règlements et arrêtés en conseil", est lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill sans amendement.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat s'ajourne à loisir et se forme en comité général pour étudier le bill (8) intitulé: "Loi modifiant la Loi des jeunes délinquants."

(En comité)

Le titre est lu et l'étude en est remise.

Le préambule est lu et l'étude en est remise.

La clause 1 est lue et agréée.

1. Page 1, ligne 9. Ajouter ce qui suit comme clause 2 du Bill:

"2. Ladite loi est de plus modifiée par l'adjonction du paragraphe suivant à l'article trente-sept:

"(3) Demande d'autorisation d'appel sous le régime du présent article doit être présentée dans un délai de dix jours à compter de la déclaration de culpabilité ou de l'ordonnance qui fait l'objet de l'appel, ou dans un délai prorogé, ne dépassant pas vingt autres jours, qu'un juge de la Cour suprême peut fixer, soit avant soit après l'expiration du susdit délai de dix jours."

Le préambule est lu de nouveau et agréé.

Le titre est lu de nouveau et agréé.

Subséquemment, le Sénat reprend sa séance, et

L'honorable sénateur McLennan, dudit comité, rapporte que le comité, ayant examiné ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat avec un amendement qu'il est prêt à soumettre dès qu'il plaira au Sénat de le recevoir.

Ledit amendement est alors lu par le greffier.

Ledit amendement est agréé, et

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill, tel qu'amendé, est lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,
Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill avec un amendement et pour solliciter l'agrément de la Chambre des Communes à cet amendement.

Suivant l'Ordre du Jour, le Bill (17) intitulé: "Loi modifiant la Loi du mariage et du divorce", est lu pour la deuxième fois, et il est

Ordonné: Que ledit bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du Jour, le Bill (15) intitulé: "Loi modifiant la Loi d'amirauté", est lu pour la deuxième fois, et, avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill sans amendement.

Suivant l'Ordre du Jour, le Bill (D1) intitulé: "Loi concernant *The Quebec, Montreal and Southern Railway Company*", est lu pour la deuxième fois, et il est

Renvoyé au comité permanent des Chemins de fer, Télégraphes et Havres.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la prise en considération d'un message de la Chambre des Communes, informant le Sénat que cette Chambre a approuvé une résolution approuvant la Convention internationale pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne, Genève, 27 juillet 1929, signée au nom du Canada par le plénipotentiaire y dénommé, le 29 janvier 1930, mais sous la réserve suivante:

"Que le gouvernement du Dominion du Canada interprétera l'article 28 de la Convention dans le sens que les mesures législatives envisagées par cet article pourront stipuler que les individus, associations, sociétés ou compagnies qui ont fait usage des armoiries de la Confédération suisse, ou de signes constituant une imitation de ces armoiries, pour toute fin légale, avant la mise en vigueur de la présente Convention, ne devront éprouver aucun empêchement à continuer de faire usage, pour la même fin, de ces armoiries ou de ces signes", l'approbation de la Convention, par la Chambre des Communes, étant sujette à ladite réserve, et priant le Sénat de se joindre à la Chambre des Communes pour approuver ladite Convention, sujette à ladite réserve, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du Jour soit remis à demain.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la prise en considération d'un message de la Chambre des Communes informant le Sénat que cette Chambre a adopté une résolution approuvant la Convention internationale relative au traitement des prisonniers de guerre, Genève, 27 juillet 1929, signée au nom du Canada par le plénipotentiaire y dénommé, le 29 janvier 1930, et priant le Sénat de se joindre à la Chambre des Communes pour approuver ladite Convention, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du Jour soit remis à demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mercredi, 9 mars 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATION

Pour mercredi, 9 mars 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Parent:

2 mars—Pour les fins du cours monétaire ou pour autres fins, la monnaie du Dominion du Canada repose-t-elle sur une base d'après laquelle un "billion" représente "mille millions" ou "un million de millions"?

MOTION

Pour mercredi, 9 mars 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

1er mars—Qu'il attirera l'attention sur le détournement des eaux du lac Michigan par la cité de Chicago, et qu'il proposera "que, de l'avis du Sénat, il ne doit pas être poursuivi de plus amples négociations sur la canalisation du Saint-Laurent, tant que le Sénat n'aura pas examiné le traité actuellement en vigueur, et qu'il ne se sera pas assuré que ce traité est mis à exécution.

De plus, qu'un exemplaire dudit traité soit déposé sur la table du Sénat."

ORDRE DU JOUR

Pour mercredi, 9 mars 1932

No 1.

8 mars—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill 17) intitulé: "Loi modifiant la Loi du mariage et du divorce".—(L'honorable sénateur Griesbach).

No 2.

4 mars—Prise en considération d'un message de la Chambre des Communes au sujet d'une résolution approuvant la Convention internationale pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne, Genève, 27 juillet 1929, signée au nom du Canada par le plénipotentiaire y dénommé, le 29 janvier 1930, mais sous la réserve suivante:

"Que le gouvernement du Dominion du Canada interprétera l'article 28 de la Convention dans le sens que les mesures législatives envisagées par cet article pourront stipuler que les individus, associations, sociétés ou compagnies qui ont fait usage des armoiries de la Confédération suisse, ou de signes constituant une imitation de ces armoiries, pour toute fin légale, avant la mise en vigueur de la présente Convention, ne devront éprouver aucun empêchement à continuer de faire usage, pour la même fin, de ces armoiries ou de ces signes", l'approbation de la Convention, par la Chambre des Communes, étant sujette à ladite réserve.—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 3.

4 mars—Prise en considération d'un message de la Chambre des Communes au sujet d'une résolution approuvant la Convention internationale relative au traitement des prisonniers de guerre, Genève, 27 juillet 1929, signée au nom du Canada par le plénipotentiaire y dénommé, le 29 janvier 1930.—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 11

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Mercredi, 9 mars 1932

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable P. E. BLONDIN, Président

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Aylesworth	Foster,	Macdonell,	Robinson,
(sir Allen),	Gillis,	Marcotte,	Schaffner,
Ballantyne,	Gordon,	Martin,	Sharpe,
Barnard,	Graham,	McDonald,	Sinclair,
Beaubien,	Green,	McDougald,	Smith,
Béique,	Griesbach,	McGuire,	Spence,
Bénard,	Hardy,	McLean,	Stanfield,
Black,	Harmer,	McLennan,	Tanner,
Blondin,	Hatfield,	McMeans,	Taylor,
Bourque,	Horsey,	McRae,	Tessier,
Buchanan,	Hughes,	Meighen,	Tobin,
Bureau,	King,	Molloy,	Todd,
Casgrain,	Lacasse,	Paradis,	Turgeon,
Chapais,	Laird,	Parent,	Webster,
Copp,	L'Espérance,	Poirier,	White (Inkerman),
Dandurand,	Lewis,	Pope,	White (Pembroke),
Daniel,	Little,	Prevost,	Willoughby,
Dennis,	Logan,	Rankin,	Wilson (Sorel),
Donnelly,	Lynch-Staunton,	Raymond,	Wilson
Fisher,	MacArthur,	Riley,	(Rockcliffe).
Forke,	Macdonald,	Robertson,	

PRIÈRES.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la troisième lecture du Bill (17), intitulé: "Loi modifiant la Loi du mariage et du divorce", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du Jour soit remis jusqu'à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat prend en considération le message de la Chambre des Communes, informant le Sénat que cette Chambre a approuvé une résolution approuvant la Convention internationale pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne, Genève, 27 juillet 1929, signée au nom du Canada par le plénipotentiaire y dénommé, le 29 janvier 1930, mais sous la réserve suivante:

"Que le gouvernement du Dominion du Canada interprétera l'article 28 de la Convention dans le sens que les mesures législatives envisagées par cet article pourront stipuler que les individus, associations, sociétés ou compagnies qui ont fait usage des armoiries de la Confédération suisse, ou de signes constituant une imitation de ces armoiries, pour toute fin légale, avant la mise en vigueur de la présente Convention, ne devront éprouver aucun empêchement à continuer de faire usage, pour la même fin, de ces armoiries ou de ces signes", l'approbation de la Convention, par la Chambre des Communes, étant sujette à ladite réserve, et priant le Sénat de se joindre à la Chambre des Communes pour approuver ladite Convention, sujette à ladite réserve.

Après débat, et

Sur motion du très honorable sénateur Meighen, il est

Résolu,—Qu'il est à propos que le Parlement approuve la Convention internationale pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne, Genève, 27 juillet 1929, signée au nom du Canada par le plénipotentiaire y dénommé, le 29 janvier 1930, mais sous la réserve suivante:

"Que le gouvernement du Dominion du Canada interprétera l'article 28 de la Convention dans le sens que les mesures législatives envisagées par cet article pourront stipuler que les individus, associations, sociétés ou compagnies qui ont fait usage des armoiries de la Confédération suisse, ou de signes constituant une imitation de ces armoiries, pour toute fin légale, avant la mise en vigueur de la présente Convention, ne devront éprouver aucun empêchement à continuer de faire usage, pour la même fin, de ces armoiries ou de ces signes", et que cette Chambre approuve ladite Convention, sujette à ladite réserve.

Sur motion du très honorable sénateur Meighen, il est

Ordonné: Qu'un message soit envoyé à la Chambre des Communes, informant cette Chambre que le Sénat se joint à elle pour approuver la Convention internationale pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne, Genève, 27 juillet 1929, signée au nom du Canada par le plénipotentiaire y dénommé, le 29 janvier 1930, mais sous la réserve suivante:

"Que le gouvernement du Dominion du Canada interprétera l'article 28 de la Convention dans le sens que les mesures législatives envisagées par cet article pourront stipuler que les individus, associations, sociétés ou compagnies qui ont fait usage des armoiries de la Confédération suisse, ou de signes constituant une

imitation de ces armoiries, pour toute fin légale, avant la mise en vigueur de la présente Convention, ne devront éprouver aucun empêchement à continuer de faire usage, pour la même fin, de ces armoiries ou de ces signes."

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat prend en considération le message de la Chambre des Communes, informant le Sénat que cette Chambre a adopté une résolution approuvant la Convention internationale relative au traitement des prisonniers de guerre, Genève, 27 juillet 1929, signée au nom du Canada par le plénipotentiaire y dénommé, le 29 janvier 1930, et priant le Sénat de se joindre à la Chambre des Communes pour approuver ladite Convention.

Après débat, et

Sur motion du très honorable sénateur Meighen, il est

Résolu,—Qu'il est à propos que le Parlement approuve la Convention internationale relative au traitement des prisonniers de guerre, Genève, 27 juillet 1929, signée au nom du Canada par le plénipotentiaire y dénommé, le 29 janvier 1930, et que cette Chambre approuve ladite Convention.

Sur motion du très honorable Sénateur Meighen, il est

Ordonné: Qu'un message soit envoyé à la Chambre des Communes, informant cette Chambre que le Sénat se joint à elle pour approuver la Convention internationale relative au traitement des prisonniers de guerre, Genève, 27 juillet 1929, signée au nom du Canada par le plénipotentiaire y dénommé, le 29 janvier 1930.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (21) intitulé: "Loi concernant les chemins de fer Nationaux du Canada et autorisant une prestation additionnelle de fonds pour subvenir aux dépenses effectuées et aux dettes contractées pendant l'année civile 1931", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est, avec la permission du Sénat,

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture demain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (22) intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Chèques sans provision et grands jurys)", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est, avec la permission du Sénat,

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Jeudi, 10 mars 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATIONS

Pour jeudi, 10 mars 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Parent:

2 mars—Pour les fins du cours monétaire ou pour autres fins, la monnaie du Dominion du Canada repose-t-elle sur une base d'après laquelle un "billion" représente "mille millions" ou "un million de millions"?

Pour mercredi, 16 mars 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Lynch-Staunton:

9 mars—Qu'il demandera si le gouvernement a l'intention de faire reviser la Loi des compagnies, et qu'il attirera l'attention du gouvernement sur le sujet.

MOTIONS**Pour mercredi, 16 mars 1932****No 1.**

Par l'honorable sénateur Casgrain:

1er mars—Qu'il attirera l'attention sur le détournement des eaux du lac Michigan par la cité de Chicago, et qu'il proposera "que, de l'avis du Sénat, il ne doit pas être poursuivi de plus amples négociations sur la canalisation du Saint-Laurent, tant que le Sénat n'aura pas examiné le traité actuellement en vigueur, et qu'il ne se sera pas assuré que ce traité est mis à exécution.

De plus, qu'un exemplaire dudit traité soit déposé sur la table du Sénat."

Pour jeudi, 17 mars 1932**No 1.**

Par l'honorable sénateur Casgrain:

9 mars—Résolu,—Que, de l'avis du Sénat, les Unions ouvrières devraient tenir leurs livres accessibles à leurs membres et au gouvernement.

ORDRE DU JOUR

Pour jeudi, 10 mars 1932

No 1.

8 mars—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill 17) intitulé: "Loi modifiant la Loi du mariage et du divorce".—(L'honorable sénateur Griesbach).

No 2.

9 mars—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 21), intitulé: "Loi concernant les chemins de fer Nationaux du Canada et autorisant une prestation additionnelle de fonds pour subvenir aux dépenses effectuées et aux dettes contractées pendant l'année civile 1931."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 3.

9 mars—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 22), intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Chèques sans provision et grands jurys)."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 12

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Jeudi, 10 mars 1932

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable P. E. BLONDIN, Président

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Aylesworth (sir Allen),	Forke,	Lynch-Staunton,	Prevost,
Ballantyne,	Foster,	MacArthur,	Rankin,
Barnard,	Gillis,	Macdonald,	Raymond,
Beaubien,	Gordon,	Macdonell,	Riley,
Béique,	Graham,	Marcotte,	Robertson,
Bénard,	Green,	Martin,	Robinson,
Black,	Griesbach,	McDonald,	Schaffner,
Blondin,	Hardy,	McDougald,	Sharpe,
Bourque,	Harmer,	McGuire,	Sinclair,
Buchanan,	Hatfield,	McLean,	Smith,
Bureau,	Horsey,	McLennan,	Spence,
Burns,	Hughes,	McMeans,	Stanfield,
Casgrain,	King,	McRae,	Tanner,
Chapais,	Lacasse,	Meighen,	Taylor,
Copp,	Laird,	Molloy,	Tessier,
Dandurand,	Lemieux,	Murdock,	Tobin,
Daniel,	L'Espérance,	Paradis,	Todd,
Dennis,	Lewis,	Parent,	White (Inkerman),
Donnelly,	Little,	Poirier,	White (Pembroke),
Fisher,	Logan,	Pope,	Willoughby.

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Black, du comité permanent des Banques et du Commerce, présente le rapport suivant:

Ledit rapport est alors lu par le greffier, comme suit:—

JEUDI, 10 mars 1932.

Le comité permanent des Banques et du Commerce, auquel ont été référés les Bills suivants:

Bill B-1, Loi concernant le statut et les pouvoirs des compagnies d'assurance britanniques et étrangères au Canada;

Bill C-1, Loi concernant le statut et les pouvoirs des compagnies d'assurance fédérales,

demande permission de faire rapport comme suit:—

Le Gouvernement ayant exprimé le désir de retirer lesdits bills et de présenter de nouveaux bills en remplacement de ceux plus haut cités, votre comité demande permission de renvoyer les bills au Sénat et recommande que permission soit accordée de retirer lesdits bills.

F. B. BLACK,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

Sur motion du très honorable sénateur Meighen, il est

Ordonné: Que le Bill (B1), intitulé: "Loi concernant le statut et les pouvoirs des compagnies d'assurance britanniques et étrangères au Canada", soit retiré.

Sur motion du très honorable sénateur Meighen, il est

Ordonné: Que le Bill (C1), intitulé: "Loi concernant le statut et les pouvoirs des compagnies d'assurance fédérales", soit retiré.

Le très honorable sénateur Meighen dépose sur la Table:—

Le vingt-troisième rapport annuel de la Commission du service civil du Canada pour l'année terminée le 31 décembre 1931.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (17) intitulé: "Loi modifiant la Loi du mariage et du divorce", est lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill sans amendement.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (21), intitulé: "Loi concernant les chemins de fer Nationaux du Canada et autorisant une prestation additionnelle de fonds pour subvenir aux dépenses effectuées et aux dettes contractées pendant l'année civile 1931", est lu pour la deuxième fois, et

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la deuxième lecture du Bill (22), intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Chèques sans provision et grands jurys)", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du Jour soit remis à mardi prochain.

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Que le Sénat, lorsqu'il s'ajournera aujourd'hui, restera ajourné jusqu'à mardi prochain à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mardi, 15 mars 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATIONS

Pour mardi, 15 mars 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Parent:

2 mars—Pour les fins du cours monétaire ou pour autres fins, la monnaie du Dominion du Canada repose-t-elle sur une base d'après laquelle un "billion" représente "mille millions" ou "un million de millions"?

No 2.

Par l'honorable sénateur Griesbach:

10 mars—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur la publication officielle d'une histoire montrant la part que le Canada a prise dans la Grande guerre de 1914-18, et qu'il demandera au gouvernement:

1. Quelles mesures le gouvernement a-t-il prises en vue de cette publication?
2. Quand le gouvernement publiera-t-il cette publication?

Pour mercredi, 16 mars 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Lynch-Staunton:

9 mars—Qu'il demandera si le gouvernement a l'intention de faire reviser la Loi des compagnies, et qu'il attirera l'attention du gouvernement sur le sujet.

No 2.

Par l'honorable sénateur Black:

10 mars—Qu'il attirera l'attention du gouvernement sur certaines phases de la situation économique, et qu'il présentera certaines suggestions en vue de réaliser une plus grande économie.

MOTIONS**Pour mercredi, 16 mars 1932****No 1.**

Par l'honorable sénateur Casgrain:

1er mars—Qu'il attirera l'attention sur le détournement des eaux du lac Michigan par la cité de Chicago, et qu'il proposera "que, de l'avis du Sénat, il ne doit pas être poursuivi de plus amples négociations sur la canalisation du Saint-Laurent, tant que le Sénat n'aura pas examiné le traité actuellement en vigueur, et qu'il ne se sera pas assuré que ce traité est mis à exécution.

De plus, qu'un exemplaire dudit traité soit déposé sur la table du Sénat."

Pour jeudi, 17 mars 1932**No 1.**

Par l'honorable sénateur Casgrain:

9 mars—Résolu,—Que, de l'avis du Sénat, les Unions ouvrières devraient tenir leurs livres accessibles à leurs membres et au gouvernement.

ORDRE DU JOUR

Pour mardi, 15 mars 1932

No 1.

9 mars—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 22), intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Chèques sans provision et grands jurys)."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 13

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Mardi, 15 mars 1932

Huit heures du soir.

L'honorable P. E. BLONDIN, Président

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Aylesworth	Foster,	MacArthur,	Rankin,
(sir Allen),	Gillis,	Macdonald,	Riley,
Ballantyne,	Graham,	Macdonell,	Robinson,
Barnard,	Green,	Marcotte,	Schaffner,
Beaubien,	Griesbach,	Martin,	Sharpe,
Béique,	Hardy,	McCormick,	Sinclair,
Belcourt,	Harmer,	McGuire,	Smith,
Bénard,	Hatfield,	McLean,	Spence,
Black,	Horsey,	McLennan,	Stanfield,
Blondin,	Hughes,	McMeans,	Tanner,
Bourque,	King,	McRae,	Taylor,
Buchanan,	Lacasse,	Meighen,	Tessier,
Bureau,	Laird,	Molloy,	Tobin,
Casgrain,	Lemieux,	Murdock,	Todd,
Chapais,	L'Espérance,	Paradis,	Webster,
Copp,	Lewis,	Parent,	White (Inkerman),
Dandurand,	Logan,	Poirier,	White (Pembroke),
Donnelly,	Lynch-Staunton,	Pope,	Willoughby,
Forke,			Wilson (Sorel).

PRIÈRES.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément:—

Par l'honorable Président du comité de Divorce:—

De Chia Hannah Shiff, de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Samuel Shiff, alias Samuel Shiffman.

De Chesley Hastings Potter, de Montréal, province de Québec, et résidant actuellement en la ville de Methuen, dans l'Etat du Massachusetts, un des Etats-Unis d'Amérique; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gerald Edward Potter, de ladite cité de Montréal.

De Ida Tarantour Waxman, d'Outremont, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Phillip Waxman.

De Freda Iris Symington, de Montréal, province de Québec, et résidant actuellement en la ville de Clacton-on-Sea, dans le comté d'Essex, Angleterre; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Robert Russell Symington, de ladite cité de Montréal.

L'honorable sénateur McMeans, pour l'honorable Président, du comité spécial institué pour prendre en considération le rapport d'un comité spécial de la Chambre des Communes, la session dernière, aux fins de faire enquête sur le projet hydroélectrique de Beauharnois en tant que ledit rapport concerne des honorables membres du Sénat, présente le troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier, comme suit:

MARDI, 15 mars 1932.

Le comité spécial institué pour prendre en considération le rapport d'un comité spécial de la Chambre des Communes, la session dernière, aux fins de faire enquête sur le projet hydroélectrique de Beauharnois en tant que ledit rapport concerne des honorables membres du Sénat, demande permission de présenter son troisième rapport comme suit:—

Le comité recommande qu'autorisation soit accordée pour la traduction et l'impression, en français, de 200 exemplaires des délibérations du comité, pour distribution générale.

Le tout respectueusement soumis.

CHAS. E. TANNER,

Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est alors adopté.

Le très honorable sénateur Meighen dépose sur la Table:

Copie de la Convention relative à la Marine marchande de la Communauté Britannique, signée à Londres le 10 décembre 1931 (Anglais et français).

Rapport des délégués du Canada à la douzième assemblée de la Société des Nations, Genève, 7-29 septembre 1931.

Réponse à un Ordre du Sénat, en date du 12 février 1932, pour la production d'un document indiquant:—

1. (a) Les noms des nations qui sont membres de la Société des Nations;
- (b) Les cotisations que chaque nation membre de la Société a été appelée à verser afin de permettre la poursuite de l'œuvre de la Société l'an dernier, ou à défaut de renseignements pour l'an dernier, ceux qui concernent toute année récente pour laquelle le gouvernement possède les renseignements;

(c) Les recettes et les dépenses de la Société (totaux seulement) pour l'an dernier ou pour toute année récente pour laquelle le gouvernement possède les renseignements.

2. Les cotisations versées chaque année par le Canada à la Société des Nations depuis l'institution de la Société, pour les objets suivants:

(a) Cotisations et versements pour le soutien de la Société;

(b) Frais de délégations;

(c) Dépenses accessoires ou autres occasionnées par l'adhésion du Canada à la Société.

3. Les nations (s'il en est), membres de la Société, arriérées dans le versement de leurs cotisations ou contributions annuelles pour le maintien de la Société, en indiquant le total de l'arriéré de chaque nation.

Suivant l'Ordre du Jour, le très honorable sénateur Meighen propose que le Bill (22) intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Chèques sans provision et grands jurys)", soit lu maintenant pour la deuxième fois, et

La question étant posée sur ladite motion,

Elle est résolue dans l'affirmative par le vote suivant:

ONT VOTÉ POUR:

Les honorables sénateurs

Barnard,	Dandurand,	Logan,	Pope,
Beaubien,	Forke,	McCormick,	Sharpe,
Béique,	Gillis,	McLean,	Smith,
Bénard,	Green,	McLennan,	Todd,
Bourque,	Hardy,	Meighen,	White (Pembroke),
Buchanan,	Hughes,	Murdock,	Willoughby,
Bureau,	Laird,	Paradis,	Wilson (Sorel)—31.
Chapais,	Lewis,	Poinier,	

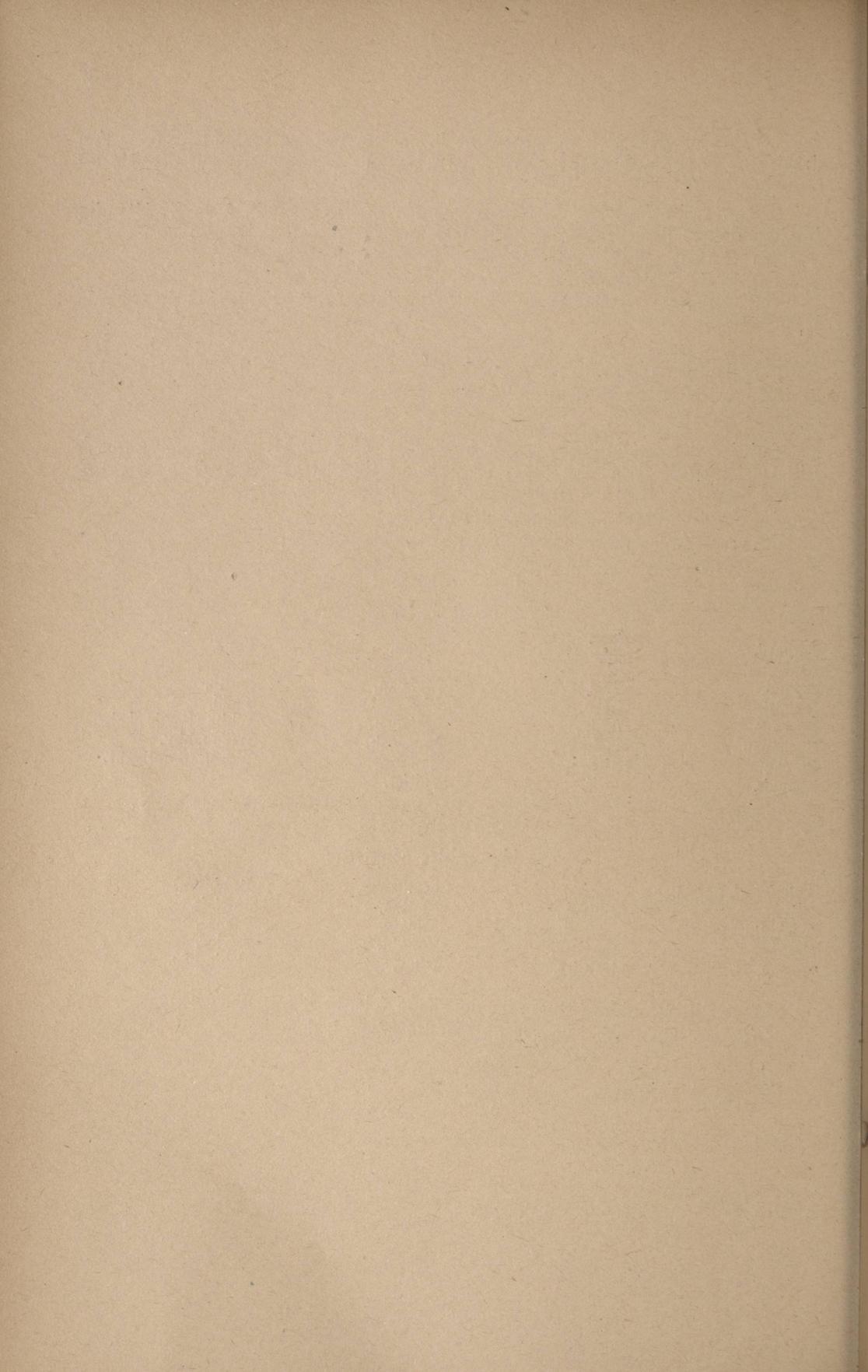
ONT VOTÉ CONTRE:

Les honorables sénateurs

Aylesworth (sir Allen),	Lacasse,	McMeans,	Robinson,
Copp,	Lemieux,	McRae,	Sinclair,
Donnelly,	Lynch-Staunton,	Molloy,	Spence,
Graham,	Marcotte,	Rankin,	Taylor,
Horsley,	McGuire,	Riley,	Tobin—20.

Ledit Bill est alors lu pour la deuxième fois, et il est *Ordonné*: Qu'il soit renvoyé au Comité général, demain.

Le Sénat s'ajourne.



AFFAIRES DE ROUTINE

Mercredi, 16 mars 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATIONS

Pour mercredi, 16 mars 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Griesbach:

10 mars—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur la publication officielle d'une histoire montrant la part que le Canada a prise dans la Grande guerre de 1914-18, et qu'il demandera au gouvernement:

1. Quelles mesures le gouvernement a-t-il prises en vue de cette publication?
2. Quand le gouvernement publiera-t-il cette publication?

No 2.

Par l'honorable sénateur Lynch-Staunton:

9 mars—Qu'il demandera si le gouvernement a l'intention de faire reviser la Loi des compagnies, et qu'il attirera l'attention du gouvernement sur le sujet.

No 3.

Par l'honorable sénateur Black:

10 mars—Qu'il attirera l'attention du gouvernement sur certaines phases de la situation économique, et qu'il présentera certaines suggestions en vue de réaliser une plus grande économie.

Pour vendredi, 18 mars 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Griesbach:

15 mars—Qu'il demandera au gouvernement:

Relativement aux prévisions budgétaires 1932-33, crédit numéro 75 (Appointements et dépense casuelle de la Commission de pension du Canada), \$451,284.

1. Sous quels titres principaux ce montant doit-il être dépensé?

Relativement au crédit numéro 74 (Pensions—Guerre européenne—forces navales, militaires et aériennes, après la guerre), \$48,000,000.

1. Quel montant est-il proposé d'affecter aux pensions réellement payées aux pensionnaires?

2. Quel est le reliquat du montant, et sous quels titres principaux est-il proposé de le dépenser?

MOTIONS

Pour mercredi, 16 mars 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

1er mars—Qu'il attirera l'attention sur le détournement des eaux du lac Michigan par la cité de Chicago, et qu'il proposera "que, de l'avis du Sénat, il ne doit pas être poursuivi de plus amples négociations sur la canalisation du Saint-Laurent, tant que le Sénat n'aura pas examiné le traité actuellement en vigueur, et qu'il ne se sera pas assuré que ce traité est mis à exécution.

De plus, qu'un exemplaire dudit traité soit déposé sur la table du Sénat."

Pour jeudi, 17 mars 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

9 mars—Résolu,—Que, de l'avis du Sénat, les Unions ouvrières devraient tenir leurs livres accessibles à leurs membres et au gouvernement.

ORDRE DU JOUR

Pour mercredi, 16 mars 1932

No 1.

15 mars—La Chambre en comité plénier pour l'étude d'un projet de loi (Bill 22) intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Chèques sans provision et grands jurys)."—Le très honorable sénateur Meighen).

1870

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY

No 14

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mercredi, 16 mars 1932

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable P. E. BLONDIN, Président

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Aylesworth	Gillis,	Macdonell,	Robertson,
(sir Allen),	Gordon,	Marcotte,	Robinson,
Ballantyne,	Graham,	Martin,	Schaffner,
Barnard,	Green,	McCormick,	Sharpe,
Beaubien,	Griesbach,	McDougald,	Sinclair,
Béique,	Hardy,	McGuire,	Smith,
Béland,	Harmer,	McLean,	Spence,
Bénard,	Hatfield,	McLennan,	Stanfield,
Black,	Horsey,	McMeans,	Tanner,
Blondin,	Hughes,	McRae,	Taylor,
Bourque,	King,	Meighen,	Tessier,
Buchanan,	Lacasse,	Molloy,	Tobin,
Bureau,	Laird,	Murdock,	Todd,
Casgrain,	Lemieux,	Paradis,	Turgeon,
Chapais,	L'Espérance,	Parent,	Webster,
Copp,	Lewis,	Poirier,	White (Inkerman),
Dandurand,	Little,	Pope,	White (Pembroke),
Donnelly,	Logan,	Rankin,	Willoughby,
Forke,	Lynch-Staunton,	Raymond,	Wilson (Sorel).
Foster,	MacArthur,	Riley,	

PRIÈRES.

L'honorable sénateur King, du comité permanent de la régie interne et des dépenses imprévues, présente le deuxième rapport de ce comité.

Ce rapport est alors lu par le greffier comme suit:

MERCREDI, 16 mars 1932.

Le comité permanent de la régie interne et des dépenses imprévues demande permission de présenter son deuxième rapport comme suit:

Le comité a pris en considération la recommandation suivante, de la Commission du service civil:—

7 décembre 1931.

“Tel que prévu à l'article 61 et à l'article 12 de la Loi du service civil, la Commission du service civil, sur la recommandation du greffier du Sénat, soumet à l'approbation du Sénat, le rapport suivant:

Greffier adjoint du Sénat—

Il est recommandé que le traitement de cette classe, qui est actuellement comme suit:

Annuel:	\$4,200	\$4,380	\$4,560	\$4,740
---------	---------	---------	---------	---------

soit révisé et établi comme suit:

Annuel:	\$4,560	\$4,740	\$4,920	\$5,100.
---------	---------	---------	---------	----------

Et que les changements ci-dessus prennent effet à dater du 1er avril 1931.

“Il est considéré que la rémunération prévue pour cette classe n'est pas proportionnée aux devoirs à remplir.”

Respectueusement soumis,

(Signé) W. J. Roche, Président,

(Signé) J. Emile Tremblay, Commissaire.

Le comité recommande que ladite recommandation soit approuvée par le Sénat.

Le tout respectueusement soumis.

J. H. KING,

Faisant fonctions de Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Black attire l'attention du gouvernement sur certaines phases de la situation économique, et il présente certaines suggestions en vue de réaliser une plus grande économie.

Débat.

L'honorable sénateur Casgrain attire l'attention du Sénat sur le détournement des eaux du lac Michigan par la cité de Chicago, et il propose “que, de l'avis du Sénat, il ne doit pas être poursuivi de plus amples négociations sur la canalisation du Saint-Laurent, tant que le Sénat n'aura pas examiné le traité actuellement en vigueur, et qu'il ne se sera pas assuré que ce traité est mis à exécution.

De plus, qu'un exemplaire dudit traité soit déposé sur la table du Sénat.”

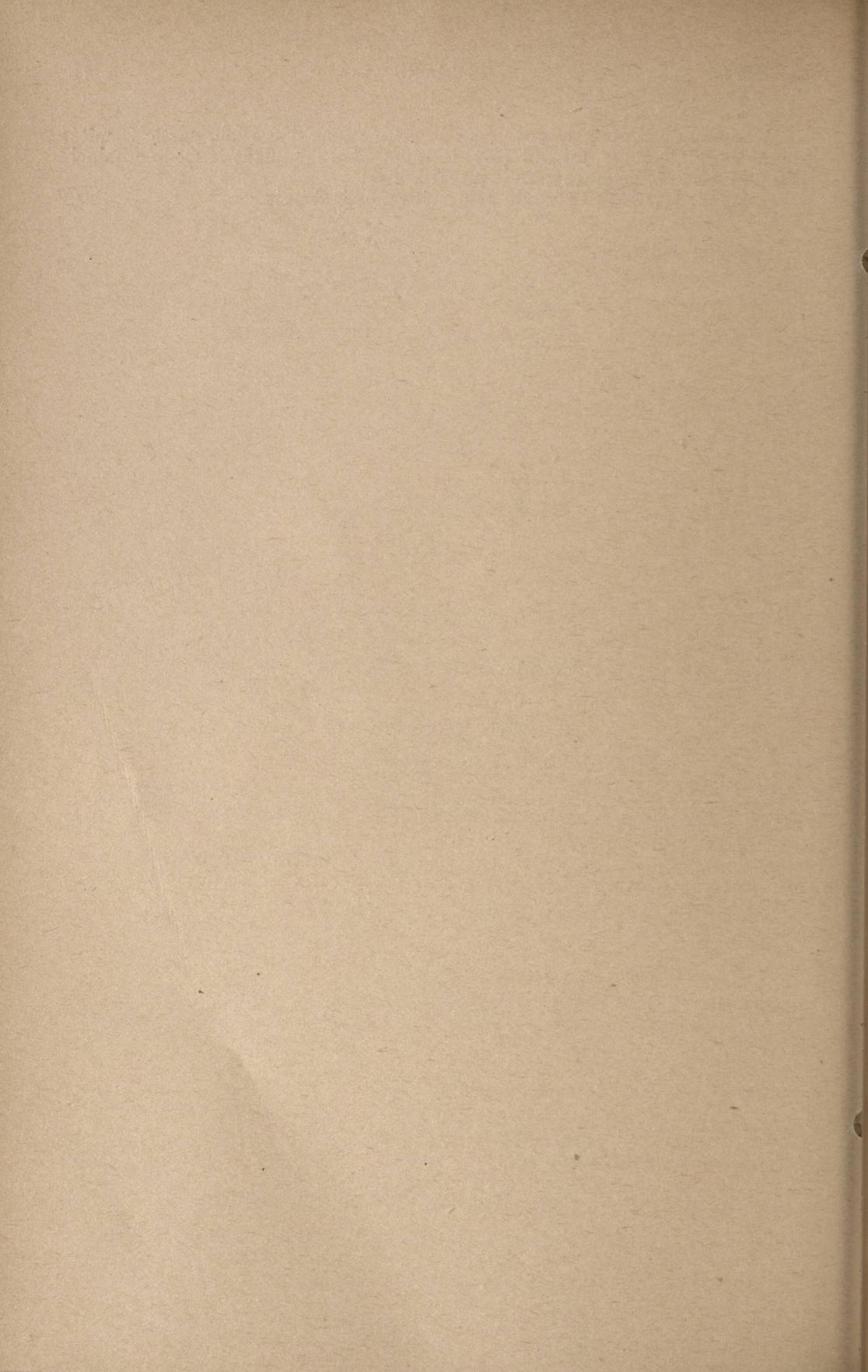
Après débat, il est

Ordonné: Que la continuation du débat soit remise à demain.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la prise en considération, par le Comité général de la Chambre, du Bill (22), intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Chèques sans provision et grands jurys)", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du Jour soit remis à demain.

Le Sénat s'ajourne.



AFFAIRES DE ROUTINE

Jeudi, 17 mars 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATIONS

Pour vendredi, 18 mars 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Griesbach:

15 mars—Qu'il demandera au gouvernement:

Relativement aux prévisions budgétaires 1932-33, crédit numéro 75 (Appointements et dépense casuelle de la Commission de pension du Canada), \$451,284.

1. Sous quels titres principaux ce montant doit-il être dépensé?

Relativement au crédit numéro 74 (Pensions—Guerre européenne—forces navales, militaires et aériennes, après la guerre), \$48,000,000.

1. Quel montant est-il proposé d'affecter aux pensions réellement payées aux pensionnaires?

2. Quel est le reliquat du montant, et sous quels titres principaux est-il proposé de le dépenser?

No 2.

Par l'honorable sénateur Griesbach:

10 mars—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur la publication officielle d'une histoire montrant la part que le Canada a prise dans la Grande guerre de 1914-18, et qu'il demandera au gouvernement:

1. Quelles mesures le gouvernement a-t-il prises en vue de cette publication?

2. Quand le gouvernement publiera-t-il cette publication?

Pour mercredi, 6 avril 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Lynch-Staunton:

9 mars—Qu'il demandera si le gouvernement a l'intention de faire reviser la Loi des compagnies, et qu'il attirera l'attention du gouvernement sur le sujet.

MOTION**Pour jeudi, 17 mars 1932****No 1.**

Par l'honorable sénateur Casgrain:

9 mars—Résolu,—Que, de l'avis du Sénat, les Unions ouvrières devraient tenir leurs livres accessibles à leurs membres et au gouvernement.

ORDRE DU JOUR

Pour jeudi, 17 mars 1932

No 1.

15 mars—La Chambre en comité plénier pour l'étude d'un projet de loi (Bill 22) intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Chèques sans provision et grands jurys)."—Le très honorable sénateur Meighen.

No 2.

16 mars—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Casgrain:

Qu'il attirera l'attention sur le détournement des eaux du lac Michigan par la cité de Chicago, et qu'il proposera "que, de l'avis du Sénat, il ne doit pas être poursuivi de plus amples négociations sur la canalisation du Saint-Laurent, tant que le Sénat n'aura pas examiné le traité actuellement en vigueur, et qu'il ne se sera pas assuré que ce traité est mis à exécution.

De plus, qu'un exemplaire dudit traité soit déposé sur la table du Sénat."
—L'honorable sénateur Stanfield.

No 15

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Jeudi, 17 mars 1932

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable P. E. BLONDIN, Président

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Aylesworth	Gillis,	MacArthur,	Rankin,
(sir Allen),	Gordon,	Macdonald,	Raymond,
Ballantyne,	Graham,	Macdonell,	Riley,
Barnard,	Green,	Marcotte,	Robinson,
Beaubien,	Griesbach,	Martin,	Schaffner,
Béique,	Hardy,	McCormick,	Sharpe,
Bénard,	Harmer,	McDonald,	Sinclair,
Black,	Hatfield,	McDougald,	Smith,
Blondin,	Haydon,	McGuire,	Spence,
Bourque,	Horsey,	McLean,	Stanfield,
Buchanan,	Hughes,	McLennan,	Tanner,
Bureau,	King,	McMeans,	Taylor,
Casgrain,	Lacasse,	McRae,	Tessier,
Chapais,	Laird,	Meighen,	Tobin,
Copp,	Lemieux,	Molloy,	Todd,
Daniel,	L'Espérance,	Murdock,	Turgeon,
Donnelly,	Lewis,	Paradis,	Webster,
Fisher,	Little,	Parent,	White (Pembroke),
Forke,	Logan,	Poirier,	Willoughby,
Foster,	Lynch-Staunton,	Pope,	Wilson (Sorel).

PRIÈRES.

L'honorable sénateur McLennan, du comité permanent du commerce et des relations commerciales du Canada, présente le deuxième rapport de ce comité.

Ce rapport est alors lu par le greffier, comme suit:

JEUDI, 17 mars 1932.

Le comité permanent du commerce et des relations commerciales du Canada demande permission de présenter son deuxième rapport comme suit:—

Le comité recommande que permission lui soit accordée d'assigner des personnes et de faire produire des pièces et des documents.

Le tout respectueusement soumis.

J. S. McLENNAN,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Chapais, du comité permanent des Débats et des comptes rendus, présente le deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier, comme suit:

JEUDI, 17 mars 1932.

Le comité permanent des Débats et des comptes rendus demande permission de présenter son deuxième rapport comme suit:—

Le comité recommande que MM. Thomas Blacklock et J. A. Fortier continuent à faire partie, pour la présente session du Parlement, du personnel des comptes rendus du Sénat, aux conditions fixées dans le rapport du comité des Débats et des comptes rendus du 3 juin 1913 et que de plus, les appointements de M. Fortier soient de \$20 par semaine.

Le tout respectueusement soumis.

THOS. CHAPAIS,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du Jour pour être pris en considération mercredi prochain.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat s'ajourne à loisir et se forme en comité général pour étudier le bill (22) intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Chèques sans provision et grands jurys)."

(*En comité*)

Subséquemment, le Sénat reprend sa séance, et

L'honorable sénateur Gordon, dudit comité, rapporte que le comité, ayant examiné ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, sans amendement, au Sénat.

Ordonné: Que ledit Bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa troisième lecture mardi prochain.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat reprend le débat ajourné, sur la motion de l'honorable sénateur Casgrain:—

Qu'il attirera l'attention du Sénat sur le détournement des eaux du lac Michigan par la cité de Chicago, et qu'il proposera "que, de l'avis du Sénat, il ne doit pas être poursuivi de plus amples négociations sur la canalisation du Saint-Laurent, tant que le Sénat n'aura pas examiné le traité actuellement en vigueur, et qu'il ne se sera pas assuré que ce traité est mis à exécution.

De plus, qu'un exemplaire dudit traité soit déposé sur la table du Sénat."

Après débat, il est

Ordonné: Que la continuation du débat soit remise à mardi prochain.

Sur motion, il est

Ordonné: Que le Sénat, lorsqu'il s'ajournera aujourd'hui, restera ajourné jusqu'à mardi prochain à huit heures du soir.

Le très honorable sénateur Meighen dépose sur la Table:—

Amendement aux règlements de la Radio (Licence pour réception privée).

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mardi, 22 mars 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATIONS

Pour mardi, 22 mars 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Griesbach:

15 mars—Qu'il demandera au gouvernement:

Relativement aux prévisions budgétaires 1932-33, crédit numéro 75 (Appointements et dépense casuelle de la Commission de pension du Canada), \$451,284.

1. Sous quels titres principaux ce montant doit-il être dépensé?

Relativement au crédit numéro 74 (Pensions—Guerre européenne—forces navales, militaires et aériennes, après la guerre), \$48,000,000.

1. Quel montant est-il proposé d'affecter aux pensions réellement payées aux pensionnaires?

2. Quel est le reliquat du montant, et sous quels titres principaux est-il proposé de le dépenser?

No 2.

Par l'honorable sénateur Griesbach:

10 mars—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur la publication officielle d'une histoire montrant la part que le Canada a prise dans la Grande guerre de 1914-18, et qu'il demandera au gouvernement:

1. Quelles mesures le gouvernement a-t-il prises en vue de cette publication?

2. Quand le gouvernement publiera-t-il cette publication?

Pour mercredi, 6 avril 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Lynch-Staunton:

9 mars—Qu'il demandera si le gouvernement a l'intention de faire reviser la Loi des compagnies, et qu'il attirera l'attention du gouvernement sur le sujet.

MOTION**Pour mercredi, 23 mars 1932****No 1.**

Par l'honorable sénateur Casgrain:

9 mars—Résolu,—Que, de l'avis du Sénat, les Unions ouvrières devraient tenir leurs livres accessibles à leurs membres et au gouvernement.

ORDRE DU JOUR

Pour mardi, 22 mars 1932

No 1.

17 mars—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill 22) intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Chèques sans provision et grands jurys)."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 2.

16 mars—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Casgrain:

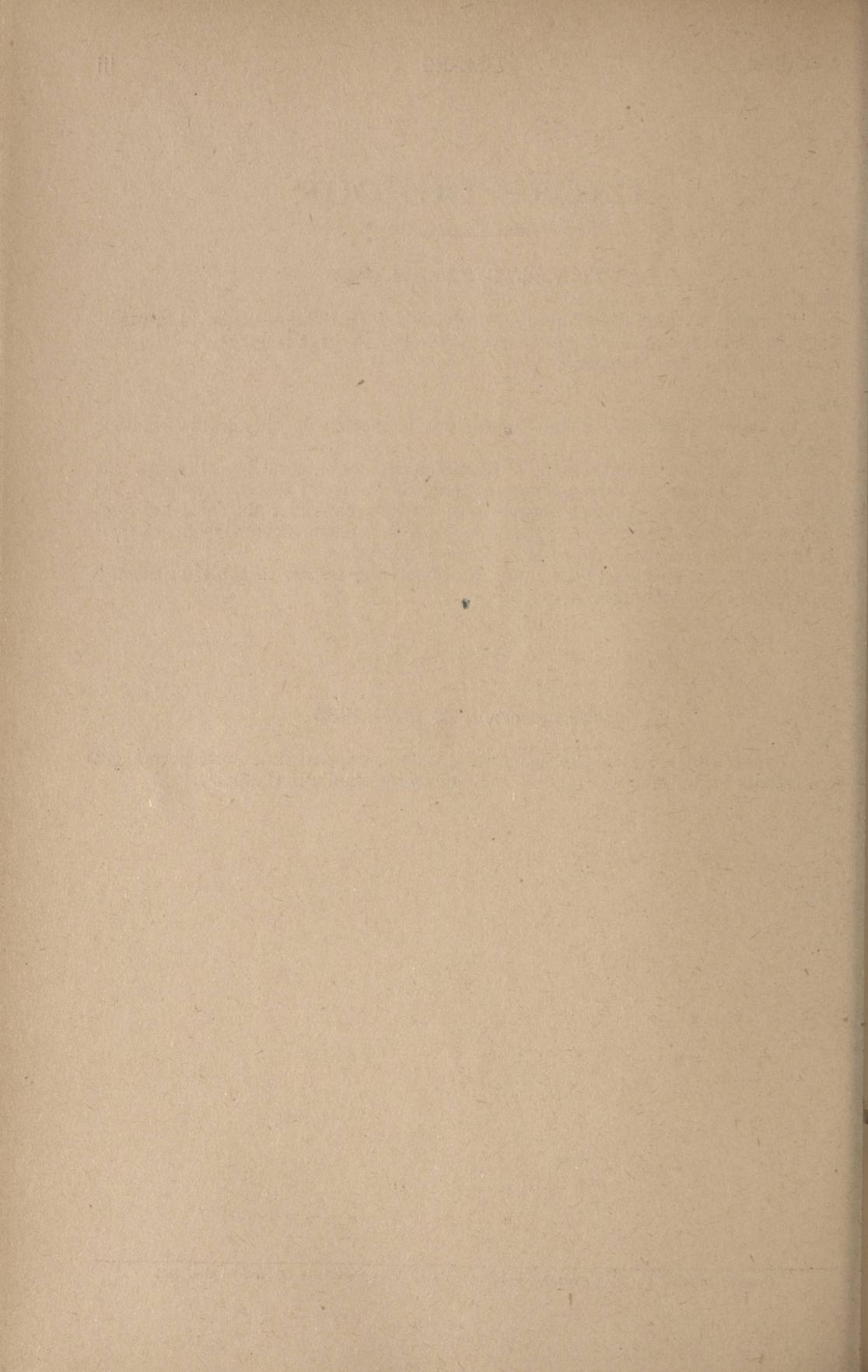
Qu'il attirera l'attention sur le détournement des eaux du lac Michigan par la cité de Chicago, et qu'il proposera "que, de l'avis du Sénat, il ne doit pas être poursuivi de plus amples négociations sur la canalisation du Saint-Laurent, tant que le Sénat n'aura pas examiné le traité actuellement en vigueur, et qu'il ne se sera pas assuré que ce traité est mis à exécution.

De plus, qu'un exemplaire dudit traité soit déposé sur la table du Sénat."
—(L'honorable sénateur Horsey).

Pour mercredi, 23 mars 1932

No 1.

17 mars—Prise en considération du deuxième rapport du comité permanent des Débats et des comptes rendus.—(L'honorable sénateur Chapais).



No 16

PROCÈS-VERBAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

Mardi, 22 mars 1932

Huit heures du soir.

L'honorable P. E. BLONDIN, Président

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Aylesworth (sir Allen),	Bureau,	Harmer,	Meighen,
Ballantyne,	Casgrain,	King,	Murdock,
Barnard,	Copp,	Laird,	Poirier,
Beaubien,	Daniel,	Little,	Pope,
Béique,	Donnelly,	Logan,	Riley,
Belcourt,	Fisher,	Macdonald,	Schaffner,
Bénard,	Forke,	Macdonell,	Stanfield,
Blondin,	Gillis,	Marcotte,	Tanner,
Bourque,	Green,	McCormick,	Tobin,
Buchanan,	Griesbach,	McLean,	Webster,
	Hardy,	McRae,	White (Pembroke).

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Griesbach attire l'attention du Sénat sur la publication officielle d'une histoire montrant la part que le Canada a prise dans la Grande guerre de 1914-18, et il demande au gouvernement:

1. Quelles mesures le gouvernement a-t-il prises en vue de cette publication?
2. Quand le gouvernement publiera-t-il cette publication?

Débat.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (22) intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Chèques sans provision et grands jurys)", est lu pour la troisième fois. Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté, Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill sans amendement.

A l'appel de l'Ordre du Jour, pour la reprise du débat ajourné, sur la motion de l'honorable sénateur Casgrain:—

Qu'il attirera l'attention du Sénat sur le détournement des eaux du lac Michigan par la cité de Chicago, et qu'il proposera "que, de l'avis du Sénat, il ne doit pas être poursuivi de plus amples négociations sur la canalisation du Saint-Laurent, tant que le Sénat n'aura pas examiné le traité actuellement en vigueur, et qu'il ne se sera pas assuré que ce traité est mis à exécution.

De plus, qu'un exemplaire dudit traité soit déposé sur la table du Sénat", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du Jour soit remis à mercredi, le trente mars prochain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mercredi, 23 mars 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATIONS

Pour mercredi, 23 mars 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Griesbach:

15 mars—Qu'il demandera au gouvernement:

Relativement aux prévisions budgétaires 1932-33, crédit numéro 75 (Appointements et dépense casuelle de la Commission de pension du Canada), \$451,284.

1. Sous quels titres principaux ce montant doit-il être dépensé?

Relativement au crédit numéro 74 (Pensions—Guerre européenne—forces navales, militaires et aériennes, après la guerre), \$48,000,000.

1. Quel montant est-il proposé d'affecter aux pensions réellement payées aux pensionnaires?

2. Quel est le reliquat du montant, et sous quels titres principaux est-il proposé de le dépenser?

Pour mercredi, 6 avril 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Lynch-Staunton:

9 mars—Qu'il demandera si le gouvernement a l'intention de faire réviser la Loi des compagnies, et qu'il attirera l'attention du gouvernement sur le sujet.

MOTION

Pour mercredi, 30 mars 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

9 mars—Résolu,—Que, de l'avis du Sénat, les Unions ouvrières devraient tenir leurs livres accessibles à leurs membres et au gouvernement.

ORDRE DU JOUR

Pour mercredi, 23 mars 1932

No 1.

16 mars—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Casgrain:

Qu'il attirera l'attention sur le détournement des eaux du lac Michigan par la cité de Chicago, et qu'il proposera "que, de l'avis du Sénat, il ne doit pas être poursuivi de plus amples négociations sur la canalisation du Saint-Laurent, tant que le Sénat n'aura pas examiné le traité actuellement en vigueur, et qu'il ne se sera pas assuré que ce traité est mis à exécution.

De plus, qu'un exemplaire dudit traité soit déposé sur la table du Sénat."
—(L'honorable sénateur Horsey).

No 2.

17 mars—Prise en considération du deuxième rapport du comité permanent des Débats et des comptes rendus.—(L'honorable sénateur Chapais).

No 17

PROCÈS-VERBAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

Mercredi, 23 mars 1932

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable P. E. BLONDIN, Président

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Aylesworth	Casgrain,	Hardy,	McLean,
(sir Allen),	Copp,	Harmer,	McRae,
Ballantyne,	Daniel,	Hughes,	Meighen,
Beaubien,	Donnelly,	King,	Murdock,
Béique,	Fisher,	Laird,	Poirier,
Belcourt,	Forke,	Little,	Pope,
Bénard,	Gillis,	Macdonald,	Riley,
Blondin,	Gordon,	Macdonell,	Tanner,
Bourque,	Green,	Marcotte,	Tobin,
Buchanan,	Griesbach,	Martin,	Webster,
Bureau,			White (Pembroke).

PRIÈRES.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat prend en considération le deuxième rapport du comité permanent des Débats et des comptes rendus.

Ledit rapport est adopté.

Le très honorable sénateur Meighen, présente au Sénat un bill (E1) intitulé: "Loi concernant le département des assurances."

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture à la prochaine séance du Sénat.

Le très honorable sénateur Meighen présente au Sénat un bill (F1) intitulé: "Loi concernant les compagnies d'assurance étrangères au Canada."

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture à la prochaine séance du Sénat.

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Que le Sénat, lorsqu'il s'ajournera aujourd'hui, restera ajourné jusqu'au mercredi, trente mars prochain, à trois heures de l'après-midi.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mercredi, 30 mars 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATIONS

Pour mercredi, 30 mars 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Griesbach:

15 mars—Qu'il demandera au gouvernement:

Relativement aux prévisions budgétaires 1932-33, crédit numéro 75 (Appointements et dépense casuelle de la Commission de pension du Canada), \$451,284.

1. Sous quels titres principaux ce montant doit-il être dépensé?

Relativement au crédit numéro 74 (Pensions—Guerre européenne—forces navales, militaires et aériennes, après la guerre), \$48,000,000.

1. Quel montant est-il proposé d'affecter aux pensions réellement payées aux pensionnaires?

2. Quel est le reliquat du montant, et sous quels titres principaux est-il proposé de le dépenser?

Pour mardi, 5 avril 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

23 mars—Qu'il demandera au gouvernement:

1. Quel est, jusqu'à date, le coût total du nouveau canal Welland, sans les intérêts durant la construction?

2. Quel est le coût de ce canal, avec les intérêts durant la construction?

3. Combien de tonnes de marchandises ont passé par ce canal durant la dernière saison de navigation?

4. Combien de tonnes à destination de l'Est?

5. Combien de tonnes à destination de l'Ouest?

6. Combien de tonnes de blé ont passé par ce canal durant ladite saison?

7. Combien de tonnes d'autres grains?

8. Combien d'argent le gouvernement a-t-il dépensé pour l'entretien, la réfection, la main-d'œuvre, les employés et les ingénieurs, durant l'année 1931?

9. Combien d'argent faut-il prélever en taxes, chaque année, pour faire face aux intérêts sur le coût total de la construction et de l'exploitation?

Pour mercredi, 6 avril 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Lynch-Staunton:

9 mars—Qu'il demandera si le gouvernement a l'intention de faire reviser la Loi des compagnies, et qu'il attirera l'attention du gouvernement sur le sujet.

MOTION**Pour mercredi, 30 mars 1932****No 1.**

Par l'honorable sénateur Casgrain:

9 mars—Résolu,—Que, de l'avis du Sénat, les Unions ouvrières devraient tenir leurs livres accessibles à leurs membres et au gouvernement.

ORDRE DU JOUR

Pour mercredi, 30 mars 1932

No 1.

16 mars—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Casgrain:

Qu'il attirera l'attention sur le détournement des eaux du lac Michigan par la cité de Chicago, et qu'il proposera "que, de l'avis du Sénat, il ne doit pas être poursuivi de plus amples négociations sur la canalisation du Saint-Laurent, tant que le Sénat n'aura pas examiné le traité actuellement en vigueur, et qu'il ne se sera pas assuré que ce traité est mis à exécution.

De plus, qu'un exemplaire dudit traité soit déposé sur la table du Sénat."
—(L'honorable sénateur Horsey).

No 2.

23 mars—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill E1) intitulé: "Loi concernant le département des assurances."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 3.

23 mars—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill F1) intitulé: "Loi concernant les compagnies d'assurances étrangères au Canada."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 18

PROCÈS-VERBAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

Mercredi, 30 mars 1932

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable P. E. BLONDIN, Président

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Beaubien,	Forke,	Macdonald,	Schaffner,
Belcourt,	Gillis,	Macdonell,	Smith,
Black,	Gordon,	Marcotte,	Spence,
Blondin,	Graham,	Martin,	Stanfield,
Bourque,	Green,	McDonald,	Tanner,
Bureau,	Griesbach,	McGuire,	Tessier,
Casgrain,	Hardy,	McRae,	Tobin,
Chapais,	Harmer,	Meighen,	Turgeon,
Copp,	Horsey,	Murdock,	Webster,
Dandurand,	King,	Paradis,	White (Inkerman),
Daniel,	Laird,	Parent,	White (Pembroke),
Dennis,	L'Espérance,	Poirier,	Willoughby,
Donnelly,	Little,	Pope,	Wilson (Sorel).
Fisher,	Lynch-Staunton,	Prevost,	

PRIÈRES.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément:—

Par l'honorable sénateur Schaffner, pour l'honorable Président du comité de Divorce:—

De Lucy Doris Cannon, de la cité de Sherbrooke, province de Québec, et résidant actuellement en la cité de St. Catharines, Ontario; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Edward Frederick Cannon, de la cité de Montréal, province de Québec.

De Margaret Spencer Heald, de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Leonard Heald.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Casgrain:

Qu'il attirera l'attention du Sénat sur le détournement des eaux du lac Michigan par la cité de Chicago, et qu'il proposera "que, de l'avis du Sénat, il ne doit pas être poursuivi de plus amples négociations sur la canalisation du Saint-Laurent, tant que le Sénat n'aura pas examiné le traité actuellement en vigueur, et qu'il ne se sera pas assuré que ce traité est mis à exécution.

De plus, qu'un exemplaire dudit traité soit déposé sur la table du Sénat."

Après débat, et

Avec la permission du Sénat,

Ladite motion est retirée.

Suivant l'Ordre du Jour, le très honorable sénateur Meighen propose que le Bill (E1), intitulé: "Loi concernant le département des assurances", soit lu maintenant pour la deuxième fois.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit remis à demain.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la deuxième lecture du Bill (F1), intitulé: "Loi concernant les compagnies d'assurance étrangères, au Canada", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du Jour soit remis jusqu'à la prochaine séance du Sénat.

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Que le Sénat, lorsqu'il s'ajournera aujourd'hui, restera ajourné jusqu'à demain à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Jeudi, 31 mars 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATIONS

Pour mardi, 5 avril 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

23 mars—Qu'il demandera au gouvernement:

1. Quel est, jusqu'à date, le coût total du nouveau canal Welland, sans les intérêts durant la construction?
2. Quel est le coût de ce canal, avec les intérêts durant la construction?
3. Combien de tonnes de marchandises ont passé par ce canal durant la dernière saison de navigation?
4. Combien de tonnes à destination de l'Est?
5. Combien de tonnes à destination de l'Ouest?
6. Combien de tonnes de blé ont passé par ce canal durant ladite saison?
7. Combien de tonnes d'autres grains?
8. Combien d'argent le gouvernement a-t-il dépensé pour l'entretien, la réfection, la main-d'œuvre, les employés et les ingénieurs, durant l'année 1931?
9. Combien d'argent faut-il prélever en taxes, chaque année, pour faire face aux intérêts sur le coût total de la construction et de l'exploitation?

Pour mercredi, 6 avril 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Lynch-Staunton:

9 mars—Qu'il demandera si le gouvernement a l'intention de faire reviser la Loi des compagnies, et qu'il attirera l'attention du gouvernement sur le sujet.

Pour vendredi, 15 avril 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Griesbach:

15 mars—Qu'il demandera au gouvernement:

Relativement aux prévisions budgétaires 1932-33, crédit numéro 75 (Appointements et dépense casuelle de la Commission de pension du Canada), \$451,284.

1. Sous quels titres principaux ce montant doit-il être dépensé?

Relativement au crédit numéro 74 (Pensions—Guerre européenne—forces navales, militaires et aériennes, après la guerre), \$48,000,000.

1. Quel montant est-il proposé d'affecter aux pensions réellement payées aux pensionnaires?

2. Quel est le reliquat du montant, et sous quels titres principaux est-il proposé de le dépenser?

MOTION**Pour mercredi, 6 avril 1932****No 1.**

Par l'honorable sénateur Casgrain:

9 mars—Résolu,—Que, de l'avis du Sénat, les Unions ouvrières devraient tenir leurs livres accessibles à leurs membres et au gouvernement.

ORDRE DU JOUR

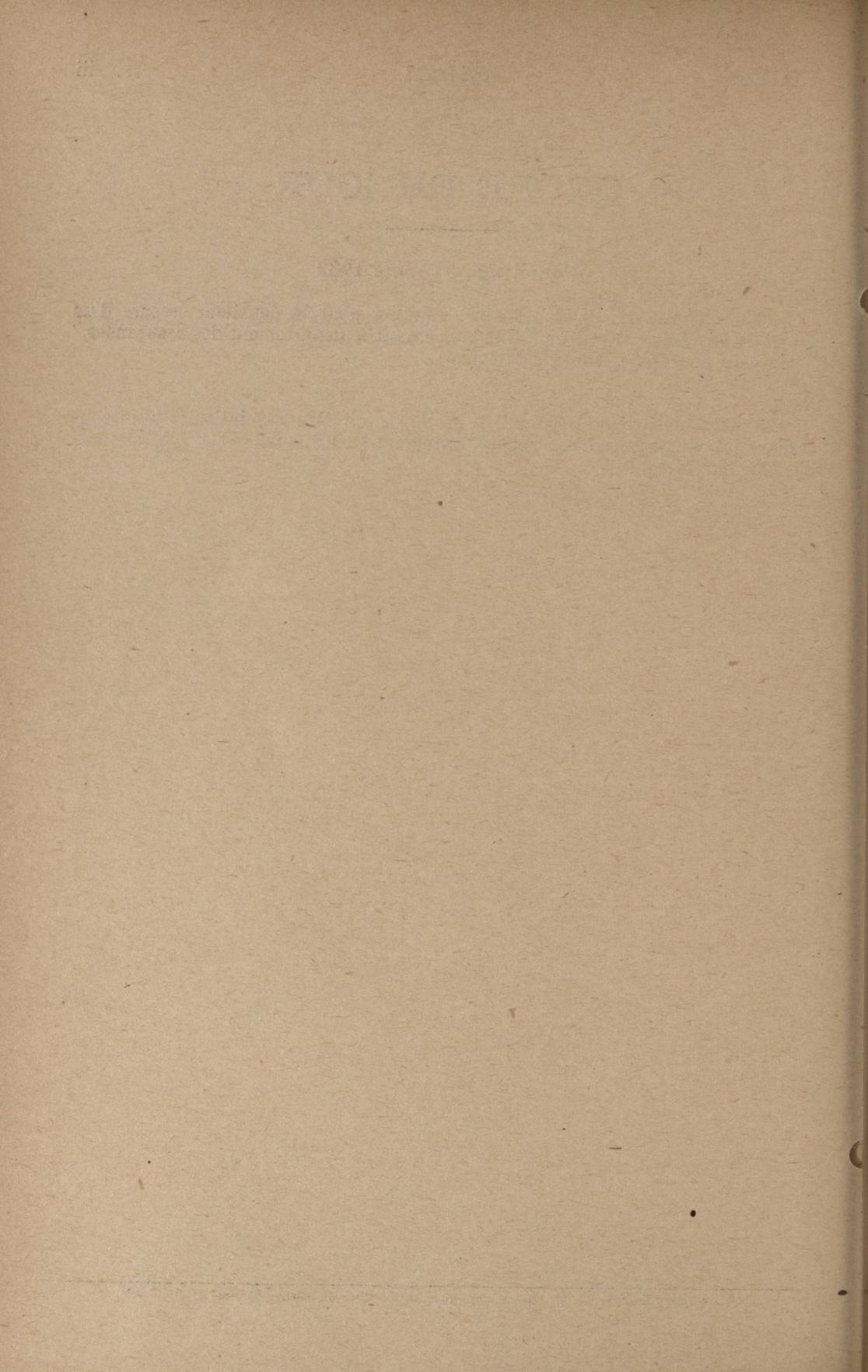
Pour jeudi, 31 mars 1932

No 1.

30 mars—Reprise du débat sur la motion pour la deuxième lecture d'un projet de loi (Bill E1) intitulé: "Loi concernant le département des assurances."
—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 2.

23 mars—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill F1) intitulé: "Loi concernant les compagnies d'assurances étrangères au Canada."—(Le très honorable sénateur Meighen).



No 19

PROCÈS-VERBAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

 Jeudi, 31 mars 1932

Huit heures du soir.

L'honorable P. E. BLONDIN, Président

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Ballantyne,	Donnelly,	Little,	Prevost,
Beaubien,	Fisher,	Lynch-Staunton,	Schaffner,
Béique,	Forke,	Macdonald,	Smith,
Belcourt,	Gillis,	Macdonell,	Spence,
Black,	Gordon,	Marcotte,	Stanfield,
Blondin,	Graham,	Martin,	Tanner,
Bourque,	Green,	McDonald,	Tessier,
Bureau,	Griesbach,	McGuire,	Tobin,
Casgrain,	Hardy,	McRae,	Turgeon,
Chapais,	Harmer,	Meighen,	Webster,
Copp,	Horsey,	Murdock,	White (Inkerman),
Dandurand,	King,	Paradis,	White (Pembroke),
Daniel,	Laird,	Parent,	Willoughby.
Dennis,	L'Espérance,	Pope,	

PRIÈRES.

La pétition suivante est présentée:—

Par l'honorable sénateur Copp, pour l'honorable Président du comité de Divorce:—

De Theo Alice MacFarlane Lamb, de Valois, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec George Percival Lamb.

L'honorable sénateur Tessier, du comité permanent des Ordres permanents, présente le quatrième rapport de ce comité.

Ce rapport est alors lu par le greffier, comme suit:

JEUDI, 31 mars 1932.

Le comité permanent des Ordres permanents demande permission de présenter son quatrième rapport, comme suit:

Le comité a examiné les pétitions suivantes et constate que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, savoir:

De la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique; demandant l'adoption d'une loi autorisant l'émission d'obligations consolidées supplémentaires.

De *Autographic Register Systems Limited*; demandant l'adoption d'une loi abrogeant le chapitre 78 des Statuts du Canada, 1921, intitulé: "Loi concernant certains brevets de *Autographic Register Systems Limited*".

De *The Ottawa and New York Railway Company* et *The New York Central Railroad Company*; demandant l'adoption d'une loi autorisant lesdites compagnies à passer un contrat avec une compagnie de pont à péage, pour la construction d'une voie de circulation en rapport avec le pont international de la compagnie, à ou près de Cornwall, province d'Ontario, et pour autres fins.

De *The Montreal Central Terminal Company*; demandant l'adoption d'une loi remettant en vigueur les pouvoirs qui lui étaient concédés en vertu des articles deux et trois du chapitre 109 des Statuts du Canada, 1909, et pour autres fins.

Le tout respectueusement soumis.

JULES TESSIER,

Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit déposé sur la Table.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion pour la deuxième lecture du Bill (E1), intitulé: "Loi concernant le département des assurances."

Ladite motion est agréée.

Ledit Bill est alors lu pour la deuxième fois, et il est renvoyé au comité permanent des Banques et du Commerce.

Suivant l'Ordre du Jour, le Bill (F1), intitulé: "Loi concernant les compagnies d'assurances, étrangères au Canada", est lu pour la deuxième fois, et il est

Renvoyé au comité permanent des Banques et du Commerce.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Vendredi, 1er avril 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATIONS

Pour mardi, 5 avril 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

23 mars—Qu'il demandera au gouvernement:

1. Quel est, jusqu'à date, le coût total du nouveau canal Welland, sans les intérêts durant la construction?
2. Quel est le coût de ce canal, avec les intérêts durant la construction?
3. Combien de tonnes de marchandises ont passé par ce canal durant la dernière saison de navigation?
4. Combien de tonnes à destination de l'Est?
5. Combien de tonnes à destination de l'Ouest?
6. Combien de tonnes de blé ont passé par ce canal durant ladite saison?
7. Combien de tonnes d'autres grains?
8. Combien d'argent le gouvernement a-t-il dépensé pour l'entretien, la réfection, la main-d'œuvre, les employés et les ingénieurs, durant l'année 1931?
9. Combien d'argent faut-il prélever en taxes, chaque année, pour faire face aux intérêts sur le coût total de la construction et de l'exploitation?

Pour mercredi, 6 avril 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Lynch-Staunton:

9 mars—Qu'il demandera si le gouvernement a l'intention de faire reviser la Loi des compagnies, et qu'il attirera l'attention du gouvernement sur le sujet.

No 2.

Par l'honorable sénateur Smeaton White (Inkerman):

31 mars—Qu'il demandera au gouvernement s'il ne serait pas possible d'améliorer le service de livraison à Montréal, surtout des matières postales venant du Parlement à Ottawa.

Pour vendredi, 15 avril 1932**No 1.**

Par l'honorable sénateur Griesbach:

15 mars—Qu'il demandera au gouvernement:

Relativement aux prévisions budgétaires 1932-33, crédit numéro 75 (Appointements et dépense casuelle de la Commission de pension du Canada), \$451,284.

1. Sous quels titres principaux ce montant doit-il être dépensé?

Relativement au crédit numéro 74 (Pensions—Guerre européenne—forces navales, militaires et aériennes, après la guerre), \$48,000,000.

1. Quel montant est-il proposé d'affecter aux pensions réellement payées aux pensionnaires?

2. Quel est le reliquat du montant, et sous quels titres principaux est-il proposé de le dépenser?

MOTION

Pour mercredi, 6 avril 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

9 mars—Résolu,—Que, de l'avis du Sénat, les Unions ouvrières devraient tenir leurs livres accessibles à leurs membres et au gouvernement.

ORDRE DU JOUR

Pour vendredi, 1er avril 1932

No 20

PROCÈS-VERBAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

 Vendredi, 1er avril 1932

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable P. E. BLONDIN, Président

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Ballantyne,	Donnelly,	Lynch-Staunton,	Pope,
Beaubien,	Fisher,	Macdonald,	Prevost,
Belcourt,	Forke,	Macdonell,	Schaffner,
Black,	Gillis,	Marcotte,	Smith,
Blondin,	Gordon,	Martin,	Spence,
Bourque,	Graham,	McDonald,	Stanfield,
Bureau,	Green,	McGuire,	Tanner,
Casgrain,	Griesbach,	McRae,	Tessier,
Chapais,	Harmer,	Meighen,	Tobin,
Copp,	Horsey,	Murdock,	Webster,
Dandurand,	King,	Paradis,	White (Inkerman),
Daniel,	Laird,	Parent,	White (Pembroke),
Dennis,	Little,	Poirier,	Willoughby.

PRIÈRES.

La pétition suivante est présentée:—

Par l'honorable sénateur Schaffner, pour l'honorable Président du comité de Divorce.

De Minnie Jones Chandler, de Stanbridge East, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec William Chandler.

A six heures, l'honorable Président quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie.

Sept heures trente du soir.

Le Sénat reprend sa séance.

La Chambre des Communes transmet par son greffier, un message avec un bill (24), intitulé: "Loi concernant l'allègement du chômage et l'aide à l'agriculture."

Ledit Bill est lu pour la première fois, et

Avec la permission du Sénat,

Ledit Bill est alors lu pour les deuxième et troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill sans amendement.

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Que le Sénat, lorsqu'il s'ajournera aujourd'hui, restera ajourné jusqu'à lundi prochain, à trois heures et demie de l'après-midi.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Lundi, 4 avril 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATIONS

Pour mardi, 5 avril 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

23 mars—Qu'il demandera au gouvernement:

1. Quel est, jusqu'à date, le coût total du nouveau canal Welland, sans les intérêts durant la construction?

2. Quel est le coût de ce canal, avec les intérêts durant la construction?

3. Combien de tonnes de marchandises ont passé par ce canal durant la dernière saison de navigation?

4. Combien de tonnes à destination de l'Est?

5. Combien de tonnes à destination de l'Ouest?

6. Combien de tonnes de blé ont passé par ce canal durant ladite saison?

7. Combien de tonnes d'autres grains?

8. Combien d'argent le gouvernement a-t-il dépensé pour l'entretien, la réfection, la main-d'œuvre, les employés et les ingénieurs, durant l'année 1931?

9. Combien d'argent faut-il prélever en taxes, chaque année, pour faire face aux intérêts sur le coût total de la construction et de l'exploitation?

Pour mercredi, 6 avril 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Lynch-Staunton:

9 mars—Qu'il demandera si le gouvernement a l'intention de faire reviser la Loi des compagnies, et qu'il attirera l'attention du gouvernement sur le sujet.

No 2.

Par l'honorable sénateur Smeaton White (Inkerman):

31 mars—Qu'il demandera au gouvernement s'il ne serait pas possible d'améliorer le service de livraison à Montréal, surtout des matières postales venant du Parlement à Ottawa.

Pour vendredi, 15 avril 1932**No 1.**

Par l'honorable sénateur Griesbach:

15 mars—Qu'il demandera au gouvernement:

Relativement aux prévisions budgétaires 1932-33, crédit numéro 75 (Appointements et dépense casuelle de la Commission de pension du Canada), \$451,284.

1. Sous quels titres principaux ce montant doit-il être dépensé?

Relativement au crédit numéro 74 (Pensions—Guerre européenne—forces navales, militaires et aériennes, après la guerre), \$48,000,000.

1. Quel montant est-il proposé d'affecter aux pensions réellement payées aux pensionnaires?

2. Quel est le reliquat du montant, et sous quels titres principaux est-il proposé de le dépenser?

MOTIONS

Pour lundi, 4 avril 1932

No 1.

Par le très honorable sénateur Meighen:

1er avril—Que le comité permanent des Banques et du Commerce soit autorisé à siéger durant l'ajournement du Sénat.

Pour mercredi, 6 avril 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

9 mars—Résolu,—Que, de l'avis du Sénat, les Unions ouvrières devraient tenir leurs livres accessibles à leurs membres et au gouvernement.

ORDRE DU JOUR

Pour lundi, 4 avril 1932

No 21

PROCÈS-VERBAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

 Lundi, 4 avril 1932

Trois heures trente de l'après-midi.

L'honorable P. E. BLONDIN, Président

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Aylesworth (sir Allen),	Fisher,	Lewis,	Molloy,
Beaubien,	Forke,	Little,	Poirier,
Belcourt,	Gordon,	Logan,	Pope,
Bénard,	Graham,	MacArthur,	Prevost,
Black,	Green,	Macdonald,	Robinson,
Blondin,	Griesbach,	Macdonell,	Schaffner,
Bourque,	Hardy,	Marcotte,	Sinclair,
Bureau,	Harmer,	Martin,	Stanfield,
Copp,	Horsey,	McLean,	Tanner,
Daniel,	King,	McMeans,	White (Pembroke),
	L'Espérance,	McRae,	Willoughby.

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Beaubien dépose sur la Table:—

Copie du rapport annuel concernant le réseau des chemins de fer de l'Etat, pour l'année terminée le 31 décembre 1931 (Editions anglaise et française).

Copie du rapport annuel de la marine marchande du gouvernement canadien, à responsabilité limitée et de la *Canadian National (West Indies) Steamships, Limited*, pour l'année terminée le 31 décembre 1931 (Editions anglaise et française).

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec le bill (39), intitulé: "Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1932", auquel elle demande le concours du Sénat.

Ledit bill est lu pour la première fois, et

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu pour les deuxième et troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill sera adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes pour informer cette Chambre que le Sénat a adopté ce bill.

Son Honneur le Président informe le Sénat qu'il a reçu une communication du secrétaire adjoint du Gouverneur général.

Ladite communication est lue par Son Honneur le Président, comme suit:

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

CANADA

OTTAWA, 4 avril 1932.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous informer que le très honorable F. A. Anglin, juge en chef du Canada, en sa qualité de Député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la chambre du Sénat, aujourd'hui, le 4 avril, à quatre heures de l'après-midi, afin de donner la sanction royale à certains Bills.

Veillez agréer,

Monsieur l'Orateur,

l'assurance de ma haute considération,

JAMES F. CROWDY,

Secrétaire adjoint du Gouverneur général.

A l'honorable
Président du Sénat,
Ottawa.

Ordonné: Que cette communication soit déposée sur la Table.

Le Sénat s'ajourne à loisir.

Quelque temps après, le très honorable Francis Alexander Anglin, délégué du Gouverneur général, étant venu et étant assis au pied du trône,

L'honorable Président ordonne au gentilhomme huissier de la Verge Noire de se rendre à la Chambre des Communes et d'informer cette Chambre que c'est le plaisir du Très Honorable délégué du Gouverneur général, que les Communes se rendent immédiatement auprès de lui dans la salle du Sénat.

La Chambre des Communes étant venue,

Le greffier lit les titres des bills à sanctionner, comme suit:

Loi concernant la frontière entre les provinces de l'Alberta et de la Colombie-Britannique.

Loi ayant pour objet d'autoriser un contrat entre Sa Majesté le Roi et la Corporation de la cité d'Ottawa.

Loi modifiant le Code criminel (Procès sommaires).

Loi modifiant le Code criminel (Transport d'articles prohibés).

Loi ayant pour objet de soumettre au Parlement certains règlements et arrêtés en conseil.

Loi modifiant la Loi d'amirauté.

Loi modifiant la Loi du mariage et du divorce.

Loi concernant les chemins de fer Nationaux du Canada et autorisant une prestation additionnelle de fonds pour subvenir aux dépenses effectuées et aux dettes contractées pendant l'année civile 1931.

Loi modifiant le Code criminel (Chèques sans provision et grands jurys).

Loi concernant l'allégement du chômage et l'aide à l'agriculture.

Le greffier du Sénat proclame dans les termes suivants que ces bills sont sanctionnés:

"Au nom de Sa Majesté, le très honorable délégué du Gouverneur général sanctionne ces bills."

Alors l'honorable président de la Chambre des Communes adresse la parole au Très honorable délégué du Gouverneur général comme suit:—

QU'IL PLAISE À VOTRE HONNEUR:—

Les Communes du Canada ont voté certains subsides nécessaires pour permettre au gouvernement de faire face aux dépenses du service public.

Au nom des Communes je présente à Votre Honneur le bill suivant:—

Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1932.

Que je prie humblement Votre Honneur de sanctionner.

Le greffier lit le titre de ce bill.

A ce bill la sanction royale est donnée par le greffier du Sénat, dans les termes suivants:—

"Au nom de Sa Majesté le très honorable délégué du Gouverneur général remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill."

Après quoi il plaît au très honorable délégué du Gouverneur général de se retirer.

Les Communes se retirent.

Le Sénat reprend sa séance.

Sur motion, il est

Ordonné: Que le Sénat, lorsqu'il s'ajournera aujourd'hui, restera ajourné jusqu'à mardi, douze avril prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mardi, 12 avril 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATIONS

Pour mardi, 12 avril 1932.

No 1.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

23 mars—Qu'il demandera au gouvernement:

1. Quel est, jusqu'à date, le coût total du nouveau canal Welland, sans les intérêts durant la construction?
2. Quel est le coût de ce canal, avec les intérêts durant la construction?
3. Combien de tonnes de marchandises ont passé par ce canal durant la dernière saison de navigation?
4. Combien de tonnes à destination de l'Est?
5. Combien de tonnes à destination de l'Ouest?
6. Combien de tonnes de blé ont passé par ce canal durant ladite saison?
7. Combien de tonnes d'autres grains?
8. Combien d'argent le gouvernement a-t-il dépensé pour l'entretien, la réfection, la main-d'œuvre, les employés et les ingénieurs, durant l'année 1931?
9. Combien d'argent faut-il prélever en taxes, chaque année, pour faire face aux intérêts sur le coût total de la construction et de l'exploitation?

No 2.

Par l'honorable sénateur Lynch-Staunton:

9 mars—Qu'il demandera si le gouvernement a l'intention de faire reviser la Loi des compagnies, et qu'il attirera l'attention du gouvernement sur le sujet.

No 3.

Par l'honorable sénateur Smeaton White (Inkerman):

31 mars—Qu'il demandera au gouvernement s'il ne serait pas possible d'améliorer le service de livraison à Montréal, surtout des matières postales venant du Parlement à Ottawa.

Pour vendredi, 15 avril 1932**No 1.**

Par l'honorable sénateur Griesbach:

15 mars—Qu'il demandera au gouvernement:

Relativement aux prévisions budgétaires 1932-33, crédit numéro 75 (Appointements et dépense casuelle de la Commission de pension du Canada), \$451,284.

1. Sous quels titres principaux ce montant doit-il être dépensé?

Relativement au crédit numéro 74 (Pensions—Guerre européenne—forces navales, militaires et aériennes, après la guerre), \$48,000,000.

1. Quel montant est-il proposé d'affecter aux pensions réellement payées aux pensionnaires?

2. Quel est le reliquat du montant, et sous quels titres principaux est-il proposé de le dépenser?

MOTION

Pour mardi, 12 avril 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

9 mars—Résolu,—Que, de l'avis du Sénat, les Unions ouvrières devraient tenir leurs livres accessibles à leurs membres et au gouvernement.

ORDRE DU JOUR

Pour mardi, 12 avril 1932

No 22

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Mardi, 12 avril 1932

Huit heures du soir.

L'honorable P. E. BLONDIN, Président

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Aylesworth	Foster,	MacArthur,	Prevost,
(sir Allen),	Gillis,	Macdonald,	Rankin,
Beaubien,	Graham,	Macdonell,	Riley,
Béique,	Green,	Marcotte,	Robinson,
Bénard,	Griesbach,	Martin,	Schaffner,
Black,	Hardy,	McDonald,	Sharpe,
Blondin,	Harmer,	McGuire,	Sinclair,
Bourque,	Hatfield,	McLean,	Spence,
Buchanan,	Horsey,	McLennan,	Tanner,
Bureau,	Hughes,	McMeans,	Taylor,
Casgrain,	King,	McRae,	Tessier,
Copp,	Lacasse,	Meighen,	Tobin,
Dandurand,	Laird,	Michener,	Todd,
Daniel,	L'Espérance,	Molloy,	Webster,
Donnelly,	Lewis,	Murdock,	White (Inkerman),
Fisher,	Little,	Planta,	White (Pembroke),
Forke,	Lynch-Staunton,	Pope,	Willoughby.

PRIÈRES.

L'honorable Président, du comité permanent des Divorces, présente le deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier comme suit:

MARDI, 5 avril 1932.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deuxième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Eva Corker Trill, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Matthew Henry Trill, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité joint au présent rapport un projet de bill ayant pour objet de dissoudre ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

L. McMEANS,

Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du Jour pour être pris en considération jeudi prochain.

L'honorable Président, du comité permanent des Divorces, présente le troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier comme suit:

MARDI, 5 avril 1932.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son troisième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de George Senkler Morgan, de la cité de Westmount, province de Québec, docteur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Doris Louise White Morgan, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité joint au présent rapport un projet de bill ayant pour objet de dissoudre ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

L. McMEANS,

Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du Jour pour être pris en considération jeudi prochain.

L'honorable Président, du comité permanent des Divorces, présente le quatrième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier comme suit:

MARDI, 5 avril 1932.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatrième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Agnes May Jack Evans, de la cité de Montréal, province de Québec, ménagère, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Arnold George Evans, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité joint au présent rapport un projet de bill ayant pour objet de dissoudre ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

L. McMEANS,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du Jour pour être pris en considération jeudi prochain.

L'honorable Président, du comité permanent des Divorces, présente le cinquième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier comme suit:

MARDI, 5 avril 1932.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mabel Constance Small Cossar, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Robert George Cossar, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité joint au présent rapport un projet de bill ayant pour objet de dissoudre ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise, à la pétitionnaire, de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$50.00.

Le tout respectueusement soumis.

L. McMEANS,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du Jour pour être pris en considération jeudi prochain.

L'honorable Président, du comité permanent des Divorces, présente le sixième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier comme suit:

MARDI, 5 avril 1932.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son sixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Olive Pearl Beattie Watkins, de la cité de Sherbrooke, province de Québec, ménagère, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Hartwell Arthur Watkins, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité joint au présent rapport un projet de bill ayant pour objet de dissoudre ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$50.00.

Le tout respectueusement soumis.

L. McMEANS,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du Jour pour être pris en considération jeudi prochain.

L'honorable Président, du comité permanent des Divorces, présente le septième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier comme suit:

MARDI, 5 avril 1932.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Assad Kalil Eddy, alias Joseph Canille, de la cité de Montréal, province de Québec, manufacturier, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Mary Sayre Eddy, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité joint au présent rapport un projet de bill ayant pour objet de dissoudre ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

L. McMEANS,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du Jour pour être pris en considération jeudi prochain.

L'honorable Président, du comité permanent des Divorces, présente le huitième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier comme suit:

MARDI, 5 avril 1932.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Louis Sorbonne, de la cité de Montréal, province de Québec, sculpteur, demandant l'adoption d'une loi qui annule son mariage avec Clémence Dachet Sorbonne.

2. L'avocat du pétitionnaire ayant demandé permission de retirer la pétition, le comité recommande que ladite permission soit accordée.

Le tout respectueusement soumis.

L. McMEANS,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du Jour pour être pris en considération jeudi prochain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie au Sénat le bill (3) intitulé: "Loi modifiant la Loi des chambres de commerce", et l'informe qu'elle a agréé, sans y en apporter d'autre, les amendements du Sénat audit bill.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie au Sénat le bill (8) intitulé: "Loi modifiant la Loi des jeunes délinquants", et l'informe qu'elle a agréé, sans y en apporter d'autre, l'amendement du Sénat audit bill.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (4) intitulé: "Loi modifiant la Loi des brevets", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est, avec la permission du Sénat,

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture demain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (9) intitulé: "Loi modifiant la Loi des juges", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est, avec la permission du Sénat,

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture demain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (18) intitulé: "Loi modifiant la Loi des insectes destructeurs et autres fléaux", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est, avec la permission du Sénat,

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture demain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (20) intitulé: "Loi modifiant la Loi d'inspection du pétrole et du naphte", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est, avec la permission du Sénat,

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture jeudi prochain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (25) intitulé: "Loi concernant les dettes à la Couronne", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture jeudi prochain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (26) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'opium et des drogues narcotiques, 1929", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture jeudi prochain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (27) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'accise", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture jeudi prochain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (30) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extraction du quartz dans le Yukon", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture jeudi prochain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (31) intitulé: "Loi concernant certains brevets de la compagnie dite *Auto-graphic Register Systems, Limited*", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture jeudi prochain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (32) intitulé: "Loi concernant la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa à New-York", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture jeudi prochain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (35) intitulé: "Loi concernant la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture jeudi prochain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (40) intitulé: "Loi concernant les chemins de fer Nationaux du Canada et autorisant la garantie par Sa Majesté de valeurs à émettre sous le régime de la Loi financière des chemins de fer Nationaux du Canada, 1931, No 2", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture jeudi prochain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (43) intitulé: "Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1933", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est, avec la permission du Sénat,

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mercredi, 13 avril 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATIONS

Pour mercredi, 13 avril 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Lynch-Staunton:

9 mars—Qu'il demandera si le gouvernement a l'intention de faire reviser la Loi des compagnies, et qu'il attirera l'attention du gouvernement sur le sujet.

Pour vendredi, 15 avril 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Griesbach:

15 mars—Qu'il demandera au gouvernement:

Relativement aux prévisions budgétaires 1932-33, crédit numéro 75 (Appointements et dépense casuelle de la Commission de pension du Canada), \$451,284.

1. Sous quels titres principaux ce montant doit-il être dépensé?

Relativement au crédit numéro 74 (Pensions—Guerre européenne—forces navales, militaires et aériennes, après la guerre), \$48,000,000.

1. Quel montant est-il proposé d'affecter aux pensions réellement payées aux pensionnaires?

2. Quel est le reliquat du montant, et sous quels titres principaux est-il proposé de le dépenser?

MOTIONS**Pour jeudi, 14 avril 1932****No 1.**

Par l'honorable sénateur McRae:

12 avril—Que cette Chambre est d'avis que le gouvernement devrait déclarer son intention d'exercer une action prépondérante sur la production et la répartition de tout le radium provenant de minerais canadiens, et qu'à cette fin il devrait immédiatement instituer une Commission canadienne du radium pour faire enquête et recommander à la prochaine session du Parlement les meilleures méthodes à adopter pour effectuer cette action prépondérante.

No 2.

Par l'honorable sénateur McLennan:

12 avril—Qu'il attirera l'attention du gouvernement:

Sur l'opportunité de soumettre à la population du Canada des renseignements sur le commerce et l'industrie dans le pays à l'époque actuelle;

Sur l'organisation que possède le gouvernement pour promouvoir ce commerce avec les pays étrangers, et sur les mesures qui se prennent pour préparer la Conférence économique, et

Qu'il proposera que la question soit référée au comité de cette Chambre sur les relations commerciales et industrielles.

Pour mercredi, 20 avril 1932**No 1.**

Par l'honorable sénateur Casgrain:

9 mars—Résolu,—Que, de l'avis du Sénat, les Unions ouvrières devraient tenir leurs livres accessibles à leurs membres et au gouvernement.

ORDRE DU JOUR

Pour mercredi, 13 avril 1932

No 1.

12 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 9) intitulé: "Loi modifiant la loi des juges."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 2.

12 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 18) intitulé: "Loi modifiant la Loi des insectes destructeurs et autres fléaux."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 3.

12 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 4), intitulé: "Loi modifiant la Loi des brevets."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 4.

12 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 43), intitulé: "Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1933."—(Le très honorable sénateur Meighen).

Pour jeudi, 14 avril 1932

No 1.

12 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 20), intitulé: "Loi modifiant la Loi d'inspection du pétrole et du naphthé."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 2.

12 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 25), intitulé: "Loi concernant les dettes à la Couronne."—(Le très honorable M. Meighen).

No 3.

12 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 26), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'opium et des drogues narcotiques, 1929."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 4.

12 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 27), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'accise."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 5.

12 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 30), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extraction du quartz dans le Yukon."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 6.

12 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 31), intitulé: "Loi concernant certains brevets de la compagnie dite *Autographic Register Systems, Limited.*"—(L'honorable sénateur Horsey).

No 7.

12 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 32), intitulé: "Loi concernant la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa à New-York."—(L'honorable sénateur White (Pembrooke).)

No 8.

12 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 35), intitulé: "Loi concernant la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique."—(L'honorable sénateur Ballantyne).

No 9.

12 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 40), intitulé: "Loi concernant les chemins de fer Nationaux du Canada et autorisant la garantie par Sa Majesté de valeurs à émettre sous le régime de la Loi financière des chemins de fer Nationaux du Canada, 1931, No 2."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 10.

12 avril—Prise en considération du deuxième rapport du comité permanent des divorces, auquel a été référée la pétition de Eva Corker Trill avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 11.

12 avril—Prise en considération du troisième rapport du comité permanent des divorces, auquel a été référée la pétition de George Senkler Morgan avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 12.

12 avril—Prise en considération du quatrième rapport du comité permanent des divorces, auquel a été référée la pétition de Agnes May Jack Evans avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 13.

12 avril—Prise en considération du cinquième rapport du comité permanent des divorces, auquel a été référée la pétition de Mabel Constance Small Cossar avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 14.

12 avril—Prise en considération du sixième rapport du comité permanent des divorces, auquel a été référée la pétition de Olive Pearl Beattie Watkins avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 15.

12 avril—Prise en considération du septième rapport du comité permanent des divorces, auquel a été référée la pétition de Assad Kalid Eddy, autrement connu sous le nom de Joseph Canille, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 16.

12 avril—Prise en considération du huitième rapport du comité permanent des divorces, auquel a été référée la pétition de Louis Sorbonne demandant la permission de retirer sa pétition.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 23

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mercredi, 13 avril 1932

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable P. E. BLONDIN, Président

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Aylesworth	Gillis,	Macdonald,	Rankin,
(sir Allen),	Gordon,	Macdonell,	Riley,
Beaubien,	Graham,	Marcotte,	Robinson,
Béique,	Green,	Martin,	Schaffner,
Bénard,	Griesbach,	McDonald,	Sharpe,
Black,	Hardy,	McGuire,	Sinclair,
Blondin,	Harmer,	McLean,	Spence,
Bourque,	Hatfield,	McLennan,	Tanner,
Buchanan,	Horsey,	McMeans,	Taylor,
Bureau,	Hughes,	McRae,	Tessier,
Copp,	King,	Meighen,	Tobin,
Dandurand,	Lacasse,	Michener,	Todd,
Daniel,	Laird,	Molloy,	Webster,
Donnelly,	Lewis,	Murdock,	White (Inkerman),
Fisher,	Little,	Planta,	White (Pembroke),
Forke,	Lynch-Staunton,	Pope,	Willoughby,
Foster,	MacArthur,	Prevost,	Wilson (Sorel).

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Lynch-Staunton demande si le gouvernement a l'intention de faire reviser la Loi des compagnies, et il attire l'attention du gouvernement sur le sujet.

Débat.

Suivant l'Ordre du Jour, deuxième lecture ayant été faite du bill (9) intitulé: "Loi modifiant la Loi des juges", il est, avec la permission du Sénat,
Ordonné: Que ce bill soit étudié en comité général, immédiatement.

En conséquence, le Sénat s'ajourne à loisir et se forme en comité général pour étudier ledit bill.

(*En comité*).—

Subséquemment, le Sénat reprend sa séance, et

L'honorable sénateur Beaubien, dudit comité, rapporte que le comité, ayant examiné ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, sans amendement, au Sénat. Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du Jour, deuxième lecture ayant été faite du bill (18) intitulé: "Loi modifiant la Loi des insectes destructeurs et autres fléaux", il est
Ordonné: Que ce bill soit étudié en comité général demain.

Suivant l'Ordre du Jour, deuxième lecture ayant été faite du bill (4) intitulé: "Loi modifiant la Loi des brevets", il est
Ordonné: Que ce bill soit étudié en comité général demain.

Suivant l'Ordre du Jour, le Bill (43), intitulé: "Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1933", est lu pour la deuxième fois, et

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill.

Le très honorable sénateur Meighen, présente au Sénat un bill (G1) intitulé: "Loi concernant les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques."

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est, avec la permission du Sénat,

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Jeudi, 14 avril 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATION

Pour vendredi, 15 avril 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Griesbach:

15 mars—Qu'il demandera au gouvernement:

Relativement aux prévisions budgétaires 1932-33, crédit numéro 75 (Appointements et dépense casuelle de la Commission de pension du Canada), \$451,284.

1. Sous quels titres principaux ce montant doit-il être dépensé?

Relativement au crédit numéro 74 (Pensions—Guerre européenne—forces navales, militaires et aériennes, après la guerre), \$48,000,000.

1. Quel montant est-il proposé d'affecter aux pensions réellement payées aux pensionnaires?

2. Quel est le reliquat du montant, et sous quels titres principaux est-il proposé de le dépenser?

MOTIONS**Pour jeudi, 14 avril 1932****No 1.**

Par l'honorable sénateur McRae:

12 avril—Que cette Chambre est d'avis que le gouvernement devrait déclarer son intention d'exercer une action prépondérante sur la production et la répartition de tout le radium provenant de minerais canadiens, et qu'à cette fin il devrait immédiatement instituer une Commission canadienne du radium pour faire enquête et recommander à la prochaine session du Parlement les meilleures méthodes à adopter pour effectuer cette action prépondérante.

No 2.

Par l'honorable sénateur McLennan:

12 avril—Qu'il attirera l'attention du gouvernement:

Sur l'opportunité de soumettre à la population du Canada des renseignements sur le commerce et l'industrie dans le pays à l'époque actuelle;

Sur l'organisation que possède le gouvernement pour promouvoir ce commerce avec les pays étrangers, et sur les mesures qui se prennent pour préparer la Conférence économique, et

Qu'il proposera que la question soit référée au comité de cette Chambre sur les relations commerciales et industrielles.

Pour jeudi, 21 avril 1932**No 1.**

Par l'honorable sénateur Casgrain:

9 mars—Résolu,—Que, de l'avis du Sénat, les Unions ouvrières devraient tenir leurs livres accessibles à leurs membres et au gouvernement.

ORDRE DU JOUR

Pour jeudi, 14 avril 1932

No 1.

13 avril—La Chambre en comité plénier pour l'étude d'un projet de loi (Bill 18) intitulé: "Loi modifiant la Loi des insectes destructeurs et autres fléaux."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 2.

13 avril—La Chambre en comité plénier pour l'étude d'un projet de loi (Bill 4) intitulé: "Loi modifiant la Loi des brevets."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 3.

12 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 20), intitulé: "Loi modifiant la Loi d'inspection du pétrole et du naphte."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 4.

12 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 25), intitulé: "Loi concernant les dettes à la Couronne."—(Le très honorable M. Meighen).

No 5.

12 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 26), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'opium et des drogues narcotiques, 1929."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 6.

12 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 27), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'accise."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 7.

12 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 30), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extraction du quartz dans le Yukon."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 8.

12 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 31), intitulé: "Loi concernant certains brevets de la compagnie dite *Autographic Register Systems, Limited.*"—(L'honorable sénateur Horsey).

No 9.

12 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 32), intitulé: "Loi concernant la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa à New-York."—(L'honorable sénateur White (Pembroke).)

No 10.

12 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 35), intitulé: "Loi concernant la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique."—(L'honorable sénateur Ballantyne).

No 11.

12 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 40), intitulé: "Loi concernant les chemins de fer Nationaux du Canada et autorisant la garantie par Sa Majesté de valeurs à émettre sous le régime de la Loi financière des chemins de fer Nationaux du Canada, 1931, No 2."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 12.

12 avril—Prise en considération du deuxième rapport du comité permanent des divorces, auquel a été référée la pétition de Eva Corker Trill avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 13.

12 avril—Prise en considération du troisième rapport du comité permanent des divorces, auquel a été référée la pétition de George Senkler Morgan avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 14.

12 avril—Prise en considération du quatrième rapport du comité permanent des divorces, auquel a été référée la pétition de Agnes May Jack Evans avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 15.

12 avril—Prise en considération du cinquième rapport du comité permanent des divorces, auquel a été référée la pétition de Mabel Constance Small Cossar avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 16.

12 avril—Prise en considération du sixième rapport du comité permanent des divorces, auquel a été référée la pétition de Olive Pearl Beattie Watkins avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 17.

12 avril—Prise en considération du septième rapport du comité permanent des divorces, auquel a été référée la pétition de Assad Kalid Eddy, autrement connu sous le nom de Joseph Canille, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 18.

12 avril—Prise en considération du huitième rapport du comité permanent des divorces, auquel a été référée la pétition de Louis Sorbonne demandant la permission de retirer sa pétition.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 19.

13 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill G1) intitulé: "Loi concernant les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 24

PROCÈS-VERBAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

 Jeudi, 14 avril 1932

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable P. E. BLONDIN, Président

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Aylesworth (sir Allen),	Gillis,	MacArthur,	Pope,
Beaubien,	Gordon,	Macdonald,	Rankin,
Béique,	Graham,	Macdonell,	Riley,
Bénard,	Green,	Marcotte,	Robinson,
Black,	Griesbach,	Martin,	Schaffner,
Blondin,	Hardy,	McDonald,	Sharpe,
Bourque,	Harmer,	McGuire,	Sinclair,
Buchanan,	Hatfield,	McLean,	Spence,
Bureau,	Haydon,	McLennan,	Tanner,
Casgrain,	Horsey,	McMeans,	Taylor,
Copp,	Hughes,	McRae,	Tessier,
Dandurand,	King,	Meighen,	Tobin,
Daniel,	Lacasse,	Michener,	Todd,
Donnelly,	Laird,	Molloy,	Webster,
Fisher,	L'Espérance,	Murdock,	White (Inkerman),
Forke,	Lewis,	Paradis,	White (Pembroke),
Foster,	Little,	Planta,	Willoughby,
	Lynch-Staunton,	Poirier,	Wilson (Sorel).

PRIÈRES.

Son Honneur le Président informe le Sénat qu'il a reçu une communication du secrétaire adjoint du Gouverneur général.

Ladite communication est lue par Son Honneur le Président, comme suit:

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
CANADA

OTTAWA, 14 avril 1932.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous informer que le très honorable F. A. Anglin, juge en chef du Canada, en sa qualité de Député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la Chambre du Sénat, aujourd'hui, le 14 avril, à quatre heures de l'après-midi, afin de donner la sanction royale à certains Bills.

Veillez agréer,

Monsieur l'Orateur,

l'assurance de ma haute considération,

F. L. C. PEREIRA,

Pour le Secrétaire adjoint du Gouverneur général.

A l'honorable
Président du Sénat,
Ottawa.

Ordonné: Que cette communication soit déposée sur la Table.

L'honorable Président, du comité permanent des Divorces, présente le neuvième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier comme suit:

LUNDI, 11 avril 1932.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Georgina Linda McIndoe Howard, de la cité de Westmount, province de Québec, aide garde-malades, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Henry Chase Howard, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité joint au présent rapport un projet de bill ayant pour objet de dissoudre ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

C. W. ROBINSON,

Vice-Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du Jour pour être pris en considération mardi prochain.

L'honorable Président, du comité permanent des Divorces, présente le dixième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier comme suit:

LUNDI, 11 avril 1932.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son dixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Antonio Polisenio, de la cité de Montréal, province de Québec, agent d'immeubles, demandant l'adoption d'une loi qui

dissolve son mariage avec Marie Florida Hélène Soubre, dit St-Jean Poliseno, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité joint au présent rapport un projet de bill ayant pour objet de dissoudre ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

C. W. ROBINSON,
Vice-Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du Jour pour être pris en considération mardi prochain.

L'honorable Président, du comité permanent des Divorces, présente le onzième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier comme suit:

LUNDI, 11 avril 1932.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son onzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Dorothy Gertrude Silcock Wilson, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Leslie David Wilson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité joint au présent rapport un projet de bill ayant pour objet de dissoudre ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

C. W. ROBINSON,
Vice-Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du Jour pour être pris en considération mardi prochain.

L'honorable Président, du comité permanent des Divorces, présente le douzième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier comme suit:

LUNDI, 11 avril 1932.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son douzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Beulah Isobel Phillips Eakin, de la cité de Westmount, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Irwin Hamilton Eakin, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité joint au présent rapport un projet de bill ayant pour objet de dissoudre ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

C. W. ROBINSON,
Vice-Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du Jour pour être pris en considération mardi prochain.

L'honorable Président, du comité permanent des Divorces, présente le treizième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier comme suit:

LUNDI, 11 avril 1932.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son treizième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de George Seymour Dixon, de la cité de Montréal, province de Québec, employé civil, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Isobel Gardiner Plant Dixon, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité joint au présent rapport un projet de bill ayant pour objet de dissoudre ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

L. McMEANS,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du Jour pour être pris en considération mardi prochain.

L'honorable Président, du comité permanent des Divorces, présente le quatorzième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier comme suit:

LUNDI, 11 avril 1932.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatorzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Audrey Meredith Mann Redpath, de la cité de Westmount, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec John Watson Redpath, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité joint au présent rapport un projet de bill ayant pour objet de dissoudre ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

L. McMEANS,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du Jour pour être pris en considération mardi prochain.

L'honorable Président, du comité permanent des Divorces, présente le quinzième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier comme suit:

LUNDI, 11 avril 1932.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quinzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ethel Seigler Nissenson, de la cité de Toronto, province d'Ontario, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Abraham Nissenson, de la cité de Montréal, province de Québec, gérant, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité joint au présent rapport un projet de bill ayant pour objet de dissoudre ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

L. McMEANS,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du Jour pour être pris en considération mardi prochain.

Avec la permission du Sénat, et
Sur motion, il est

Ordonné: Que le Sénat passe maintenant à l'Ordre du Jour en commençant par l'article No 11.

Suivant l'Ordre du Sénat,

Le très honorable sénateur Meighen propose la deuxième lecture du Bill (40), intitulé: "Loi concernant les chemins de fer Nationaux du Canada et autorisant la garantie par Sa Majesté de valeurs à émettre sous le régime de la Loi financière des chemins de fer Nationaux du Canada, 1931, No 2.

Ledit Bill est lu pour la deuxième fois, et

Avec la permission du Sénat,

Ledit Bill est alors lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de sa voir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill sans amendement.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion, il est

Ordonné: Que le Sénat passe maintenant aux Affaires de Routine.

L'honorable sénateur McRae propose qu'il soit

Résolu,—Que cette Chambre est d'avis que le gouvernement devrait déclarer son intention d'exercer une action prépondérante sur la production et la répartition de tout le radium provenant de minerais canadiens, et qu'à cette fin il devrait immédiatement instituer une Commission canadienne du radium pour faire enquête et recommander à la prochaine session du Parlement les meilleures méthodes à adopter pour effectuer cette action prépondérante.

Et, le débat continuant,

Le Sénat s'ajourne à loisir.

Quelque temps après, le très honorable Francis Alexander Anglin, délégué du Gouverneur général, étant venu et étant assis au pied du trône,

L'honorable Président ordonne au gentilhomme huissier de la Verge Noire de se rendre à la Chambre des Communes et d'informer cette Chambre que c'est le plaisir du Très Honorable délégué du Gouverneur général, que les Communes se rendent immédiatement auprès de lui dans la salle du Sénat.

La Chambre des Communes étant venue,

Le greffier lit les titres des bills à sanctionner, comme suit:

Loi modifiant la Loi des chambres de commerce.

Loi modifiant la Loi des jeunes délinquants.

Loi modifiant la Loi des juges.

Loi concernant les chemins de fer Nationaux du Canada et autorisant la garantie par Sa Majesté de valeurs à émettre sous le régime de la Loi financière des chemins de fer Nationaux du Canada, 1931, No 2.

Le greffier du Sénat proclame dans les termes suivants que ces bills sont sanctionnés:

“Au nom de Sa Majesté, le très honorable délégué du Gouverneur général sanctionne ces bills.”

Alors l'honorable président de la Chambre des Communes adresse la parole au très honorable délégué du Gouverneur général comme suit:—

QU'IL PLAISE À VOTRE HONNEUR:—

Les Communes du Canada ont voté certains subsides nécessaires pour permettre au gouvernement de faire face aux dépenses du service public.

Au nom des Communes je présente à Votre Honneur le bill suivant:—

Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1933.

Que je prie humblement Votre Honneur de sanctionner.

Le greffier lit le titre de ce bill.

A ce bill la sanction royale est donnée par le greffier du Sénat, dans les termes suivants:—

“Au nom de Sa Majesté le très honorable délégué du Gouverneur général remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.”

Après quoi il plaît au très honorable délégué du Gouverneur général de se retirer.

Les Communes se retirent.

Le Sénat reprend sa séance.

Continuation du débat sur la motion de l'honorable sénateur McRae, qu'il soit

Résolu,—Que cette Chambre est d'avis que le gouvernement devrait déclarer son intention d'exercer une action prépondérante sur la production et la répartition de tout le radium provenant de minerais canadiens, et qu'à cette fin

il devrait immédiatement instituer une Commission canadienne du radium pour faire enquête et recommander à la prochaine session du Parlement les meilleures méthodes à adopter pour effectuer cette action prépondérante.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat soit ajourné à mardi prochain.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la prise en considération en comité général, du Bill (18), intitulé: "Loi modifiant la Loi des insectes destructeurs et autres fléaux",

Ledit Ordre du Jour est supprimé et

Ledit Bill est renvoyé au comité permanent de l'Agriculture et des Forêts.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat s'ajourne à loisir et se forme en comité général pour étudier le bill (4) intitulé: "Loi modifiant la Loi des brevets."

(*En comité*)

Subséquentement, le Sénat reprend sa séance, et

L'honorable sénateur Daniel, dudit comité, rapporte que le comité, ayant examiné ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, sans amendement, au Sénat.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du Jour, deuxième lecture ayant été faite du bill (20) intitulé: "Loi modifiant la Loi d'inspection du pétrole et du naphthe", il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du Jour, deuxième lecture ayant été faite du bill (25) intitulé: "Loi concernant les dettes à la Couronne", il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du Jour,

Le très honorable sénateur Meighen propose la deuxième lecture du Bill (26), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'opium et des drogues narcotiques, 1929."

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné jusqu'à mardi prochain.

Suivant l'Ordre du Jour, deuxième lecture ayant été faite du bill (27) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'accise", il est

Ordonné: Que ce bill soit étudié en comité général demain.

Suivant l'Ordre du Jour, deuxième lecture ayant été faite du bill (30) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extraction du quartz dans le Yukon", il est

Ordonné: Que ce bill soit étudié en comité général mardi prochain.

Suivant l'Ordre du Jour, deuxième lecture ayant été faite du bill (31) intitulé: "Loi concernant certains brevets de la compagnie dite *Autographic Register Systems, Limited*", il est

Ordonné: Que ce bill soit renvoyé au comité permanent des Bills privés.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la deuxième lecture du Bill (32), intitulé: "Loi concernant la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa à New-York", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du Jour soit remis à jeudi, le vingt et un avril prochain.

Suivant l'Ordre du Jour, deuxième lecture ayant été faite du bill (35) intitulé: "Loi concernant la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique", il est

Ordonné: Que ce bill soit renvoyé au comité permanent des Chemins de fer, Télégraphes et Havres.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat passe à la prise en considération du deuxième rapport du comité permanent des Divorces auquel a été renvoyée la pétition de Eva Corker Trill, ainsi que des témoignages rendus devant ledit comité.

Ledit rapport est adopté sur division.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat passe à la prise en considération du troisième rapport du comité permanent des Divorces auquel a été renvoyée la pétition de George Senkler Morgan, ainsi que des témoignages rendus devant ledit comité.

Ledit rapport est adopté sur division.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat passe à la prise en considération du quatrième rapport du comité permanent des Divorces auquel a été renvoyée la pétition de Agnes May Jack Evans, ainsi que des témoignages rendus devant ledit comité.

Ledit rapport est adopté sur division.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat passe à la prise en considération du cinquième rapport du comité permanent des Divorces auquel a été renvoyée la pétition de Mabel Constance Small Cossar, ainsi que des témoignages rendus devant ledit comité.

Ledit rapport est adopté sur division.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat passe à la prise en considération du sixième rapport du comité permanent des Divorces auquel a été renvoyée la pétition de Olive Pearl Beattie Watkins, ainsi que des témoignages rendus devant ledit comité.

Ledit rapport est adopté sur division.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat passe à la prise en considération du septième rapport du comité permanent des Divorces auquel a été renvoyée la pétition de Assad Kalid Eddy, alias Joseph Canille, ainsi que des témoignages rendus devant ledit comité.

Ledit rapport est adopté sur division.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat passe à la prise en considération du huitième rapport du comité permanent des Divorces concernant la pétition de Louis Sorbonne.

Ledit rapport est adopté.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la deuxième lecture du Bill (G1), intitulé: "Loi concernant les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques", il est *Ordonné*: Que ledit Ordre du Jour soit remis à demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Vendredi, 15 avril 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATIONS

Pour vendredi, 15 avril 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Griesbach:

15 mars—Qu'il demandera au gouvernement:

Relativement aux prévisions budgétaires 1932-33, crédit numéro 75 (Appointements et dépense casuelle de la Commission de pension du Canada), \$451,284.

1. Sous quels titres principaux ce montant doit-il être dépensé?

Relativement au crédit numéro 74 (Pensions—Guerre européenne—forces navales, militaires et aériennes, après la guerre), \$48,000,000.

1. Quel montant est-il proposé d'affecter aux pensions réellement payées aux pensionnaires?

2. Quel est le reliquat du montant, et sous quels titres principaux est-il proposé de le dépenser?

Pour jeudi, 21 avril 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

14 avril—1. Combien de boisseaux de blé ont été expédiés de Port-Churchill en Angleterre?

2. Combien le gouvernement a-t-il déboursé en tout dans cette aventure?

3. Ces navires étaient-ils assurés?

4. S'ils l'étaient, pour quel montant?

5. Quel taux a été payé?

6. Ou bien le gouvernement a-t-il garanti le risque maritime?

7. Le blé était-il assuré?

8. S'il l'était, quel taux a été payé?

MOTIONS

Pour mardi, 19 avril 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur McLennan:

12 avril—Qu'il attirera l'attention du gouvernement:

Sur l'opportunité de soumettre à la population du Canada des renseignements sur le commerce et l'industrie dans le pays à l'époque actuelle;

Sur l'organisation que possède le gouvernement pour promouvoir ce commerce avec les pays étrangers, et sur les mesures qui se prennent pour préparer la Conférence économique, et

Qu'il proposera que la question soit référée au comité de cette Chambre sur les relations commerciales et industrielles.

Pour jeudi, 21 avril 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

9 mars—Résolu,—Que, de l'avis du Sénat, les Unions ouvrières devraient tenir leurs livres accessibles à leurs membres et au gouvernement.

No 2.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

14 avril—1. Que le Sénat est d'avis que, en attendant la décision de la Commission qui fait actuellement enquête sur les chemins de fer canadiens, un comité, composé d'un nombre égal des fonctionnaires actuels du Pacifique-Canadien et du National-Canadien, soit institué aux fins d'apporter un soulagement immédiat par l'élimination d'une certaine duplication dans les services des chemins de fer canadiens, et que ce comité élise lui-même un tiers-arbitre; et que, à défaut d'entente sur le choix de ce tiers-arbitre, la Cour suprême du Canada soit chargée de le nommer.

2. Qu'une copie de l'arrêté en conseil qui a nommé les messieurs qui étudient actuellement notre problème ferroviaire, soit déposée sur le bureau du Sénat.

3. Qu'il attirera l'attention sur la situation ferroviaire au Canada.

ORDRE DU JOUR

Pour vendredi, 15 avril 1932

No 1.

14 avril—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill 20), intitulé: "Loi modifiant la Loi d'inspection du pétrole et du naphthe."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 2.

14 avril—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill 25), intitulé: "Loi concernant les dettes à la Couronne."—(Le très honorable M. Meighen).

No 3.

14 avril—La Chambre en comité plénier pour l'étude d'un projet de loi (Bill 27), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'accise."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 4.

14 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill G1), intitulé: "Loi concernant les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques."—(Le très honorable sénateur Meighen).

Pour mardi, 19 avril 1932

No 1.

14 avril—Reprise du débat sur la deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 26), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'opium et des drogues narcotiques, 1929."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 2.

14 avril—La Chambre en comité plénier pour l'étude d'un projet de loi (Bill 30), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extraction du quartz dans le Yukon."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 3.

14 avril—Prise en considération du neuvième rapport du comité permanent des divorces au sujet de la pétition de Georgina Linda McIndoe Howard, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 4.

14 avril—Prise en considération du dixième rapport du comité permanent des divorces au sujet de la pétition de Antonio Polisenio, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 5.

14 avril—Prise en considération du onzième rapport du comité permanent des divorces au sujet de la pétition de Dorothy Gertrude Silcock Wilson, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 6.

14 avril—Prise en considération du douzième rapport du comité permanent des divorces au sujet de la pétition de Beulah Isobel Phillips Eakin, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 7.

14 avril—Prise en considération du treizième rapport du comité permanent des divorces au sujet de la pétition de George Seymour Dixon, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 8.

14 avril—Prise en considération du quatorzième rapport du comité permanent des divorces au sujet de la pétition de Audrey Meredith Mann Redpath, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 9.

14 avril—Prise en considération du quinzième rapport du comité permanent des divorces au sujet de la pétition de Ethel Seigler Nissenson, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 10.

14 avril—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur McRae: Que cette Chambre est d'avis que le gouvernement devrait déclarer son intention d'exercer une action prépondérante sur la production et la répartition de tout le radium provenant de minerais canadiens, et qu'à cette fin il devrait immédiatement instituer une Commission canadienne du radium pour faire enquête et recommander à la prochaine session du Parlement les meilleures méthodes à adopter pour effectuer cette action prépondérante.—(L'honorable sénateur King).

Pour jeudi, 21 avril 1932**No 1.**

14 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 32), intitulé: "Loi concernant la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa à New-York."—(L'honorable sénateur White (Pembroke).)

No 25

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Vendredi, 15 avril 1932

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable P. E. BLONDIN, Président

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Beaubien,	Gordon,	Macdonald,	Rankin,
Bénard,	Graham,	Macdonell,	Riley,
Black,	Green,	Marcotte,	Robinson,
Blondin,	Hardy,	Martin,	Schaffner,
Bourque,	Harmer,	McDonald,	Sharpe,
Buchanan,	Hatfield,	McGuire,	Sinclair,
Bureau,	Horsey,	McLean,	Spence,
Casgrain,	Hughes,	McLennan,	Stanfield,
Copp,	King,	McMeans,	Tanner,
Dandurand,	Lacasse,	McRae,	Taylor,
Daniel,	Laird,	Meighen,	Tessier,
Donnelly,	L'Espérance,	Michener,	Todd,
Fisher,	Lewis,	Molloy,	White (Inkerman),
Forke,	Little,	Paradis,	White (Pembroke),
Foster,	Lynch-Staunton,	Planta,	Willoughby
Gillis,	MacArthur,	Pope,	

PRIÈRES.

La pétition suivante est présentée:—

Par l'honorable sénateur McMeans:

De Walter Selkirk Newton, et autres (*The W. S. Newton Company*).

L'honorable Président du comité permanent des divorces présente au Sénat un bill (H1) intitulé: "Loi pour faire droit à Eva Corker Trill."

Première lecture du dit bill ayant été faite, sur division, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture mardi prochain.

L'honorable Président du comité permanent des divorces présente au Sénat un bill (I1) intitulé: "Loi pour faire droit à George Senkler Morgan."

Première lecture du dit bill ayant été faite, sur division, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture mardi prochain.

L'honorable Président du comité permanent des divorces présente au Sénat un bill (J1) intitulé: "Loi pour faire droit à Agnes May Jack Evans."

Première lecture du dit bill ayant été faite, sur division, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture mardi prochain.

L'honorable Président du comité permanent des divorces présente au Sénat un bill (K1) intitulé: "Loi pour faire droit à Mabel Constance Small Cossar."

Première lecture du dit bill ayant été faite, sur division, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture mardi prochain.

L'honorable Président du comité permanent des divorces présente au Sénat un bill (L1) intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Pearl Beattie Watkins."

Première lecture du dit bill ayant été faite, sur division, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture mardi prochain.

L'honorable Président du comité permanent des divorces présente au Sénat un bill (M1) intitulé: "Loi pour faire droit à Assad Kalil Eddy, alias Joseph Canille."

Première lecture du dit bill ayant été faite, sur division, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture mardi prochain.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (20) intitulé: "Loi modifiant la Loi d'inspection du pétrole et du naphte", est lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill sans amendement.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (25) intitulé: "Loi concernant les dettes à la Couronne", est lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill sans amendement.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat s'ajourne à loisir et se forme en comité général pour étudier le bill (27) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'accise."

(En comité)

Subséquentement, le Sénat reprend sa séance, et

L'honorable sénateur McLennan, dudit comité, rapporte que le comité a examiné ledit bill, qu'il rend compte de l'état de la délibération et demande l'autorisation de siéger de nouveau.

Ordonné: Que ledit bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour étude ultérieure en comité général à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (G1) intitulé: "Loi concernant les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques", est lu pour la troisième fois, et il est

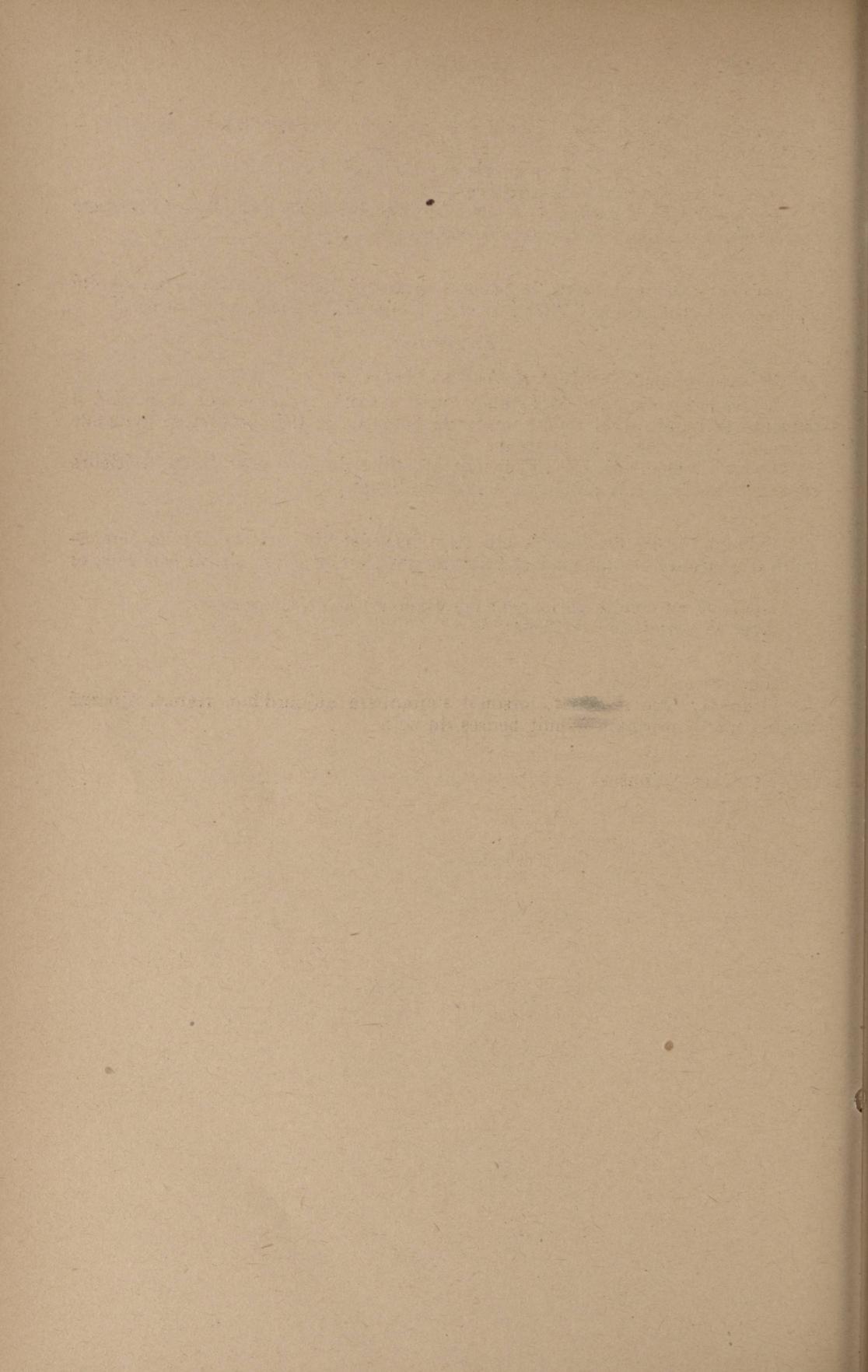
Renvoyé au comité permanent des Banques et du Commerce.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion, il est

Ordonné: Que le Sénat, lorsqu'il s'ajournera aujourd'hui, restera ajourné jusqu'à mardi prochain à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.



AFFAIRES DE ROUTINE

Mardi, 19 avril 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATION

Pour jeudi, 21 avril 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

14 avril—1. Combien de boisseaux de blé ont été expédiés de Port-Churchill en Angleterre?

2. Combien le gouvernement a-t-il déboursé en tout dans cette aventure?
3. Ces navires étaient-ils assurés?
4. S'ils l'étaient, pour quel montant?
5. Quel taux a été payé?
6. Ou bien le gouvernement a-t-il garanti le risque maritime?
7. Le blé était-il assuré?
8. S'il l'était, quel taux a été payé?

MOTIONS

Pour mardi, 19 avril 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur McLennan:

12 avril—Qu'il attirera l'attention du gouvernement:

Sur l'opportunité de soumettre à la population du Canada des renseignements sur le commerce et l'industrie dans le pays à l'époque actuelle;

Sur l'organisation que possède le gouvernement pour promouvoir ce commerce avec les pays étrangers, et sur les mesures qui se prennent pour préparer la Conférence économique, et

Qu'il proposera que la question soit référée au comité de cette Chambre sur les relations commerciales et industrielles.

Pour jeudi, 21 avril 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

9 mars—Résolu,—Que, de l'avis du Sénat, les Unions ouvrières devraient tenir leurs livres accessibles à leurs membres et au gouvernement.

No 2.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

14 avril—1. Que le Sénat est d'avis que, en attendant la décision de la Commission qui fait actuellement enquête sur les chemins de fer canadiens, un comité, composé d'un nombre égal des fonctionnaires actuels du Pacifique-Canadien et du National-Canadien, soit institué aux fins d'apporter un soulagement immédiat par l'élimination d'une certaine duplication dans les services des chemins de fer canadiens, et que ce comité élise lui-même un tiers-arbitre; et que, à défaut d'entente sur le choix de ce tiers-arbitre, la Cour suprême du Canada soit chargée de le nommer.

2. Qu'une copie de l'arrêté en conseil qui a nommé les messieurs qui étudient actuellement notre problème ferroviaire, soit déposée sur le bureau du Sénat.

3. Qu'il attirera l'attention sur la situation ferroviaire au Canada.

ORDRE DU JOUR

Pour mardi, 19 avril 1932

No 1.

14 avril—Reprise du débat sur la deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 26), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'opium et des drogues narcotiques, 1929."
—(L'honorable sénateur McMeans).

No 2.

14 avril—La Chambre en comité plénier pour l'étude d'un projet de loi (Bill 30), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extraction du quartz dans le Yukon."
—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 3.

14 avril—Prise en considération du neuvième rapport du comité permanent des divorces au sujet de la pétition de Georgina Linda McIndoe Howard, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 4.

14 avril—Prise en considération du dixième rapport du comité permanent des divorces au sujet de la pétition de Antonio Polisenio, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 5.

14 avril—Prise en considération du onzième rapport du comité permanent des divorces au sujet de la pétition de Dorothy Gertrude Silcock Wilson, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 6.

14 avril—Prise en considération du douzième rapport du comité permanent des divorces au sujet de la pétition de Beulah Isobel Phillips Eakin, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 7.

14 avril—Prise en considération du treizième rapport du comité permanent des divorces au sujet de la pétition de George Seymour Dixon, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 8.

14 avril—Prise en considération du quatorzième rapport du comité permanent des divorces au sujet de la pétition de Audrey Meredith Mann Redpath, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 9.

14 avril—Prise en considération du quinzième rapport du comité permanent des divorces au sujet de la pétition de Ethel Seigler Nissenson, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 10.

14 avril—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur McRae: Que cette Chambre est d'avis que le gouvernement devrait déclarer son intention d'exercer une action prépondérante sur la production et la répartition de tout le radium provenant de minerais canadiens, et qu'à cette fin il devrait immédiatement instituer une Commission canadienne du radium pour faire enquête et recommander à la prochaine session du Parlement les meilleures méthodes à adopter pour effectuer cette action prépondérante.—(L'honorable sénateur King).

No 11.

14 avril—La Chambre de nouveau en comité plénier pour l'étude d'un projet de loi (Bill 27), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'accise."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 12.

15 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill H1), intitulé: "Loi pour faire droit à Eva Corker Trill."—(L'honorable M. McMeans).

No 13.

15 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill I1), intitulé: "Loi pour faire droit à George Senkler Morgan."—(L'honorable M. McMeans).

No 14.

15 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill J1), intitulé: "Loi pour faire droit à Agnes May Jack Evans."—(L'honorable M. McMeans).

No 15.

15 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill K1), intitulé: "Loi pour faire droit à Mabel Constance Small Cossar."—(L'honorable M. McMeans).

No 16.

15 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill L1), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Pearl Beattie Watkins."—(L'honorable M. McMeans).

No 17.

15 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill M1), intitulé: "Loi pour faire droit à Assad Kalid Eddy, alias Joseph Canille."—(L'honorable M. McMeans).

Pour jeudi, 21 avril 1932**No 1.**

14 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 32), intitulé: "Loi concernant la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa à New-York."—(L'honorable sénateur White (Pembroke).)

No 26

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Mardi, 19 avril 1932

Huit heures du soir.

L'honorable P. E. BLONDIN, Président

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Aylesworth	Gillis,	Martin,	Schaffner,
(sir Allen),	Green,	McCormick,	Sharpe,
Ballantyne,	Griesbach,	McGuire,	Sinclair,
Béique,	Hardy,	McLean,	Smith,
Bénard,	Harmer,	McLennan,	Spence,
Black,	Horsey,	McMeans,	Stanfield,
Blondin,	Hughes,	Meighen,	Tanner,
Bourque,	King,	Molloy,	Taylor,
Buchanan,	Lacasse,	Murdock,	Tessier,
Bureau,	Laird,	Paradis,	Tobin,
Chapais,	Lewis,	Parent,	Todd,
Copp,	Little,	Planta,	Webster,
Dandurand,	Logan,	Pope,	White (Inkerman),
Daniel,	MacArthur,	Prevost,	White (Pembroke),
Donnelly,	Macdonald,	Rankin,	Willoughby,
Fisher,	Macdonell,	Riley,	Wilson (Sorel).
Forke,	Marcotte,	Robinson,	

PRIÈRES.

La pétition suivante est présentée:—

Par l'honorable sénateur White (Pembroke):

De Arthur Cyril Boyce, et autres (*Lake of the Woods International Bridge Company*).

Le très honorable sénateur Meighen dépose sur la Table:—

Copie de la Convention Internationale pour limiter la fabrication et régler la distribution des stupéfiants, avec le Protocole de signature, Genève, le 13 juillet 1931.

La Chambre des Communes transmet par son greffier, un message ainsi conçu:—

VENDREDI, 15 avril 1932.

Résolu,—Qu'un message soit envoyé au Sénat informant Leurs Honneurs que la Chambre a adopté une résolution approuvant la Convention internationale limitant la manufacture et réglant la distribution des drogues narcotiques, Genève, le 13 juillet 1931, signée pour le Canada par les plénipotentiaires y nommés, et priant Leurs Honneurs de s'unir à la Chambre pour approuver la Convention plus haut mentionnée.

Ordonné: Que le greffier de la Chambre porte ledit message au Sénat.

Certifié.

ARTHUR BEAUCHESNE,
Greffier des Communes.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion, il est

Ordonné: Que ledit message soit pris en considération immédiatement.

En conséquence, le Sénat prend ledit message en considération.

Sur motion du très honorable sénateur Meighen, il est

Résolu,—Qu'il y a lieu que le Parlement approuve la Convention internationale pour limiter la fabrication et régler la distribution des stupéfiants, Genève, 13 juillet 1931, signée au nom du Canada par les plénipotentiaires y nommés, et que cette Chambre l'approuve.

Sur motion du très honorable sénateur Meighen, il est

Ordonné: Qu'un message soit envoyé à la Chambre des Communes, informant cette Chambre que le Sénat s'unit à elle pour approuver la Convention internationale pour limiter la fabrication et régler la distribution des stupéfiants, Genève, le 13 juillet 1931, signée au nom du Canada par les plénipotentiaires y nommés.

Le très honorable sénateur Meighen dépose sur la Table:—

Copie de l'arrêté ministériel C.P. 2910, en date du 20 novembre 1931, nommant les commissaires devant faire enquête sur le problème du transport en Canada.

L'honorable sénateur McLennan attire l'attention du gouvernement:

Sur l'opportunité de soumettre à la population du Canada des renseignements sur le commerce et l'industrie dans le pays à l'époque actuelle;

Sur l'organisation que possède le gouvernement pour promouvoir ce commerce avec les pays étrangers, et sur les mesures qui se prennent pour préparer la Conférence économique, et

Il propose que la question soit référée au comité de cette Chambre sur les relations commerciales et industrielles.

Après débat, il est

Ordonné: Que la motion soit adoptée.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion pour la deuxième lecture du Bill (26), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'opium et des drogues narcotiques, 1929."

Après plus ample débat,

Ledit Bill est lu pour la deuxième fois, et

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat s'ajourne à loisir et se forme en comité général pour étudier le bill (30) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extraction du quartz dans le Yukon."

(En comité)

Subséquentement, le Sénat reprend sa séance, et

L'honorable sénateur Webster, dudit comité, rapporte que le comité, ayant examiné ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, sans amendement, au Sénat.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat passe à la prise en considération du neuvième rapport du comité permanent des Divorces auquel a été renvoyée la pétition de Georgina Linda McIndoe Howard, ainsi que des témoignages rendus devant ledit comité.

Ledit rapport est adopté sur division.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat passe à la prise en considération du dixième rapport du comité permanent des Divorces auquel a été renvoyée la pétition de Antonio Poliseno, ainsi que des témoignages rendus devant ledit comité.

Ledit rapport est adopté sur division.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat passe à la prise en considération du onzième rapport du comité permanent des Divorces auquel a été renvoyée la pétition de Dorothy Gertrude Silcock Wilson, ainsi que des témoignages rendus devant ledit comité.

Ledit rapport est adopté sur division.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat passe à la prise en considération du douzième rapport du comité permanent des Divorces auquel a été renvoyée la pétition de Beulah Isobel Phillips Eakin, ainsi que des témoignages rendus devant ledit comité.

Ledit rapport est adopté sur division.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat passe à la prise en considération du treizième rapport du comité permanent des Divorces auquel a été renvoyée la pétition de George Seymour Dixon, ainsi que des témoignages rendus devant ledit comité.

Ledit rapport est adopté sur division.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat passe à la prise en considération du quatorzième rapport du comité permanent des Divorces auquel a été renvoyée la pétition de Audrey Meredith Mann Redpath, ainsi que les témoignages rendus devant ledit comité.

Ledit rapport est adopté sur division.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat passe à la prise en considération du quinzième rapport du comité permanent des Divorces auquel a été renvoyée la pétition de Ethel Seigler Nissenon, ainsi que des témoignages rendus devant ledit comité.

Ledit rapport est adopté sur division.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur McRae:

Qu'il soit résolu,—Que cette Chambre est d'avis que le gouvernement devrait déclarer son intention d'exercer une action prépondérante sur la production et la répartition de tout le radium provenant de minerais canadiens, et qu'à cette fin il devrait immédiatement instituer une Commission canadienne du radium pour faire enquête et recommander à la prochaine session du Parlement les meilleures méthodes à adopter pour effectuer cette action prépondérante.

Après débat, il est

Ordonné: Que la continuation du débat soit ajournée jusqu'à demain.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la prise en considération en comité général, du Bill (27), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'accise", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du Jour soit remis à demain.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (H1) intitulé: "Loi pour faire droit à Eva Corker Trill" est, sur division, lu pour la deuxième fois.

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (I1) intitulé: "Loi pour faire droit à George Senkler Morgan" est, sur division, lu pour la deuxième fois.

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (J1) intitulé: "Loi pour faire droit à Agnes May Jack Evans" est, sur division, lu pour la deuxième fois.

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (K1) intitulé: "Loi pour faire droit à Mabel Constance Small Cossar" est, sur division, lu pour la deuxième fois.

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (L1) intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Pearl Beattie Watkins" est, sur division, lu pour la deuxième fois.

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (M1) intitulé: "Loi pour faire droit à Assad Kalil Eddy, alias Joseph Canille" est, sur division, lu pour la deuxième fois.

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa troisième lecture demain.

L'honorable sénateur Black, pour le très honorable sénateur Meighen, dépose sud la Table:—

Copie d'arrêté en Conseil, C.P. 718, du 31 mars 1932 et une copie du rapport spécial de M. Errol M. McDougall, commissaire pour les réclamations de guerre illégales, relativement à la perte de la goélette *Otokio*.

Copie du rapport spécial des réclamations arméniennes pour réparations par Errol McDougall, commissaire, ainsi que les documents suivants qui s'y rapportent:—

Copie de la pétition "A" de M. Carlisle.

Copie de la pétition "B" de M. Carlisle.

Copie du rapport du Secrétaire d'Etat au Conseil en date du 20 janvier 1932.

Copie d'arrêté en Conseil, C.P. 571 du 12 mars 1932.

Copie du rapport de l'expert de Paris.

Copie de la liste de paiement, y compris une explication de la manière que les répartitions ont été faites, et une liste des réjections et les raisons de refus.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mercredi, 20 avril 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATION

Pour jeudi, 21 avril 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

14 avril—1. Combien de boisseaux de blé ont été expédiés de Port-Churchill en Angleterre?

2. Combien le gouvernement a-t-il déboursé en tout dans cette aventure?

3. Ces navires étaient-ils assurés?

4. S'ils l'étaient, pour quel montant?

5. Quel taux a été payé?

6. Ou bien le gouvernement a-t-il garanti le risque maritime?

7. Le blé était-il assuré?

8. S'il l'était, quel taux a été payé?

MOTIONS**Pour jeudi, 21 avril 1932****No 1.**

Par l'honorable sénateur Casgrain:

9 mars—Résolu,—Que, de l'avis du Sénat, les Unions ouvrières devraient tenir leurs livres accessibles à leurs membres et au gouvernement.

No 2.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

14 avril—1. Que le Sénat est d'avis que, en attendant la décision de la Commission qui fait actuellement enquête sur les chemins de fer canadiens, un comité, composé d'un nombre égal des fonctionnaires actuels du Pacifique-Canadien et du National-Canadien, soit institué aux fins d'apporter un soulagement immédiat par l'élimination d'une certaine duplication dans les services des chemins de fer canadiens, et que ce comité élise lui-même un tiers-arbitre; et que, à défaut d'entente sur le choix de ce tiers-arbitre, la Cour suprême du Canada soit chargée de le nommer.

2. Qu'une copie de l'arrêté en conseil qui a nommé les messieurs qui étudient actuellement notre problème ferroviaire, soit déposée sur le bureau du Sénat.

3. Qu'il attirera l'attention sur la situation ferroviaire au Canada.

ORDRE DU JOUR

Pour mercredi, 20 avril 1932

No 1.

14 avril—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur McRae: Que cette Chambre est d'avis que le gouvernement devrait déclarer son intention d'exercer une action prépondérante sur la production et la répartition de tout le radium provenant de minerais canadiens, et qu'à cette fin il devrait immédiatement instituer une Commission canadienne du radium pour faire enquête et recommander à la prochaine session du Parlement les meilleures méthodes à adopter pour effectuer cette action prépondérante.—(L'honorable sénateur King).

No 2.

14 avril—La Chambre de nouveau en comité plénier pour l'étude d'un projet de loi (Bill 27), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'accise."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 3.

19 avril—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill H1), intitulé: "Loi pour faire droit à Eva Corker Trill."—(L'honorable M. McMeans).

No 4.

19 avril—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill I1), intitulé: "Loi pour faire droit à George Senkler Morgan."—(L'honorable M. McMeans).

No 5.

19 avril—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill J1), intitulé: "Loi pour faire droit à Agnes May Jack Evans."—(L'honorable M. McMeans).

No 6.

19 avril—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill K1), intitulé: "Loi pour faire droit à Mabel Constance Small Cossar."—(L'honorable M. McMeans).

No 7.

19 avril—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill L1), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Pearl Beattie Watkins."—(L'honorable M. McMeans).

No 8.

19 avril—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill M1), intitulé: "Loi pour faire droit à Assad Kalid Eddy, alias Joseph Canille."—(L'honorable M. McMeans).

Pour jeudi, 21 avril 1932

No 1.

14 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 32), intitulé: "Loi concernant la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa à New-York."—(L'honorable sénateur White (Pembroke)).

No 27

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Mercredi, 20 avril 1932

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable P. E. BLONDIN, Président

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Aylesworth (sir Allen),	Gillis,	Marcotte,	Rankin,
Ballantyne,	Gordon,	Martin,	Riley,
Beaubien,	Graham,	McCormick,	Robinson,
Béique,	Green,	McDonald,	Schaffner,
Bénard,	Griesbach,	McGuire,	Sharpe,
Black,	Hardy,	McLean,	Sinclair,
Blondin,	Harmer,	McLennan,	Smith,
Bourque,	Hatfield,	McMeans,	Spence,
Buchanan,	Horsey,	McRae,	Stanfield,
Bureau,	Hughes,	Meighen,	Tanner,
Chapais,	King,	Michener,	Taylor,
Copp,	Lacasse,	Molloy,	Tessier,
Dandurand,	Laird,	Murdock,	Tobin,
Daniel,	Lewis,	Paradis,	Todd,
Dennis,	Little,	Parent,	Turgeon,
Donnelly,	Logan,	Planta,	Webster,
Fisher,	MacArthur,	Poirier,	White (Inkerman),
Forke,	Macdonald,	Pope,	White (Pembroke),
Foster,	Macdonell,	Prevost,	Willoughby,
			Wilson (Sorel).

PRIÈRES.

La pétition suivante est lue et agréée:—

De Walter Selkirk Newton et autres, de Winnipeg, Manitoba; demandant leur constitution en une corporation portant nom *The W. S. Newton Company*.

L'honorable Président du comité permanent des divorces présente au Sénat un bill (N1) intitulé: "Loi pour faire droit à Georgina Linda McIndoe Howard."

Première lecture dudit bill ayant été faite, sur division, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture vendredi prochain.

L'honorable Président du comité permanent des divorces présente au Sénat un bill (O1) intitulé: "Loi pour faire droit à Antonio Polisenio."

Première lecture dudit bill ayant été faite, sur division, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture vendredi prochain.

L'honorable Président du comité permanent des divorces présente au Sénat un bill (P1) intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Gertrude Silcock Wilson."

Première lecture dudit bill ayant été faite, sur division, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture vendredi prochain.

L'honorable Président du comité permanent des divorces présente au Sénat un bill (Q1) intitulé: "Loi pour faire droit à Beulah Isobel Phillips Eakin."

Première lecture dudit bill ayant été faite, sur division, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture vendredi prochain.

L'honorable Président du comité permanent des divorces présente au Sénat un bill (R1) intitulé: "Loi pour faire droit à George Seymour Dixon."

Première lecture dudit bill ayant été faite, sur division, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture vendredi prochain.

L'honorable Président du comité permanent des divorces présente au Sénat un bill (S1) intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Meredith Mann Redpath."

Première lecture dudit bill ayant été faite, sur division, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture vendredi prochain.

L'honorable Président du comité permanent des divorces présente au Sénat un bill (T1) intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Seigler Nissensohn."

Première lecture dudit bill ayant été faite, sur division, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture vendredi prochain.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur McRae:

Qu'il soit résolu,—Que cette Chambre est d'avis que le gouvernement devrait déclarer son intention d'exercer une action prépondérante sur la production et la répartition de tout le radium provenant de minerais canadiens, et qu'à cette fin il devrait immédiatement instituer une Commission canadienne du radium pour faire enquête et recommander à la prochaine session du Parlement les meilleures méthodes à adopter pour effectuer cette action prépondérante.

Après débat, il est

Ordonné: Que la continuation du débat soit ajournée jusqu'à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la prise en considération en comité général, du Bill (27), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'accise", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du Jour soit remis à demain.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (H1) intitulé: "Loi pour faire droit à Eva Corker Trill" est, sur division, lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill sera adopté,

Elle est, sur division, résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill auquel il sollicite son agrément et pour lui communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (I1) intitulé: "Loi pour faire droit à George Senkler Morgan" est, sur division, lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill sera adopté,

Elle est, sur division, résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill auquel il sollicite son agrément et pour lui communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (J1) intitulé: "Loi pour faire droit à Agnes May Jack Evans" est, sur division, lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill sera adopté,

Elle est, sur division, résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill auquel il sollicite son agrément et pour lui communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (K1) intitulé: "Loi pour faire droit à Mabel Constance Small Cossar" est, sur division, lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill sera adopté,

Elle est, sur division, résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill auquel il sollicite son agrément et pour lui

communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorcés ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (L1) intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Pearl Beattie Watkins" est, sur division, lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill sera adopté,

Elle est, sur division, résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill auquel il sollicite son agrément et pour lui communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorcés ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (M1) intitulé: "Loi pour faire droit à Assad Kalil Eddy, alias Joseph Canille" est, sur division, lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill sera adopté,

Elle est, sur division, résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill auquel il sollicite son agrément et pour lui communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorcés ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Jeudi, 21 avril 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATION

Pour jeudi, 21 avril 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

- 14 avril—1. Combien de boisseaux de blé ont été expédiés de Port-Churchill en Angleterre?
2. Combien le gouvernement a-t-il déboursé en tout dans cette aventure?
 3. Ces navires étaient-ils assurés?
 4. S'ils l'étaient, pour quel montant?
 5. Quel taux a été payé?
 6. Ou bien le gouvernement a-t-il garanti le risque maritime?
 7. Le blé était-il assuré?
 8. S'il l'était, quel taux a été payé?

MOTIONS

Pour jeudi, 21 avril 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

9 mars—Résolu,—Que, de l'avis du Sénat, les Unions ouvrières devraient tenir leurs livres accessibles à leurs membres et au gouvernement.

No 2.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

14 avril—1. Que le Sénat est d'avis que, en attendant la décision de la Commission qui fait actuellement enquête sur les chemins de fer canadiens, un comité, composé d'un nombre égal des fonctionnaires actuels du Pacifique-Canadien et du National-Canadien, soit institué aux fins d'apporter un soulagement immédiat par l'élimination d'une certaine duplication dans les services des chemins de fer canadiens, et que ce comité élise lui-même un tiers-arbitre; et que, à défaut d'entente sur le choix de ce tiers-arbitre, la Cour suprême du Canada soit chargée de le nommer.

2. Qu'une copie de l'arrêté en conseil qui a nommé les messieurs qui étudient actuellement notre problème ferroviaire, soit déposée sur le bureau du Sénat.

3. Qu'il attirera l'attention sur la situation ferroviaire au Canada.

ORDRE DU JOUR

Pour jeudi, 21 avril 1932

No 1.

14 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 32), intitulé: "Loi concernant la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa à New-York."—(L'honorable sénateur White (Pembroke).)

No 2.

20 avril—La Chambre de nouveau en comité plénier pour l'étude d'un projet de loi (Bill 27), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'accise."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 3.

20 avril—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur McRae: Que cette Chambre est d'avis que le gouvernement devrait déclarer son intention d'exercer une action prépondérante sur la production et la répartition de tout le radium provenant de minerais canadiens, et qu'à cette fin il devrait immédiatement instituer une Commission canadienne du radium pour faire enquête et recommander à la prochaine session du Parlement les meilleures méthodes à adopter pour effectuer cette action prépondérante.—(L'honorable sénateur Lacasse).

Pour vendredi, 22 avril 1932

No 1.

20 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill N1), intitulé: "Loi pour faire droit à Georgina Linda McIndoe Howard."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 2.

20 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill O1), intitulé: "Loi pour faire droit à Antonio Polisenio."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 3.

20 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill P1), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Gertrude Silcock Wilson."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 4.

20 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill Q1), intitulé: "Loi pour faire droit à Beulah Isobel Phillips Eakin."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 5.

20 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill R1), intitulé: "Loi pour faire droit à George Seymour Dixon."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 6.

20 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill S1), intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Meredith Mann Redpath."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 7.

20 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill T1), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Seigler Nissenson."—(L'honorable sénateur McMeans).

ORDRE DU JOUR

Le 10 Mars 1870

No 28

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Jeudi, 21 avril 1932

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable P. E. BLONDIN, Président

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Aylesworth	Gillis,	Marcotte,	Rankin,
(sir Allen),	Gordon,	Martin,	Riley,
Beaubien,	Graham,	McCormick,	Robinson,
Béique,	Green,	McDonald,	Schaffner,
Bénard,	Griesbach,	McGuire,	Sharpe,
Black,	Hardy,	McLean,	Sinclair,
Blondin,	Harmer,	McLennan,	Smith,
Bourque,	Hatfield,	McMeans,	Spence,
Buchanan,	Horsey,	McRae,	Stanfield,
Bureau,	Hughes,	Meighen,	Tanner,
Casgrain,	King,	Michener,	Taylor,
Chapais,	Lacasse,	Molloy,	Tessier,
Copp,	Laird,	Murdock,	Tobin,
Dandurand,	Lewis,	Paradis,	Todd,
Daniel,	Little,	Parent,	Turgeon,
Dennis,	Logan,	Planta,	Webster,
Donnelly,	MacArthur,	Poirier,	White (Pembroke),
Fisher,	Macdonald,	Pope,	Willoughby,
Forke,	Macdonell,	Prevost,	Wilson (Sorel).
Foster,			

PRIÈRES.

La pétition suivante est lue et agréée:—

De Arthur Cyril Boyce, et autres, d'Ottawa, Ontario; demandant leur constitution en une corporation portant nom *Lake of the Woods International Bridge Company*.

L'honorable sénateur Schaffner, du comité permanent des Ordres permanents, présente le cinquième rapport de ce comité.

Ce rapport est alors lu par le greffier, comme suit:

JEUDI, 21 avril 1932.

Le comité permanent des Ordres permanents demande permission de présenter son cinquième rapport, comme suit:

Le comité a examiné la pétition suivante et constate que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, savoir:

De Walter Selkirk Newton et autres, de Winnipeg, Manitoba; demandant leur constitution en une corporation portant nom *The W. S. Newton Company*.
Le tout respectueusement soumis.

F. L. SCHAFFNER,
Faisant fonctions de Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit déposé sur la Table.

L'honorable Président, du comité permanent des Divorces, présente le seizième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier comme suit:

MERCREDI, 13 avril 1932.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son seizième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Gordon Alexander Cowan, de la cité de Westmount, province de Québec, gérant, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marion Turnbull Binns Cowan, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité joint au présent rapport un projet de bill ayant pour objet de dissoudre ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

L. McMEANS,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du Jour pour être pris en considération mardi prochain.

L'honorable Président, du comité permanent des Divorces, présente le dix-septième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier comme suit:

LUNDI, 18 avril 1932.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son dix-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Robert Russell Symington, de la cité de Montréal, province de Québec, manufacturier, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Freda Iris Smith Symington.

2. L'avocat du pétitionnaire ayant demandé permission de retirer la pétition, le comité recommande que ladite permission soit accordée.

Le tout respectueusement soumis.

L. McMEANS,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du Jour pour être pris en considération mardi prochain.

L'honorable Président, du comité permanent des Divorces, présente le dix-huitième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier comme suit:

LUNDI, 18 avril 1932.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son dix-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ida Tarantour Waxman, de la cité d'Outremont, province de Québec, commis aux ventes, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Phillip Waxman, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité joint au présent rapport un projet de bill ayant pour objet de dissoudre ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$50.00.

Le tout respectueusement soumis.

L. McMEANS,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du Jour pour être pris en considération mardi prochain.

L'honorable Président, du comité permanent des Divorces, présente le dix-neuvième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier comme suit:

LUNDI, 18 avril 1932.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son dix-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Frances Helen Dawes Porteous, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Bartholomew Hazen Porteous, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité joint au présent rapport un projet de bill ayant pour objet de dissoudre ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

L. McMEANS,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du Jour pour être pris en considération mardi prochain.

L'honorable Président, du comité permanent des Divorces, présente le vingtième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier comme suit:

LUNDI, 18 avril 1932.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingtième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Minnie Jones Chandler, du village de Stanbridge East, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec William Chandler, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité joint au présent rapport un projet de bill ayant pour objet de dissoudre ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$50.00.

Le tout respectueusement soumis.

L. McMEANS,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du Jour pour être pris en considération mardi prochain.

L'honorable Président, du comité permanent des Divorces, présente le vingt et unième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier comme suit:

LUNDI, 18 avril 1932.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt et unième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Elizabeth Irene Woolnough, de la cité de Toronto, province d'Ontario, teneur de livres, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Edward Harvey Woolnough, de la cité de Montréal, province de Québec, importateur en bijouteries, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité joint au présent rapport un projet de bill ayant pour objet de dissoudre ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$75.00.

Le tout respectueusement soumis.

L. McMEANS,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du Jour pour être pris en considération mardi prochain.

L'honorable Président, du comité permanent des Divorces, présente le vingt-deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier comme suit:

LUNDI, 18 avril 1932.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt-deuxième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ellery Sanford Johnston, de la cité de Montréal, province de Québec, secrétaire, demandant l'adoption d'une loi qui

dissolve son mariage avec Olive Faith Goodill Johnston, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité joint au présent rapport un projet de bill ayant pour objet de dissoudre ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

L. McMEANS,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du Jour pour être pris en considération mardi prochain.

L'honorable Président, du comité permanent des Divorces, présente le vingt-troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier comme suit:

LUNDI, 18 avril 1932.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt-troisième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Farla Goldman Rother, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Abraham Rother, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité joint au présent rapport un projet de bill ayant pour objet de dissoudre ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

L. McMEANS,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du Jour pour être pris en considération mardi prochain.

L'honorable sénateur McMeans présente au Sénat un bill (U1) intitulé: "Loi constituant en corporation *The W. S. Newton Company.*"

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est, avec la permission du Sénat,

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture demain.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion, il est

Ordonné: Que les Règles 24 (a) et 119, soient suspendues en autant qu'elles se rapportent au Bill (U1), intitulé: "Loi constituant en corporation *The W. S. Newton Company.*"

L'honorable sénateur Graham, du comité permanent des Chemins de fer, Télégraphes et Havres, auquel a été renvoyé le bill (35) intitulé: "Loi concernant la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique", rapporte que le comité, ayant examiné ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, sans amendement, au Sénat.

Ordonné: Que ledit bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa troisième lecture mardi prochain.

L'honorable sénateur Lewis, du comité mixte des deux Chambres, pour les Impressions du Parlement, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier, comme suit:—

MERCREDI, 20 avril 1932.

Le comité mixte des deux Chambres sur les Impressions du Parlement a l'honneur de présenter ce qui suit à titre de premier rapport:

Votre comité recommande qu'il soit imprimé, pour l'usage des députés et sénateurs, 500 exemplaires en anglais et 150 exemplaires en français, du Document Parlementaire No 125, savoir:

Copie du rapport du comité des ingénieurs nommé pour étudier le débouché de la rivière de la Paix, d'un point de vue économie pour les chemins de fer, daté de Vancouver, C.-B., le 11 décembre 1931.

Votre comité recommande en outre que la liste suivante de documents ne soit pas imprimée:

48. Relevé des dépenses faites d'après les appropriations pour dépenses imprévues, crédit 261, Loi de l'Approbation, 1931.

49. Rapport de l'Auditeur général sur les mandats du Gouverneur général émis depuis la dernière session du Parlement, et des dépenses encourues, et rapport de l'Auditeur général concernant le rejet par le bureau de la Trésorerie des décisions de l'Auditeur général.

50. Etat des recettes et dépenses pour la Commission des champs de bataille nationaux du Canada, pour l'exercice terminé le 31 mars 1931.

51. Rapport de la Commission du district fédéral sur les recettes et dépenses pour le même exercice terminé le 31 mars 1931, conformément aux Statuts du Canada 1926-27, c. 55, art. 15 et 16.

52. Relevé des allocations de retraites aux fonctionnaires civils durant l'année terminée le 31 décembre 1931, en vertu des prescriptions de la Loi de pension et de retraite du Service civil, S.R.C., 1906, chapitre 17, article 25.

53. (A) Etat des allocations accordées aux fonctionnaires sous l'empire de la Loi de retraite du service civil 1924, pour l'exercice 1931, S.R.C., chapitre 24, article 14.

(B) Etat des allocations accordées aux dépendants des fonctionnaires sous l'empire de la Loi de retraite du service 1924, pour l'exercice 1931, S.R.C., 1927, chapitre 24, article 14, et

(C) Etat des contributions et paiements sous l'empire de la Loi de retraite du service civil 1924, pour l'exercice 1931, S.R.C., 1927, chapitre 24, article 14.

54. Rapport pour l'année 1931 sur les positions exclues de la juridiction de la Commission du service civil en vertu de l'article 59, chapitre 22, S.R.C., 1927.

60. Rapport des comptes en rapport avec le fonds d'assurance du service civil pour l'année terminée le 31 mars 1931, en conformité avec l'article 21, chapitre 23, S.R.C., 1927.

62. Etats des remises et remboursements des droits ou taxes enregistrés dans le département du Secrétaire d'Etat du Canada pour l'année terminée le 31 mars 1931, soumis au Parlement du Canada en vertu du paragraphe 5, article 91, chapitre 178, S.R.C.

63. Etat détaillé de tous les bords et garanties enregistrés au département du Secrétaire d'Etat du Canada, depuis le dernier rapport soumis au Parlement du Canada, en vertu de l'article 32 du chapitre 164 des S.R.C., 1927.

68. Copie du rapport de l'Auditeur sur l'état financier du bureau de prêt agricole du Canada, pour l'année expirée le 31 mars 1931.

70. Etat montrant le nombre de permis accordés pour transporter des liqueurs alcooliques dans les territoires du Nord-Ouest jusqu'au 1er décembre 1931, conformément aux S.R.C., 1927, chapitre 142, article 93.

71. Relevé montrant toutes les terres vendues par la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique durant l'année terminée le 30 septembre 1931, avec les noms des acquéreurs, conformément au 49 Victoria, chapitre 9, article 8.

72. Relevé des recettes et dépenses pour les marins malades et en détresse pour l'exercice terminé le 31 mars 1931.

74. Arrêtés en Conseil qui ont été publiés dans la *Gazette du Canada*, entre le 21 janvier 1931 et le 17 décembre 1931, conformément aux prescriptions de l'article 4, paragraphe 3, chapitre 130, S.R.C., "Loi de la convention des oiseaux migrateurs".

76. Rapport des travaux faits et des dépenses durant l'année solaire 1931, en rapport avec les chapitres (18 à 22 inclusivement, chapitres 24 à 30 inclusivement et chapitres 32 à 36 inclusivement de 19-20 George V) concernant la construction de lignes de chemins de fer nationaux du Canada.

77. Relevé des baux pour quais, jetées et brise-glaces pour l'année 1931.

78. Sommaire des redevances pour havres pour l'année 1930.

79. Etat sommaire des revènu de quayage pour l'année 1931.

80a. Amendement aux règlements de la radio-licence pour réception privée de la radio, sous les prescriptions de l'article 5, S.R.C., 1927.

82a. Copies des arrêtés en Conseil passés sous les dispositions de la Loi du chômage et de l'aide à l'agriculture.

82b. Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général du 2 mars 1932:—Copie de tous les ordres et règlements adoptés par le Gouverneur en son conseil en vertu de la Loi qui forme le chapitre 58 des Statuts du Canada, 1931, pour le maintien de la paix, de l'ordre et du bon gouvernement dans tout le Canada.

82c. Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général du 2 mars 1932:—Copie de tous les ordres et règlements passés par le Gouverneur en son conseil en vertu de la Loi qui forme le chapitre 58 des Statuts du Canada, 1931, pour soulager la misère et procurer du travail.

82d. Arrêtés en Conseil passés en vertu des prescriptions de la Loi de l'allègement du chômage et de l'aide à l'agriculture, 1932, comme suit:—

Arrêté en Conseil, C.P. 750, du 6 avril 1932: autorisant des paiements à la province de l'Île-du-Prince-Edouard.

Arrêté en Conseil, C.P. 751, du 6 avril 1932: autorisant des paiements à la province de la Nouvelle-Ecosse.

Arrêté en Conseil, C.P. 752, du 6 avril 1932: autorisant des paiements à la province du Nouveau-Brunswick.

Arrêté en Conseil, C.P. 753, du 6 avril 1932: autorisant des paiements à la province de l'Ontario.

Arrêté en Conseil, C.P. 754, du 6 avril 1932: autorisant des paiements à la province du Manitoba.

Arrêté en Conseil, C.P. 755, du 6 avril 1932: autorisant des paiements à la province de Québec.

Arrêté en Conseil, C.P. 756, du 6 avril 1932: autorisant l'engagement de certains employés temporaires en rapport à l'administration de ladite loi.

Arrêté en Conseil, C.P. 757, du 6 avril 1932: nommant M. Frank Lafortune comme inspecteur junior sous les dispositions de ladite loi.

82e. Copie des arrêtés en Conseil passés en vertu des lois de l'aide au chômage et à l'agriculture, 1931 et 1932, comme suit:—

Arrêté en Conseil, C.P. 439, du 7 avril 1932: Ile Pictou, N.-E., extension de quai.

Arrêté en Conseil, C.P. 445, du 7 avril 1932: Beauré—réparations au quai et améliorations.

Arrêté en Conseil, C.P. 449, du 7 avril 1932: cale sèche d'Esquimalt—améliorations aux terrains et chemins.

Arrêté en Conseil, C.P. 469, du 7 avril 1932: St-Maxime de Scott—mûr de protection.

Arrêté en Conseil, C.P. 509, du 7 avril 1932: Northport, N.-E.—Quai en construction.

Arrêté en Conseil, C.P. 545, du 7 avril 1932: New Glasgow, N.-E.—Extension au quai.

Arrêté en Conseil, C.P. 736, du 7 avril 1932: Dune-du-Sud, I.M., Québec—cale de lancement.

Arrêté en Conseil, C.P. 742, du 7 avril 1932: certains travaux en Nouvelle-Ecosse.

Arrêté en Conseil, C.P. 766, du 7 avril 1932: prêt de \$500,000 au Manitoba.

Arrêté en Conseil, C.P. 767, du 7 avril 1932: prêt de \$2,000,000 à la Saskatchewan pour les besoins de semences.

Arrêté en Conseil, C.P. 772, du 7 avril 1932: autorisant des paiements à la province de la Colombie-Britannique.

82f. Copies d'arrêtés en Conseil passés en vertu des lois pour l'allégement du chômage et de l'aide à l'agriculture, comme suit:—

Arrêté en Conseil, C.P. 759, du 7 avril 1932: autorisant des paiements à la province de la Nouvelle-Ecosse.

Arrêté en Conseil, C.P. 760, du 7 avril 1932: autorisant des paiements à la province de Québec.

Arrêté en Conseil, C.P. 761, du 7 avril 1932: autorisant des paiements à la province de l'Ontario.

Arrêté en Conseil, C.P. 762, du 7 avril 1932: autorisant des paiements à la province du Manitoba.

Arrêté en Conseil, C.P. 763, du 7 avril 1932: autorisant des paiements à la province de la Saskatchewan.

Arrêté en Conseil, C.P. 764, du 7 avril 1932: autorisant des paiements à la province de l'Alberta.

Arrêté en Conseil, C.P. 765, du 7 avril 1932: autorisant des paiements à la province de la Colombie-Britannique.

Arrêté en Conseil, C.P. 771, du 7 avril 1932: autorisant des paiements à la province de la Saskatchewan.

Arrêté en Conseil, C.P. 773, du 7 avril 1932: autorisant des paiements à la province de Québec.

Arrêté en Conseil, C.P. 774, du 7 avril 1932: autorisant des paiements à la province de la Saskatchewan.

Arrêté en Conseil, C.P. 785, du 7 avril 1932: prêt de \$262,828.30 pour un an à la province du Manitoba.

84. Réponse à un ordre de la Chambre du 11 mai 1931—Document montrant:—

1. Combien de fonctionnaires permanents et temporaires il y a dans le service des Assurances.

2. Quels sont leurs noms et quel salaire chacun reçoit.

85. Etat montrant les nominations faites sous la Loi du Revenu national, telle qu'amendée en 1928, pour l'exercice terminé le 31 mars 1931.

86. Réponse à un ordre de la Chambre du 22 avril 1931:—Copie de tous les rapports, documents, correspondance et mémoires échangés entre la Commission du havre du port de Québec, le premier ministre, ou le premier ministre intérimaire, le Solliciteur général et le ministre de la Marine relativement à la destitution, durant les mois de septembre et octobre, de plus de 1,000 employés effectuée par lesdits commissaires du havre, pour les soi-disants motifs d'activités politiques.

87. Réponse à un ordre de la Chambre du 22 avril 1931—Copie de toute correspondance, télégrammes, communications et recommandations échangés entre toute ou toutes personnes et le premier ministre ou ses représentants, le Solliciteur général, et le ministre des Chemins de fer et Canaux, au sujet de la nomination de Lucien Moraud, à la position de directeur des Chemins de fer Nationaux, et aussi une copie de toutes communications, lettres, télégrammes, protestant contre cette nomination.

88. Réponse à un ordre de la Chambre du 22 avril 1931—Copie de toute la correspondance, y compris les lettres, télégrammes, mémoires, échangés entre le ministre de la Marine, le Solliciteur général, ou tout autre membre du cabinet, relativement à une modification des devis de la construction, par la Commission du havre de Québec, d'un nouveau hangar par laquelle on aurait remplacé un doublage d'amiante ondulé, avec des copies de toutes résolutions, minutes, mémoires, de ladite Commission du havre de Québec, ordonnant, approuvant, ou confirmant lesdites modifications ou les changements des plans originaux.

89. Réponse à un ordre de la Chambre du 11 mai 1931—Copie de tous les documents, correspondance, mémoires, échangés depuis le 7 août dernier entre toute ou toutes personnes, compagnies ou corporation et le Solliciteur général, le premier ministre, le premier ministre intérimaire, le ministre de la Défense nationale, le sous-ministre de la Défense nationale, ou le directeur des contrats du ministère de la Défense nationale, concernant les offres, ou soumissions, ou prix soumis, ou recommandations, en faveur de tout entrepreneur proposé, ou en opposition à tout entrepreneur proposé, concernant la démolition de la fabrique des carabines Ross, Québec, ou toute partie de cet édifice, avec toutes les soumissions, offres, ou prix soumis par toute ou toutes personnes relativement à ladite démolition.

89a. Réponse à un ordre de la Chambre du 11 mai 1931:—Copie de tous les documents, correspondance, mémoires échangés depuis le 7 août 1930, entre le président de la Commission des champs de bataille nationaux ou tout membre de cette Commission, et le Solliciteur général, le premier ministre, le premier ministre intérimaire, le ministre de la Défense nationale, le sous-ministre de la Défense nationale, concernant l'enlèvement de munitions de l'édifice Ross Rifle, à Québec, et la démolition, entière ou partielle, dudit édifice, et la remise du site de ladite propriété à la ville de Québec.

89b. Réponse à un ordre de la Chambre du 11 mai 1931:—Copie de tous les documents, correspondance, mémoires échangés depuis le 7 août 1930, entre le maire de la ville de Québec, ou tout membre du conseil de ville, ou tous membres du Parlement et le Solliciteur général, le premier ministre, le premier ministre intérimaire, le ministre de la Défense nationale, le sous-ministre de la Défense nationale, concernant l'enlèvement de munitions de l'édifice Ross Rifle, à Québec, et la démolition, en tout ou en partie, dudit édifice, et la remise du site de ladite propriété à la ville de Québec.

90. Réponse à un ordre de la Chambre du 11 mai 1931:—Copie de tous les documents, correspondance, mémoires échangés depuis le 7 août 1930, entre toute ou toutes personnes, compagnies ou corporation, et le Solliciteur général, le premier ministre, le premier ministre intérimaire, le ministre de la Défense nationale, le sous-ministre de la Défense nationale, ou le directeur des contrats du

ministère de la Défense nationale, relativement aux offres, ou soumissions, ou prix soumis, ou recommandations, en faveur de tout entrepreneur proposé ou en opposition à tout entrepreneur proposé, relativement à l'enlèvement de munitions de guerre et de machines de la fabrique de carabines Ross, Québec, avec toutes les soumissions, offres ou prix soumis par toute ou toutes personnes relativement à l'enlèvement de munitions de guerre.

91. Réponse à un ordre de la Chambre du 22 juin 1931:—Etat montrant:— Combien d'hommes recevant une pension militaire de 70 pour cent ou plus sont à l'emploi du gouvernement fédéral dans la Colombie-Anglaise.

92. Réponse à un ordre de la Chambre du 22 juin 1931:—Copie de tous les rapports, correspondance, demandes, mémoires, recommandations et autres documents que le ministre du Travail ou tout ou tous autres ministres de l'Etat, ou tous hauts fonctionnaires du ministère du Travail, ou toute ou toutes autres personnes ont reçus ou envoyés au sujet de la révocation de M. Thomas Hale, de sa position de correspondant de la *Gazette du Travail* à Westville, Nouvelle-Ecosse, en avril de cette année.

93. Réponse à un ordre de la Chambre du 16 juillet 1931—Relevé faisant voir:—

1. Combien d'hommes étaient à l'emploi de la Commission du havre de Montréal, avant le 28 juillet 1930.

2. Combien d'hommes sont maintenant à son emploi, et où ils résident.

3. Combien d'hommes ont été destitués par la Commission du havre de Montréal depuis le 28 juillet 1930, (a) quels sont leurs noms et adresses, (b) et pourquoi ils ont été destitués.

4. Si le ministère des Travaux publics a nommé des fonctionnaires permanents dans le district de Montréal, de 1926 à 1931, et dans l'affirmative, combien, au temps de leur nomination, avaient plus de 35 ans et n'étaient pas des soldats démobilisés.

5. Si des fonctionnaires, qui ne résidaient pas dans le district de Montréal, ont été nommés à des positions permanentes à Montréal, sous le contrôle de l'Etat fédéral, dans les ministères suivants: (a) Revenu national, (b) Travaux publics, (c) Postes, depuis le 28 juillet 1930.

6. S'il existe des positions au service de l'Etat fédéral dans les différents départements fédéraux à Montréal qui ne sont pas sous la juridiction de la Commission du service civil.

94. Réponse à un ordre de la Chambre du 8 juillet 1931—Copie de toute la correspondance échangée entre (a) le très honorable premier ministre, (b) l'honorable ministre de la Marine, (c) l'honorable ministre des Postes, (d) l'honorable Solliciteur général, (e) l'honorable secrétaire d'Etat, (f) le secrétaire particulier ou l'assistant secrétaire de chacun d'eux, et M. C. E. Dubé, au sujet de la construction d'une nouvelle gare de chemin de fer à Rivière-du-Loup, du 1er juin au 30 juin 1931.

95. Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général du 20 juillet 1931—Copie de tous les télégrammes, lettres et représentations faites par tout parti, personne ou organisation au Canada à tout ministre de la Couronne au sujet du droit douanier sur les patates entrant au Canada et de leur évaluation pour imposition de droits; et aussi une copie de tous les décrets ministériels adoptés au sujet de cette affaire depuis août 1930 jusqu'à la date actuelle.

97. Décision de A. K. Maclean, juge de la cour de l'Echiquier du Canada, re la réclamation de la *National Steel Car Corporation Ltd.*, en vertu de la Loi du paiement de réparation.

98b. Réponse à un ordre de la Chambre du 22 février 1932—Etat montrant:—

1. Quelle a été la somme totale des réparations que le Canada a reçues de l'Allemagne en vertu de la partie 8 du traité de paix signé à Versailles, le 28 juin 1919 (Articles 231 et 232).

2. Quel est le montant de l'intérêt accumulé sur ledit montant jusqu'à l'heure actuelle.

3. Quels sont les commissaires que le gouvernement canadien a nommés pour disposer desdits argents.

4. Si lesdits argents font partie du revenu consolidé, et si tel est le cas, depuis quand.

5. Quelles sommes ont été versées à des réclamants sous les chapitres suivants:

(1) Dommages à des personnes blessées et aux personnes dont elles avaient la charge par blessures à des civils ou morts dues à des actes de guerre, y compris les bombardements ou autres attaques sur terre, sur mer, ou dans les airs, et toutes les conséquences directes qui en sont résulté ou à toutes les opérations de guerre par les deux groupes de belligérants à n'importe quel endroit où elles se sont produits.

(2) Dommages causés par l'Allemagne ou ses alliés à des civils, qui ont été victimes d'actes de cruauté, de violence ou de mauvais traitements (y compris des atteintes à la vie ou à la santé, suite de l'emprisonnement, de la déportation, de l'internement, de l'évacuation, de l'exposition en mer ou des travaux forcés), où qu'ils se soient produits, et aux personnes, à charge de ces victimes, qui vivent encore.

(3) Dommages que l'Allemagne ou ses alliés ont causés, sur leur propre territoire ou en territoire occupé ou envahi, à des civils victimes de tous actes qui portent atteinte à la santé ou à la capacité de travailler, ou à l'honneur, de même qu'aux personnes, à charge de ces victimes, qui vivent encore.

(4) Dommages causés par toute sorte de mauvais traitements aux prisonniers de guerre.

(5) A titre de dommages causés à la population des pays alliés et associés, toutes les pensions et les compensations de la nature d'une pension aux matelots ou soldats de la guerre (y compris les membres de l'armée aérienne) soit mutilés, blessés, malades, ou invalides, et aux personnes à charge de ces victimes, la somme due aux gouvernements alliés ou associés étant calculée pour chacun d'eux comme étant le coût en capital de telles pensions et compensations à la date de la mise en vigueur du présent Traité, sur la base des échelles en vigueur en France à telle date.

(6) Le coût de l'assistance que les gouvernements des Puissances alliées et associées ont rendu aux prisonniers de guerre à leurs familles et aux personnes dont ils ont la charge.

(7) Les allocations que les gouvernements des Puissances alliées et associées ont données aux familles et aux personnes à leur charge des personnes mobilisées ou aux personnes engagées dans l'armée, le montant qui leur était dû pour chaque année civile durant laquelle les hostilités ont duré, les allocations étant basées pour chaque gouvernement sur la base de l'échelle moyenne des paiements en vigueur en France durant cette année-là.

(8) Dommages causés aux civils lorsque l'Allemagne ou ses alliés les ont forcés à travailler sans rémunération adéquate.

(9) Dommages à toutes propriétés, où qu'elles soient situées, appartenant à l'une quelconque des Puissances alliées ou associées, ou à leurs ressortissants, à l'exception des ouvrages ou matériaux navals ou militaires, qui auraient été emportés, saisis, endommagés, ou détruits par des actes de l'Allemagne ou de ses alliés, sur terre, sur mer ou dans les airs, ou dommages qui sont le résultat direct des hostilités ou de toute opération de guerre.

(10) Dommages sous forme d'impôts, amendes et autres exactions semblables que l'Allemagne ou ses alliés ont imposés à la population civile.

6. Quelle somme les divers commissaires ont versée sous les divers chapitres mentionnés dans la question 5.

7. Quelle partie des sommes reçues, y compris l'intérêt, sont encore dans la caisse du revenu consolidé.

99. Rapport des travaux et dépenses faits jusqu'au 31 décembre 1931, montrant les estimées prévues pour 1932, sous les prescriptions de la Loi 1929, Chap. 12, Statuts du Canada, 1929, construction par les chemins de fer Nationaux du Canada de certaines facilités terminales, avec les changements de niveau des voies et autres travaux à ou dans la vicinity de la cité de Montréal.

100. Réponse à un ordre de la Chambre du 22 avril 1931:—Copie de tous les télégrammes, correspondance et autres documents que le gouvernement a en sa possession, relativement à la cause de *Nordin vs Rex*, une action pour réparations provenant du naufrage du *S.S. Alette*.

101. Liste des baux, licences et permis ou autres autorités annulées depuis le 12 mars 1931 sous les prescriptions des S.R.C., 1927, chapitre 113, article 96.

102. Etat concernant les grains de semence et les dettes pour aide, en vertu de l'article 2, chapitre 51 de 17 George V, intitulé: "Loi concernant certaines créances de la couronne", pour l'exercice terminé le 31 mars 1931.

103. Rapport conformément à l'article 7 de la Loi de l'assainissement, S.R.C., 1927, chapitre 175, montrant les argents reçus des baux des terres fédérales.

Etat en vertu de l'article 7 de la Loi d'assainissement, S.R.C., 1927, chapitre 175, concernant la construction de travaux d'égout.

Etat concernant les règlements de la Loi de l'assainissement, en vertu de prescriptions des S.R.C., 1927, chapitre 175, article 5.

107. Réponse supplémentaire à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général en date du 11 mai 1931:—Copie de tous les télégrammes, pétitions, résolutions, lettres et autres communications et documents que le premier ministre, le Secrétaire d'Etat et tout autre membre du cabinet ont reçus du gouvernement de la Saskatchewan, ou de tout membre de ce gouvernement depuis le 1er janvier 1931.

109. Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général du 1er juin 1931,—Copie des télégrammes, correspondance, lettres, mémoires et autres documents échangés entre le gouvernement fédéral et la province de l'Alberta, depuis janvier 1929, dans lesquels il est question des pépinières de Indian Head et de Sutherland.

110. Réponse à un ordre de la Chambre du 11 février 1932—Relevé montrant:—

1. Si quelques administrateurs des Chemins de fer nationaux du Canada ont démissionné ou manifesté leur intention de démissionner.

2. Combien de requêtes les Chemins de fer nationaux du Canada ont présentées à la Commission des chemins de fer pour obtenir des privilèges de liberté de parcours sur le chemin de fer Canadien du Pacifique ou tout autre chemin de fer durant les années écoulées de 1922 à 1932 inclusivement.

3. Quel est le nombre des requêtes que les Chemins de fer nationaux du Canada ont faites à la Commission des chemins de fer pour obtenir des privilèges de liberté de parcours sur le chemin de fer Canadien du Pacifique ou tout autre chemin de fer, et qui ont été accordées durant les années écoulées de 1922 à 1932.

4. Quelle est la compagnie de chemin de fer qui transporte les dépêches de Vancouver, Colombie-Britannique, à des localités dans l'est du Canada, et à des

localités d'où le courrier part pour les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le Canada.

5. A quel coût est transporté ce courrier qui, de Vancouver se rend jusqu'à ces localités.

6. Quelle somme d'argent on a versée pour le transport du courrier sur tous ces circuits durant l'année 1931.

110a. Réponse à un ordre de la Chambre du 11 février 1932—Relevé montrant:—

1. Combien de requêtes la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique a faites à la Commission des chemins de fer pour obtenir des privilèges de libre parcours sur les voies des Chemins de fer nationaux du Canada, ou de tout autre chemin de fer durant les années écoulées de 1922 à 1932 inclusivement.

2. Combien de requêtes les Chemins de fer nationaux du Canada ont faites à la Commission des chemins de fer pour obtenir des privilèges de libre parcours sur les voies du chemin de fer Canadien du Pacifique ou de tout autre chemin de fer, durant les années écoulées de 1922 à 1932 inclusivement.

111. Réponse à un ordre de la Chambre du 27 juillet,—Copie de tous les télégrammes, lettres et représentations faites par toute ou toutes personnes, y compris le rapport complet de l'enquête tenue en rapport avec la destitution de M. Jean-Baptiste Grenier, maître de poste de St-Émile, la nomination de M. Azarias Rivest, son successeur, et la nomination subséquente de M. Emile Prevoist, avant même que M. Rivest soit entré en fonctions.

112. Réponse à un ordre de la Chambre du 20 juillet 1931,—Copie de tous les télégrammes, correspondance, rapports, enquêtes et autres documents relatifs à la destitution de Lorenzo Morin, comme maître de poste à Val des Bois, comté de Hull, et à la nomination de son successeur.

114. Etat montrant le nombre d'émancipés sous l'article 114 de la Loi des sauvages durant l'exercice terminé le 31 mars 1931, conformément aux prescriptions du chapitre 98, article 113, S.R.C., 1927.

115. Copie de liste de vente de terres annulées par le département des Affaires des sauvages pour l'année terminée le 31 janvier 1932, conformément aux prescriptions du chapitre 98, article 64, S.R.C., 1927.

117. Copie du rapport des ingénieurs de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada concernant le coût du raccourci à Mafeking entre le mille 45.55, sub-division Erwood et le mille 65.65 sub-division Turnberry.

118. Réponse à un ordre de la Chambre du 22 avril 1931:—Copie de tous les télégrammes, correspondance, communications et recommandations échangés entre toute et toutes personnes et le premier ministre ou le premier ministre intérimaire, le Solliciteur général ou le ministre de la Marine relativement à la nomination du Lieutenant-Colonel J.-S. O'Meara, de Pierre Bertrand et du Dr J. Leblond aux postes respectifs de président et de membres de la Commission du Havre du port de Québec, et aussi tous autres télégrammes, communications, lettres, etc., contenant des protestations contre ces nominations, ou favorables à des personnes autres que les personnes plus haut nommées à ces postes.

119. Copie de l'arrêté en Conseil, C.P. 20, en date du 16 janvier 1932, transférant toutes les divisions du service public qui ont trait à l'administration de la Loi des brevets, de la Loi du droit d'auteur, de la Loi des marques de commerce et dessins de fabriques et de la Loi du marquage du bois au ministère du Secrétaire d'Etat.

122. Réponse à un ordre de la Chambre du 9 février 1932:—Copie du rapport de l'enquête tenue par M. J. B. Carter, représentant du ministère fédéral du Travail, sur les plaintes relatives aux dépenses faites pour des routes et des ponts du comté de Gloucester, travaux destinés à diminuer le chômage, de même qu'une copie des témoignages qui ont servi de fondement à ce rapport.

123. Réponse à un ordre de la Chambre du 9 février—Etat montrant:—

1. A quelles fins spéciales a été lancé le *National Service Loan*.
2. Quelle partie du *National Service Loan* a été destinée au chômage, à l'assistance aux cultivateurs, aux secours directs, ou mis de côté à ces fins.
3. Quelle a été la somme totale que le fédéral a allouée pour le chômage ou l'assistance aux cultivateurs dans tout le Canada, ou mis de côté à cette fin.
4. Quel a été le montant alloué ou garanti à la province de la Colombie-Britannique pour des travaux destinés à diminuer le chômage, ou mis de côté à cette fin.
5. Quel est le montant alloué ou garanti à la province de la Colombie-Britannique pour secours directs, ou mis de côté à cette fin.
6. Quel était le coût total des plans provinciaux que la province de la Colombie-Britannique a soumis pour secourir les chômeurs ou pour secours directs.
7. Quel était le montant total ratifié ou accepté par le Dominion pour les secours aux chômeurs, 50 pour cent duquel était payable par le Canada, et 50 pour cent par la province de la Colombie-Britannique.
- 7a. Quel était le montant total d'argent requis pour des entreprises ou des travaux municipaux soumis par la province de la Colombie-Britannique pour l'assistance aux chômeurs.
8. Quel a été le montant total ratifié ou convenu par la Puissance du Canada pour des projets ou entreprises municipales destinés à diminuer le chômage tels que la province de la Colombie-Britannique les a soumis, 50 pour cent du coût étant payable par la Puissance, 25 pour cent par la province de la Colombie-Britannique et 25 pour cent par les diverses municipalités.
9. Quand les projets ont été soumis à Ottawa pour approbation.
10. Quand ces projets ont été finalement ratifiés et acceptés par la Puissance.
11. Quelle personne, au nom de la province de la Colombie-Britannique, a soumis le programme ou les plans des travaux, soit provinciaux, soit municipaux, relativement à l'assistance aux chômeurs.
12. Quelle est la somme totale d'argent qui a été donnée ou envoyée à la province de la Colombie-Britannique, relativement à des travaux destinés à diminuer le chômage ou pour secours directs.
13. Quand ces divers montants ont-ils été envoyés par le gouvernement fédéral à la province de la Colombie-Britannique.
14. Si le gouvernement fédéral a destiné spécialement à diverses municipalités quelque partie de ces argents envoyés à la province de la Colombie-Britannique.
15. Quel est le montant total d'argent donné ou alloué à la province de la Colombie-Britannique par voie de prêt.
16. Si des argents ont été alloués ou donnés par le gouvernement fédéral à la province de la Colombie-Britannique, par voie d'emprunt, pour diverses municipalités, afin de leur aider à financer certains travaux pour secourir les chômeurs.
17. Le cas échéant, quel a été le montant total ainsi donné ou alloué par le fédéral à cette fin spéciale.
18. Quel est le montant total mentionné aux pièces justificatives des argents dépensés par les diverses municipalités pour travaux destinés à diminuer le chômage que la province de la Colombie-Britannique a soumis jusqu'à l'heure actuelle, en donnant les noms des municipalités dont les pièces justificatives ont été soumises avec les divers montants.
19. Quel a été le montant total que la ville de New-Westminster a proposé de dépenser, tel que soumis tout d'abord par la province de la Colombie-Britannique, en vertu de la Loi remédiant au chômage et aidant à l'agriculture, 1931.

20. Quelle est la somme totale que le gouvernement fédéral a finalement ratifiée pour être dépensée pour secours aux chômeurs par la ville de New-Westminster.

123a. Copie des arrêtés en Conseil passés entre le 30 octobre 1931 et le 10 février 1932 autorisant le paiement de sommes d'argent à la province de la Colombie-Britannique en vertu des prescriptions de la "Loi du chômage et de l'aide à l'agriculture, 1931".

126. Copie de correspondance entre le Gouvernement et le Gouvernement de Terre-Neuve, concernant l'acquisition de la péninsule du Labrador par le Dominion du Canada.

127. Réponse à un ordre de la Chambre du 17 février 1932—Etat montrant:—

1. Quelles ont été les recettes du bureau de poste de Bella Coola, Colombie-Britannique, durant les années 1929, 1930, 1931.

2. Quel loyer on verse mensuellement pour ce bureau.

3. Quel loyer on verse mensuellement pour le comptoir du télégraphe à Bella Coola.

4. A qui le loyer est versé dans chaque cas.

129. Réponse à un ordre de la Chambre du 15 février 1932—Etat montrant:—

1. Combien de personnes sont employées au service de l'impôt sur le revenu à Montréal.

2. Combien de personnes ont été nommées depuis le 1er août 1931.

3. Combien sont des hommes mariés.

4. Combien de femmes mariées.

5. Combien de personnes qui ne sont pas mariées.

6. Combien de chaque nationalité.

130. Réponse à un ordre de la Chambre du 15 février 1932—Etat montrant:—

1. Le nombre des secrétaires particuliers et des secrétaires particuliers adjoints de chaque ministre, le Solliciteur général compris.

2. Le nom et le traitement de chacun et pour quel ministre chacun travaille.

131. Réponse à un ordre de la Chambre du 15 février 1932:—Copie de tous les télégrammes lettres, correspondances, pétitions (signatures non comprises), mémoires et autres documents échangés entre le secrétaire de l'Association des municipalités rurales de la Saskatchewan et le gouvernement fédéral, ou tout ministre, ou tout membre du Conseil depuis le 1er août 1931.

132. Réponse à un ordre de la Chambre du 22 février 1932:—Relevé indiquant les noms, positions et salaires du personnel de l'hôpital Camp Hill, Halifax, au 30 juin 1930 et au 31 janvier 1932.

133. Réponse à un ordre de la Chambre du 11 février 1932—Relevé montrant:—

Combien de personnes, à l'emploi du gouvernement fédéral, reçoivent les traitements ou rémunérations suivantes \$4,000 ou plus, jusqu'à \$4,900; \$5,000 ou plus, jusqu'à \$5,900; \$6,000 ou plus, jusqu'à \$6,900; \$7,000 ou plus, jusqu'à \$7,900; \$8,000 ou plus, jusqu'à \$8,900; \$9,000 ou plus, jusqu'à \$9,900; \$10,000 ou plus, jusqu'à \$10,900; \$11,000 ou plus, jusqu'à \$11,900; \$12,000 ou plus.

134. Réponse à un ordre de la Chambre du 17 février 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance et autres documents qui ont trait à l'adjudication d'un contrat pour le circuit postal No 1, Clifton, comté de Gloucester, Nouveau-Brunswick.

135. Réponse à un ordre de la Chambre du 22 février 1932—Etat montrant:—

1. Si le gouvernement de la province de la Colombie-Britannique a offert au gouvernement fédéral le territoire connu sous le nom de Garibaldi Parc, Colombie-Britannique, et si tel est le cas, à quelles conditions.

2. Si on en est venu à une décision relativement à ce territoire.

3. Si tel est le cas, quelle est cette décision.

4. Si des individus ou des sociétés d'affaires, directement ou par l'intermédiaire du gouvernement provincial de la Colombie-Britannique, ont fait des représentations au gouvernement fédéral relativement à des territoires qui pourraient être nécessaires, comme terres boisées, ou terres déboisées, pour le parc Garibaldi.

5. Si le gouvernement fédéral a fait examiner des terres boisées ou déboisées dans le voisinage du Parc Garibaldi, Colombie-Britannique, et le cas échéant, quelle décision a-t-il prise s'il en a pris une, et si le fonctionnaire envoyé par le gouvernement a fait un rapport, celui-ci sera-t-il bientôt disponible.

135a. Rapport du Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures pour l'année terminée le 31 décembre 1931.

136. Réponse à un ordre de la Chambre du 18 février 1932—Etat faisant voir:—

1. A quelles provinces le gouvernement fédéral a fait des prêts durant l'année fiscale qui se terminera le 31 mars prochain.

2. Quels sont (a) le montant total de ce ou de ces prêts à chaque province, (b) les dates respectives où ils ont été accordés, (c) les dates de leur échéance, (d) le taux de l'intérêt sur chacun, (e) la garantie donnée, (f) la fin ou les fins de ces prêts, (g) la source où le ministre fédéral des Finances a puisé l'argent requis pour faire ces prêts aux provinces.

136a. Réponse à un ordre de la Chambre du 11 février 1932:—Dossier contenant (a) un relevé détaillé des diverses sommes d'argent que le gouvernement fédéral a données ou prêtées à chacune des diverses provinces durant l'année fiscale actuelle, 1931-32, en indiquant les dates dans chaque cas; (b) la fin spéciale à laquelle chaque somme d'argent ainsi prêtée ou donnée était destinée; (c) tous les renseignements ou les documents que le gouvernement a en sa possession au sujet de la manière dont on a disposé de chacune desdites sommes, et qui expliquent dans tous ces détails la ou les fins pour lesquelles chaque somme a été dépensée.

137. Réponse à un ordre de la Chambre du 22 février 1932—Etat montrant:—

1. Combien de soumissions on a demandées pour des contrats postaux dans les comtés de Charlevoix-Saguenay, du 1er janvier 1931 au 1er février 1932.

2. Quels sont les noms desdits circuits postaux.

3. Quels sont les noms et les adresses des soumissionnaires dans chaque cas et leurs garanties.

4. Quel a été dans chaque cas le soumissionnaire choisi.

5. Si le contrat a toujours été adjugé au plus bas soumissionnaire.

6. Quels sont les noms et adresses des gens qui ont aidé les soumissionnaires, dans chaque cas, le cas échéant.

138. Réponse à un ordre de la Chambre du 10 février 1932:—Copie de tous les documents, télégrammes, correspondance, lettres, écrits, rapports, pièces justificatives, cartes routières, plans indiquant les voies latérales pour l'industrie et mémoires relatifs au dossier No 30356.13 de la Commission des chemins de fer du Canada où l'on voit que le Chemin de fer Canadien du Pacifique est le demandeur. Et aussi une décision de la Commission qui a résulté d'une requête à la Commission des chemins de fer, datée le 23 juin 1931, et le rapport de l'audience à North Battleford, le 8 octobre 1931.

139. Réponse à un ordre de la Chambre du 10 février 1932:—Copie de tous les documents, correspondance, rapports sur les aptitudes des candidats, et de tous les autres documents qui ont trait à la position vacante au bureau de poste de Lakeville, comté de Carleton, Nouveau-Brunswick, reçus ou envoyés par le ministère des Postes depuis le 1er juin 1931.

140. Réponse à un ordre de la Chambre du 10 février 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance et autres documents qui ont trait à la destitution du maître de poste de Ste-Cécile, comté de Gloucester, Nouveau-Brunswick, et à la nomination de Lazare Lanteigne comme maître de poste.

141. Dossier montrant:—

1. Combien de livres (a) de beurre, (b) de fromage, ont été importées au Canada, chaque mois, en 1931.

2. Quel a été le pays d'origine de ces importations, et combien de livres de chaque produit chaque pays a envoyés au Canada.

3. Quelle était la valeur de ces importations.

4. Quels étaient les différents taux des droits douaniers imposés.

141a. Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre du 29 février 1932—Dossier montrant:—

1. Combien de livres (a) de beurre, (b) de fromage, ont été importées au Canada, chaque mois, en 1931.

2. Quel a été le pays d'origine de ces importations, et combien de livres de chaque produit chaque pays a envoyés au Canada.

3. Quelle était la valeur de ces importations.

4. Quels étaient les différents taux des droits douaniers imposés.

142. Réponse à un ordre de la Chambre du 29 février 1932:—Copie de toute la correspondance échangée entre M. Isidore Jean, de Sully, Québec, avec le ministère des Pensions et de la Santé nationale ou tout autre ministère au sujet de la position de maître de poste de Sully, Québec.

142a. Réponse à un ordre de la Chambre du 22 février 1932:—Copie de toute correspondance, télégrammes, témoignages, enquêtes, rapports concernant la destitution du maître de poste de Sully, Québec, et la nomination du maître de poste actuel.

142b. Réponse à un ordre de la Chambre du 21 mars 1932:—Copie de toute la correspondance échangée entre M. Isidore Jean, de Sully, Québec, avec tout ministre autre que celui des Postes et celui des Pensions et de la Santé nationale, relativement à la position de maître de poste à Sully, Québec.

143. Réponse à un ordre de la Chambre du 15 février 1932:—Copie du rapport fait par M. Alfred Powell, commissaire nommé pour enquêter sur des accusations d'ingérence politique, rapport en vertu duquel le gouvernement a destitué Albert Bergeron, officier du service de surveillance à Arthabaska, Québec.

145. Réponse à un Ordre de la Chambre du 10 février 1932—Copie de tous les rapports, correspondance et autres documents qui ont trait à la destitution de John Louis Arseneau, maître de poste de Six Roads, comté de Gloucester, Nouveau-Brunswick, et à la nomination de son successeur.

146. Réponse à un ordre de la Chambre du 11 février 1932:—Copie de tous les documents concernant la destitution de M. Maxime L'Abbé comme maître de poste à la gare de St-Nérée, comté de Bellechasse, et la nomination de son successeur.

147. Réponse à un ordre de la Chambre du 11 février 1932:—Copie de tous les documents concernant la destitution de M. Noël Culet, comme maître de poste à Beaumont, comté de Bellechasse, et la nomination de son successeur.

148. Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général en date du 22 février 1932:—Copie de tous les télégrammes, lettres, communications et autres documents échangés depuis le 31 juillet 1930 entre le gouvernement provincial de la Colombie-Britannique et tout fonctionnaire de ce gouvernement, et le gouvernement fédéral au sujet des prix de transport.

150. Réponse à un ordre de la Chambre du 11 février 1932:—Copie de tous les documents concernant la destitution de M. Louis Guay comme maître de poste de Ste-Sabine, comté de Bellechasse, et la nomination de son successeur.

151. Réponse à un ordre de la Chambre du 11 février 1932:—Copie de tous les documents concernant la destitution de M. J. N. Bélanger comme maître de poste de St-Damien, comté de Bellechasse, et la nomination de son successeur.

152. Réponse à un ordre de la Chambre du 11 février 1932:—Copie de tous les documents concernant la destitution de M. Louis N. Latulippe comme maître de poste à la gare de St-Valier, comté de Bellechasse, et la nomination de son successeur.

153. Réponse à un ordre de la Chambre du 22 février 1932:—Copie de tous les télégrammes, correspondance, lettres, recommandations, déclarations assermentées et autres documents quelconques ainsi que tous les témoignages d'enquête relatifs à la nomination d'un nouveau maître de poste à St-Jacques, pour remplacer M. Joseph Lévesque, destitué.

154. Réponse à un ordre de la Chambre du 2 mars 1932—Etat faisant voir:—

1. Quantité totale de tabac produite au Canada durant l'année (a) 1930, (b) 1931.

2. Quantité totale de tabac, (a) non écôté, (b) écôté, importée au Canada en (a) 1930, (b) 1931, et quel a été le pays d'origine de ces importations.

3. Montant total des recettes perçues sur les importations de tabac.

4. Si les remises sont faites sur le tabac importé au Canada et manufacturé ici.

5. Si tel est le cas, quel a été le total des remises accordées.

6. Quel a été, en 1930, le montant total perçu par la taxe d'accise ou les droits douaniers, sur le tabac manufacturé au Canada.

7. Quels ont été, en 1930 et en 1931, les prix moyens que les producteurs de tabac ont reçus (a) au Canada, (b) aux Etats-Unis.

8. Si du tabac brut, en feuilles, importé, a été ensuite réexporté, le cas échéant, quelle quantité.

154a. Réponse à un ordre de la Chambre du 9 mars 1932—Etat montrant:—

1. Quelle est, par livre, la taxe d'accise perçue sur le tabac domestique brut, en feuilles, lorsqu'il est manufacturé dans les fabriques licenciées du Canada, et comment et quand on perçoit la taxe.

2. Quelle somme on a perçue durant les années fiscales suivantes se terminant le 31 mars 1930 et 1931.

3. Quelle a été la quantité totale de tabac consommé au Canada, chaque année, de 1908 à 1931 inclusivement.

4. Quelle a été la production canadienne annuelle de tabac de 1908 à 1931 inclusivement.

5. Quelles ont été les importations de tabac au Canada durant les années mentionnées plus haut et de quels pays venaient lesdites importations.

6. Quelles ont été les exportations canadiennes de tabac durant les mêmes années, et à quel pays.

7. Quelle est la remise du droit d'importations qui est accordée sur le tabac en feuilles importé lorsqu'il est manufacturé pour fins d'exportation.

8. Quels privilèges d'entreposage sont accordés aux manufacturiers qui ont une licence lorsqu'ils importent du tabac brut en feuilles.

9. Quelle quantité de tabac brut en feuilles, importé, a servi ensuite pour fins d'exportation durant les années écoulées de 1908 à 1931 inclusivement.

10. Quels sont les prix moyens que les producteurs canadiens de tabac ont reçus (a) pour la récolte de 1929, (b) pour la récolte de 1930 et (c) pour la récolte de 1931.

11. De quelle façon les fonctionnaires du ministère calculent le prix moyen payé pour le tabac, aux Etats-Unis.

12. Si le gouvernement canadien divise en classes les différents types de tabac produit au Canada, importé au Canada, et exporté du Canada.

13. Sinon, pour quel motif.

155. Réponse à un ordre de la Chambre du 3 mars 1932—Etat montrant:—

1. Combien d'employés du ministère de la Marine et des Pêcheries ont perdu leur position dans le comté de Gaspé, du mois d'août 1930 jusqu'à date.

2. Quelle est, dans chaque cas, la date de la destitution, le nom et l'adresse de l'employé révoqué, le motif de son congédiement et le nom de son successeur.

156. Réponse à un ordre de la Chambre du 29 février 1932—Dossier montrant:—

1. Combien de viaducs ou de tunnels ont été construits ou sont en voie de construction au Canada, depuis le 1er janvier 1931, (a) aux passages à niveau du Chemin de fer Canadien du Pacifique, et (b) aux passages à niveau des Chemins de fer nationaux du Canada.

2. A quels endroits ces travaux ont-ils été ou sont exécutés et à quel coût dans chaque cas.

3. En ce qui a trait au coût de ces travaux, quelle a été, et quel est, dans chaque cas, (a) la contribution du gouvernement fédéral, (b) la contribution des gouvernements provinciaux, (c) la contribution des Chemins de fer nationaux du Canada ou du Chemin de fer Canadien du Pacifique, (d) la contribution des municipalités intéressées.

158. Réponse à un ordre de la Chambre du 3 mars 1932—Relevé montrant:—

1. Combien de demandes de pensions ou d'ajustements de pensions les Commissaires des pensions ont reçues depuis la mise en forme des derniers amendements à la Loi des pensions, le 1er octobre 1931.

2. Combien de ces requêtes les Commissaires des pensions ont accordées et combien ont-ils été renvoyées au Tribunal des pensions.

3. Combien de ces requêtes le Tribunal des pensions a entendues.

4. Combien de ces requêtes plaidées devant le Tribunal des pensions ont été (a) accordées, (b) refusées, (c) attendant une décision parce que jugement a été différé.

5. Combien attendent encore pour être plaidées devant le Tribunal des pensions.

6. Quel est le nombre des décisions rendues par le Tribunal des pensions dont appel a été interjeté devant la Cour fédérale des pensions (a) par les requérants, (b) par les Commissaires des pensions.

7. Combien de ces appels la Cour fédérale des appels a entendus, et combien sont encore en instance devant cette Cour.

8. Dans combien de causes entendues la Cour fédérale des appels a renversé les décisions du Tribunal des pensions, quant aux (a) appels interjetés par les requérants, (b) par les Commissaires des pensions.

9. Quel est le nombre moyen des requêtes que reçoivent maintenant chaque semaine (a) les Commissaires des pensions, (b) le Tribunal des pensions, (c) la Cour d'appel des pensions.

10. Quel est le nombre moyen des décisions que rendent chaque semaine (a) les Commissaires des pensions, (b) le Tribunal des pensions, (c) la Cour fédérale d'appel.

159. Réponse à un ordre de la Chambre du 11 février 1932:—Copie de documents concernant la destitution de M. J.-Bte Boulanger comme maître de poste de La Durantaye, comté de Bellechasse, et la nomination de son successeur.

160. Réponse à un ordre de la Chambre du 29 février 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance et autres documents ayant trait à la destitution de J.-A. Larrivée, maître de poste de White-Deer, comté de Hull, et à la nomination de son successeur.

161. Ordre de la Chambre—Etat montrant:—

Quelles ont été, chaque année, de l'année 1920 à l'année 1930 inclusivement, les exportations canadiennes et leur valeur des produits agricoles suivants: (a) bestiaux et leurs sous-produits; (b) lait, crème et produits laitiers; (c) blé; (d) tous les produits agricoles à l'exception du blé.

162. Réponse à un ordre de la Chambre du 10 février 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance et autres documents relatifs à la nomination de J. A. Boulay, comme maître de poste temporaire de Oliver Siding, comté de Restigouche, Nouveau-Brunswick, de même que les rapports et la correspondance qui ont trait à la destitution de Germain Dionne, maître de poste de Oliver Siding. Et aussi tous les rapports et la correspondance qui ont trait à la nomination d'un maître de poste permanent à Oliver Siding.

163. Réponse à un ordre de la Chambre du 11 février 1932:—Copie de tous les documents concernant la destitution de M. Adélarde Dallaire comme maître de poste de St-Raphaël, comté de Bellechasse, et la nomination de son successeur.

164. Réponse à un ordre de la Chambre du 15 février 1932—Etat montrant:—

1. Combien de femmes mariées sont à l'emploi des divers départements de l'administration, à Ottawa.
2. Quel est le nombre de ces femmes qui vivent avec leur mari.
3. Quel est le nombre desdits maris qui sont à l'emploi de l'Etat.
4. Quel est le nombre desdites femmes qui sont le seul support de leur famille.

165. Réponse à un ordre de la Chambre du 25 février 1932—Dossier faisant voir:—

1. Quelles sommes ont été versées à la *Gazette Printing Company* de Montréal, durant les années 1925, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930 et 1931.
2. Pour quel motif ces paiements ont été faits.
3. Quel est le nom ou quels sont les noms du, ou des membres de la *Gazette Printing Company*.

166. Réponse à un ordre de la Chambre du 3 mars 1932—Dossier montrant:—

1. Combien de médecins vétérinaires le ministère de l'Agriculture a employés temporairement en 1930 et 1931 respectivement.
2. Quels sont leurs noms et dans quelles localités ont-ils été employés.

167. Réponse à un ordre de la Chambre du 22 février 1932:—Copie des bordereaux de salaires et des comptes pour matériaux fournis pour les réparations du quai de Bonaventure, Québec, et aussi copie des bordereaux de salaires et comptes pour matériaux qui ont servi à des ouvrages de protection dans cette localité.

168a. Réponse à un Ordre du Sénat, en date du 12 février 1932, pour la production d'un document indiquant:—

1. (a) Les noms des nations qui sont membres de la Société des Nations;
- (b) Les cotisations que chaque nation membre de la Société a été appelée à verser afin de permettre la poursuite de l'œuvre de la Société l'an dernier, ou à défaut de renseignements pour l'an dernier, ceux qui concernent toute année récente pour laquelle le gouvernement possède les renseignements;
- (c) Les recettes et les dépenses de la Société (totaux seulement) pour l'an dernier ou pour toute année récente pour laquelle le gouvernement possède les renseignements.

2. Les cotisations versées chaque année par le Canada à la Société des Nations depuis l'institution de la Société, pour les objets suivants:

- (a) Cotisations et versements pour le soutien de la Société;
- (b) Frais de délégations;
- (c) Dépenses accessoires ou autres occasionnées par l'adhésion du Canada à la Société.

3. Les nations (s'il en est), membres de la Société, arriérées dans le versement de leurs cotisations ou contributions annuelles pour le maintien de la Société, en indiquant le total de l'arriéré de chaque nation.

171. Réponse à un ordre de la Chambre du 25 février 1932—Dossier faisant voir:—

1. Quels contrats ont été adjugés à la *Canadian Imports Company*, de Montréal, pour approvisionnement de charbon à quelques-uns ou à tous les départements du gouvernement, durant les années 1925, 1926, 1927, 1928, 1929 et 1930.

2. Si la *Canadian Import Company* ou la *St. Lawrence Stevedoring Company* ont obtenu de la Commission du port de Montréal un bail sur la jetée Bickerdike, et si tel est le cas, quelles sont les conditions du bail.

3. Si la *Canadian Imports Company* et la *St. Lawrence Stevedoring Company* ont un bail de la Commission du port de Québec, et si tel est le cas, quelles en sont les conditions.

4. Quels sont les membres de la *Canadian Import Company*.

5. Quels sont les membres de la *St. Lawrence Stevedoring Company*.

172. Réponse à un ordre de la Chambre du 15 février 1932:—Copie du rapport fait par M. Alfred Powell, commissaire nommé pour enquêter sur des accusations d'ingérence politique, rapport en vertu duquel le gouvernement a destitué Albert Beauchesne, maître de poste à Arthabaska, Québec.

173. Réponse à un ordre de la Chambre du 29 février 1932:—Copie de tous les télégrammes, lettres, communications, déclarations assermentées et autres documents, ainsi que de tous les témoignages de l'enquête et du rapport du commissaire enquêteur au sujet de la destitution de M. Alfred Vigneault, comme courrier postal à St-Raphaël d'Aston, comté de Nicolet.

174. Réponse à un ordre de la Chambre du 15 février 1932:—Copie de tous les télégrammes, lettres, correspondance et autres documents échangés entre le ministre des Postes et (ou) avec tout fonctionnaire de ce ministère, et toute ou toutes personnes de la province de la Nouvelle-Ecosse relativement à l'enquête faite sur la conduite du maître de poste de Lochaber, dans le comté d'Antigonish, Nouvelle-Ecosse, de même qu'une copie du rapport de la preuve, si elle existe, soumis par le commissaire M. N. D. Murray, d'Halifax, Nouvelle-Ecosse, que le gouvernement fédéral a nommé pour tenir des enquêtes sur les agissements de fonctionnaires fédéraux.

175. Réponse à un ordre de la Chambre du 29 février 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance et autres documents ayant trait à la destitution de M. François Harbour, surintendant des Indiens à Oka, dans le comté des Deux-Montagnes, et aussi copie de tous les rapports, correspondance et autres docu-

ments relatifs à une enquête tenue en l'année 1931 sur des accusations portées contre ledit François Harbour, y compris la preuve et le témoignage de tous les témoins qui ont été entendus dans ladite enquête, devant le commissaire Me J. A. Beaulieu, de Montréal, et la décision rendue par ledit commissaire.

176. Réponse à un ordre de la Chambre du 29 février 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance et autres documents ayant trait à la destitution de M. Dérilas Landry, gardien de phare à Natashquan, sur la Côte Nord, dans le comté de Charlevoix-Saguenay, et aussi copie de tous les rapports, correspondance et autres documents relatifs à une enquête tenue en l'année 1931 par le commissaire-enquêteur L. P. Côté, sur des accusations portées contre ledit Dérilas Landry, y compris la preuve et le témoignage de tous les témoins qui ont été entendus à ladite enquête, et la décision rendue par ledit commissaire-enquêteur.

177. Réponse à un ordre de la Chambre du 7 mars 1932:—Etat montrant la somme totale d'argent votée pour l'agriculture, chaque année fiscale se terminant le 31 mars, du 31 mars 1923 au 31 mars 1933 (à l'exception des sommes votées en vertu des dispositions de la Loi de l'instruction agricole).

178. Réponse à un ordre de la Chambre du 2 mars 1932:—Copie de toutes les décisions et de tous les ordres que le Bureau des Douanes a émis ou donnés durant les derniers huit mois.

179. Réponse à un ordre de la Chambre du 2 mars 1932:—Copie de tous les écrits, documents et correspondance relatifs à l'interruption récente du service télégraphique à Arichat, et le fait que l'on s'est privé des services du télégraphiste à cet endroit, et aussi concernant le service téléphonique que l'on a substitué à l'autre, et l'emploi d'une autre personne pour le diriger.

180. Réponse à un ordre de la Chambre du 17 février 1932—Etat montrant:—

1. Quels sont les ouvrages publics fédéraux dans Shelburne-Yarmouth qui ont été construits ou entrepris par le gouvernement, et dont le coût doit être payé à même l'argent voté, la dernière session, en vertu de la Loi pour alléger le chômage.

2. Quel a été le montant autorisé pour chaque ouvrage.

3. Quel sont les noms des contremaître employés pour chaque ouvrage.

4. Sur recommandation de quelle personne on a fait le choix des hommes qui obtiendraient du travail dans l'exécution de chacun de ces travaux.

5. Quelle a été la dépense approximative encourue jusqu'à date pour chacune de ces ouvrages.

6. Quels sont les ouvrages qui ne sont pas encore terminés.

7. Sur recommandation de qui le gouvernement a décidé d'autoriser chacun desdits travaux.

181. Réponse à un ordre de la Chambre du 22 février 1932:—Copie de tous les écrits, correspondance et documents que le gouvernement a en sa possession au sujet du coup de revolver mortel que le constable Pirt, C.C.M.P., de Yorkton, Saskatchewan, a tiré sur Mme Sophie Light, de Des Moines, Iowa, Etats-Unis d'Amérique, à un pique-nique tenu à quelques milles de Roblin, Manitoba, le lundi, 1er septembre 1930, fête du travail, et aussi copie de la correspondance échangée entre le Procureur-général de la province de la Saskatchewan et le ministre de la Justice du Canada relativement au paiement de \$500 au mari de ladite Sophie Light.

182. Réponse à un ordre de la Chambre du 2 mars 1932:—Copie de tous les télégrammes, correspondance et autres documents au sujet de la nomination d'un gardien à l'édifice du bureau de poste de St-Pascal, comté de Kamouraska, Québec.

183. Réponse à un ordre de la Chambre du 7 mars 1932—Etat montrant:—

1. Si le gouvernement sait que Jean Boudreault, gardien de lumière à Havre St-Pierre, sur la côte nord du fleuve St-Laurent, a été révoqué de ses fonctions.
2. Si tel est le cas, si des plaintes ont été portées contre lui, et par qui.
3. Quelle était la nature de ces plaintes.
4. Si une enquête a été tenue avant de destituer M. Boudreault.
5. Le cas échéant, quel était le commissaire enquêteur.
6. Quel est le nom de la personne qui a remplacé M. Boudreault.
7. Qui l'a recommandée.
8. Si elle a subi les examens et concours de la Commission du service civil

183a. Réponse à un ordre de la Chambre du 7 mars 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance, et autres documents, ayant trait à la destitution de M. Jean Boudreault, gardien de lumière, à Havre St-Pierre, sur la côte Nord du fleuve St-Laurent, et aussi copie de tous les rapports, correspondance et autres documents relatifs à une enquête tenue en l'année 1931 sur des accusations portées contre ledit Jean Boudreault, y compris la preuve et le témoignage de tous les témoins qui ont été entendus dans ladite enquête, et la décision rendue par le commissaire enquêteur.

184. Réponse à un ordre de la Chambre du 29 février 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance et autres documents ayant trait à la destitution de M. John Maloney, surintendant des Indiens à Mingan, sur la côte Nord, dans le comté de Charlevoix-Saguenay, et aussi copie de tous les rapports, correspondance et autres documents relatifs à une enquête tenue en l'année 1931 par le commissaire-enquêteur L. P. Côté, sur des accusations portées contre ledit John Maloney, y compris la preuve et le témoignage de tous les témoins qui ont été entendus à ladite enquête la décision rendue par ledit commissaire-enquêteur.

185. Réponse à un ordre de la Chambre du 22 février 1932—Etat montrant:—

1. Quelle somme d'argent on a dépensée sous la surveillance du ministère des Travaux publics et de ses fonctionnaires à même l'argent que le Parlement a voté pour fins de chômage et pour l'application de la Loi de 1931 qui a trait aux secours aux chômeurs.

2. Si on a demandé des soumissions pour la dépense desdits argents lorsque l'estimation du coût des travaux dépassait \$5,000.

3. Si l'on n'a pas demandé des soumissions dans tous les cas, quels sont les noms de ces ouvrages et des montants dépensés.

186. Réponse à un ordre de la Chambre du 22 février 1932—Etat montrant:—

1. Combien d'argent on a dépensé pour réparations au brise-lames de Lower Sandy Point, Nouvelle-Ecosse, du 1er avril 1931 au 31 décembre 1931.

2. Quelle est la partie de ladite somme, le cas échéant, qui provenait des fonds du chômage.

3. Qui était contremaître desdits travaux.

4. Pendant combien d'heures il a été employé et à quel prix par heure.

5. Combien on versait audit contremaître pour le louage de l'auto dont il se servait pour son travail.

6. Combien on a versé à chacun des hommes employés à ces travaux et à quel salaire de l'heure.

7. Qui a fourni les matériaux, à savoir le bois, les pièces de charpente, le fer pour ledit ouvrage, et à quels prix livrés au chantier.

8. Si on a demandé des soumissions pour la livraison desdits matériaux, et si tel est le cas, quels ont été les soumissionnaires choisis et quels prix ils ont offerts.

9. Si le ministère a des renseignements à l'effet que ledit contremaître était un marchand qui continuait ses affaires pendant le temps où il occupait la fonction de contremaître.

187. Réponse à un ordre de la Chambre du 22 février 1932:—Copie de tous les bordereaux de salaires et des comptes pour matériaux qui ont servi aux réparations du quai de Maria, Québec, et aussi les mêmes documents concernant les ouvrages de protection exécutés dans cette municipalité.

188. Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mars 1932:—Copie de tous les documents, correspondance concernant l'admission au Canada des immigrants suivants, en 1927: Angelo Gambino, Guiseppe Bruno, Christoforo Siracusa, Carmelo Zaccaria, Giovanni Gentile, Luigi Saputi, Celestino Bonomo, Arcuigelo Tedeschi, Olindo Ciancuillo, Domenico Giccordi, Nicola M. Mastondrea, Leonardo Franza, Giuseppe Cinotti, Alfreda Sole, Cristina N. Fotia, Paolino Sole, Nocolina Sole, Giuseppe Paduli, Antonia Paduli.

189. Réponse à un ordre de la Chambre du 2 mars 1932:—Copie de toute la correspondance, des témoignages à l'enquête et du rapport de l'enquêteur dans le cas de Jos. Bérubé, agent des Indiens, à Cacouana, Québec, et copie de tous les documents relatifs à la nomination de son successeur.

190. Réponse à un ordre de la Chambre du 7 mars 1932:—Relevé des bordereaux de salaires au sujet des réparations au brise-lames de Baccaro-Ouest, exécutés durant l'année 1931.

191. Réponse à un ordre de la Chambre du 7 mars 1932:—Copie des témoignages et du rapport du commissaire qui a tenu l'enquête ordonnée par le ministère des Postes, en septembre 1931, au bureau de poste de Port Daniel-Est, comté de Bonaventure, Québec.

192. Réponse à un ordre de la Chambre du 7 mars 1932:—Etat montrant:—

1. Combien de maîtres de poste ont été destitués ou ont démissionné, dans le comté de Gaspé, du mois d'août jusqu'à date.

2. Dans chaque cas, quelle est la date du renvoi ou de la démission, le nom du bureau de poste, le motif de la destitution et le nom du successeur.

193. Document montrant:—

1. Qui avait la direction des recenseurs, en 1931, dans Brome-Missisquoi et combien in a reçu pour ses services.

2. Qui était recenseur dans chaque municipalité et combien chacun a reçu.

194. Réponse à un ordre de la Chambre du 29 février 1932—Dossier montrant:—

1. Depuis quand le gouvernement fédéral participe, sous une forme quelconque, à des expositions mondiales, internationales, européennes, ou américaines.

2. Quels sont les montants qui ont été dépensés annuellement pour ces mêmes fins, soit sous la direction immédiate du département de l'agriculture, du département de l'immigration, du département du commerce ou de tout autre département.

3. Si le gouvernement se propose, en 1932 ou 1933, de participer à d'autres expositions d'importance égale, supérieure ou inférieure.

195. Réponse à un ordre de la Chambre du 17 mars 1932—Document montrant:—

1. Combien de fonctionnaires de l'Etat (Service intérieur) qui ont atteint l'âge de 70 ans sont encore à l'emploi des divers ministères à Ottawa.

2. Quelle position ils occupent, quel traitement annuel ils reçoivent, quelle allocation de retraite chacun recevrait annuellement s'il était révoqué.

3. Combien sont sous la juridiction de la Loi de la pension du service civil.

4. Combien sont sous la juridiction de la Loi de la révocation du service civil.

5. Quel est le montant de l'allocation de retraite (Somme globale) que chacun recevrait au moment de sa révocation.

196. Réponse à un ordre de la Chambre du 25 février 1932—Etat montrant:—

1. Quelle est l'échelle des secours aux pensionnaires lorsqu'ils sont chômeurs, et dans quelles conditions les pensionnaires mariés ou non mariés peuvent recevoir des secours.

2. S'il existe des taux spéciaux pour les pensions de ceux qui ne vivent pas avec leur famille, et ces hommes et leur famille devraient-ils bénéficier des secours de chômage du pensionnaire.

3. Si le pensionnaire qui ne vit pas avec sa famille pour quelque motif que ce soit est classé comme homme seul lorsqu'il demande des secours de chômage.

4. Si le ministère des Pensions et de la Santé nationale, par l'intermédiaire des Commissaires des pensions, a le droit de priver tout pensionnaire d'une partie quelconque ou de toute sa pension et de ses secours lorsque celui-ci chôme, parce qu'il ne vit pas avec sa famille.

197. Réponse à un ordre de la Chambre du 22 février 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance et autres documents relatifs à la création d'une vacance au poste de maître de poste du cap St-Ignace, comté de Montmagny, Québec, et à la nomination temporaire ou autre d'un nouveau maître de poste, avec une copie de la correspondance, des demandes, recommandations et autres communications reçues de personnes qui voulaient obtenir cette position, ou d'autres personnes au nom des premières.

197a. Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre du 22 février 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance et autres documents relatifs à la création d'une vacance au poste de maître de poste du cap St-Ignace, comté de Montmagny, Québec, et à la nomination temporaire ou autre d'un nouveau maître de poste, avec une copie de la correspondance, des demandes, recommandations et autres communications reçues de personnes qui voulaient obtenir cette position, ou d'autres personnes au nom des premières.

198. Réponse à un ordre de la Chambre du 7 mars 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance et autres documents relatifs à la destitution de Noël Fontaine, maître de poste à Laprairie, comté de Laprairie, Québec, y compris un rapport complet de l'enquête tenue sur les accusations portées contre lui, avec les pièces soumises et les témoignages entendus; et aussi une copie de tous les rapports, correspondance et autres documents qui ont trait à la nomination de son successeur.

198a. Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre du 7 mars 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance et autres documents relatifs à la destitution de Noël Fontaine, maître de poste à Laprairie, comté de Laprairie, Québec, y compris un rapport complet de l'enquête tenue sur les accusations portées contre lui, avec les pièces soumises et les témoignages entendus; et aussi une copie de tous les rapports, correspondance et autres documents qui ont trait à la nomination de son successeur.

199. Réponse à un ordre de la Chambre du 29 février 1932:—Copie du dossier complet concernant la destitution de J. H. Couture, comme maître de poste à Frampton, comté de Dorchester, et la nomination de son successeur.

199a. Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre du 29 février 1932:—Copie du dossier complet concernant la destitution de J. H. Couture, comme maître de poste à Frampton, comté de Dorchester, et la nomination de son successeur.

200. Réponse à un ordre de la Chambre du 2 mars 1932:—Copie de toute la correspondance et de tous rapports ou requêtes concernant la destitution du maître de poste de Dequen, P.Q., et la nomination de son successeur.

201. Réponse à un ordre de la Chambre du 2 mars 1932:—Copie de tous les télégrammes, correspondance, lettres, déclarations assermentées et autres documents, y compris toute la preuve, et le rapport du commissaire qui a fait l'enquête relativement à la destitution de Louis Mongeon, gardien de phare, à Angers, comté de Hull, et copie de tous les rapports, correspondance et autres documents au sujet de la nomination de son successeur.

202. Réponse à un ordre de la Chambre du 2 mars 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance, et autres documents qui ont trait à la destitution de Philippe Morin, gardien du phare à Long Pilgrim Station (Iles Pellerins), comté de Kamouraska, Québec, et aussi une copie de tous les rapports, correspondance et autres documents qui ont trait à une enquête tenue sur les accusations portées contre ledit Philippe Morin, y compris les témoignages donnés par tous les témoins entendus à ladite enquête, la preuve, la décision rendue et les aptitudes de son successeur.

203. Réponse à un ordre de la Chambre du 21 mars 1932—Document montrant:— Quels sont les noms de tous les employés des wagons-réfectoires des Chemins de fer nationaux du Canada circulant entre Montréal et Halifax.

204. Réponse à un ordre de la Chambre du 2 mars 1932:—Dossier contenant les bordereaux de paye relatifs aux réparations du quai de la baie du Vin, comté de Northumberland, de même que les comptes pour matériaux.

205. Réponse à un ordre de la Chambre du 2 mars 1932:—Dossier contenant une copie des bordereaux de paye et des feuilles où sont enregistrées les heures de travail au sujet des travaux faits à l'éperon d'Arichat en 1931 et au sujet des travaux faits au brise-lames du cap Auget en 1930 et 1931.

206. Réponse à un ordre de la Chambre du 22 février 1932:—Copie de toute la correspondance ainsi que du rapport de l'enquêteur fait après l'enquête, au sujet de la destitution de mademoiselle Gagné, maîtresse de poste à St-Pierre de la rivière du Sud, comté de Montmagny.

207. Réponse à un ordre de la Chambre du 29 février 1932:—Copie de tous les documents et de toute la correspondance échangés entre les citoyens du rang St-Nicholas, dans la paroisse de St-Ferréol, comté de Montmorency, et le ministre des Postes ou tout fonctionnaire de son ministère, à Ottawa et à Québec, au sujet de l'établissement d'un bureau de poste dans ledit arrondissement.

208. Réponse à un ordre de la Chambre du 29 février 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance et autres documents ayant trait à la destitution du maître de poste de St-Roch-des-Aulnaies, comté de l'Islet, Québec.

209. Réponse à un ordre de la Chambre du 2 mars 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance, et autres documents qui ont trait à la destitution de Edouard Guy, maître de poste à Kamouraska, comté de Kamouraska, Québec, et aussi une copie de tous les rapports, correspondance et autres documents qui ont trait à une enquête tenue sur les accusations portées contre ledit Edouard Guy, y compris les témoignages donnés par tous les témoins entendus à ladite enquête, la preuve et la décision rendue.

210. Réponse à un ordre de la Chambre du 7 mars 1932:—Copie de tous les télégrammes, lettres et correspondance échangés entre le député de Lévis et le ministre des Postes au sujet de l'annullement d'un contrat postal pour le circuit rural No 1, à St-David, comté de Lévis, et la demande de nouvelles soumissions pour ledit circuit; avec des copies de tous les prix, soumissions, recommandations soumis par tout entrepreneur qui voulait entreprendre le travail de transporter le courrier sur ledit circuit rural No 1 de St-David.

211. Réponse à un ordre de la Chambre du 22 février 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance et autres documents qui ont trait à la destitution de M. C. E. Sproule, maître de poste à Rockglen, Saskatchewan, et aussi copie de tous les rapports, correspondance et autres documents qui ont trait à une enquête tenue sur des accusations portées contre M. C. E. Sproule, maître de poste de Rockglen, Saskatchewan, sa destitution et la nomination temporaire de M. Lawrence à sa place.

212. Réponse à un ordre de la Chambre du 7 mars 1932:—Copie ou liste de tous les contrats pour le transport du courrier à la campagne présentés pour soumissions publiques du 1er mars 1931 au 1er mars 1932, dans les provinces de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick et de l'Île du Prince-Edouard, et relevé du montant payé en vertu de l'ancien contrat, de même que le montant versé en vertu du nouveau, dans chaque cas.

213. Réponse à un ordre de la Chambre du 22 février 1932:—Copie de tous les télégrammes, lettres, correspondance et autres documents échangés entre le ministre des Postes ou tout fonctionnaire de son ministère et toute ou toutes personnes de la province de la Saskatchewan, depuis le mois de septembre 1931, au sujet de la nomination d'un maître de poste pour le bureau de Mitchellton, Saskatchewan.

214. Réponse à un ordre de la Chambre du 2 mars 1932:—Copie de toute la correspondance échangée en 1931-32 entre la *Quebec Power Company* et tout citoyen et le gouvernement fédéral au sujet de la demande de secours financiers que ladite compagnie a faite, en vertu de la Loi remédiant au chômage adoptée à la dernière session, afin de prolonger son réseau dans le comté de l'Islet.

215. Réponse à un ordre de la Chambre du 23 mars 1932—Document montrant:—

1. Selon les registres de la Commission du service civil combien de fonctionnaires (a) temporaires, (b) permanents ont été nommés au ministère des Postes, service intérieur, à Ottawa, durant les trois dernières années civiles.

2. Selon les dossiers de la Commission du service civil, quel est le nombre des demandes du ministère des Postes relatives aux nominations mentionnées plus haut qui spécifiaient des fonctionnaires bilingues (a) temporaires, (b) permanents.

3. Quels est le nombre de ces positions, pour lesquelles des titulaires ont été nommés, qui d'après les registres de la Commission du service civil, exigent des aptitudes bilingues chez les fonctionnaires (a) temporaires, (b) permanents.

4. Selon les registres de la Commission du service civil, combien de ces positions ont été occupées dans le passé par des fonctionnaires bilingues (a) temporaires, (b) permanents.

216. Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mars 1932:—Copie de tous les télégrammes, correspondance, lettres et autres documents échangés entre le ministre du Travail, tout membre du cabinet ou tout fonctionnaire de tout ministère fédéral et la cité de St-Hyacinthe ou toute personne, relativement aux travaux de chômage et à l'assistance aux chômeurs et tout particulièrement au sujet de la construction projetée d'un tunnel sous les voies du Chemin de fer national du Canada, en la cité de St-Hyacinthe, depuis le 1er janvier 1931.

217. Réponse à un ordre de la Chambre du 24 février 1932:—Copie de tous les télégrammes, lettres, communications, déclarations assermentées et autres documents, ainsi que de tous les témoignages de l'enquête et du rapport du commissaire enquêteur ayant trait à la destitution de M. Joseph Ferguson, comme gardien du phare de Cap des Rosiers, comté de Gaspé.

218. Réponse à un ordre de la Chambre du 29 février 1932:—Copie de tous les télégrammes, lettres, communications, déclarations assermentées et autres

documents, ainsi que de tous les témoignages de l'enquête et du rapport du commissaire enquêteur au sujet de la destitution de M. Oswald Pinard, comme gardien du phare Nicolet, comté de Nicolet.

219. Réponse à un ordre de la Chambre du 29 février 1932:—Copie de tous les télégrammes, lettres, communications, déclarations assermentées et autres documents, ainsi que de tous les témoignages de l'enquête et du rapport du commissaire enquêteur au sujet de la destitution de M. J. R. R. Manseau, gardien de phare à Nicolet, comté de Nicolet.

220. Réponse à un ordre de la Chambre du 2 mars 1932:—Copie de la correspondance, et de tous les documents, rapports, déclarations assermentées ainsi que de tous autres documents ayant trait à la destitution de Maurice Laliberté, comme agent des signaux, à Saint-Nicholas, comté de Lévis.

221. Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général du 14 mars 1932:—Copie de tous les télégrammes, correspondance, décrets ministériels, plaintes, lettres et autres documents échangés entre le département et le ministre de la Marine concernant l'observateur météorologue à Dolbeau, lac St-Jean, monsieur J.-E. Morin, du 1er septembre 1930 au 1er mars 1932.

222. Réponse à un ordre de la Chambre du 2 mars 1932:—Copie des nouveaux règlements relatifs à la pêche aux huîtres, et une copie de la correspondance que le gouvernement a reçue au sujet de ces règlements.

223. Réponse à un ordre de la Chambre du 2 mars 1932:—Copie de la correspondance, et de tous les documents, rapports, déclarations assermentées ainsi que de tous autres documents ayant trait à la destitution de Joseph Labrie, comme gardien de la lumière sur le quai de l'Île aux Grues, Québec.

224. Ordre de la Chambre—Document montrant:—

1. Qui était en charge de l'organisation et de la direction du recensement de 1931 dans le comté de Saint-Hyacinthe-Rouville, et combien cette personne a reçu pour ses services.

2. Quel était le recenseur de chacune des municipalités du comté de Saint-Hyacinthe-Rouville et combien chacun a reçu pour ses services.

225. Réponse à un ordre de la Chambre du 16 mars 1932—Document montrant:—

1. De janvier 1922 à juin 1926, et d'octobre 1926 à août 1930, combien de charbon la Commission du port de Montréal a acheté de la *Canadian Industrial Coal Co., Limited* et de l'*International Fuel Co., Limited*.

2. Quel prix elle a payé pour ce charbon et si le prix était aussi bas que celui de la plus basse soumission.

3. Quels documents la Commission du port de Montréal a dans ses dossiers pour démontrer l'exactitude des pesées.

4. Qui était président de la Commission du port de Montréal durant ces périodes.

226. Réponse à un ordre de la Chambre du 3 mars 1932—Relevé faisant voir:—

1. Si la Commission du have de Vancouver a acheté un bac transbordeur d'occasion aux Etats-Unis, durant l'année 1930 et 1931.

2. Si tel est le cas, quel en a été le coût livré au porte de Vancouver, y compris le prix d'achat, le touage et les assurances.

3. S'il a été nécessaire de réparer ce traversier avant de le mettre en service.

4. Si tel est le cas, quel a été le coût des réparations jusqu'à date.

5. Si on n'aurait pas pu obtenir, à un prix beaucoup moins élevé, du Canadien du Pacifique ou des Chemins de fer nationaux, une barge encore utile.

6. Si ce bac transbordeur a donné des services réguliers et satisfaisants, toujours, depuis le premier jour où il a été mis en service.

7. Combien de wagons ont été transportés sur ce bac depuis qu'il est en service.

8. Quel a été le coût de construction de la cale de lancement pour s'en servir.

9. Quel a été le coût de transport d'un wagon, le coût d'exploitation, l'intérêt, le fond d'amortissement sur la barge, la cale, les réparations, étant compris.

10. Quel était le coût de transport, par wagon, sur le pont des Seconds Détroits, lorsqu'il était ouvert.

227. Réponse à un ordre de la Chambre du 3 mars 1932—Relevé faisant voir:—

1. Si la Commission du port de Vancouver a acheté une locomotive d'occasion aux Etats-Unis durant la fin de l'année 1930 ou en 1931.

2. Si tel est le cas, quel a été le prix de ladite locomotive livrée à Vancouver.

3. De quelle façon on a demandé des soumissions pour la réparation de cette locomotive, avis publics ou privés.

4. Quelles compagnies ou sociétés ont soumissionné pour cet ouvrage, et quels étaient les prix de chacune.

5. Si le contrat a été adjugé au plus bas soumissionnaire.

6. Sinon, pourquoi.

7. Quelle compagnie a obtenu le contrat, et quel a été le coût total de l'ouvrage, y compris le travail exécuté sur les terrains de la Commission.

8. Quel délai était fixé pour le prachèvement de l'ouvrage par les sociétés concurrentes à qui le contrat n'a pas été adjugé.

9. Pendant combien de temps la compagnie qui a obtenu le contrat a fait travailler avant de mettre la locomotive en bon ordre.

10. Combien a coûté à la Commission la locomotive supplémentaire durant la période de temps en plus du délai fixé pour les réparations.

11. Si la locomotive avait d'abord été achetée à Daveport, Iowa, en 1913, par une société d'ingénieurs en construction ferroviaire, pour la somme de \$12,000, et si elle a été ensuite livrée à Vancouver, transport et droits douaniers compris pour \$15,000.

12. Quel est, pour la Commission, le coût total de la locomotive, y compris le prix d'achat, le prix des réparations, et les services d'une locomotive supplémentaire.

228. Réponse à un ordre de la Chambre du 29 février 1932—Dossier montrant:—

1. Somme d'argent qu'a dépensée, durant l'année 1931, chaque commission des ports suivants: (a) Québec, (b) St-Jean, (c) Montréal, (d) Sorel, (e) Halifax.

2. Somme, le cas échéant, qu'a dépensée, sans autorité directe, par décret du Conseil durant l'année 1931, chaque commission des ports suivants: (a) Québec, (b) St-Jean, (c) Montréal, (d) Sorel, (e) Halifax.

3. Somme qu'a dépensée, durant l'année 1931, avant que pouvoir lui soit accordée par décret ministériel, chaque commission des ports suivants: (a) Québec, (b) St-Jean, (c) Montréal, (d) Sorel, (e) Halifax.

4. Nombre des employés enregistrés sur les bordereaux de paye de chacune des semaines terminées le 8 août, le 15 août, le 22 août, le 29 août, le 5 septembre 1931, pour chacune des commission des ports suivants: (a) Québec, (b) St-Jean, (c) Montréal, (d) Sorel, (e) Halifax.

229. Réponse à un ordre de la Chambre du 7 mars 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance, télégrammes, notes de classification et autres communications échangés depuis le 25 novembre 1930 entre le ministre des Travaux publics et tout autre ministre, fonctionnaire de l'Etat ou tout membre ou fonctionnaire de la Commission du service civil, ou tout ou toutes personnes relativement à la nomination d'un concierge à l'édifice public de St-Thomas.

230. Réponse à un ordre de la Chambre du 21 mars 1932—Document montrant:—

1. Quels sont les noms des navires de la marine marchande du Canada.
2. Quels sont les noms de tous les membres des équipages de chacun de ces navires.

231. Réponse à un ordre de la Chambre du 9 mars 1932:—Relevé indiquant le nombre de personnes qui sont à l'emploi du gouvernement à la Chambre des Communes, au Sénat, et, en général, dans l'édifice du Parlement, et des divers salaires qui leur sont versés depuis le 31 mars 1931, jusqu'au 31 mars 1932.

232. Réponse à un ordre de la Chambre du 17 février 1932:—Copie de tous les documents concernant la destitution de monsieur Joseph Mailhot, comme maître de poste de Lourdes, comté de Mégantic, et la nomination de ses successeurs, et aussi copie du rapport de l'enquête s'il y en a une.

234. Réponse à un ordre de la Chambre du 2 mars 1932:—Dossier contenant les bordereaux de paye et les pièces justificatives au sujet des hommes que le ministère des Travaux publics a employés pour la réparation du quai de Ste-Anne de la Pocatière, durant l'année civile 1931.

235. Réponse à un ordre de la Chambre du 7 mars 1932:—Relevé des bordereaux de salaires et des pièces justificatives au sujet des argents dépensés durant les derniers six mois pour le quai du côté ouest de Port Dufferin, comté d'Halifax.

236. Réponse à un ordre de la Chambre du 7 mars 1932:—Dossier contenant les bordereaux de salaires de la construction d'un quai à Barachois, rivière Aboujagan, comté de Westmoreland, Nouveau-Brunswick, et indiquant (a) les noms des ouvriers embauchés et leurs gages respectifs depuis que l'ouvrage a été commencé jusqu'à date, (b) la quantité de pierre et de bois achetés, de qui ils ont été achetés, et les prix payés pour lesdits matériaux, (c) le montant dépensé jusqu'à date, (d) à qui les chèques ont été envoyés pour le paiement des gages et des matériaux, (e) si la dépense, oui ou non, a été faite en vertu de la Loi remédiant au chômage, (f) si oui ou non l'ouvrage a été exécuté à l'entreprise ou en régie.

237. Réponse à un ordre de la Chambre du 7 mars 1932:—Copie de tous les télégrammes, correspondance, lettres et autres documents échangés entre le gouvernement du Canada, tout ministre ou tout ministère et la Commission du service civil, ou entre les personnes mentionnées plus haut, et toute ou toutes personnes depuis juillet 1930, relativement à la position du plus ancien des inspecteurs de fruits et de légumes dans l'Île du Prince-Edouard, à la destitution du plus ancien des inspecteurs de fruits et de légumes, et à la nomination de son successeur.

238. Réponse à un ordre de la Chambre du 16 mars 1932—Document montrant:—

1. Quelle est la perte monétaire totale due à l'incendie (1930) du quai canadien national, au port de Vancouver.

2. Combien ce quai a coûté.

3. Si on avait prévu et construit dans la substructure du quai brûlé, des murs de couverture, les cloisons étanches ou d'autres séparations pour la protection contre le feu.

4. Qui a fait le plan de ce quai et qui en a surveillé la construction.

5. Au compte des services d'ingénieurs pour le quai brûlé, quel a été le montant total payé et à qui.

6. Quel a été le coût total du quai actuel qui a remplacé l'autre, et aussi le coût d'enlèvement des débris.

7. Dans les deux cas, si les contrats ont été adjugés après une concurrence de soumissions publiques, et sur quelle base, prix à l'unité, etc.

8. Quels ont été les entrepreneurs.

9. Au compte des services d'ingénieurs pour le quai actuel, quel a été le montant total payé, et à qui.

239. Réponse à un ordre de la Chambre du 21 mars 1932—Document montrant:—

1. Durant les années 1930 et 1931, en quelles marchandises ont consisté nos exportations à l'Argentine et nos importations de ce pays.

2. Durant chacune desdites années, quelles ont été mensuellement les quantités et les valeurs de ces importations et exportations.

3. Si les droits douaniers du tarif général ou du tarif intermédiaire s'appliquent aux marchandises échangées entre le Canada et l'Argentine.

240. Réponse à un ordre de la Chambre du 21 mars 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance, témoignages, enquêtes, requêtes et autres documents concernant la destitution de M. Narcisse Ouellet, maître de poste de Lamy-Sud, comté de Témiscouata, Québec, et la nomination de son successeur.

241. Réponse à un ordre de la Chambre du 29 février 1932:—Dossier contenant les bordereaux de paye et les pièces justificatives qui ont trait aux argents dépensés, durant l'année 1931 et depuis, pour la construction d'un brise-lames à Jeddore-Ouest, comté d'Halifax, Nouvelle-Ecosse, avec indication du coût total, du montant dépensé pour les billes, le bois, les planches, des noms de tous les hommes embauchés et à quel titre, et des paiements additionnels de gages s'il y en a eu.

242. Réponse à un ordre de la Chambre du 2 mars 1932:—Dossier contenant une copie des bordereaux de paye pour les réparations au quai de Oak Point, comté de Northumberland, Nouveau-Brunswick, de même qu'une copie des comptes pour matériaux.

243. Réponse à un ordre de la Chambre du 9 mars 1932—Relevé indiquant:—

1. Quels sont les noms, les années de service, la nature du travail, le nombre de personnes à charge de chaque fonctionnaire permanent du personnel d'entretien du ministère des Travaux publics, Ottawa, qui ont reçu un avis à l'effet que leurs services ne seraient plus requis après le 31 mars.

2. Quels sont les noms des anciens soldats, membres permanents du personnel d'entretien du ministère des Travaux publics, Ottawa, qui ont reçu un avis à l'effet que leurs services ne seraient plus requis après le 31 mars 1932, et quelques-uns de ces fonctionnaires qui ont été ainsi avertis reçoivent-ils une pension d'invalidité de guerre, et de quel montant dans chaque cas.

3. Quels sont les noms, la nature du travail, le nombre des personnes à charge de chaque fonctionnaire permanent nommé au personnel d'entretien, ministère des Travaux publics, Ottawa, depuis le 28 juillet 1930.

244. Réponse à un ordre de la Chambre du 21 mars 1932:—Etat montrant la somme dépensée dans chaque district militaire pour les exercices annuels pendant l'année fiscale se terminant le 31 mars 1932.

245. Réponse à un ordre de la Chambre du 30 mars 1932—Document montrant:—

1. Quels sont les architectes de l'hôtel des Chemins de fer nationaux maintenant en voie de construction à Vancouver, Colombie-Britannique.

2. Quelles sortes d'honoraires les architectes reçoivent.

3. Combien on leur a versé jusqu'au 1er mars 1932.

4. Quels sont les entrepreneurs dudit hôtel.

5. Quel est le prix total mentionné au contrat.

6. Si l'ouvrage est exécuté en vertu de ce contrat seulement ou à prix coûtant plus un profit.

7. Si c'est à prix coûtant plus un profit, quel est le pourcentage de ce dernier.

8. Quelle somme on avait versée aux entrepreneurs le 1er mars 1932.

9. Si le coût du mobilier et de l'outillage est compris dans le prix du contrat.

10. Si la réponse à la question No 9 est non, quelle est l'estimation du coût du mobilier et de l'outillage.

11. Quel était le montant total payé pour la construction dudit hôtel le 1er mars 1932.

12. Quel est le montant approximatif requis pour le parachèvement de cet édifice.

13. A quelle date la construction dudit hôtel a été (a) approuvée, (b) si le contrat a été signé.

246. Réponse à un ordre de la Chambre du 30 mars 1932—Document montrant:—

1. Si quelque pension a été versée à M. P. Fennell, ancien directeur général de la Commission du port de Montréal, et, si tel est le cas, pourquoi.

2. Quel était l'âge de M. Fennell au temps où cette pension lui a été accordée.

247. Réponse à un ordre de la Chambre du 11 février 1932:—Copie de tous les documents concernant la destitution de M. Jos. Laprise comme maître de poste de St-Nérée, comté de Bellechasse, et la nomination de son successeur.

248. Réponse à un ordre de la Chambre du 22 février 1932:—Copie de toute la correspondance échangée entre le premier ministre Bracken, du Manitoba, ou tout fonctionnaire de la province du Manitoba et le premier ministre, le ministre de l'Agriculture ou tout fonctionnaire du gouvernement fédéral, relativement à la fourniture de fourrage et de grains aux cultivateurs du Manitoba.

249. Réponse à un ordre de la Chambre du 22 février 1932:—Copie de tous les rapports, lettres, télégrammes et autres documents relatifs à la nomination, par la Commission du service civil, de Elzéar Gagnon, ancien soldat qui a servi activement dans l'armée outre-mer, le 1er septembre 1931, à la position de maître de poste de Ste-Louise, comté de l'Islet, Québec, et relatifs aussi au rejet subséquent dudit Gagnon par le ministre des Postes.

250. Réponse à un ordre de la Chambre du 22 février 1932:—Copie de tous les télégrammes, correspondance, lettres, recommandations, déclarations assermentées et autres documents quelconque ainsi que de tous les témoignages d'enquête relatifs à la destitution du maître de poste de Charlemagne et à la nomination de son successeur.

251. Réponse à un ordre de la Chambre du 22 février 1932.—Copie de tous les télégrammes, correspondance, lettres, recommandations, déclarations assermentées et autres documents quelconques ainsi que de tous les témoignages d'enquête relatifs à la destitution du maître de poste de St-Henri de Mascouche et à la nomination de son successeur.

252. Réponse à un ordre de la Chambre du 22 février 1932:—Copie de tous les télégrammes, correspondance, lettres, recommandations, déclarations assermentées et autres documents quelconques ainsi que de tous les témoignages d'enquête relatifs à la destitution du maître de poste de Lachenaie et à la nomination de son successeur.

253. Réponse à un ordre de la Chambre du 2 mars 1932:—Copie de tous les télégrammes, correspondance, lettres et autres documents échangés entre le ministre du Travail, tous les membres du cabinet ou tous les fonctionnaires de tout ministère fédéral et la ville de Hull ou autres personnes, relativement aux travaux destinés à diminuer le chômage et aux secours accordés aux chômeurs, du mois de septembre 1930 au 1er février 1932.

254. Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mars 1932:—Copie de tous les télégrammes, lettres, mémoires, rapports et autres documents échangés entre le ministère des Travaux publics et tout ou toutes personnes en Nouvelle-Ecosse, au sujet de la dépense de deniers publics faite en vertu de la Loi remédiant au chômage et aidant l'agriculture, 1931, pour des réparations au quai de Mulgrave, Nouvelle-Ecosse; et aussi une copie des bordereaux de paye montrant le montant dépensé pour la main-d'œuvre et des comptes indiquant les prix payés pour le fer, les billes, l'empierrement, les billes pour l'empierrement, le bois de charpente, les madriers, et le nom des personnes de qui les matériaux ont été achetés.

255. Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mars 1932:—Copie de tous les télégrammes, lettres, mémoires, rapports et autres documents échangés entre le ministère des Travaux publics et toute ou toutes personnes en Nouvelle-Ecosse, au sujet de la dépense de deniers publics faite en vertu de la Loi remédiant au chômage et aidant l'agriculture, 1931, pour le quai de Sonora, Nouvelle-Ecosse; et aussi une copie des bordereaux de paye montrant le montant dépensé pour la main-d'œuvre et des comptes indiquant les prix payés pour le fer, les billes, l'empierrement, les billes pour l'empierrement, les bois de charpente, les madriers, et le nom des personnes de qui les matériaux ont été achetés.

256. Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mars 1932:—Copie de tous les télégrammes, lettres, mémoires, rapports et autres documents échangés entre le ministère des Travaux publics et toute ou toutes personnes en Nouvelle-Ecosse, au sujet de la dépense de deniers publics faite en vertu de la Loi remédiant au chômage et aidant l'agriculture, 1931, pour des réparations au quai de Ballantyne's Cove, Nouvelle-Ecosse; et aussi une copie des bordereaux de paye montrant le montant dépensé pour la main-d'œuvre; et une copie des comptes indiquant les prix payés pour le fer, les billes, l'empierrement, les billes pour l'empierrement, le bois de charpente, les madriers, et le nom des personnes de qui les matériaux ont été achetés.

257. Réponse à un ordre de la Chambre du 23 mars 1932—Document montrant:—

1. Si le ministère des Postes, depuis le mois d'août 1930, a communiqué par correspondance avec certains maîtres de poste du comté de Témiscouata, Québec, relativement à certaines accusations d'ingérence politique portées contre eux.

2. Si tel est le cas, (a) à quelles dates, (b) avec quels maîtres de poste, (c) quelle est la formule de lettre envoyée par le département à chacun d'eux, (d) à la demande de qui.

258. Réponse à un ordre de la Chambre du 22 février 1932:—Copie de tous les télégrammes, correspondance, lettres, déclarations assermentées et autres documents, ainsi que de tous les témoignages de l'enquête ayant trait à la démission de M. Hygin Ayotte, comme maître de poste de Grande-Rivière, comté de Gaspé.

259. Réponse à un ordre de la Chambre du 22 février 1932:—Copie de toute la correspondance ainsi que du rapport fait après l'enquête au sujet du maître de poste de St-Fabien de Panet, comté de Montmagny: M. J. C. Tanquay.

260. Réponse à un ordre de la Chambre du 22 février 1932:—Copie de toute la correspondance ainsi que du rapport de l'enquêteur fait après l'enquête, au sujet du maître de poste, Eugène Grégoire, lac Frontière, comté de Montmagny.

261. Réponse à un ordre de la Chambre du 29 février 1932:—Copie de tous les rapports correspondance et autres documents échangés au sujet du bureau de poste de St-Damase, comté de l'Islet, Québec, en 1930, 1931 et 1932.

262. Réponse à un ordre de la Chambre du 29 février 1932:—Copie du rapport du commissaire qui a tenu l'enquête sur les accusations d'activités politiques, portées contre J. R. Trudelle, maître de poste à St-Adolphe de Champlain, Québec, et copie de tous les autres documents et correspondance relatifs à cette affaire.

263. Réponse à un ordre de la Chambre du 22 mars 1932:—Copie de toute la correspondance relative à la destitution de C. D. Smith, inspecteur de légumes, de Caldwell Brook, Nouveau-Brunswick, et aussi des témoignages rendus durant l'enquête tenue sur les accusations portées contre lui et du rapport du Commissaire qui a tenu l'enquête.

264. Réponse à un ordre de la Chambre du 31 mars 1932—Document montrant:—Quels sont les noms et les adresses de toutes les personnes qui ont travaillé à organiser, à diriger, à faire le recensement de 1931 dans le district de Comox-Alberni, indiquant, pour chaque personne, (a) si elle était un soldat de retour ou non, (b) le montant reçu pour rémunération personnelle, (c) le montant versé pour les dépenses; indiquant aussi la manière dont les rémunérations et les dépenses étaient allouées dans chaque cas; les cas où le gouvernement a payé pour l'usage d'autos ou de navires; les noms des personnes à qui les paiements ont été faits, dans chaque cas, le montant payé et le taux imposé.

265. Réponse à un ordre de la Chambre du 16 mars 1932:—Copie de tous les rapports et de la preuve au sujet de la destitution de M. J. A. Spray, en juillet 1931, de la position de fonctionnaire chargé d'appliquer la loi des douanes et de l'accise à Gabarouse, Cap-Breton.

266. Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mars 1932—Etat faisant voir:—

1. Si la Commission du port de Vancouver a obtenu un acquittement complet contre la présentation d'autres comptes au sujet des services de MM. Sydney E. Junkins et W. G. Swan relativement aux plans, etc., d'un quai à eau profonde dont il est question dans les procès-verbaux du Conseil en date du 16 mai 1930.

2. Si le ministère de la Marine ou les commissaires ont fait une étude indépendante de la nature pratique des plans et de la nature raisonnable des détails de l'estimation du coût avant de régler cette affaire.

3. Quelle a été la somme totale versée en règlement à MM. Sydney E. Junkins et W. G. Swan.

4. Si la Commission actuelle du port de Vancouver entend commencer dans tout délai raisonnable la construction de ce quai à eau profonde.

5. Au 1er janvier 1932, quelle était le profit ou la perte réelle relativement aux quais Ballantyne et Lapointe, respectivement, mettant en ligne de compte toutes les charges du capital, de l'exploitation, de l'entretien et de la dépression.

267. Réponse à un ordre de la Chambre du 17 mars 1922—Document montrant:—

1. Quant à la propriété Moodyville et au territoire asséché sur la rive nord de l'anse Burrard, quels sont, approximativement, les quantités et les prix pour les différentes sortes d'excavation et de remplissages qui ont servi de base au contrat passé entre la Commission du port de Vancouver et *C. S. Magoffin Company, Limited*.

2. Quelle est la date du contrat et la date du parachèvement des travaux.

3. Quels étaient les noms des ingénieurs qui ont fait partie du comité formé pour classifier les matériaux à mesure que le travail avançait, combien a été versé à chacun, et pourquoi a-t-on eu recours à la formation d'un tel comité.

4. Quelle est la dernière estimation des quantités des différents matériaux que le comité des ingénieurs a soumise.

5. Si la classification faite par ces ingénieurs a été appliquée.

6. En vertu de quelle autorité un seul arbitre a été nommé.

7. Quel était le nom et l'état de l'arbitre, pendant combien de temps ses services ont été retenus, quel montant on lui a versé pour ses services, et quelle décision il a rendue sur la quantité, la classification et le prix.

8. Combien on a versé à la *Magoffin Company* pour travaux supplémentaires, et quelle a été la somme totale payée pour tous les ouvrages exécutés.

9. Quel montant du coût total de cet ouvrage les commissaires ont assigné à la propriété Moodyville, et quel montant au territoire asséché.

10. Qui était propriétaire de la propriété Moodyville à l'époque où cet ouvrage a été exécuté.

11. S'il est vrai que le plan original des sections transversales a disparu dans le cours du travail.

12. Durant cet ouvrage, qui était ingénieur en chef, ou agissait comme ingénieur en chef et ingénieur consultatif de la Commission.

13. Quels étaient les membres de la Commission lorsque le travail a été complété et que le paiement a été effectué.

268. Réponse à un ordre de la Chambre du 17 mars 1932—Document montrant:—

1. Quelle est la somme que la Commission du port de Vancouver a versée pour la propriété Moodyville, quel est le nom du vendeur, et quelle est la date de l'achat.

2. Quels étaient les commissaires au temps de l'achat.

3. Quels sont les noms, adresse, état de chaque personne qui a évalué cette propriété pour la Commission et combien chacune a reçu.

4. Quelque partie du territoire acheté avait été améliorée antérieurement en vertu du contrat Magoffin, et si tel est le cas, à quel prix.

5. Quelle est l'étendue totale achetée, et quelle partie git au-dessus de la ligne des marées, et quelle partie au-dessous, respectivement.

6. Quelle portion du prix d'achat a couvert cette partie de la propriété qui est au-dessus de la ligne des marées, et quelle portion l'autre.

7. Si la Commission était propriétaire du droit de passage du *C.P.V. Terminal Railway* à travers la propriété Moodyville avant que l'achat soit complété, si tel est le cas, combien a coûté ce droit de passage.

8. Si on a utilisé cette propriété de quelque façon depuis, si tel est le cas, de quelle façon.

9. Quelles sont les charges annuelles d'administration qui dépendent de cet achat.

10. Si le gouvernement obtient quelque revenu de cette propriété.

269. Réponse à un ordre de la Chambre du 21 mars 1932—Document montrant:—

1. De l'année fiscale 1919-20 à l'année 1924-25, quel a été le montant des dépenses annuelles de voyages et autres de M. J. D. Parmelee, ancien inspecteur des douanes pour la division de Sherbrooke.

2. De l'année 1926-27 jusqu'à date, quel a été le montant des dépenses annuelles de voyages et autres de M. J. C. A. Bordeleau, inspecteur actuel du même district et qui accomplit les mêmes fonctions.

270. Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mars 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance, et autres documents ayant trait à la destitution de M. le capitaine Henry Gagnon, gardien de quai à Pointe-au-Pic, dans le comté de Charlevoix, et aussi copie de tous les rapports, correspondance et autres documents relatifs à une enquête tenue en l'année 1931, sur des accusations portées contre ledit Henry Gagnon, y compris la preuve et le témoignage de tous les témoins qui ont été entendus dans ladite enquête, et la décision rendue par le commissaire enquêteur.

271. Réponse à un ordre de la Chambre du 16 mars 1932—Document montrant:—

1. En vertu de quelle nécessité la Commission du port de Vancouver construit une annexe au quai Lapointe.

2. Si en approuvant la dépense projetée, on a pris en considération les demandes pour les postes de mouillage actuels qui sont sous la juridiction de la Commission du port de Vancouver.

3. Quelle est la longueur, la largeur, l'estimation du coût total, de cette annexe, et dans quelle période de temps approximativement sera-t-elle complétée.

4. Quel est le type de la substructure adopté, quelle en sera la hauteur, et quelle sera la hauteur maximum de l'espace à remplir de gravier.

5. Au sujet de cet espace à remplir de gravier, quel est, approximativement, le nombre de verges cubes de gravier requises, le prix mentionné au contrat et quel est le nom de l'entrepreneur.

6. Combien d'hommes approximativement l'entrepreneur emploie chaque jour pour ce remplissage avec du gravier.

272. Réponse à un ordre de la Chambre du 21 mars 1932:—Copie de tous les télégrammes, correspondance et autres documents, y compris une copie des témoignages relatifs à l'enquête tenue sur les accusations d'activités politiques portées contre M. Camille Dunn, du cap des Rosiers, gardien de lumière à Jersey Cove, comté de Gaspé.

274. Réponse à un ordre de la Chambre du 30 mars 1932—Document montrant:—

1. Depuis le 1er janvier 1932, quelle quantité d'or a été exporté du Canada à New-York, en donnant les dates et les montants.

2. Si ces montants ont été exportés à la demande des banques canadiennes autorisées.

3. Si tel est le cas, quelle est, dans chaque cas, la banque qui a fait la demande.

275. Réponse à un ordre de la Chambre du 22 février 1932:—Copie de tous les télégrammes, correspondance, lettres, recommandations, déclarations assermentées et autres documents quelconques ainsi que de tous les témoignages d'enquête relatifs à la destitution du maître de poste de St-Sulpice et à la nomination de son successeur.

276. Réponse à un ordre de la Chambre du 2 mars 1932:—Copie de tous les documents et lettres qui ont trait au déménagement du bureau de poste de Waterford au mois d'août passé.

277. Réponse à un ordre de la Chambre du 2 mars 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance, requêtes, relativement à la destitution d'Antoine Landry, maître de poste de Notre-Dame du Lac, P.Q., et à la nomination de son successeur.

278. Réponse à un ordre de la Chambre du 2 mars 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance, et autres documents qui ont trait à la destitution de madame P.-E. Côté, maîtresse de poste à St-Pascal, comté de Kamouraska, Québec, et tous les rapports, correspondance, et autres documents qui ont trait à la nomination de son successeur.

279. Réponse à un ordre de la Chambre du 9 mars 1932:—Copie de tous les télégrammes, correspondance, rapports et autres documents relatifs à la destitution de Roméo Marquis, courrier des postes, St-Germain, comté de Kamouraska, Québec, et à la nomination de son successeur.

280. Réponse à un ordre de la Chambre du 9 mars 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance et autres documents relatifs à la destitution de Clément Lévesque, maître de poste à la gare de St-Pacôme, comté de Kamou-

raska, Québec, et aussi une copie de tous les rapports, correspondance et autres documents au sujet d'une enquête relative aux accusations portées contre ledit Clément Lévesque et au sujet de la nomination de son successeur.

281. Réponse à un ordre de la Chambre du 9 mars 1932:—Copie de tous les rapports relatifs au candidat, correspondance, demande de position, et tous autres documents qui ont trait à la nomination d'un maître de poste à Douglas, Ontario.

282. Réponse à un ordre de la Chambre du 9 mars 1932:—Copie de tous les télégrammes, correspondance, lettres, mémoires, enquêtes, rapports et autres documents relatifs au déplacement du bureau de poste de Briton Cove, dans la province de la Nouvelle-Ecosse, et aux motifs du déménagement de l'ancien endroit au nouveau, correspondance échangée entre tout membre du gouvernement, et tout fonctionnaire du ministère des Postes, à Ottawa, et toute ou toutes personnes dans la province de la Nouvelle-Ecosse.

283. Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mars 1932:—Dossier contenant les divers programmes de travaux ou ouvrages exécutifs, s'il y a lieu, en vertu du programme fédéral d'assistance aux chômeurs, à Ste-Anne de la Pocatière, comté de Kamouraska, Québec, durant l'année civile 1931, et les bordereaux de paye de ces travaux.

284. Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mars 1932:—Copie de tous les télégrammes, correspondance, rapports et autres documents relatifs à la destitution de Arthur Perron, courrier des postes, à Grondines, comté de Portneuf, et à la nomination de son successeur.

285. Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mars 1932:—Copie de tous les télégrammes, lettres, mémoires, rapports et autres documents échangés entre le ministère des Travaux publics et toute ou toutes personnes en Nouvelle-Ecosse, au sujet de la dépense de deniers publics faite en vertu de la Loi remédiant au chômage et aidant l'agriculture, 1931, pour une annexe au brise-lames de Seal Harbour, Nouvelle-Ecosse; et aussi une copie des bordereaux de paye montrant le montant dépensé pour la main-d'œuvre et des comptes indiquant les prix payés pour le fer, les billes, l'empierrement, les billes pour l'empierrement, le bois de charpente, les madriers, et le nom des personnes de qui les matériaux ont été achetés.

286. Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mars 1932:—Copie de tous les télégrammes, lettres, mémoires, rapports et autres documents échangés entre le ministère des Travaux publics et toute ou toutes personnes en Nouvelle-Ecosse, au sujet de la dépense de deniers publics faite en vertu de la Loi remédiant au chômage et aidant l'agriculture, 1931, pour des réparations à un quai à Malignant Cove, Nouvelle-Ecosse; et aussi une copie des bordereaux de paye montrant le montant dépensé pour la main-d'œuvre; et une copie des comptes indiquant les prix payés pour le fer, les billes, l'empierrement, les billes pour l'empierrement, le bois de charpente, les madriers, et le nom des personnes de qui les matériaux ont été achetés.

287. Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mars 1932:—Copie de tous les télégrammes, lettres, mémoires, rapports et autres documents échangés entre le ministère des Travaux publics et toute ou toutes personnes en Nouvelle-Ecosse, au sujet de la dépense de deniers publics faite en vertu de la Loi remédiant au chômage et aidant l'agriculture, 1931, pour réparations à un quai à Western Shore, comté de Lunenburg, Nouvelle-Ecosse; et aussi une copie des bordereaux de paye montrant le montant dépensé pour la main-d'œuvre; et une copie des comptes indiquant les prix payés pour le fer, les billes, l'empierrement, les billes pour l'empierrement, le bois de charpente, les madriers, et le nom des personnes de qui les matériaux ont été achetés.

288. Réponse à un ordre de la Chambre du 23 mars 1932—Document montrant:—

1. Combien d'agents des achats (a) surnuméraires, (b) qui consacraient tout leur temps, (c) une partie de leur temps à leurs fonctions, étaient à l'emploi de l'Etat, dans chaque département, à chacune des dates suivantes: 1er janvier 1930, 1er janvier 1932.

2. Combien d'assistants de tous grades (a) temporaires, (b) qui consacraient tout leur temps, (c) une partie de leur temps à leurs fonctions les agents des achats avaient-ils, et qui étaient à l'emploi de l'Etat dans chaque département à chacune des dates suivantes: 1er janvier 1930, 1er janvier 1932.

3. Quel a été, dans chaque département, le coût total de ce service pour l'Etat durant chacune des années suivantes se terminant le 31 mars: 1930 et 1931.

289. Réponse à un ordre de la Chambre du 30 mars 1932:—Copie de tous les télégrammes, correspondance, lettres, pétitions, demandes de positions échangées depuis le mois d'août 1930 entre toutes personnes du comté de Témiscouata, d'une part, et tous ministres et fonctionnaires de l'Etat, d'autre part, au sujet de la position d'agent des Indiens à Cacouna.

290. Réponse à un ordre de la Chambre du 7 mars 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance et autres documents, ayant trait à la destitution de madame Lévesque, maîtresse de poste, à Bagotville, Québec, et aussi copie de tous les rapports, correspondance et autres documents relatifs à une enquête tenue en l'année 1931 sur des accusations portées contre ladite madame Lévesque, y compris la preuve et le témoignage de tous les témoins qui ont été entendus dans ladite enquête, et la décision rendue par le commissaire enquêteur.

291. Réponse à un ordre de la Chambre du 21 mars 1932:—Copie de toute la correspondance échangée entre le ministère des Postes et tout fonctionnaire de ce ministère, et toute ou toutes personnes entre août 1930 et septembre 1931 au sujet du contrat postal relatif au transport des dépêches entre la gare des Chemins de fer nationaux du Canada et la gare du Chemin de fer Canadien du Pacifique, à Carlyle, Saskatchewan.

292. Réponse à un ordre de la Chambre du 9 mars 1932:—Copie de tous les télégrammes, correspondance, lettres, recommandations, déclarations assermentées et tous autres témoignages rendus à l'enquête, relativement à la destitution de Albert Hamelin, maître de poste à Jasmin, Saskatchewan.

293. Réponse à un ordre de la Chambre du 2 mars 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance, et autres documents qui ont trait à la destitution de Georges Paradis, maîtres de poste à Mont Carmel, comté de Kamouraska, Québec, et aussi une copie de tous les rapports, correspondance et autres documents qui ont trait à une enquête tenue sur les accusations portées contre ledit Georges Paradis, y compris les témoignages donnés par tous les témoins entendus à ladite enquête, la preuve et la décision rendue.

294. Réponse à un ordre de la Chambre du 7 mars 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance, et autres documents, ayant trait à la destitution de M. Elmérie Bouliane, maître de poste, à Mille Vaches, dans le comté de Saguenay, et aussi copie de tous les rapports, correspondance et autres documents relatifs à une enquête tenue en l'année 1931 sur des accusations portées contre ledit Elmérie Bouliane, y compris la preuve et le témoignage de tous les témoins qui ont été entendus dans ladite enquête, et la décision rendue par le commissaire-enquêteur.

295. Réponse à un ordre de la Chambre du 31 mars 1932—Document montrant:—Durant la période écoulée de janvier 1922 à juin 1926, et d'octobre 1926 à août 1930, quels sont les mobiliers de bureau que la Commission du port de

Montréal a commandés et payés, et si lesdits mobiliers sont encore en la possession de la Commission et dans ses édifices.

296. Réponse à un ordre de la Chambre du 30 mars 1932—Document montrant:—

Durant la période écoulée de janvier 1922 à juin 1926, et d'octobre 1926 à août 1930, de quel outillage du port la Commission du port de Montréal s'est servi et quel travail elle a exécuté pour la manutention de charbon de la *Ogdensburg Coal and Towing Company* et de la *Century Coal Company*, et si la Commission du port a reçu les pleins prix pour ces services.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN LEWIS,
Pour le Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Casgrain attire l'attention du Sénat sur les chemins de fer au Canada, et il propose,

Que le Sénat est d'avis que, en attendant la décision de la Commission qui fait actuellement enquête sur les chemins de fer canadiens, un comité, composé d'un nombre égal des fonctionnaires actuels du Pacifique-Canadien et du National-Canadien, soit institué aux fins d'apporter un soulagement immédiat par l'élimination d'une certaine duplication dans les services des chemins de fer canadiens, et que ce comité élise lui-même un tiers-arbitre; et que, à défaut d'entente sur le choix de ce tiers-arbitre, la Cour suprême du Canada soit chargée de le nommer.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat soit ajourné jusqu'à mardi prochain.

Suivant l'Ordre du Jour, le Bill (32), intitulé: "Loi concernant la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa à New-York", est lu pour la deuxième fois, et il est

Renvoyé au comité permanent des Chemins de fer, Télégraphes et Havres.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la prise en considération en comité général, du Bill (27), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'accise", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du Jour soit remis à demain.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur McRae:

Qu'il soit résolu,—Que cette Chambre est d'avis que le gouvernement devrait déclarer son intention d'exercer une action prépondérante sur la production et la répartition de tout le radium provenant de minerais canadiens, et qu'à cette fin il devrait immédiatement instituer une Commission canadienne du radium pour faire enquête et recommander à la prochaine session du Parlement les meilleures méthodes à adopter pour effectuer cette action prépondérante.

Après débat, il est

Ordonné: Que la continuation du débat soit ajournée jusqu'à mardi prochain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Vendredi, 22 avril 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTIONS

Pour mardi, 26 avril 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

9 mars—Résolu,—Que, de l'avis du Sénat, les Unions ouvrières devraient tenir leurs livres accessibles à leurs membres et au gouvernement.

No 2.

Par l'honorable sénateur Lacasse:

21 avril—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur l'importance du mouvement du retour à la terre comme mesure devant servir à alléger les conditions qui règnent aujourd'hui au Canada.

ORDRE DU JOUR

Pour vendredi, 22 avril 1932

No 1.

20 avril—La Chambre de nouveau en comité plénier pour l'étude d'un projet de loi (Bill 27), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'accise."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 2.

20 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill N1), intitulé: "Loi pour faire droit à Georgina Linda McIndoe Howard."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 3.

20 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill O1), intitulé: "Loi pour faire droit à Antonio Poliseno."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 4.

20 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill P1), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Gertrude Silcock Wilson."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 5.

20 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill Q1), intitulé: "Loi pour faire droit à Beulah Isobel Phillips Eakin."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 6.

20 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill R1), intitulé: "Loi pour faire droit à George Seymour Dixon."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 7.

20 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill S1), intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Meredith Mann Redpath."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 8.

20 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill T1), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Seigler Nissenson."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 9.

21 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill U1), intitulé: "Loi constituant en corporation la compagnie dite: *The W. S. Newton Company*."—(L'honorable sénateur McMeans).

Pour mardi, 26 avril 1932

No 1.

21 avril—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill 35), intitulé: "Loi concernant la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique."—(L'honorable sénateur Ballantyne).

No 2.

21 avril—Prise en considération du seizième rapport du comité permanent des divorces, auquel a été référée la pétition de Gordon Alexander Cowan, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable M. McMeans).

No 3.

21 avril—Prise en considération du dix-septième rapport du comité permanent des divorces, auquel a été référée la pétition de Robert Russell Symington, demandant l'autorisation de retirer sa pétition pour un bill de divorce avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 4.

21 avril—Prise en considération du dix-huitième rapport du comité permanent des divorces, auquel a été référée la pétition de Ida Tarantour Waxman avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 5.

21 avril—Prise en considération du dix-neuvième rapport du comité permanent des divorces, auquel a été référée la pétition de Frances Helen Dawes Porteous avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 6.

21 avril—Prise en considération du vingtième rapport du comité permanent des divorces, auquel a été référée la pétition de Minnie Jones Chandler avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 7.

21 avril—Prise en considération du vingt et unième rapport du comité permanent des divorces, auquel a été référée la pétition de Elizabeth Irene Woolnough avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 8.

21 avril—Prise en considération du vingt-deuxième rapport du comité permanent des divorces, auquel a été référée la pétition de Ellery Sandford Johnston avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 9.

21 avril—Prise en considération du vingt-troisième rapport du comité permanent des divorces, auquel a été référée la pétition de Farla Goldman Rother avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 10.

20 avril—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Casgrain:

1. Que le Sénat est d'avis que, en attendant la décision de la Commission qui fait actuellement enquête sur les chemins de fer canadiens, un comité, composé d'un nombre égal des fonctionnaires actuels du Pacifique-Canadien et du National-Canadien, soit institué aux fins d'apporter un soulagement immédiat par l'élimination d'une certaine duplication dans les services des chemins de fer canadiens, et que ce comité élise lui-même un tiers-arbitre; et que, à défaut d'entente sur le choix de ce tiers-arbitre, la Cour suprême du Canada soit chargée de le nommer.—(L'honorable sénateur Foster).

No 11.

21 avril—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur McRae: Que cette Chambre est d'avis que le gouvernement devrait déclarer son intention d'exercer une action prépondérante sur la production et la répartition de tout le radium provenant de minerais canadiens, et qu'à cette fin il devrait immédiatement instituer une Commission canadienne du radium pour faire enquête et recommander à la prochaine session du Parlement les meilleures méthodes à adopter pour effectuer cette action prépondérante.—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 29

PROCÈS-VERBAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

 Vendredi, 22 avril 1932

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable P. E. BLONDIN, Président

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Aylesworth	Gillis,	Macdonald,	Rankin,
(sir Allen),	Gordon,	Macdonell,	Riley,
Beaubien,	Graham,	Marcotte,	Robinson,
Bénard,	Green,	Martin,	Schaffner,
Black,	Griesbach,	McCormick,	Sharpe,
Blondin,	Hardy,	McDonald,	Sinclair,
Bourque,	Harmer,	McGuire,	Smith,
Buchanan,	Hatfield,	McLean,	Spence,
Bureau,	Horsey,	McLennan,	Stanfield,
Casgrain,	Hughes,	McMeans,	Tanner,
Chapais,	King,	McRae,	Taylor,
Copp,	Lacasse,	Meighen,	Tessier,
Daniel,	Laird,	Molloy,	Tobin,
Dennis,	L'Espérance,	Murdock,	Todd,
Donnelly,	Lewis,	Planta,	Webster,
Fisher,	Little,	Poirier,	White (Inkerman),
Forke,	Logan,	Pope,	White (Pembroke),
Foster,	MacArthur,	Prevost,	Willoughby.

PRIÈRES.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément:—

Par l'honorable Président du comité de Divorce:

De Eva Corker Trill, de Montréal, province de Québec; demandant la remise de la taxe parlementaire versée avec sa pétition en obtention d'un bill de divorce.

De Agnes May Jack Evans, de Montréal, province de Québec; demandant la remise de la taxe parlementaire versée avec sa pétition en obtention d'un bill de divorce.

L'honorable sénateur Tanner, du comité spécial institué pour prendre en considération le rapport d'un comité spécial de la Chambre des Communes, la session dernière, aux fins de faire enquête sur le projet hydroélectrique de Beauharnois en tant que ledit rapport concerne des honorables membres du Sénat, présente le quatrième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier, comme suit:—

VENDREDI, 22 avril 1932.

Le comité spécial du Sénat créé en vue d'examiner le rapport du comité spécial de la Chambre des Communes chargé à la dernière session de celle-ci de faire une enquête sur l'entreprise d'énergie de Beauharnois, en tant que ce rapport concerne tout honorable membre du Sénat, demande à présenter le rapport suivant qui sera son quatrième:

Suivent des extraits des procès-verbaux du Sénat du Canada, du jeudi, 11 février 1932:

CREATION DU COMITE

Ordonné: Qu'un comité spécial composé de neuf sénateurs à nommer subséquemment, soit institué pour prendre en considération le rapport d'un comité spécial de la Chambre des Communes la session dernière aux fins de faire enquête sur le projet hydro-électrique de Beauharnois, en tant que ledit rapport concerne des honorables membres du Sénat, ledit comité spécial devant entendre tels autres témoignages sous serment, portant sur l'objet de ce rapport en ce qu'il concerne ces honorables membres du Sénat, que le Sénat pourra juger à propos et conformes à la coutume constitutionnelle, et que ledit comité soit autorisé à assigner des personnes et à faire produire des documents et dossiers.

RENOI DU RAPPORT

Ordonné: Que le quatrième rapport du comité spécial de la Chambre des Communes, institué pour faire enquête sur le projet hydro-électrique de Beauharnois, déposé sur la Table du Sénat le 1er août 1931, soit renvoyé à un comité spécial du Sénat, institué dans le but de prendre en considération ledit rapport en ce qu'il concerne des honorables membres du Sénat.

Extraits des procès-verbaux du Sénat du Canada, du vendredi, 12 février 1932.

COMPOSITION DU COMITE

Ordonné: Que les sénateurs, dont les noms suivent, savoir: les honorables sénateurs Béique, Chapais, Copp, Donnelly, Graham, Griesbach, McMeans, Robinson et Tanner, constituent un comité spécial, institué pour prendre en considération le rapport d'un comité spécial de la Chambre des Communes la session dernière aux fins de faire enquête sur le projet hydro-électrique de Beauharnois, en tant que ledit rapport concerne des honorables membres du Sénat et que ledit comité soit autorisé à siéger durant les séances et les ajournements du Sénat.

DEPOT DU COMPTE RENDU DES TEMOIGNAGES

Ordonné: Que soit transmis à la Chambre des Communes, un message priant cette Chambre d'accorder à son greffier, permission de comparaître et de produire devant le comité spécial du Sénat, une copie des témoignages rendus durant la dernière session devant le comité spécial des Communes, institué pour faire enquête sur le projet hydro-électrique de la Beauharnois.

Extrait des procès-verbaux du comité spécial du Sénat du Canada, pour le vendredi, 12 février 1932.

ELECTION DU PRESIDENT

Sur motion de l'honorable sénateur Donnelly, appuyé par l'honorable Chapais, l'honorable sénateur Tanner a été élu président et a pris place au fauteuil.

Le comité a tenu sa première audience le mardi, 16 février 1932. La dernière a été tenue le mercredi, 6 avril 1932. Le comité a entendu les témoins suivants, leurs noms étant inscrits dans l'ordre alphabétique et l'indication des pages où paraît le compte rendu de leurs témoignages suivant le nom de chacun:

Argue, docteur J. F.....	147-148 237-238
Banks, H. M.....	226-228
Barnard, C. A., c.r.....	206-216
Beauchesne, Arthur, c.r.....	6- 7
Brennan, Mlle Lyla.....	266-268
Christie, L. C.....	37
Collins, M. C.....	265-266
Ebbs, John P.....	68- 72 114-115 117-118 268-271
Ferguson, l'hon. G. H.....	255-264
Geoffrion, A., c.r.....	24- 29
Griffith, H. B.....	58- 59 73- 83 120
Haydon, l'hon. A.....	191-202 241-249

Henry, R. A. C...	85-108
Moyer, L. Clare...	59- 68 264-265
McDougald, l'hon. W.-L...	140-145 150-187
Raymond, l'hon. D...	33- 35 131-140 149
Sifton, Clifford...	228-235
Swezey, R. O...	37- 58 83 119-120 221-225
Thompson, le colonel A. T...	108-114

Le comité a entendu toutes les déclarations que lesdits sénateurs Haydon, McDougald et Raymond ont désiré faire au sujet de l'objet de l'enquête. Il lui a été présenté aussi les déclarations et plaidoiries de chaque avocat desdits sénateurs respectivement.

Le président du comité s'est efforcé de faire comparaître M. Frank P. Jones, alors en Europe. M. Jones n'a pas comparu. Les câblogrammes échangés entre lui et le sénateur Tanner suivent:

4 mars 1932.

FRANK P. JONES,
Banque Canadienne du Commerce,
Londres.

Comité du Sénat tient enquête. Désire vivement que vous soyez ici avant le 20 mars. Veuillez câbler date la plus rapprochée possible.

CHARLES E. TANNER,
Président du comité.

LONDRES, 7 mars 1932.

CHARLES TANNER,
Président du comité du Sénat,
Ottawa.

Projeté d'arriver chez moi vers le milieu d'avril impossible de terminer affaires ici avant début d'avril.

JONES.

OTTAWA, 18 mars 1932.

E. P. JONES,
Banque Canadienne du Commerce,
Londres.

A propos de l'enquête du Sénat sur Beauharnois et de votre câblogramme du 7 du courant considère fort important que vous rendiez témoignage. Comité reprend audiences vers vingt-neuf mars. Haut-commis-

saire Ferguson a demandé à être entendu par le comité et sera entendu. Il quitte Londres bientôt. Important que vous veniez aussi. Veuillez câbler date possible.

CHARLES E. TANNER,

LONDRES, 26 mars 1932.

CHARLES E. TANNER,
Ottawa (Ont.).

Reçu aujourd'hui votre câblogramme du 18 à mon retour de Belgique; regrette d'avoir fait arrangements pour établir usine de verre ici ce qui rend impossible départ avant milieu d'avril.

JONES.

En plus des pièces à conviction soumises au comité des Communes, 25 pièces ont été déposées et numérotées à ce comité, lesquelles portent les numéros 130 à 154 inclusivement.

A une réunion du comité tenue le mercredi, 2 mars 1932, on a adopté la résolution suivante:

Que les témoignages recueillis et les pièces à conviction déposées au comité spécial de la Chambre des communes créé pour faire enquête sur l'entreprise hydroélectrique de Beauharnois et renvoyés à ce comité, soient reçus et acceptés par notre comité pour lui servir d'éléments de preuve, dans la mesure même et avec le même effet que si les témoins avaient été entendus et les pièces, déposées durant la présente enquête, subordonnément, toutefois, au contre-interrogatoire qui pourrait être fait des intéressés; que le Livre bleu intitulé "Comité spécial sur l'entreprise d'énergie électrique de Beauharnois", session de 1931, imprimé par l'imprimeur du roi et formant l'annexe n° 5 aux Journaux de la Chambre des communes pour 1931, soit employé, cité et traité par ce comité et son conseil juridique comme renfermant la transcription authentique de tout ce qui y est rapporté et imprimé; et en outre que les pièces à conviction reçoivent les mêmes numéros qu'elles ont reçues audit comité de la Chambre des communes.

Qu'en plus des témoignages recueillis et des pièces à conviction acceptées par le comité, tous les témoignages recueillis et les pièces à conviction acceptées par le comité des Communes constituent partie des éléments de preuve rassemblés à la présente enquête. Les pièces sont numérotées de 1 à 154.

On attire particulièrement l'attention sur les instructions données à notre comité, lesquelles lui enjoignaient de tenir compte du rapport du comité spécial de la Chambre des communes, en tant qu'il concerne d'honorables membres du Sénat, et de recueillir de nouveaux témoignages. En conséquence, on juge à propos que le présent rapport, autant que les témoignages puissent le motiver, soit fondé sur le rapport adopté à l'unanimité par le comité de la Chambre des communes et suive ce rapport dans sa composition et son plan. A cette fin, ce comité, à titre de partie intégrante de son rapport, demande à extraire et, dans ses commentaires et conclusions ressortant des témoignages, à adopter certaines parties dudit quatrième rapport du comité des Communes, daté du 28 juillet 1928, tel qu'il suit, à l'exception des modifications expresses qui y seront apportées comme il sera indiqué par la suite. Les extraits seront imprimés en italiques.

RAPPORT DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

MARDI, 28 juillet 1931.

Le comité spécial chargé de faire enquête sur l'entreprise de la Beauharnois a l'honneur de présenter son quatrième rapport.

1—Le 10 juin 1931, la Chambre des communes a adopté la résolution suivante: Qu'un comité formé de MM. Dorion, Fiset (sir Eugène), Gardiner, Gordon, Jacobs, Jones, Lennox, MacKenzie (Vancouver-Centre), et Stewart (Lethbridge), soit chargé dans la mesure où les questions dont il s'agit relèvent de la compétence du Parlement du Canada, d'examiner, depuis ses débuts, l'entreprise d'énergie électrique de Beauharnois, comportant l'aménagement du débit du fleuve Saint-Laurent, et sans restreindre, de quelque façon que ce soit, la généralité des termes précédents, de s'enquérir, en particulier, des questions soulevées par l'honorable député d'Acadia (M. Robert Gardiner), dans son discours du 10 mai dernier, à la Chambre des communes, tel que reproduit aux pages 1875 à 1887 du journal des débats (version anglaise), et, le cas échéant, de faire rapport de ses observations et de ses constatations; avec le pouvoir de citer des témoins et d'exiger la production de tous écrits et dossiers.

2—(1) Le comité a siégé du 15 juin 1931 au 22 juillet 1931; il a tenu, la plupart de ces jours, plusieurs séances, et interrogé trente-cinq témoins.

(2) Le 1er juillet, les membres du comité ont visité et inspecté l'emplacement des ouvrages.

On a déposé 129 pièces sur le bureau du comité.

3—SECTION DE SOULANGES DU FLEUVE SAINT-LAURENT

(1) La section de Soulanges du fleuve Saint-Laurent s'étend du lac Saint-François au lac Saint-Louis, qui sont à quelque quatorze milles et demi de distance, et entre lesquels on observe une chute de 83 pieds. Le débit normal effectif du fleuve, dans cette section, s'établit en moyenne à 230,000 pieds cubes à la seconde, à peu près, pendant la moitié du temps, ce qui permet d'aménager deux millions de H.P., d'énergie électrique vendable à un facteur d'utilisation de 85 p. 100. L'emplacement est à proximité de la ville et du port de Montréal, et il est commodément situé sur une voie navigable susceptible de pouvoir bientôt servir à la navigation océanique. Il offre donc de grandes possibilités d'expansion économique, à condition que l'on parvienne à produire de l'énergie électrique à bon marché.

(2) Il est donc manifeste que la section de Soulanges offre l'occasion d'un aménagement hydroélectrique presque, sinon tout à fait, unique sur la face du globe. C'est une des plus grandes possibilités d'expansion économique du Canada, et à l'état naturel elle a une grande valeur virtuelle.

4. HISTORIQUE.

(1) Vers 1800, Edward Ellice, seigneur de Beauharnois, érigea un petit moulin banal, à l'embouchure de la rivière St-Louis, et pour augmenter le débit de la rivière, il construisit, en 1807, du lac St-François jusqu'aux eaux d'amont du fleuve, un petit canal de dérivation de quatre milles de longueur. Ce fut le premier aménagement de la puissance hydraulique de la section de Soulanges. Les droits de captation d'eau acquis par la construction de ce canal de dérivation, quels qu'ils fussent, passèrent aux mains d'une famille du nom de Robert, et ces droits paraissent avoir constitué le fond des demandes en concession d'énergie

électrique dont il est question plus loin. Les droits des Ribert sont particularisés dans un jugement de la Cour d'échiquier du Canada, dans le procès Robert vs le roi, (9 rapports de la Cour d'échiquier). On peut également se référer à la pièce No 29, mémoire rédigé par M. R.-C. Alexander.

(2) En 1855, comme mesure de protection contre l'inondation, le gouvernement de la province du Canada construisit une digue qu'il est convenu d'appeler la digue de Hungry Bay. Il reconstruit les vannes régulatrices du canal de dérivation, et en 1883 le gouvernement du Canada approfondit et élargit le canal de dérivation et posa des vannes neuves à la digue, à l'entrée du canal de dérivation. On engagea de fortes sommes dans ces travaux.

(3) En 1902, J.-B. Robert, cessionnaire des représentants d'Edward Ellice, poursuivit la Couronne pour faire préciser ses droits, et le jugement qui fut prononcé le 17 octobre 1904, statuait que Robert avait des titres importants au canal de dérivation. On en vint à une transaction aux termes de laquelle le ministère des travaux publics loua, pour 21 ans, à compter du 28 décembre 1909, le canal de dérivation à la succession J.-B. Robert. Le décret du conseil C.P. 2168 du 9 décembre 1909 portait autorisation de ce bail.

(4) En 1902, le statut 2 de Québec du 26 mars 1902, Edouard VII chapitre 72, constitua la *Beauharnois Light, Heat and Power Company* en société commerciale avec l'autorisation d'agrandir et de prolonger le canal de dérivation. Par suite du jugement de la Cour d'Échiquier statuant que Robert n'était pas propriétaire du canal de dérivation, le gouvernement de la province de Québec fit adopter en 1910 une nouvelle loi qui autorisait la compagnie à construire, dans la ville de Beauharnois ou à proximité de celle-ci, un nouveau canal à partir de l'importe quel endroit du canal primitif jusqu'à n'importe quel autre de la rivière St-Louis. Cette compagnie se trouva ainsi revêtue de certains droits de détournement des eaux du lac St-François en vue de l'aménagement de puissance hydraulique. Les actions de la *Beauharnois Light, Heat and Power Company* appartenaient toutes à W.-H. Robert et à d'autres membres de la famille Robert. Le 3 février 1927, M. R.-O. Sweezey obtint des Robert une option sur tout le capital-actions émis de la compagnie et sur tous les droits de celle-ci.

LES INTÉRÊTS ROBERT

(5) W.-H. Robert et les autres héritiers Robert reçurent en échange des 2,000 actions de la *Beauharnois Light, Heat and Power Company* et de tels autres droits qui pouvaient alors leur appartenir :

- (1) \$1,520,000 en espèces.
- (2) 200 parts bénéficiaires acquittées du *Beauharnois Power Syndicate*.
- (3) 21,000 actions de la catégorie A, de la *Beauharnois Power Corporation*.
- (4) 100 parts bénéficiaires acquittées du *Beauharnois Syndicate* transportées du compte de R.-O. Sweezey, qui formèrent 200 parts bénéficiaires du *Beauharnois Power Syndicate*.

(6) Outre les 400 parts bénéficiaires susdites du *Power Syndicate* appartenant aux Robert, W.-H. Robert possédait en propre 300 autres unités sur lesquelles il devait \$10,000 le 17 décembre 1929. En échange des 700 parts bénéficiaires susdites, les héritiers Robert reçurent, lors de la dissolution du syndicat, \$95,000 en espèces ainsi que 28,000 actions ordinaires de la catégorie A de la *Beauharnois Power Corporation Limited*.

(7) La même année, M. Sweezey s'adressa à l'Assemblée législative de la province de Québec pour faire modifier la loi constituant la compagnie en société commerciale, en vue de faire autoriser celle-ci à construire un canal entre le lac St-François et le lac St-Louis. Cette demande fut rejetée.

(8) Le 17 mars 1927, la *Beauharnois Light, Heat and Power Company* s'adressa à S. E. le Gouverneur général en son conseil pour faire approuver un projet de construction de canal de dérivation "facilement transformable en voie navigable de trente pieds de profondeur" à partir d'un endroit quelconque du lac St-François, près de l'embouchure du canal de dérivation de St-Louis, jusqu'au lac St-Louis, et d'utiliser toute l'eau du St-Laurent susceptible d'être détournée par ledit canal, sans mettre entrave à la navigation ni porter atteinte aux droits déjà octroyés sur le fleuve St-Laurent. On ne donna pas suite à cette demande.

(9) Le 17 janvier 1928, la *Beauharnois Light, Heat and Power Company* s'adressa à S. E. le gouverneur général en son conseil "pour faire approuver, en vertu de la loi de protection des eaux navigables, ses plans et l'emplacement des ouvrages particularisés ci-après et se faire autoriser à détourner du lac St-François quarante mille pieds cubes d'eau à la seconde (40,000 p.c. sec.).

(10) En mars 1928, la province de Québec fit adopter une loi (18 Georges V, chapitre 113) portant adjonction à la loi primitive constituant la compagnie en société commerciale d'un article numéroté 11A, qui autorisait la compagnie à construire, parallèlement à la rive du lac St-François, un nouveau canal à partir de n'importe quel endroit dans un rayon de deux milles en direction sud-ouest de l'embouchure du canal de dérivation de St-Louis jusqu'à n'importe quel endroit du lac St-Louis dans un rayon d'un mille et demi en direction ouest, et à exproprier tous les terrains dont elle avait besoin jusqu'à concurrence de six arpents de largeur.

(11) Le 27 avril 1928, M. Swezey et ses associés obtinrent du conseil exécutif de Québec un arrêté qui autorisait la concession à la *Beauharnois Light, Heat and Power Company* d'un bail emphytéotique que entra en vigueur le 23 juin 1928. Ce bail, sujet à révision après chaque décade à compter du jour de la mise en exploitation de l'usine, concédé à la *Beauharnois Light, Heat and Power Company*, pour une durée de 75 ans à compter du 23 juin 1928 et moyennant un loyer annuel de \$20,000 pour les cinq premières années et de \$50,000 pour chacune des années suivantes, ainsi qu'un versement additionnel de \$1 par H.P., les droits de la province de Québec à telle partie de la puissance hydraulique du St-Laurent susceptible d'être aménagée entre le lac St-François et le lac St-Louis au moyen d'un canal de dérivation (six détournements) sur la rive droite (sud) d'un débit maximum de quarante mille pieds cubes à la seconde (40,000 p.c. sec), (la province se réservant la propriété et la libre disposition de l'excédent). La compagnie prend l'engagement d'aménager 100,000 H.P., dans les 5 années qui suivront, 200,000 à l'expiration de la sixième année, 300,000 à l'expiration de la septième année, et 500,000 à l'expiration de la dixième année. Ce bail est concédé sans préjudice des lois fédérales et provinciales relatives à la navigation, les mines, les pêcheries et le flottage du bois, ainsi qu'à la condition que le preneur, — qui est actuellement en pourparlers avec le gouvernement fédéral se fasse accorder par celui-ci, en autant qu'il s'agit de ses droits, l'autorisation de détourner quarante mille pieds cubes d'eau à la seconde—40,000 p.c., sec—et advenant le cas où le gouvernement fédéral n'accorderait pas cette autorisation dans les douze mois, le lieutenant-gouverneur en son conseil est autorisé à résilier le bail.

(12) Après avoir fait modifier sa charte et s'être fait concéder un bail par la province de Québec, la compagnie insista auprès du Gouverneur général en son conseil pour qu'il entendit sa demande, et le 15 janvier 1929, le ministre des Travaux publics d'alors tint avec deux autres ministres du cabinet fédéral une audience au cours de laquelle les armateurs et les sociétés d'énergie électrique firent valoir leurs réclamations.

(13) La demande primitive envisageait la possibilité du détournement de tout le débit du fleuve Saint-Laurent. Pour calmer les oppositions, Me Aimé Geoffrion, c.r., qui représentait la requérante, modifia à l'audience la demande dans le sens suivant:

La requête de la *Beauharnois Light, Heat & Power Company*, actuellement pendante devant le Gouverneur en son conseil, tend purement et simplement à l'approbation des plans soumis en vue de l'aménagement de la houille blanche, à la réserve qu'il ne pourra être détourné du fleuve plus de 40,000 pieds cubes d'eau à la seconde, le volume d'eau capté du lac Saint-François devant être reversé dans ce même fleuve au lac Saint-Louis et la requérante se rallie d'avance à toute condition comportant cette restriction que le gouvernement voudra lui imposer dans tout libelle emportant l'assentiment du gouvernement. Si les ingénieurs estiment qu'il convient de modifier les plans conformément à cette déclaration, la compagnie devra se soumettre.

(14) Il convient d'observer que malgré cette restriction de 40,000 pieds cubes-sec, les plans de la compagnie et les ouvrages construits jusqu'ici indiquent clairement, ce que les employés de la compagnie et des fonctionnaires du ministère des Travaux publics admettent d'ailleurs, que la compagnie a toujours envisagé le détournement du débit tout entier du fleuve.

(15) On a constitué un comité d'ingénieurs de ministère formé de MM. K. M. Cameron, ingénieur en chef du ministère des Travaux publics, D. W. McLachlan, ingénieur préposé au projet de canalisation du Saint-Laurent, J. T. Johnstone, directeur du service des forces hydrauliques et de la conservation du Dominion, et Louis-E. Côté, ingénieur en chef du ministère de la Marine, et le 30 janvier 1929, ce comité a présenté un rapport classé au numéro 804-1-d au ministère des Travaux publics et formant partie de la pièce No 17.

(16) Certains paragraphes de ce rapport sont conçus ainsi qu'il suit:

83. Le projet de détournement de 40,000 p.c.-s. peut être autorisé sans nuire à la navigation actuelle, si les plans soumis sont assujettis aux modifications et aux règlements qui renferment les restrictions mentionnées dans ce rapport.

89. Vu la requête présentée sous le régime de la loi de protection des eaux navigables, maintenant à l'étude, votre comité est d'avis que l'emplacement et les ouvrages proposés dans les plans et la requête soumis par ladite compagnie ne peuvent empêcher ou gêner la navigation sur le fleuve Saint-Laurent, si les conditions y attachées sont remplies par la compagnie, et, considérant les intérêts du pays en général, nous sommes d'avis que si les ouvrages sont construits conformément à cette requête et ces plans, assujettis auxdites conditions, ces ouvrages peuvent être utilisés comme une étape et une partie de tout plan réalisable et économique que le gouvernement pourrait éventuellement décider pour la canalisation à eau profonde du Saint-Laurent.

14. Les ouvrages proposés par la compagnie Beauharnois sont les suivants:

1. Canal s'étendant de la baie de la Faim, au pied du lac Saint-François, jusqu'à Melocheville, à la tête du lac Saint-Louis, ledit canal devant avoir entre ses berges une largeur de 1,100 pieds pour les parties excavées dans les matériaux durs, et 4,100 pour les parties construites dans les matériaux faciles à excaver.
2. Une usine génératrice d'énergie comportant dix unités de 50,000 H.P. chacune.

3. Des ouvrages remédiateurs à l'île Thorn et à l'île Léonard. Ces ouvrages ont pour objet de préserver le niveau du lac Saint-François, lorsqu'on détournera de celui-ci 40,000 pieds c.-sec.
4. Une suite d'ouvrages aux quatre rapides du fleuve entre l'île Thorn et la tête du lac Saint-Louis. Ces ouvrages ont pour objet de conserver aux chenaux leur profondeur actuelle ainsi que de garder constant le niveau actuel à la tête comme au pied de l'usine des rapides des Cèdres.
15. Les ouvrages que propose la compagnie Beauharnois se répercutent de façon inégale sur la navigation canalifère, la navigation fluviale, l'aménagement de la puissance hydraulique, et les plans futurs de canalisation.

(17) Le comité a désapprouvé les ouvrages remédiateurs et les améliorations fluviales, et il déclare au paragraphe 28, que tout en offrant les suggestions susdites, il ne peut recommander l'approbation de ces ouvrages qu'à la condition d'y apporter les modifications dont le temps démontrera le cas échéant la nécessité. Au paragraphe 31, le comité dit: "On n'a pas encore donné de forme satisfaisante au plan des ouvrages remédiateurs à construire dans les rapides en aval de la grande île." On voit par là que l'approbation de ce comité était relative et que certains des plans, à son avis, étaient insuffisants.

(18) Le 8 mars 1929, à la demande du ministre des Travaux publics, le Gouverneur général approuva l'arrêté en conseil C.P. 422. Cet arrêté en conseil renferme l'exposé de la requête du 17 janvier 1928, de l'apport des plans, de la concession d'un bail emphytéotique et du rapport des ingénieurs précités.

(19) Il subordonne l'approbation de la requête à l'observation de vingt-huit conditions.

(20) A la demande du ministre des Travaux publics, le comité soumet à l'approbation de S. E. en vertu de l'article 7, du chapitre 140 des Statuts Révisés du Canada de 1927—Loi de protection des eaux navigables—(sous réserve des conditions précitées et des adjonctions, améliorations, remaniements, changements, substitutions, modifications ou suppressions susceptibles d'y être ordonnés ou exigés) les plans annexés des ouvrages et l'emplacement de ceux-ci, conformément aux descriptions et plans annexés sous la forme de livret, ouvrage que ladite *Beauharnois Light, Heat & Power Company* se propose de construire en vue de détourner du lac Saint-François au lac Saint-Louis 40,000 p.c.-sec., au moyen d'un canal de dérivation que ladite compagnie doit construire parallèlement au Saint-Laurent, entre les deux lacs précités.

(21) Si l'on consulte le grand plan annexé à la requête dont il est question à l'arrêté du conseil C.P. 422, lequel forme la pièce No 2A, on notera deux sections transversales, l'une à la distance de 144.3 où l'on voit que la largeur entre les berges est de 1,110 pieds à peu près, section type des parties où le fond à excaver est en roc. Cette section transversale montre aussi au fond de la partie profonde du canal une largeur d'un peu plus de 11,000 pieds. La section transversale donnée pour le type des autres parties, à la distance 152.0, montre entre les berges une largeur de 4,100 pieds à peu près, et la partie profonde, à 27 pieds de profondeur à peu près, montre une largeur approximative de 500 pieds.

(22) Postérieurement, le 29 juillet 1929, la compagnie soumit au ministère des Travaux publics des plans modifiés, auxquels on a substitué certains autres plans le 22 août 1930. Aucun de ces plans n'a reçu jusqu'ici l'approbation du ministre des Travaux publics quoique l'ingénieur en chef du ministère ait conseillé leur approbation. Les plans soumis le 22 août 1930 comprennent des plans

d'ouvrages remédiateurs, mais ceux-ci furent dans la suite retirés, de sorte qu'en ce moment il n'a pas été soumis au ministère de plan ou plans de ces ouvrages remédiateurs.

(23) Le 10 février 1931, la *Beauharnois Light, Heat and Power Company* a demandé aux autorités de Québec de lui affermer une concession d'eau comportant un supplément de 30,000 p.c. sec et cette concession lui a été accordée.

(24) Le 25 juin 1929, est intervenu entre la *Beauharnois Light, Heat and Power Company* et Sa Majesté, représentée à cet effet par le ministre des Travaux publics du Canada, pièce No 43, un accord s'inspirant des termes et conditions de l'arrêté C.P. 422.

(25) Le 6 novembre 1929, le Gouverneur général en son conseil adopta trois arrêtés numérotés C.P. 2201, 2202 et 2203, autorisant la cession, par la *Montreal Cotton Co.* à la *Beauharnois Light, Heat and Power Company* de trois baux de puissance hydraulique, et le 3 décembre 1929, intervinrent entre la *Montreal Cotton Co.*, la *Beauharnois Light, Heat and Power Company*, et Sa Majesté, représentée à cet effet par le ministre des Chemins de fer et des Canaux (pièces 7A, 8A et 9A), trois accords aux termes desquels la *Beauharnois Light, Heat and Power Company* acquit avec l'assentiment de Sa Majesté le droit d'utiliser et de détourner par le canal proposé 13,072 pieds cubes d'eau à la seconde que la *Cotton Co.* utilise actuellement à Valleyfield ou près de cette ville, à une hauteur approximative de dix pieds.

(26) Ces trois baux peuvent faire surgir des difficultés en raison de l'attitude du ministère des Travaux publics, qui soumet que le décret du conseil C.P. 422 n'autorise que la rupture de la digue de Hungry Bay de façon à laisser passer 40,000 pieds cubes d'eau à la seconde (voir page 363 des témoignages).

(27) Le 5 décembre 1929 le lieutenant-gouverneur en son conseil de Québec rendit un arrêté ministériel autorisant le détournement de ces 13,072.

(28) Le 20 mars 1930, la charte de la *Beauharnois Light, Heat and Power Company* fut de nouveau modifiée par la loi 20 George V, chapitre 136 (Québec), qui étendit les pouvoirs d'expropriations de la compagnie de façon qu'elle puisse "exproprier tels terrains dont elle aurait besoin, dépassant en nul endroit 21 arpents de largeur", pour les fins de la construction de son nouveau canal.

(29) En définitive, la *Beauharnois Light, Heat and Power Company* semble avoir obtenu du Dominion du Canada des arrêtés censés autoriser le détournement de 53,072 pieds cubes d'eau à la seconde, à la condition de se faire autoriser à pratiquer à la digue de Hungry Bay une brèche suffisante, de se conformer aux conditions énumérées aux arrêtés en conseil et de faire approuver ses plans.

(30) Elle a obtenu également de la province de Québec un bail de 75 ans pour 40,000 pieds cubes à la seconde, l'autorisation du lieutenant-gouverneur en son conseil de Québec à acquérir l'usage de 13,072 pieds cubes à la seconde et, en 1931, le droit d'utiliser 30,000 autres pieds cubes à la seconde.

5. ORGANISATION CONSTITUÉE

(1) Il existait deux syndicats avant la constitution légale de la *Beauharnois Power Co., Ltd.*, la présente société de portefeuille. Le premier syndicat portait le nom de *Beauharnois Syndicate*, et le deuxième celui de *Beauharnois Power Syndicate*. Pour plus de commodité, nous les appellerons, celui-là le premier syndicat, celui-ci le deuxième syndicat.

LE PREMIER SYNDICAT

(2) M. Sweezey organisa vers le 12 mai 1927 le premier syndicat appelé *Beauharnois Syndicate*, comprenant 5,000 unités ou parts bénéficiaires.

Membres	Nombre de parts bénéficiaires	Prix d'émission		Montant
		\$	c.	
Blaiklock, S. Turnstall.....	25	100	00	2,500
Crédit Général du Canada.....	800	37	50	30,000
Dobell, Wm. M.....	50	100	00	5,000
Geoffrion, Aimé P.....	200	100	00	20,000
Griffith, Hugh B.....	150	100	00	15,000
Ibbotson, Ivan L.....	25	100	00	2,500
Molson, F. S.....	350	45	71	16,000
Moyer, L. Clare.....	800	37	50	30,000
McGinnis, Thos. A.....	100	100	00	10,000
Newman, Henry.....	50	100	00	5,000
Newman, Sweezey & Co., Ltd., En fidéi-commis.....	1,050	42	86	45,000
Robert, Wm. H.....	100	100	00	10,000
Shortt, Dr. Adam.....	10	100	00	1,000
Stadler, John.....	100	100	00	10,000
Sutherland, Wm.....	25	100	00	2,500
Steele, R. W.....	250	100	00	25,000
Sweezey, R. O.....	900			30,000
Kenny, T. Fred.....	15	100	00	1,500
	5,000			261,000

(3) Les unités souscrites au nom du *Crédit Général du Canada* ont été souscrites et détenues pour le compte du sénateur Donat Raymond.

(3A) 1,000 des unités au nom de *Newman, Sweezey & Co., Ltd.*, étaient détenues pour le compte de Frank P. Jones, et 50 pour celui de Fred M. Connell. L'honorable Walter G. Mitchell était intéressé pour la moitié aux titres de M. Jones.

(4) On dit que les unités au nom de L. Clare Moyer ont été souscrites pour le compte de feu Winfield Sifton. Le sénateur Wilfrid L. McDougald affirme avoir convenu d'en faire l'acquisition le 18 mai 1928, la transaction s'étant consommée vers la fin du mois.

(5) Les unités au nom de R. W. Steele étaient détenues pour le compte de la *Dominion Securities Corporation*.

(6) Les souscripteurs Raymond et Moyer ont payé \$37.50 l'unité et Frank P. Jones a acquis à ce prix 800 de ses unités ainsi que les unités de M. Mitchell.

(7) Sur les 900 unités au nom de R. O. Sweezey, 600 furent émises en exécution de l'accord du syndicat pour une rémunération autre qu'en espèces, et les 300 autres unités ont été souscrites à raison de \$100 chacune.

(8) Les 350 unités souscrites par F. S. Molson ont coûté à celui-ci en moyenne \$45.71 chacune.

(9) Les unités de *Newman, Sweezey & Co., Ltd.*, ont coûté en moyenne \$42.86 chacune, et tous les autres souscripteurs ont payé \$100 l'unité.

(10) Le prix moyen en espèce des 4,400 unités vendues ressort à \$59.32.

LE DEUXIÈME SYNDICAT

(11) Le 4 avril 1928, on forma le *Beauharnois Power Syndicate*, qui acquit l'actif du *Beauharnois Syndicate* à raison de deux unités du nouveau syndicat pour chaque unité de l'ancien, les détenteurs d'unités ayant le droit de souscrire autant d'unités du nouveau syndicat que raison de \$100 l'unité, c'est-à-dire la valeur nominale.

(12) Le 17 décembre 1929, les membres suivants du *Beauharnois Power Syndicate* détenaient 100 unités ou parts bénéficiaires ou plus.

Membres	Nombre de parts bénéficiaires
Gerald E. F. Aylmer et E. J. Mackell,.....	100
S. Turnstall Blaiklock.....	100
A. L. Caron.....	221
Fred M. Connell.....	200
H. V. Cullinan et D. M. Carmichael.....	250
William M. Dobell.....	200
Dominion Securities Corporation Ltd.....	1,492
John P. Ebbs.....	5,200
Aimé Geoffrion.....	800
Hugh B. Griffith.....	600
Hanson Brothers Inc.....	110
C. J. Hodgson and Co.....	175
Angus W. Hodgson.....	740
J. Charles Hope.....	130
Jones Heward and Co.....	210
Thomas A. McGinnis.....	450
F. Stuart Molson.....	465
F. W. Molson.....	100
Montreal Trust Company.....	8,000
Henry Newman.....	395
Newman, Swezey and Co., Ltd.....	410
O'Brien and Williams.....	101
Joseph H. Paull.....	100
W. C. Pitfield and Co., Ltd.....	152
L'honorable Donat Raymond.....	351
Ritchie (R. L.) et Gilmore (K. F.) (par fidéi-commis).....	350
Wm. H. Robert, Joseph A. Robert, Mademoiselle Sarah M. Robert, personnellement et en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu Sarah Robert.....	200
William H. Robert.....	366
William Sutherland.....	100
Robert O. Swezey.....	1,000
Détenteurs de parts bénéficiaires possédant moins de 100 parts.....	1,932
	25,000

Si l'on excepte les parts bénéficiaires échangées contre des parts bénéficiaires du premier syndicat, et les 2,000 parts bénéficiaires ayant servi à l'achat des actions de la *Sterling Corporation*, ainsi que les 200 unités émises aux héritiers Robert, toutes les parts bénéficiaires ci-dessus ont été payées \$100 chacune.

Ces 2,000 unités sont comprises parmi les titres de John P. Ebbs.

Les 5,200 unités à son nom étaient détenues pour le compte de l'honorable W. L. McDougald. On en reparlera plus loin.

(12A) Le capital du *Beauharnois Syndicate* était formé de 30,000 unités d'une valeur nominale de \$100 chacune, dont 25,000 émises.

(13) L'actif tangible du premier syndicat ou du *Beauharnois Syndicate* ne dépassait pas \$261,000 le 4 avril 1928.

LA BEAUHARNOIS LIGHT, HEAT AND POWER COMPANY

(14) Nous avons déjà dit que cette société existait depuis 1902. Elle est passée aux mains de M. Swezey et de ses associés, le ou vers le 3 février 1927. On élut M. H. B. Griffith directeur et secrétaire de la compagnie en vertu d'un accord intervenu à cette date (pièce No 60). Tel qu'il ressort du procès-verbal d'une séance du conseil d'administration tenue ce jour-là. Cependant ce ne fut que le 13 juin 1927, qu'un conseil d'administration, dont faisaient partie M. Swezey et ses associés y compris M. R. W. Steele, qui représentait la *Dominion Securities Corporation* prit la direction des affaires de la compagnie.

LA BEAUHARNOIS POWER CORPORATION LIMITED

(15) Cette société fut constituée légalement le 17 septembre 1929 par l'entremise de l'étude McGiverin, Haydon et Ebbs, d'Ottawa, en vertu de lettres patentes émises aux termes de la loi fédérale des sociétés commerciales. On lui accorda des pouvoirs étendus pour acquérir et mettre en valeur les ressources naturelles, ainsi que pour produire, utiliser, distribuer ou vendre de l'énergie, de la force motrice, de l'eau, de la lumière ou de la chaleur.

(16) Le capital-actions autorisé se compose de cinq actions privilégiées et d'administration sans valeur nominale ou au pair; de 1,799,995 actions ordinaires de la catégorie A, sans valeur nominale et de 3,200,000 actions ordinaires de la catégorie B, sans privilège délibératif et sans valeur nominale au pair.

(17) Les détenteurs des cinq actions privilégiées d'administration jouissent, pendant les dix ans qui suivent l'émission des lettres patentes, du droit exclusif de suffrage aux élections des directeurs de la compagnie. A l'expiration de cette période, ces actions deviennent automatiquement des actions ordinaires de la catégorie A.

(18) A l'assemblée de la compagnie du 31 octobre 1929, tenue à l'étude de MM. McGiverin, Haydon et Ebbs, à Ottawa, le *Beauharnois Power Syndicate*, la *Marquette Investment Corporation* et la *Beauharnois Power Corporation, Limited*, ont étudié un plan d'accord du 31 octobre 1929 comportant l'acquisition, par la compagnie ou ses nominataires, de l'entreprise toute entière et de tout l'actif du syndicat, à l'exception des comptes en souffrance ou non appelés au sujet des achats d'unités ou de parts bénéficiaires du syndicat.

La rémunération fut:

- (a) \$4,750,000 en espèces.
- (b) L'acceptation par la compagnie des obligations et du passif du syndicat, et
- (c) L'engagement, par la corporation, de prendre à sa charge, jusqu'à concurrence de \$10,000, les frais de liquidation des affaires du syndicat et de répartition de son actif entre ses membres.

De son côté le syndicat s'est engagé à souscrire 1,000,000 d'actions ordinaires de la catégorie A de la compagnie, à raison de \$1 l'action.

(19) On résolut d'approuver ce plan d'accord et d'y souscrire au nom de la compagnie.

(20) Les membres suivants du conseil d'administration assistaient à cette assemblée: MM. O.-F. Howe et D.-K. McTavish, avocats d'Ottawa, ainsi que Milles Belle Fraser, Lila Brennan, Edythe-H. O'Malley, Bessie Conniffe, Lilian Dell, Elsie-M. Burritt, Gwen Gunderson, Kathleen Harvey et Mary-H. Kelley, sténographes, toutes de la ville d'Ottawa.

(21) A cette même assemblée, tel qu'il ressort du procès verbal, on autorisa la conclusion entre la *Beauharnois Power Corporation Limited*, d'une part, et Newman Sweezey & Company, d'autre part, d'un projet d'accord comportant la création et l'émission de \$30,000,000 de titres à 6 p. 100 à nantissement, comportant amortissement et la vente à Newman, Sweezey & Company et à la *Dominion Securities Corporation* de ces titres en même temps que 770,000 actions ordinaires de la catégorie "A" de la compagnie, au prix de \$27,000,000 et les intérêts courus desdits titres.

Les actionnaires réunis en assemblée le même jour et au même lieu ratifièrent ensuite cet accord, les directeurs précités formant la totalité des actionnaires et étant tous présents.

(22) Les accords furent dans la suite mis à exécution et souscrits. La dissolution du *Beauharnois Power Syndicate* fut consommée, le 17 décembre 1929, son actif tangible se composant alors des souscriptions versées, soit \$1,561,000 pour les deux syndicats. Ce montant comprend les comptes en souffrances des souscriptions que l'on a défalqués, lors du règlement définitif, de ce qui revenait à chaque membre, ainsi que \$20,000 d'unités au pair remises à Robert en guise de rémunération partielle des droits des Robert.

(23) On peut indiquer ainsi qu'il suit la rémunération tangible reçue en échange des 25,000 parts bénéficiaires du *Beauharnois Power Syndicate*:

Détails	Parts bénéficiaires	Montant
		\$
Emises en faveur des membres du syndicat de Beauharnois pour l'acquisition de l'entreprise de ce syndicat.....	10,000	261,000
Emises contre une rémunération en espèces.....	13,000	1,300,000
Emises pour le capital-actions de la Sterling Industrial Corporation Ltd.....	2,000
Total.....	25,000	1,561,000

Pour plus d'exactitude, il conviendrait peut-être de faire observer que le montant ci-dessus comprend les \$20,000 des 200 parts bénéficiaires acquittées du *Beauharnois Power Syndicate*, émises à la succession Robert, en rémunération partielle de l'achat des actions de la *Beauharnois Light, Heat & Power Co.*

(24) Il résulte de l'accord précité que les membres du syndicat reçoivent pour chaque part bénéficiaire \$150 plus 40 actions de la catégorie "A" de la *Beauharnois Power Corporation Ltd.*, auxquelles les livres donnent une valeur de \$1 chacune; ces actions ont atteint sur le marché un cours maximum de \$17 et un cours minimum de \$4.

(25) Sur la base précitée, les bénéfices nets en espèces qu'ont réalisés les membres du syndicat s'établiraient à \$2,189,000, auxquels viennent s'ajouter 1,000,000 d'actions de la catégorie "A" payées \$1,000,000 comme partie de la rémunération du transfert de l'actif du syndicat. Cette somme de \$2,189,000 provient des \$27,000,000 réalisés par la vente des obligations et des actions en vertu de l'accord intervenu avec *Newman, Swezey & Co., Ltd.*, et la *Dominion Securities Corporation*.

(26) La *Marquette Investment Co.* est une société sous la dépendance de *Newman, Swezey & Co., Ltd.*; elle a été formée pour agir comme syndic et agent dépositaire et de dissolution du *Beauharnois Syndicate* (pièce No 59).

LES COMPAGNIES AFFILIÉES

(27) Outre la *Beauharnois Light, Heat and Power Co.*, la *Beauharnois Power Corporation Ltd.*, possède en propre les filiales suivantes:

La *Beauharnois Construction Co.*, chargée d'exécuter à forfait les travaux effectifs de construction;

La *Beauharnois Transmission Co.*, chargée des lignes effectives de transmission et du transport de l'énergie électrique dont la production est escomptée;

La *Beauharnois Land Co.*, à laquelle est attribuée la propriété de l'avoir de la compagnie, y compris les acquisitions de terrains en sus de tous ceux requis pour la construction effective du canal et que l'on compte pouvoir vendre pour des emplacements de manufactures, d'habitations, et à d'autres fins connexes;

La *Beauharnois Railway Co.*, formée en vue de la construction et de l'exploitation du chemin de fer industriel;

La *Marquette Construction, Co.*, une société du Delaware formée en vue d'acquérir aux Etats-Unis et de louer à la *Canadian Construction, Co.*, certaines machines qui l'on compte, après s'en être servi pour construire le canal, réexporter en franchise aux Etats-Unis, où l'on dit qu'elles peuvent trouver plus facilement acquéreur.

6. AUTORISATION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION

(1) Selon M. Henry, on a commencé effectivement à construire le remblai nord le 7 août 1929, dans le voisinage du lac Saint-François, et le remblai sud le 23 avril 1930.

(2) La condition No 11 du décret du conseil C. P. 422 porte que la compagnie ne doit pas procéder à l'exécution des ouvrages avant "d'avoir soumis au ministre et fait approuver par celui-ci les plans en détail desdits ouvrages".

(3) Les travaux, de la façon dont ils procèdent actuellement, s'écartent sur plusieurs points importants des plans dont il est question au présent décret.

(1) La distance entre les berges s'établit approximativement à 3,300 pieds, tandis que les plans primitifs montrent une largeur approximative de 1,100 pieds dans la partie rocheuse et de 4,100 pieds dans la partie terreuse.

(2) Le plan primitif, pièce No 2a, montre qu'à un endroit la largeur au fond de la partie navigable du canal est sensiblement inférieure à 600 pieds, et qu'à un autre endroit elle est sensiblement supérieure à ce chiffre, tandis que l'on creuse en réalité le chenal de 27 pieds à une largeur de 600 pieds au fond.

(3) L'entrée du canal, du lac Saint-François, conformément au plan le plus récent déposé le 22 août 1930 et telle que creusée actuellement, se trouve à quelque 3,000 pieds plus au nord et plus rapprochée de la tête des rapides des Cèdres que ne l'indique le plan, pièce No 2a.

(4) On n'a fait approuver ni par un arrêté-en-conseil, ni par le ministre, les ouvrages réparateurs apparaissant au plan primitif.

(5) On a pratiqué une brèche à la digue de Hungry Bay et l'on a creusé, sans l'autorisation du gouvernement, un canal de dérivation du côté sud du canal pour remplacer le vieux canal de dérivation de Saint-Louis.

(6) Le droit de rendre l'arrêté-en-conseil C. P. 422 a soulevé certains points:

(1) La loi de protection des eaux navigables confère-t-elle au gouverneur général en son conseil le pouvoir d'autoriser le détournement du cours d'un fleuve navigable?

(2) Le gouverneur général en son conseil peut-il déléguer à un ministre ou à qui que ce soit une partie quelconque des pouvoirs que cette loi lui confère?

(3) Le pouvoir du gouverneur général en son conseil se bornera-t-il à l'approbation des plans déjà soumis, c'est-à-dire, appartient-il au gouverneur général en son conseil d'approuver des plans que l'on pourrait soumettre dans la suite?

(4) Appartient-il au gouverneur général en son conseil d'approuver les plans après le parachèvement ou l'exécution partielle des travaux, ou réciproquement son pouvoir se borne-t-il à l'approbation des ouvrages dont on lui a soumis les plans avant d'en commencer l'exécution?

(7) Votre comité constate que les travaux procèdent en réalité selon des plans que ni le gouverneur général en son conseil ni le ministre des travaux publics n'ont approuvés.

7. LA DIGUE DE HUNGRY BAY

(1) En 1856 et pendant l'année qui suivit, la province du Canada construisit une digue parallèlement au rivage de cette partie du lac Saint-Louis, qu'il est convenu d'appeler Hungry Bay. A la Confédération, cette digue passa au Dominion du Canada, et c'est le ministère fédéral des chemins de fer et canaux qui a depuis toujours pourvu à son entretien. Avant de pouvoir détourner l'eau du lac Saint-François par le canal, il va falloir obtenir de la Couronne, du chef du Dominion du Canada, l'autorisation de rompre cette digue.

(2) Le 29 juillet 1929, la compagnie a demandé qu'on lui cédât cette partie de la digue qui fait face aux terrains de la compagnie Beauharnois d'une longueur de 9,064 pieds le long de la digue. Cette demande est actuellement en délibération.

8. AMBIGUÏTÉ DU DÉCRET DU CONSEIL

(1) La condition No 3 porte que l'on ne doit pas détourner à quelque moment que ce soit au-delà de 40,000 pieds cubes d'eau, à la seconde. Si ceci veut dire que l'on ne peut détourner à aucun moment plus de 40,000 pieds cubes d'eau à la seconde, il est problématique que l'on puisse arriver à produire, avec ce volume d'eau 500,000 h.p. d'énergie, même en y ajoutant les 13,072 pieds cubes à la seconde obtenus par la cession du bail de la *Montreal Cotton Company*.

(2) Votre comité estime qu'il conviendrait de faire disparaître toute ambiguïté à cet égard.

9. RÉGLEMENTATION DU DÉBIT

(1) Les plans actuels ne prévoient pas la réglementation du débit à l'entrée du canal proposé. On a témoigné à l'effet que dans cette intention et pour des motifs de sécurité, il conviendrait d'adopter un mode quelconque de réglementation, en construisant à cet endroit soit un barrage et des vannes, soit une écluse de réglementation.

(2) M. Henry a consacré de longs efforts à établir que les autorités fédérales pouvaient réglementer de façon rationnelle le débit aux vannes conduisant aux roues hydrauliques.

(3) Le comité est pénétré de l'idée qu'il conviendrait de réglementer de façon quelconque le débit d'entrée du canal.

10. EMPLACEMENT DES TRAVAUX

(1) La topographie des lieux et le terrain de l'emplacement des travaux sont de nature à permettre, à des frais très raisonnables et avec une facilité relative, la réalisation de la grande entreprise d'aménagement hydroélectrique que l'on a en vue.

(2) Votre comité estime qu'un aménagement hydroélectrique sur la rive sud du Saint-Laurent constitue matériellement parlant, un projet rationnellement sain, et qu'à condition d'y apporter les garanties et la réglementation voulues, le Dominion du Canada peut, moyennant une faible dépense pour la construction de ponts et d'écluses, aménager un canal navigable simultanément avec une installation de force motrice et le rattacher au grand projet de canalisation du Saint-Laurent.

(3) Quoique les plans actuels ne soient pas conformes aux propositions relatives à cette partie du fleuve formulées par la commission mixte internationale dans son rapport de 1926, nous estimons, vu les sommes déjà engagées et la possibilité qui, croyons-nous, existe d'en faire un canal navigable, que, l'on ne devrait pas abandonner le projet au point de vue de la navigation.

Il sera maintenant fait mention des parties du rapport du comité des Communes qui concernent expressément tout honorable membre du Sénat, les sénateurs ainsi nommés expressément étant le sénateur Wilfrid-Laurier McDougald, le sénateur Andrew Haydon et le sénateur Donat Raymond.

LE SÉNATEUR WILFRID-L. McDOUGALD

Les extraits suivants constituent un sommaire publié dans le rapport des Communes sur la preuve et les conclusions relatives au sénateur McDougald. A la suite de chaque extrait, on trouvera tout commentaire ou rectification des conclusions du comité des Communes qu'après avoir recueilli de nouveaux témoignages, nous croyons de notre devoir de faire :

ALINÉAS 1, 2, 3, 4, 5 ET 6

(1) *Ce sénateur fut appelé au sénat le 25 juin 1926, mais vu la dissolution du Parlement, il ne fut pas alors assermenté, et sa nomination périma. Il fut rappelé en octobre de la même année et prêta serment, l'année suivante. De 1922 jusqu'en 1930, excepté pendant un bref intervalle en 1926, le sénateur McDougald occupa le poste de président de la commission du port de Montréal, et comme il l'a affirmé dans son témoignage, il assumait un poste qui comportait de graves responsabilités au sujet du projet de canalisation du Saint-Laurent.*

Le comité a constaté la véracité de ces exposés, sauf que le sénateur McDougald a été appelé au sénat le 25 juin 1926 et a pris son siège le 9 décembre 1926, et non comme il est dit dans cet alinéa.

(2) *En mai 1924, celui que l'on appelait alors le docteur McDougald fut nommé membre du conseil consultatif national, qui comptait déjà parmi ses membres l'hon. G.-P. Graham, président, l'hon. Clifford Sifton, et plusieurs particuliers intéressés à l'aménagement des pouvoirs hydro-électriques existant.*

(3) *Le 20 avril 1928, le sénateur McDougald fut nommé membre d'un comité spécial du Sénat chargé de faire enquête et de transmettre périodiquement un rapport au sujet de l'aménagement et de l'amélioration du Saint-Laurent pour les fins de la production de courant électrique et de force hydraulique et de la navigation et autres questions connexes. En mai 1928, ce comité tint plusieurs séances dont on reparlera plus au long plus loin.*

(4) *En 1923, M. McDougald s'est associé avec M. R.-A.-C. Henry, comme nous l'avons déjà fait observer, et il résulta de cette association la formation de la Sterling Industrial Corporation, Ltd, puis, les 5 et 7 juillet 1924, comme nous l'avons déjà dit, on présenta des requêtes au ministère des travaux publics et à celui des chemins de fer et canaux.*

(5) *Après des débuts modestes, ses intérêts dans la Sterling étant assez considérables, M. McDougald était au moment où il rend témoignage, président du conseil d'administration de la Beauharnois Power Corporation, Limited, ayant été élu à ce poste le 20 décembre, 1929, à titre de détenteur d'actions privilégiées et administrateur; directeur de la Beauharnois Light, Heat and Power Company, de la Beauharnois Construction Company, de la Beauharnois Land Company, et de Beauharnois Transmission Company.*

(6) *Cette progression est presque comparable au présent projet de Beauharnois si l'on compare ce dernier au canal de dérivation primitif de Saint-Louis.*

Le comité constate que cette partie du rapport des Communes, contenue dans les alinéas qui précèdent, est établie par les faits.

ALINÉAS 7, 8 ET 9

(7) *On laissa dormir la requête de la Sterling Industrial Corporation jusqu'en 1928 à peu près. Le 18 mai 1928, le sénateur McDougald consentit à acheter 800 unités du premier syndicat souscrites par M. Clare Moyer, le 4 avril 1928, le jour même où ce syndicat était dissous et que M. Moyer versait \$15,000 avec des fonds qu'il dit avoir reçus de M. Winfield Sifton. Un autre versement de \$15,000 fut effectué le 31 mai, provenant des fonds que M. Moyer dit avoir reçus de M. Sifton par traite de banque, sans aucune indication de leur provenance.*

(8) *Lors de la formation du deuxième syndicat, les 800 unités ainsi souscrites par le sénateur McDougald en formèrent 1,600, et, celui-ci, au nom de M. Moyer, souscrivit comme il en avait le droit, 1,600 autres unités, à raison de \$100 chacune, pour lesquelles il s'engagea à payer \$160,000; à la dissolution du syndicat, le 17 décembre 1929, il avait versé sur cette somme \$80,000.*

(9) *Dans l'intervalle, cependant, plus précisément le 2 octobre 1928, on transporta ces unités de M. Moyer à M. John-P. Ebbs, un associé de l'étude Haydon, en exécution de certaines instructions du sénateur McDougald, au sujet desquelles il paraît exister un mystère impénétrable, et qui n'auraient pas eu besoin de tant de mystère si toutes ces transactions eussent été normales.*

Le comité constate que les faits exposés dans les alinéas 7, 8 et 9 sont démontrés et fait les commentaires et remarques suivantes sur ces achats du sénateur McDougald:

Il a été dévoilé à l'enquête que les deux premiers paiements faits par M. Moyer au syndicat de Beauharnois provenaient de fonds versés par M. Sifton et déposés par lui à la succursale de Wall Street, de la banque de la Nouvelle-Ecosse, à New-York, le premier dépôt étant fait le 31 mars 1928, au montant de \$15,000, sur lequel il a émis un chèque de \$15,000; le 4 avril, en faveur de la *Marquette Investment Corporation*, compagnie dont se servait le syndicat de Beauharnois pour recevoir et déboursier ses argents. La compagnie a encaissé ce chèque le 6 avril. Le 17 mai, Moyer a fait un autre dépôt par le moyen d'une traite bancaire à la banque de la Nouvelle-Ecosse, à New-York, et, le 18 mai, donnait un chèque de \$15,000, à la *Marquette Investment Corporation*, celle-ci l'encaissant le 19 mai. Le 23 mai, Moyer déposait à la Standard Bank, d'Ottawa, une traite bancaire de \$16,000 et émettait un chèque de \$16,000 en faveur de la *Marquette Investment Corporation*, le 26 mai, chèque que la compagnie encaissait le premier juin 1928.

Le sénateur McDougald dit qu'il a acheté les parts bénéficiaires souscrites par Moyer le 18 mai 1928 en faisant livrer à feu Winfield Sifton, le véritable propriétaire des parts portées au nom de Moyer, des obligations du Dominion d'une valeur nominale de \$46,000, livraison étant faite en une seule fois par son avocat, M. Barnard et son courtier, M. Banks. Le témoignage qu'il a rendu au comité des Communes contredit cet exposé. Il y a dit que les obligations livrées à Sifton à cette occasion ne s'élevaient qu'à \$30,000, donnant pour raison qu'il ne voulait pas s'engager à payer 1,600 parts bénéficiaires dans le second syndicat sur lesquelles il fallait payer 10 p. 100, c'est-à-dire \$16,000.

Rappelons-nous, comme l'a révélé le témoignage de M. Clifford Sifton, qu'il n'y avait pas d'entrée dans les livres de son frère feu Winfield B. Sifton, ni aucun document indiquant l'achat de ces parts bénéficiaires par feu M. Sifton, ni leur vente au sénateur McDougald. Sa succession ne comprenait d'obligations d'aucune sorte, ni d'argent représentant le montant de ces obligations au crédit de son compte de banque, ni aucune entrée dans son compte de banque pour indiquer l'achat de ces parts bénéficiaires.

De fait, l'acquisition de parts bénéficiaires portées au nom de Moyer par le sénateur McDougald est entourée de mystère quand il n'y avait pas de raison à secret, ce qui laisse soupçonner fortement que Sifton, en achetant par l'entremise de Moyer, agissait tout le temps en tout ou en partie pour le compte du sénateur McDougald et se servait de l'argent de ce dernier, à partir du 31 mars 1928, alors que Moyer a effectué un dépôt à New-York, jusqu'à la fin de l'affaire.

Le sénateur McDougald a dit qu'il ne voulait pas que son nom paraisse comme propriétaire de parts bénéficiaires parce qu'il ne voulait pas que d'autres personnes fissent un placement comme le sien. On doit se rappeler qu'il ne s'agissait pas de parts bénéficiaires offertes au public, n'étant offertes qu'aux personnes que M. Swezey ou le comité administratif jugeait à propos et que le public, par conséquent, n'aurait pu subir l'influence ou un dommage quelconque du fait que le sénateur McDougald s'intéressait à l'affaire de Beauharnois.

Si, comme cela se produit habituellement dans les affaires, le sénateur McDougald avait simplement fait son chèque en faveur de feu Winfield Sifton, il n'aurait pas ainsi révélé au public qu'il s'intéressait à cette affaire de façon à inviter d'autres personnes à suivre son exemple.

ALINÉAS 10 ET 11

(10) *Nous avons déjà dit que le sénateur McDougald a obtenu par son mandataire, M. Ebbs, en échange des cinq actions émises du capital-actions de la "Sterling Industrial Corporation Ltd", 2,000 parts bénéficiaires du deuxième syndicat. Ces unités ont servi à l'achat d'une société dont les droits, suivant une observation de M. Cameron, ingénieur en chef du ministère des Travaux publics, à la page 1019 des témoignages, "n'auraient aucune valeur". L'accord intervint à l'automne de 1928, et la "Beauharnois Vo." a attaché à ces actions une valeur telle qu'elle ne les a pas encore endossées et qu'elle ne les a jamais inscrites dans ses livres. On ne peut guère soutenir que cette société avait quelque valeur, même une "valeur de nuisance", comme on l'a suggéré, ou ait été ou pu devenir, par elle-même, un embarras sérieux, à la demande, alors faite, de la "Beauharnois Light, Heat & Power Co." au Gouverneur général en son conseil. S'il en est ainsi, il y avait déjà deux demandes devant le ministère, dont l'une au moins avait pour base une prétendue acquisition des droits des Robert, droits sur lesquels repose la demande de la Beauharnois. De plus, la mise à exécution de l'entente avait pour condition l'attitude favorable du Gouverneur général en son conseil, et il n'est pas possible de croire que si cette compagnie n'avait pas appartenu au sénateur McDougald, qui s'affirme ami intime de l'administration, et M. R. A. C. Henry, qui devait tôt devenir sous-ministre des Chemins de fer et des Canaux, ou à d'autres personnages de pareille influence, le "Beauharnois Power Syndicate" aurait été disposé le moins au monde à la payer même le prix nominal de son capital-actions souscrit bien moins que 2,000 parts, lesquelles finalement ont*

valu \$300,000 en espèces et 80,000 actions de la "Beauharnois Power Corporation, Ltd.", mais il aurait sans doute reçu la même considération que les requérants antérieurs—à savoir l'avantage d'être totalement ignoré.

(11) On pense que la remise à M. Henry de ce grand nombre de titres a été faite pour l'attirer vers la "Beauharnois Co." Il est difficile de comprendre pourquoi toute incitation autre que le fait de doubler son salaire, ce qui s'est produit, se soit imposée pour attirer l'homme qui, depuis six ou sept ans, avait manifesté un ardent désir de se mêler d'une entreprise de Beauharnois, et votre comité ne saurait accepter pareille explication. Au contraire, nous avons la conviction que la "valeur de nuisance" consistait en la nécessité d'y attirer fortement le sénateur McDougald, obstacle éventuel à la réalisation par le syndicat de ses projets, pour l'y intéresser d'une manière si étroite que toute objection pouvant venir de cette direction disparaisse.

Le comité du Sénat constate que les allégations des alinéas 7, 8, 9, 10 et 11 sont démontrées.

ALINÉAS 12, 13, 14 ET 15

(12) Que le sénateur McDougald ait contribué au succès de cette entreprise hasardeuse, on en a la preuve dans les témoignages du comité spécial du Sénat auquel il est fait allusion plus haut, et dont il était membre. Il appert que le 31 mai 1928, il a contribué à amener M. Henry, alors son associé dans la compagnie Sterling, devant ce comité pour répondre à certaines questions. Le sénateur McDougald avait préalablement (voir à la page 215 des témoignages) préparé ses questions, qu'il avait soumises à M. Henry.

(13) Dans son témoignage M. Swezey dit clairement que la raison des choses extraordinaires qu'il a faites, c'est que le temps était de grande importance pour financer l'entreprise, à raison de la menace de crise financière.

(14) Le 25 mai 1928, M. Aimé Geoffrion, premier procureur du syndicat de Beauharnois et dont la note pour services professionnels laisse entendre qu'il eût un certain nombre d'entrevues depuis le 17 décembre 1927, avec le sénateur McDougald, écrivit au sénateur McDougald qu'il n'y avait "pas de raison de retarder de soumettre à l'exécutif du Dominion l'approbation des plans de la Beauharnois, conformément à la loi de protection des eaux navigables."

(15) A cette occasion, la dernière question posée à M. Henry par le sénateur McDougald, le 31 mai 1928, a été la suivante (page 232 des témoignages du comité):

L'hon. M. McDougald: La dernière question que j'ai à vous poser, M. Henry, est celle-ci: Etes-vous d'avis que l'on devrait procéder aussitôt que possible à l'amélioration de la route navigable du Saint-Laurent et si votre réponse est affirmative, donnez-en les raisons?

Treize jours plus tôt d'après son propre témoignage, le sénateur McDougald avait convenu de s'intéresser à cette entreprise par l'achat de 800 parts bénéficiaires du syndicat.

Les alinéas 12, 13, 14 et 15 sont entièrement justifiés par la preuve.

DECLARATIONS AU SENAT

ALINÉAS 16, 17 et 18

Les paragraphes 16, 17 et 18 se rapportent à l'exactitude et à la bonne foi de certaines déclarations faites au Sénat par le sénateur McDougald. Ils se lisent:

(16) *Le 19 avril 1928, le sénateur McDougald parlant de son siège au Sénat, déclara ce qui suit: "Je tiens à affirmer ici, et je le dis avec force, que je ne possède pas un seul dollar d'actions de cette entreprise ni y suis-je intéressé ou rattaché de quelque façon".*

"Quant à moi, je ne saurais trop appuyer sur mon démenti des soupçons et des imputations que ces dépêches (faisant allusion à des dépêches du 18 avril 1928, parues dans le "Mail & Empire" et le "Globe", de Toronto), m'adressent à titre de membre du comité consultatif, de même qu'en ma qualité de membre de cette honorable Chambre et de citoyen".

(17) *Le 20 mai 1931, le sénateur McDougald, faisant allusion à sa déclaration précédente à cet égard et à la date qu'elle porte, le 19 avril 1928, et parlant de son siège au Sénat, dit ce qui suit: "Honorables membres du Sénat, avant de passer à l'ordre du jour, je prends la parole pour m'expliquer sur un fait personnel. D'après les journaux de ce matin, on a attaqué en dehors de cette Chambre mon honneur et mon intégrité comme membre de cette Chambre, et je désire attirer incontinent l'attention sur une déclaration que j'ai faite au Sénat en avril 1928 au sujet de ma position relativement à la compagnie tant discutée de la Beauharnois Power. Les journaux m'avaient attaqué, dans leurs articles, ainsi que d'autres membres du comité consultatif national, qui faisait rapport sur la canalisation du Saint-Laurent. On avait laissé entendre que nos décisions et nos recommandations avaient subi l'influence d'intérêts personnels dans l'exploitation de force motrice sur le Saint-Laurent. J'ai alors déclaré à cette Chambre que je n'étais nullement intéressé à la "Beauharnois Power Company" ni au syndicat. C'était absolument vrai et exact. Je puis dire tout de suite que jusqu'à ce moment là (c'est-à-dire, avril 1928) on m'avait à maintes reprises invité à devenir membre de ce syndicat mais que j'avais toujours refusé. On m'en a prié encore une fois par la suite, et j'ai fait étudier le projet sous tous ses aspects. Une fois convaincu que le projet me convenait en ma qualité de membre de ce Sénat, d'homme d'affaires et de citoyen du Canada pour y placer mon argent, j'ai consenti à m'y intéresser environ six mois plus tard, en octobre 1928, j'ai fait des placements dans la "Beauharnois Syndicate".*

"18) A la page 930 des témoignages, se trouvent ces questions et ces réponses:

Le président:

Q. Je vous fais observer, monsieur le sénateur, que cette déclaration est inexacte?—R. Je vous fais observer, monsieur, que cette déclaration est exacte.

Q. Alors, votre témoignage d'hier est inexact, car vous avez acheté de Sifton en mai?—R. Je ne m'y suis pas intéressé avant octobre. M. Ebbs était mon mandataire en octobre, et je m'y suis intéressé en octobre.

Q. Est-ce là l'explication que vous donnez de cette déclaration?—R. Voilà l'explication que je donne de cette déclaration. Je fais partie du syndicat.

Q. Comment donc, mais c'est entendu que vous faisiez partie du syndicat; voici votre témoignage?—R. Depuis la fin de mai 1930. Je n'en faisais pas partie lorsque je prononçais mon discours au Sénat.

Q. Vous dites clairement dans votre discours avoir commencé à vous intéresser au syndicat de Beauharnois, en octobre 1928. Hier, vous avez avoué sous la foi du serment avoir acheté de Sifton, en mai 1928?—R. C'est exact.

Q. Je vous fais observer que votre déclaration au Sénat est entièrement inexacte?—R. Elle est peut-être ambiguë, mais elle n'est pas inexacte. Ce que je voulais dire, c'est que je me suis affilié au syndicat en octobre par l'entremise de M. Ebbs. Je n'en faisais pas partie auparavant."

Q. Avant de poursuivre, monsieur White, je veux compléter la question que je posais il y a quelques instants au sénateur—au témoin.—Au moment où vous prononciez au Sénat ce discours ambigu, comme vous en convenez à présent, le 29 mai 1931, il va sans dire que vous étiez intéressé avec M. Henry à la "Sterling Industrial Corporation"?—R. C'est exact.

Le comité partage les avis exprimés dans les extraits précédents et appelle aussi l'attention sur les considérations suivantes, les accompagnant de quelque commentaire ou expression d'opinion. Le discours au complet prononcé par le sénateur McDougald au Sénat, le 19 avril 1928, selon le compte rendu du hansard du Sénat, se lit:

L'honorable M. McDougald: Honorables messieurs, je demande la parole pour un fait personnel et pour opposer un démenti catégorique à certaines déductions parues dans un journal et qui portent atteinte à mon honneur et à mon intégrité tant en ma qualité de membre de cette honorable assemblée que comme simple citoyen.

Dans son numéro du 18 avril, le "Globe", de Toronto, publie une dépêche de son correspondant d'Ottawa au sujet du dépôt de la correspondance échangée entre le Canada et les Etats-Unis relativement à la canalisation du Saint-Laurent, dépêche au cours de laquelle, on lit, entre autres choses:

L'honorable sénateur McDougald est censé être intéressé dans la "Beauharnois Power Company" qui a obtenu dernièrement de la législature de Québec, une charte pour une gigantesque installation hydro-électrique dans la section de Québec du Saint-Laurent.

L'article contient aussi un certain nombre de déclarations concernant les avantages de la construction par l'initiative privée ou par l'Etat. Toutefois, je n'ai qu'à opposer un démenti immédiat, non équivoque et sans restriction à cette déduction du "Globe" d'après laquelle je suis intéressé dans la "Beauharnois Power Company". Je tiens à déclarer ici, et je le dis avec force, que je possède pas un seul dollar d'actions de cette entreprise et je n'y ai aucun intérêt ni y suis-je rattaché de quelque façon que ce soit.

Je dirai un mot maintenant d'une dépêche publiée dans le "Mail and Empire," de Toronto, également dans la numéro du 18 avril, et semblable à celle du "Globe," à cette exception, peut-être, que là où le "Globe" dit "est censé être", le "Mail and Empire" "soupçonne."

On croit que le rapport a été rédigé par le sénateur McDougald, sir Clifford Sifton et Thomas Ahearn, et que les autres membres du comité ont joué un rôle de peu d'importance et n'ont influé en rien sur la décision. On sait ou l'on soupçonne ces trois capitalistes d'être intéressés dans les projets de force motrice, et on leur attribue la proposition qui comporte l'aménagement, en premier lieu, de la section nationale aux dépens des particuliers qui utiliseraient l'énergie..... Les critiques formulées jusqu'à présent sont nombreuses et à propos..... que le projet approuvé par le gouvernement a été élaboré par les exploitants de forces hydrauliques représentés par sir Clifford Sifton, Thomas Ahearn et le sénateur McDougald.

Parlant en mon propre nom, je désire opposer un autre démenti catégorique et sans réserve aux déductions et aux soupçons du "Mail and Empire." Le rapport a été préparé par le comité consultatif, et par ce dernier seul. Si le gouvernement a désigné pour faire partie de ce comité des hommes censés être renseignés sur la force motrice et les entreprises s'y rattachant, c'est probablement pour la même raison qui l'a engagé à désigner pour faire partie de la commission des chemins de fer des hommes qui étaient censés s'y connaître en matière de chemin de fer; mais lorsque deux des plus importants journaux du pays créent l'impression parmi le public du Canada et d'autres pays que les membres du comité ont été animés par des mobiles de gain personnel ou de collusion avec les exploitants de forces hydrauliques, ils font là un geste à la fois injuste, déloyal et sans raison d'être. Pour ce qui me concerne personnellement, je ne saurais trop appuyer sur mon démenti des soupçons et des imputations que ces dépêches m'adressent à titre de membre du comité consultatif, de même qu'en ma qualité de membre de cette Chambre et de citoyen. J'ai peut-être lieu d'éprouver un peu de consolation à la pensée que ces choses-là semblent être une des sanctions ordinaires de l'existence des hommes publics.

Nous avons déjà traité de la question à savoir si, à l'époque de ce discours, le sénateur McDougald possédait en tout ou en partie les actions ou parts bénéficiaires de Winfield Sifton. Toutefois, même si nous devons supposer qu'il n'en est devenu possesseur que le 18 mai 1928, il était, à l'époque du discours susmentionné, et l'était depuis plusieurs années, possesseur de la *Sterling Industrial Corporation* (subordonnement à une entente verbale et sans force opérante relativement à la division de ses actions avec M. Henry) et la *Sterling Industrial Corporation* s'intéressait directement et de façon très pratique, comme il a été révélé, au projet de canalisation et de captation de l'énergie du Saint-Laurent à l'endroit même dont il est question. Au cours de l'article du *Mail and Empire*, il est dit que trois capitalistes, y compris lui-même, "s'intéressent, comme on le sait ou le soupçonne, dans des entreprises d'énergie hydroélectrique et on leur attribue la proposition d'aménager la section nationale d'abord aux frais de particuliers qui obtiendraient l'énergie". Par conséquent, quand le sénateur McDougald, le 19 avril 1928, "niait catégoriquement et absolument les implications et les insinuations du *Mail and Empire*", il n'employait pas le langage de la franchise et de la vérité.

Passant au discours prononcé au Sénat par le sénateur McDougald le 20 mai 1931 et supposant encore qu'il a acheté le 18 mai 1928 les actions de la *Beauharnois Company* que possédait Sifton, soit 29 jours après son discours du avril 1928, nous ne pouvons exonérer le sénateur de manque de franchise, puisqu'il a dit dans son dernier discours qu'il a commencé à s'intéresser à l'affaire "quelque six mois plus tard, en octobre 1928", alors que les parts bénéficiaires de Sifton, détenues jusque-là au nom de Moyer, passèrent au nom d'Ebbs. Le sénateur McDougald savait fort bien que, du 18 mai 1928 au 2 octobre 1928, Moyer détenait ces parts pour son compte, tout comme l'a fait Ebbs, à partir du 2 octobre. Appeler "ambiguïté" une telle erreur constitue plus qu'une violence faite à la langue.

On doit se rappeler ici qu'à partir du 20 avril 1928, le sénateur McDougald est devenu membre actif du comité du Sénat nommé en vertu de la résolution suivante:

Ordonné: Qu'un comité spécial du Sénat soit nommé pour faire enquête, et rapport de temps à autre, sur l'aménagement et l'amélioration du fleuve Saint-Laurent pour les fins de la navigation et de la production d'énergie électrique et sur les sujets connexes; et que le Comité soit auto-

risé à assigner des personnes et à faire produire des documents et des dossiers, à interroger des témoins sur la foi du serment s'il le juge nécessaire, et à employer des sténographes et autres employés subordonnés à l'approbation du Sénat quant aux déboursés, etc.

Ce Comité a tenu des réunions et des audiences jusqu'au 7 juin 1928. A sa réunion du 31 mai 1928, il a posé certaines questions (citées en partie dans le rapport des Communes paraissant ci-haut) préparées et soumises à l'avance au témoin, pour que M. Henry y réponde. Comme l'avoue le sénateur lui-même, il détenait en plus de ses intérêts dans la *Sterling Industrial*, des actions nombreuses dans la *Beauharnois Company*, depuis le 18 mai 1928. Il est étrange que le sentiment de l'honneur qui, le 19 avril 1928, le forçait à nier, au Sénat du Canada, tout rapport avec l'affaire de Beauharnois et toutes les "implications, insinuations et allégations", lancées contre lui par le *Globe* et le *Mail and Empire* à l'en croire, ne l'ait pas porté à révéler au Sénat ou à son comité l'intérêt personnel qu'il avait dans l'affaire même qu'examinait le comité du Sénat. A notre avis, son devoir était d'agir de la sorte. Au contraire, il s'est borné à donner des réponses comme celles qui suivent:

Par M. White:

Q. Quand vous avez assigné M. Henry comme témoin, n'étiez-vous pas intéressé dans l'entreprise de Beauharnois?—R. C'est exact.

Q. C'est exact. L'avez-vous révélé au comité?—R. Il n'avait pas à savoir si j'étais intéressé ou non dans cette affaire.

Les alinéas du sommaire relatifs au prix auquel le sénateur McDougald a acheté ses parts et à certains frais de voyage encaissés par lui se lisent comme suit:

(19) *Au surplus, dans son discours du 20 mai 1931, le sénateur McDougald a dit: "J'ajouterais que j'ai versé au syndicat autant d'argent que n'importe quel autre membre de celui-ci".*

(20) *Comme on le fait déjà observer dans ce rapport les sénateurs McDougald et Raymond et M. Frank Jones ont payé chacune de leurs unités du syndicat primitif beaucoup moins cher que n'importe quel autre membre de celui-ci, à l'exception peut-être de M. Sweezy, qui a obtenu quelques-unes des siennes pour une rémunération autre qu'en espèces.*

(21) *Ce qui importe aussi, c'est que la compagnie ait versé au sénateur McDougald des sommes importantes en guise de frais de déplacement.*

En confirmant ces faits, nous ajoutons que la compagnie de Beauharnois a payé les frais d'hôtel du sénateur McDougald, à Ottawa, durant le temps des audiences du comité de la Chambre des communes, bien qu'à cette époque le sénateur McDougald fût à Ottawa pour suivre les séances du Sénat alors en session.

Inclus dans cette somme, se trouvait un montant de \$7,500 pour les honoraires de M. Starr, qui a comparu devant le comité des Communes comme avocat du sénateur McDougald et qui a indiqué bien clairement qu'il n'agissait, et qui n'a agi de fait, que pour le compte du sénateur McDougald devant ce comité.

Les derniers alinéas du sommaire se lisent:

(22) *Votre comité peut difficilement concevoir que quelqu'un ayant rempli des fonctions aussi importantes: président de la commission du port de Montréal, membre du comité consultatif national du projet de canalisation du Saint-Laurent, sénateur du Canada, membre du comité spécial du Sénat dont il est question plus haut, et professant, c'est lui-même qui le dit, les plus grands égards pour ses fonctions publiques puisse*

laisser ses affaires particulières mûre à l'accomplissement de ses fonctions publiques au point d'avoir à parler, de son siège au Sénat, de façon ambiguë et inexacte.

(23) *On ne saurait trop censurer les actes du sénateur McDougald relativement à l'entreprise de Beauharnois.*

De l'avis du Comité, les conclusions ci-haut indiquées sont amplement motivées par la preuve, à savoir que les agissements du sénateur McDougald n'étaient pas compatibles avec ses fonctions et sa position de sénateur et en étaient indignes.

LE SENATEUR ANDREW HAYDON

Un sommaire relatif aux rapports du sénateur Andrew Haydon avec l'entreprise d'énergie de Beauharnois paraît dans le rapport du comité de la Chambre des communes qui nous a été soumis. Nous en citons ces extraits:

(1) *Le sénateur Haydon semble s'être intéressé tout d'abord au projet de Beauharnois en 1924, alors que son étude constitua légalement la Sterling Industrial Corporation pour le sénateur McDougald et M. Henry, le 5 juillet de cette année-là, et présenta aux deux ministres du gouvernement la requête de la compagnie comportant le détournement de 30,000 pieds cubes d'eau à la seconde.*

(2) *M. Sweezey retint dans des circonstances quelque peu étranges les services de son étude pour le Beauharnois Power Syndicate, à l'automne de 1928.*

(3) *Le sénateur Haydon fait partie du Sénat depuis le 11 mars 1924, et M. Sweezey le connaissait pour un membre du parti libéral qui percevait des fonds électoraux. La fixation des honoraires à l'avance constituait un procédé extraordinaire. L'étude demanda au-delà de \$30,000, par année, mais M. Sweezey s'y opposa et convint finalement de payer à l'étude McGiverin, Haydon et Ebbs la somme de \$50,000 à la condition de faire approuver sa requête par le gouverneur en son conseil. Le 3^e octobre 1928, cette société reçut de la Marquette Investment Co., un chèque de \$7,500 pour services juridiques. A la page 728, M. Sweezey dit relativement à une entrevue avec M. McGiverin: "Toutefois, nous avons fait un compromis et j'ai convenu que si l'on approuvait l'affaire, je préférerais payer sur cette base; si l'on approuvait la requête je lui payerais \$50,000 et des honoraires à l'avance pour une période de trois ans à raison de \$15,000... il est de nature humaine de travailler plus fort quand le prix est convenu". Quand on lui demanda ce qui arriverait si l'affaire ratait, M. Sweezey répondit: "Eh bien, ses dépenses seraient payées. Du moins, j'ai présumé qu'il faudrait lui payer ses dépenses... J'étais certain qu'il me demanderait quelque chose pour ce travail." D'après M. Sweezey, on conclut cet accord apparemment quelque temps avant le 2 octobre 1928, (page 729 des témoignages).*

(4) *Le 2 octobre 1928, les parts du Beauharnois Power Syndicate que M. Clare Moyer détenait alors pour le compte du sénateur McDougald furent transportées à M. Ebbs, de l'étude de Haydon.*

(5) *M. Ebbs, l'associé du sénateur Haydon, remplit pendant quelque temps les fonctions du gérant du syndicat pour le compte du sénateur McDougald. Le décret du conseil fut approuvé, l'étude du sénateur Haydon toucha la somme de \$50,000 et reçut dans la suite plusieurs chèques en exécution de l'accord conclu avec M. Sweezey aux termes duquel elle devait toucher des honoraires de \$15,000 par année.*

(6) *Le sénateur Haydon était un homme marquant et estimé dans son parti et on le connaissait pour l'un des organisateurs officiels du parti libéral, au Canada. Le sénateur Haydon reçut de M. Sweezy et de la compagnie Beauharnois des contributions électorales qui, dit-on dépassent le demi-million, et il est à noter que son étude n'a jamais présenté de notes détaillées de services professionnels comme l'attestent les pièces justificatives (pièces 85 à 87 incluses).*

(7) *Dans les circonstances votre Comité estime que le sénateur Haydon n'est pas excusable d'avoir accepté les honoraires précités, ainsi que les \$50,000 en question et les contributions électorales, et qu'il y a lieu de réprover fortement sa conduite.*

Le sénateur Haydon n'a pas comparu devant le comité des Communes mais il a comparu devant notre comité. A cause des témoignages nouveaux reçus par notre comité au sujet des relations du sénateur Haydon avec cette affaire, nous faisons les commentaires, expressions d'opinions et rapports suivants:

Le sénateur Haydon a nié devant notre comité que l'honoraire de \$50,000 ait été subordonné à l'adoption du décret du conseil c.p. 422. Il a aussi déclaré que les honoraires entiers reçus par son bureau et s'élevant à \$80,000 furent pour du travail exécuté quelque temps avant les arrangements conclus au sujet de ces honoraires et aussi pour du travail exécuté depuis.

Pour arriver à une conclusion sur les faits réels, il est nécessaire de tenir compte de toutes les circonstances révélées à l'enquête. Il est à noter, comme le démontre l'alinéa numéro 6 sus-mentionné, que la société légale du sénateur Haydon n'a pas fourni de note détaillée ainsi que l'indiquent les pièces justificatives et que, bien qu'il fut absolument dans son intérêt d'indiquer que les services juridiques rendus étaient au moins de loin proportionnés à la somme reçue, le sénateur Haydon n'a aucunement réussi à établir qu'il a rendu de tels services, par son témoignage ou par tout autre. Il nous est impossible de trouver aucun caractère juridique au travail exécuté par cette société lequel aurait été rémunéré par une compagnie quelconque d'après les méthodes commerciales à un chiffre égal au presque égal même au total des honoraires fixés versé par la compagnie de Beauharnois à la société du sénateur Haydon tout à fait en dehors de l'honoraire spécial de \$50,000.

Cela étant, et tenant compte aussi de la situation élevée dont jouit le sénateur Haydon dans l'esprit du public par rapport au parti qui lui a confié des postes élevés et tenant compte encore du récit très clair et sans équivoque qu'a fait de l'entente M. Sweezy, il nous est impossible d'arriver à une autre conclusion que celle-ci, à savoir que l'honoraire de \$50,000 était subordonné à l'adoption du décret du conseil.

A ce sujet il faut ajouter que la note établie dans le bureau de la société du sénateur Haydon au sujet de la *Sterling Industrial Company* a été reportée à la note établie par la même société au sujet de l'affaire de Beauharnois, que le tout est devenu un seul compte lequel a été réglé à la fin par des chèques de la Beauharnois Company.

Il faut s'arrêter particulièrement à cet extrait du témoignage rendu par le sénateur Haydon devant le comité:

Q. Alors...—R. Monsieur Mann, vous m'avez interrogé au sujet de mes conversations avec M. Sweezy.

Q. Oui, monsieur?—R. Autant que je me rappelle, ma première conversation avec M. Sweezy au sujet de l'affaire de Beauharnois n'a eu aucune importance. D'autres personnes étaient présentes, mais je ne me rappelle plus qui.

J'avais lu dans les journaux qu'il avait été poursuivi ou allait être poursuivi par des gens de London, qui faisaient affaires publiquement sous

le nom de *Great Lakes Transportation and Power Company*. Dès la première fois que je le vis, il me parut être un homme prêt à se lancer dans toutes les aventures. Je l'ai d'abord rencontré au Queen College. En discutant diverses questions de placements et d'autres affaires, je fis sa connaissance.

Je lui demandai alors (c'était antérieurement à 1929, ou au début de 1929, peut-être) quelle valeur pouvait avoir cette entreprise de Beauharnois. Elle ne me parut avoir alors aucune valeur, parce qu'il n'y avait pas d'acheteurs en perspective pour l'énergie. Je lui demandai s'il avait des contrats pour la vente de l'énergie. Il répondit par la négative. Il parla d'Américains qui devaient venir s'établir sur le fleuve alors que l'entreprise serait lancée. Je lui dis: A quoi serviront-ils, si vous n'avez rien de définitif "Je crois que j'ai employé le mot que vous m'avez demandé de répéter "moonshine". "Cela ne vous mènera à rien. Cela n'a aucune valeur". Oh, bien dit-il, nous avons un contrat en vue". Je répliquai: "Où et comment". Je n'en avais jamais encore entendu parler. Il répondit qu'il s'agissait de la compagnie hydroélectrique d'Ontario. Je dis: "Pourquoi ne faites-vous pas signer pour avoir quelque chose de solide". Sa réponse fut:

"Howard Ferguson ne le laissera signer que lorsqu'il aura obtenu \$200,000". Je n'ajoutai rien et n'entendis plus parler de la Beauharnois pendant longtemps.

M. Swezey a saisi la première occasion pour nier catégoriquement cette affirmation. Bien que pensant que ce passage du témoignage du sénateur Haydon ne se rapportait aucunement au sujet de l'enquête, le comité a décidé de recevoir le témoignage de l'honorable Howard Ferguson, alors en Angleterre, après qu'il eût demandé par câblogramme la permission de se faire entendre.

L'hon. M. Ferguson est venu au Canada. Il a déclaré dans son témoignage qu'il était venu à ses propres frais et il a nié catégoriquement qu'une telle conversation ait jamais eu lieu avec M. Swezey ou tout autre. M. Swezey et M. Ferguson ont rendu témoignage au sujet des deux seules occasions où ils se soient rencontrés. Chaque fois, des gens éminents et de haute réputation étaient présents. Sur ce point, leur témoignage concorde. Il est aussi à noter que, bien que le sénateur Haydon ait dit d'abord que M. Swezey a prononcé les paroles sus-mentionnées en présence d'autres personnes, il n'a pas fait comparaître ni offert de faire comparaître au comité aucune de ces personnes pour confirmer son récit de l'incident.

Vu ces circonstances nous ne pouvons que conclure que le témoignage du sénateur Haydon à cet égard n'était pas exact.

Nous ratifions les conclusions du comité des Communes exposées dans l'alinéa numéro 7 sus-mentionné de son rapport. La conduite du sénateur Haydon était incompatible avec sa position et sa situation de sénateur du Canada et en était indigne.

LE SENATEUR DONAT RAYMOND

Un sommaire relatif aux rapports du sénateur Donat Raymond avec l'entreprise d'énergie électrique de Beauharnois paraît dans le rapport du comité des Communes qui nous a été soumis. Nous en citons les passages suivants:

(1) *Le sénateur Raymond fut nommé au Sénat le 20 décembre 1926. Le Sénat ayant accordé l'autorisation nécessaire, il comparut de plein gré devant le comité l'après-midi du 16 juillet 1931. Il affirma qu'il souscrivit le 1er avril 1927, à la suggestion de l'hon. M. Mitchell et de M. Frank-P. Jones, 800 parts du syndicat Beauharnois au prix de \$30,000 qu'il paya. Ces parts devinrent 1,600 parts dans le deuxième syndicat, et comme c'était son droit, il souscrivit 1,600 autres parts au nom de J.-R.*

Lefebvre et porta à 3,200 le nombre des parts qu'il détenait. Dans toute cette transaction, il réalisa à la date du 17 décembre 1929 un profit de \$529,000 et acquit 14,040 parts du titre "A", de la Beauharnois Power Corporation, Limited. Le sénateur Raymond vendit toutes les parts qu'il avait acquises primitivement en même temps que M. Frank-P. Jones vendit les siennes à raison de \$550 la part, et plus tard le sénateur Raymond acheta 350 parts de W.-G. Mitchell et une part de R.-T. Fuller, dans la Beauharnois Power Syndicate. Il détenait ces parts à la dissolution du syndicat, le 17 décembre 1929. Le total des profits qu'il réalisa est tel que susmentionné. Il affirme n'avoir exercé ni tenté d'exercer aucune influence politique, soit à Québec ou à Ottawa, par rapport aux requêtes de la Beauharnois. Son témoignage porte qu'il "ne fit rien pour pousser l'affaire." A la page 794 du procès-verbal des délibérations, on demanda au sénateur Raymond:

Q. Devons-nous comprendre que vous affirmez n'avoir absolument rien fait pour aider le projet, bien que vous y fussiez intéressé et que vous eussiez appris qu'on s'y opposait très fortement et que l'on bataillait ferme à son endroit?—R. J'ignore si je pouvais faire quelque chose pour l'aider.

Q. Bien, vous pouviez aider?—R. J'ai cru que la seule aide que je pouvais offrir consistait à y engager mon argent.

Q. Je puis donc conclure de ce que vous dites, que vous affirmez de façon non équivoque n'avoir jamais essayé d'user de votre influence personnelle en faveur de ce projet?—R. Jamais.

(2) A la fin de son témoignage un membre du comité a formulé l'opinion qu'il devait être loué de la franchise de ses déclarations. On a révélé plus tard, cependant, au cours de la preuve qu'il y avait, dans le compte présenté par MM. Geoffrion et Prud'homme, avocats du "Beauharnois Syndicate" (pièce No 114), seize inscriptions s'échelonnant du 10 septembre 1927 au 23 mai 1928 et imputables à des entrevues et conversations téléphoniques avec le sénateur Raymond. Il appert qu'une entrevue a eu lieu en une certaine occasion avec l'hon. M. Mitchell, et qu'en une autre occasion une entrevue a aussi été ménagée à Ottawa avec le sénateur McDougald.

(3) M. Frank-P. Jones déclare ceci à la page 391: "J'ai certainement et à maintes et maintes reprises demandé au sénateur Raymond s'il ne pourrait pas faire quelque chose pour hâter les procédures."

(4) Lorsque M. Sweezey est venu témoigner de nouveau, on apprit que le sénateur Raymond avait reçu de M. Sweezey quelque chose comme \$200,000 de fonds électoraux pour le compte du parti libéral. Une louable franchise exigeait, il nous semble, que le sénateur Raymond divulguât ceci devant le comité, s'il voulait vraiment que ce dernier fût sous l'impression qu'il avouait en toute sincérité la nature de ses relations entre le gouvernement et les promoteurs de la Beauharnois.

(5) Si l'on tient compte de l'attitude de M. Sweezey dans tout ceci et de son opinion sur la nécessité de se procurer de l'influence politique, il est difficile de concevoir que M. Sweezey aurait ainsi versé cette forte somme d'argent au sénateur Raymond s'il n'avait pas au moins été convaincu que l'influence du sénateur valait bien cette somme, et il est remarquable de constater que le sénateur Raymond, devant cette preuve, n'ait pas insisté pour expliquer de quelque manière sa position à ce sujet.

Le sénateur Raymond a comparu devant notre comité et a rendu témoignage, comme il l'avait fait au comité des Communes. S'expliquant sur l'accusation de manque de sincérité indiqué ou impliqué dans le rapport du comité des Communes à son sujet, il a déclaré qu'à l'enquête des Communes, on ne l'avait

aucunement interrogé au sujet des fonds électoraux et que, si on l'avait questionné, il aurait admis qu'il avait reçu \$200,000 pour cette fin. Il a ajouté qu'il est resté en ville et a signifié qu'il rendrait de nouveau témoignage si on le convoquait, et qu'il est parti seulement quand un membre du comité lui eût assuré qu'il ne serait plus convoqué. Il n'a été établi aucune preuve pour contredire le sénateur Raymond à cet égard et nous acceptons sa parole. Il faut ajouter toutefois que, d'après le témoignage du sénateur Haydon, rendu devant notre comité, le sénateur Raymond a reçu d'autres sommes considérables pour la caisse électorale, ces sommes ayant d'abord été remises par M. Swezey au sénateur Haydon qui les a passées au sénateur Raymond. Si le témoignage du sénateur Haydon est exact sur ce point, et personne ne l'a contredit, il s'ensuit que le sénateur Raymond n'a pas fait preuve d'une franchise entière à cet égard dans son témoignage.

Bien que l'on ait fourni de nouvelles preuves par le dépôt d'un état de compte pour services juridiques venant de M. Geoffrion, à l'effet qu'il a eût de nouvelles conversations entre le sénateur Raymond et M. Geoffrion après la demande faite au gouverneur en son conseil d'adopter le décret devenu le C. P. 422, et bien que les témoignages recueillis par le comité des Communes indiquent un intérêt profond et continu de la part du sénateur Raymond dans l'adoption de ce décret, rien n'est venu contredire les affirmations répétées du sénateur Raymond à l'effet qu'il ne s'est jamais servi de son influence auprès du gouvernement à cette fin.

Le comité convient que les faits énumérés au sommaire du rapport des Communes au sujet du sénateur Raymond ont été établis et il partage les opinions exprimées dans ce sommaire surtout au paragraphe numéro 5, et nous devons accepter la parole du sénateur Raymond qui nie avoir exercé activement son influence pour modifier la politique du gouvernement.

Toutefois, les témoignages établissent clairement les faits suivants: Que le sénateur Raymond a reçu d'une compagnie, directement ou indirectement, de fortes sommes destinées à la caisse électorale; que la compagnie qui a versé ces fonds dépendait essentiellement de concessions de l'Etat; et que l'un des gouvernements dont il était nécessaire d'obtenir ces concessions était le gouvernement fédéral dont le sénateur Raymond était un des soutiens les plus éminents.

Le comité croit de son devoir d'exprimer l'avis que les sénateurs du Canada ne devraient pas se mettre dans une situation où ils recevraient des versements d'une entreprise, ou s'intéresser à une telle entreprise, laquelle dépend entièrement d'une faveur déterminée ou d'une concession d'un gouvernement dont les agissements sont, d'après la Constitution du Canada, soumis au contrôle des deux assemblées du Parlement.

Le tout respectueusement soumis.

CHAS. E. TANNER,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du Jour pour être pris en considération mercredi prochain.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la prise en considération en comité général, du Bill (27), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'accise", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du Jour soit remis à mardi prochain.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (N1) intitulé: "Loi pour faire droit à Georgina Linda McIndoe Howard" est, sur division, lu pour la deuxième fois, et avec la permission du Sénat,

Ledit Bill est, sur division, lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill sera adopté,

Elle est, sur division, résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill auquel il sollicite son agrément et pour lui communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le bill (O1) intitulé: "Loi pour faire droit à Antonio Poliseno" est, sur division, lu pour la deuxième fois, et avec la permission du Sénat,

Ledit Bill est, sur division, lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill sera adopté,

Elle est, sur division, résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill auquel il sollicite son agrément et pour lui communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le bill (P1) intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Gertrude Silcock Wilson" est, sur division, lu pour la deuxième fois, et avec la permission du Sénat,

Ledit Bill est, sur division, lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill sera adopté,

Elle est, sur division, résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill auquel il sollicite son agrément et pour lui communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le bill (Q1) intitulé: "Loi pour faire droit à Beulah Isobel Phillips Eakin" est, sur division, lu pour la deuxième fois, et avec la permission du Sénat,

Ledit Bill est, sur division, lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill sera adopté,

Elle est, sur division, résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill auquel il sollicite son agrément et pour lui communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le bill (R1) intitulé: "Loi pour faire droit à George Seymour Dixon" est, sur division, lu pour la deuxième fois, et avec la permission du Sénat,

Ledit Bill est, sur division, lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill sera adopté,

Elle est, sur division, résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill auquel il sollicite son agrément et pour lui communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le bill (S1) intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Meredith Mann Redpath" est, sur division, lu pour la deuxième fois, et avec la permission du Sénat,

Ledit Bill est, sur division, lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill sera adopté,

Elle est, sur division, résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill auquel il sollicite son agrément et pour lui communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le bill (T1) intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Seigler Nissenson" est, sur division, lu pour la deuxième fois, et avec la permission du Sénat,

Ledit Bill est, sur division, lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill sera adopté,

Elle est, sur division, résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill auquel il sollicite son agrément et pour lui communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le bill (U1) intitulé: "Loi constituant en corporation *The W. S. Newton Company*", est lu pour la deuxième fois, et il est

Renvoyé au comité permanent des Banques et du Commerce.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion, il est

Ordonné: Que le Sénat, lorsqu'il s'ajournera aujourd'hui, restera ajourné jusqu'à mardi prochain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mardi, 26 avril 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTIONS

Pour mardi, 26 avril 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

9 mars—Résolu,—Que, de l'avis du Sénat, les Unions ouvrières devraient tenir leurs livres accessibles à leurs membres et au gouvernement.

No 2.

Par l'honorable sénateur Lacasse:

21 avril—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur l'importance du mouvement du retour à la terre comme mesure devant servir à alléger les conditions qui règnent aujourd'hui au Canada.

ORDRE DU JOUR

Pour mardi, 26 avril 1932

No 1.

21 avril—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill 35), intitulé: "Loi concernant la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique."—(L'honorable sénateur Ballantyne).

No 2.

20 avril—La Chambre de nouveau en comité plénier pour l'étude d'un projet de loi (Bill 27), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'accise."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 3.

21 avril—Prise en considération du seizième rapport du comité permanent des divorces, auquel a été référée la pétition de Gordon Alexander Cowan, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable M. McMeans).

No 4.

21 avril—Prise en considération du dix-septième rapport du comité permanent des divorces, auquel a été référée la pétition de Robert Russell Symington, demandant l'autorisation de retirer sa pétition pour un bill de divorce avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 5.

21 avril—Prise en considération du dix-huitième rapport du comité permanent des divorces, auquel a été référée la pétition de Ida Tarantour Waxman avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 6.

21 avril—Prise en considération du dix-neuvième rapport du comité permanent des divorces, auquel a été référée la pétition de Frances Helen Dawes Porteous avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 7.

21 avril—Prise en considération du vingtième rapport du comité permanent des divorces, auquel a été référée la pétition de Minnie Jones Chandler avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 8.

21 avril—Prise en considération du vingt et unième rapport du comité permanent des divorces, auquel a été référée la pétition de Elizabeth Irene Woolnough avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 9.

21 avril—Prise en considération du vingt-deuxième rapport du comité permanent des divorces, auquel a été référée la pétition de Ellery Sandford Johnston avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 10.

21 avril—Prise en considération du vingt-troisième rapport du comité permanent des divorces, auquel a été référée la pétition de Farla Goldman Rother avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur McMeans).

No 11.

20 avril—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Casgrain:

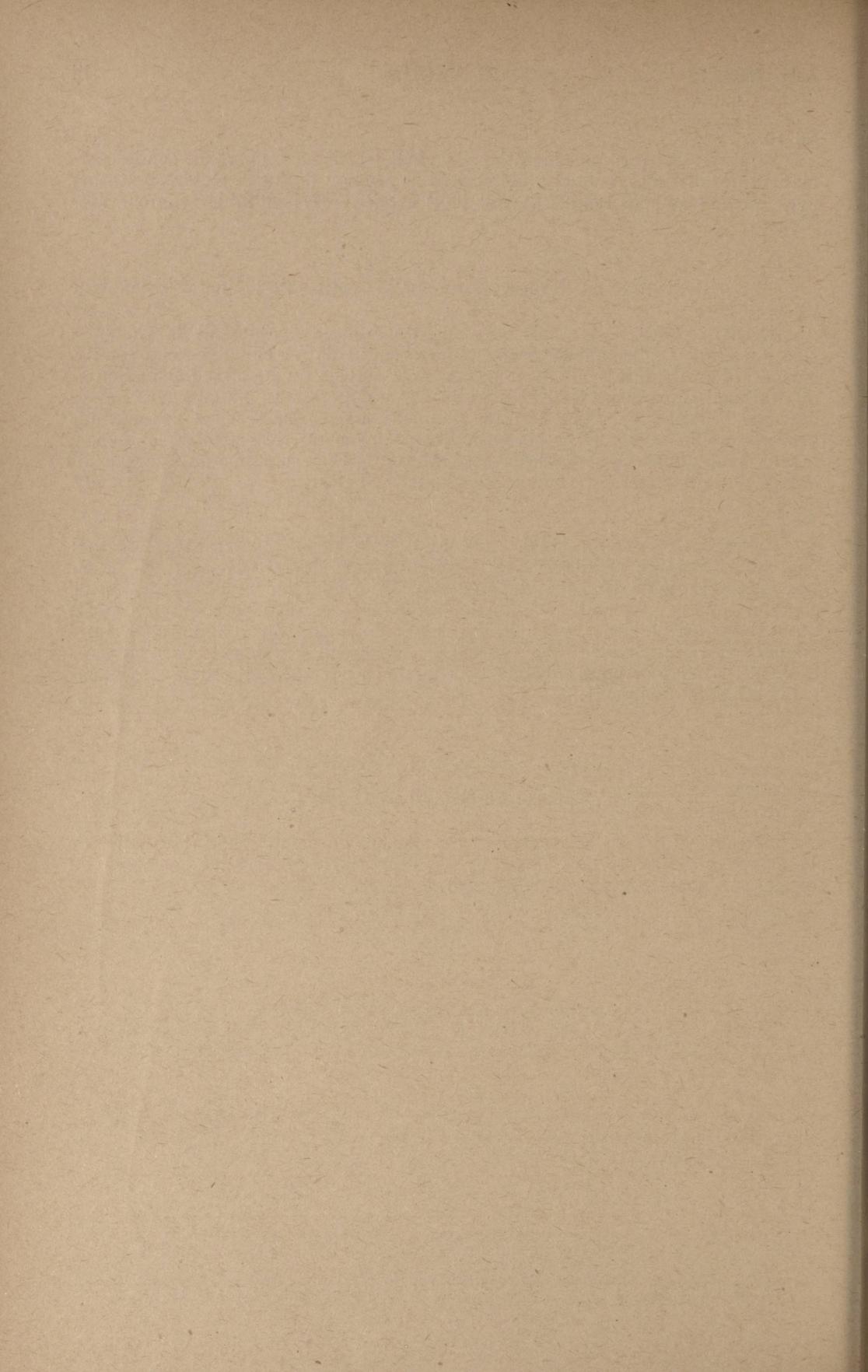
1. Que le Sénat est d'avis que, en attendant la décision de la Commission qui fait actuellement enquête sur les chemins de fer canadiens, un comité, composé d'un nombre égal des fonctionnaires actuels du Pacifique-Canadien et du National-Canadien, soit institué aux fins d'apporter un soulagement immédiat par l'élimination d'une certaine duplication dans les services des chemins de fer canadiens, et que ce comité élise lui-même un tiers-arbitre; et que, à défaut d'entente sur le choix de ce tiers-arbitre, la Cour suprême du Canada soit chargé de le nommer.—(L'honorable sénateur Foster).

No 12.

21 avril—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur McRae: Que cette Chambre est d'avis que le gouvernement devrait déclarer son intention d'exercer une action prépondérante sur la production et la répartition de tout le radium provenant de minerais canadiens, et qu'à cette fin il devrait immédiatement instituer une Commission canadienne du radium pour faire enquête et recommander à la prochaine session du Parlement les meilleures méthodes à adopter pour effectuer cette action prépondérante.—(Le très honorable sénateur Meighen).

Pour mercredi, 27 avril 1932**No 1.**

22 avril—Prise en considération du rapport du comité spécial au sujet de la compagnie Beauharnois quant à ses rapports avec certains membres du Sénat.—(L'honorable sénateur Tanner).



No 30

PROCÈS-VERBAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

Mardi, 26 avril 1932

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable P. E. BLONDIN, Président

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Ballantyne,	Gillis,	Macdonald,	Rankin,
Barnard,	Graham,	Macdonnell,	Riley,
Bénard,	Green,	Martin,	Robinson,
Black,	Griesbach,	McCormick,	Schaffner,
Blondin,	Hardy,	McDonald,	Sharpe,
Bourque,	Harmer,	McGuire,	Sinclair,
Buchanan,	Hatfield,	McLean,	Spence,
Bureau,	Horsey,	McLennan,	Stanfield,
Burns,	Hughes,	McMeans,	Tanner,
Calder,	King,	McRae,	Taylor,
Copp,	Lacasse,	Meighen,	Todd,
Dandurand,	Laird,	Michener,	Turgeon,
Daniel,	L'Espérance,	Molloy,	Webster,
Dennis,	Lewis,	Murdock,	White (Inkerman),
Donnelly,	Little,	Paradis,	White (Pembroke),
Fisher,	Logan,	Planta,	Wilson
Forke,	Lynch-Staunton,	Poirier,	(Rockcliffe).
Foster,	MacArthur,	Pope,	

PRIÈRES.

Le très honorable sénateur Meighen dépose sur la Table:—

Copie des parties I et II du rapport de Sir Alexander Gibb sur l'inspection des ports nationaux, 1931-1932.

L'honorable sénateur Laçasse attire l'attention du Sénat sur l'importance du mouvement du retour à la terre comme mesure devant servir à alléger les conditions qui règnent aujourd'hui au Canada.

Débat.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (35) intitulé: "Loi concernant la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique", est lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill sans amendement.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la reprise en considération en comité général du Bill (27), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'accese", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du Jour soit remis à demain.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat passe à la prise en considération du seizième rapport du comité permanent des Divorces auquel a été renvoyée la pétition de Gordon Alexander Cowan, ainsi que des témoignages rendus devant ledit comité.

Ledit rapport est adopté sur division.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat passe à la prise en considération du dix-septième rapport du comité permanent des Divorces concernant la pétition de Robert Russell Symington.

Ledit rapport est adopté.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat passe à la prise en considération du dix-huitième rapport du comité permanent des Divorces auquel a été renvoyée la pétition de Ida Tarantour Waxman, ainsi que des témoignages rendus devant ledit comité.

Ledit rapport est adopté sur division.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat passe à la prise en considération du dix-neuvième rapport du comité permanent des Divorces auquel a été renvoyée la pétition de Frances Helen Dawes Porteous, ainsi que des témoignages rendus devant ledit comité.

Ledit rapport est adopté sur division.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat passe à la prise en considération du vingtième rapport du comité permanent des Divorces auquel a été renvoyée la pétition de Minnie Jones Chandler, ainsi que des témoignages rendus devant ledit comité.

Ledit rapport est adopté sur division.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat passe à la prise en considération du vingt et unième rapport du comité permanent des Divorces auquel a été renvoyée la pétition de Elizabeth Irene Woolnough, ainsi que des témoignages rendus devant ledit comité.

Ledit rapport est adopté sur division.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat passe à la prise en considération du vingt-deuxième rapport du comité permanent des Divorces auquel a été renvoyée la pétition de Ellery Sandford Johnston, ainsi que des témoignages rendus devant ledit comité.

Ledit rapport est adopté sur division.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat passe à la prise en considération du vingt-troisième rapport du comité permanent des Divorces auquel a été renvoyée la pétition de Farla Goldman Rother, ainsi que des témoignages rendus devant ledit comité.

Ledit rapport est adopté sur division.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Casgrain:—

Que le Sénat est d'avis, en attendant la décision de la Commission qui fait actuellement enquête sur les chemins de fer canadiens, un comité, composé d'un nombre égal des fonctionnaires actuels du Pacifique-Canadien et du National-Canadien, soit institué aux fins d'apporter un soulagement immédiat par l'élimination d'une certaine duplication dans les services des chemins de fer canadiens, et que ce comité élise lui-même un tiers-arbitre; et que, à défaut d'entente sur le choix de ce tiers-arbitre, la Cour suprême du Canada soit chargée de le nommer.

Après débat, il est

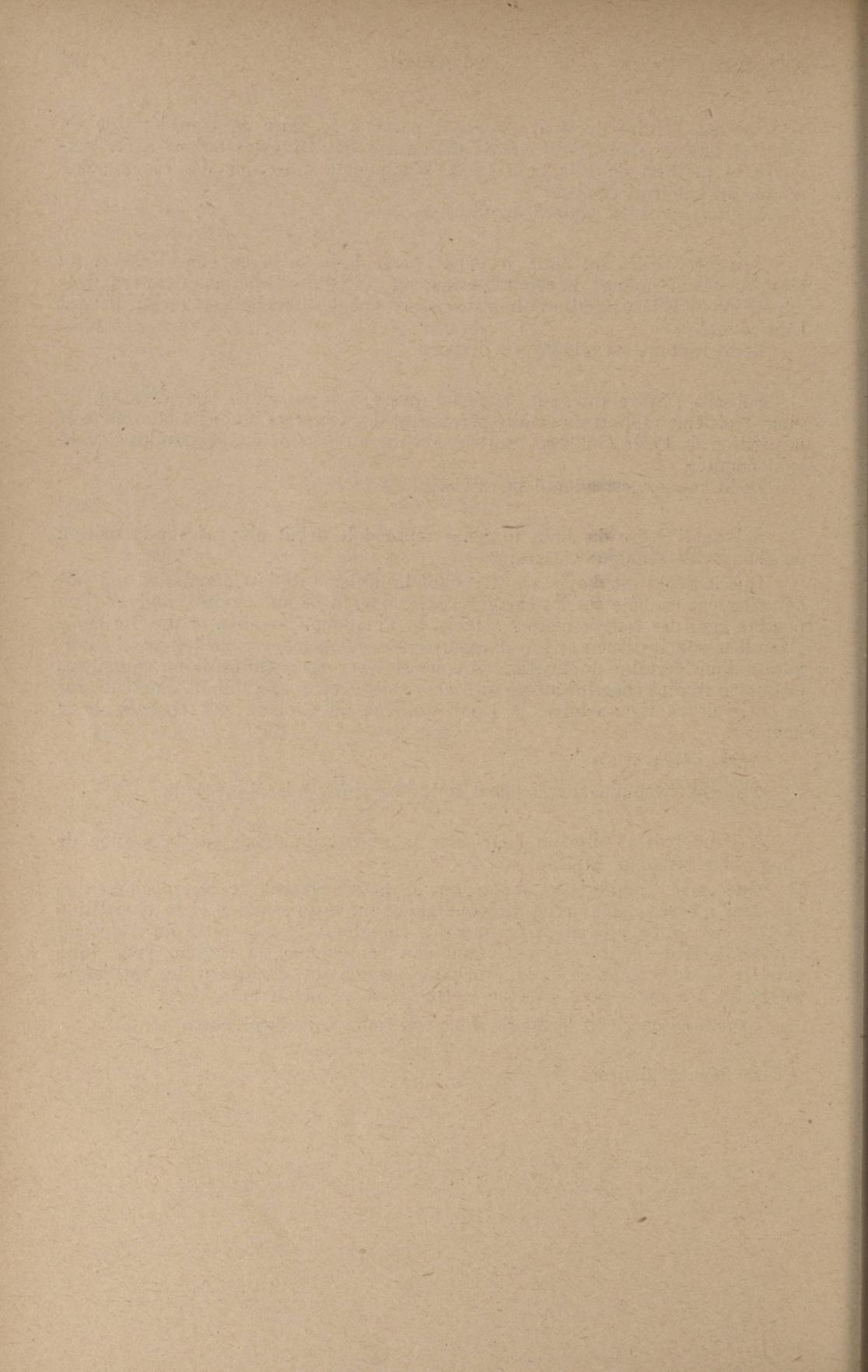
Ordonné: Que plus ample débat soit ajourné à vendredi prochain.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur McRae:—

Que cette Chambre est d'avis que le gouvernement devrait déclarer son intention d'exercer une action prépondérante sur la production et la répartition de tout le radium provenant de minerais canadiens, et qu'à cette fin il devrait immédiatement instituer une Commission canadienne du radium pour faire enquête et recommander à la prochaine session du Parlement les meilleures méthodes à adopter pour effectuer cette action prépondérante, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du Jour soit remis à jeudi prochain.

Le Sénat s'ajourne.



AFFAIRES DE ROUTINE

Mercredi, 27 avril 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour mercredi, 27 avril 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

9 mars—Résolu,—Que, de l'avis du Sénat, les Unions ouvrières devraient tenir leurs livres accessibles à leurs membres et au gouvernement.

ORDRE DU JOUR

Pour mercredi, 27 avril 1932

No 1.

20 avril—La Chambre de nouveau en comité plénier pour l'étude d'un projet de loi (Bill 27), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'accise."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 2.

22 avril—Prise en considération du rapport du comité spécial au sujet de la compagnie Beauharnois quant à ses rapports avec certains membres du Sénat.—(L'honorable sénateur Tanner).

Pour jeudi, 28 avril 1932

No 1.

26 avril—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur McRae: Que cette Chambre est d'avis que le gouvernement devrait déclarer son intention d'exercer une action prépondérante sur la production et la répartition de tout le radium provenant de minerais canadiens, et qu'à cette fin il devrait immédiatement instituer une Commission canadienne du radium pour faire enquête et recommander à la prochaine session du Parlement les meilleures méthodes à adopter pour effectuer cette action prépondérante.—(Le très honorable sénateur Daniel).

Pour vendredi, 29 avril 1932

No 1.

26 avril—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Casgrain:

1. Que le Sénat est d'avis que, en attendant la décision de la Commission qui fait actuellement enquête sur les chemins de fer canadiens, un comité, composé d'un nombre égal des fonctionnaires actuels du Pacifique-Canadien et du National-Canadien, soit institué aux fins d'apporter un soulagement immédiat par l'élimination d'une certaine duplication dans les services des chemins de fer canadiens, et que ce comité élise lui-même un tiers-arbitre; et que, à défaut d'entente sur le choix de ce tiers-arbitre, la Cour suprême du Canada soit chargée de le nommer.—(L'honorable sénateur Logan).

No 31

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Mercredi, 27 avril 1932

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable P. E. BLONDIN, Président

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Aylesworth (sir Allen),	Foster,	Marcotte,	Riley,
Ballantyne,	Gillis,	Martin,	Robinson,
Barnard,	Gordon,	McCormick,	Schaffner,
Béique,	Graham,	McDonald,	Sharpe,
Bénard,	Green,	McGuire,	Sinclair,
Black,	Hardy,	McLean,	Smith,
Blondin,	Harmer,	McLennan,	Spence,
Bourque,	Hatfield,	McMeans,	Stanfield,
Buchanan,	Horsey,	McRae,	Tanner,
Bureau,	Hughes,	Meighen,	Taylor,
Burns,	King,	Michener,	Tessier,
Calder,	Lacasse,	Molloy,	Tobin,
Chapais,	Laird,	Murdock,	Todd,
Copp,	L'Espérance,	Paradis,	Turgeon,
Dandurand,	Lewis,	Parent,	Webster,
Daniel,	Little,	Planta,	White (Inkerman),
Dennis,	Logan,	Poirier,	White (Pembroke),
Donnelly,	Lynch-Staunton,	Pope,	Willoughby,
Fisher,	Macdonald,	Prevost,	Wilson (Sorel),
Forke,	Macdonell,	Rankin,	Wilson (Rockcliffe).

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Tessier, du comité permanent des Ordres permanents, présente le sixième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier, comme suit:—

MERCREDI, 27 avril 1932.

Le comité permanent des Ordres permanents, demande permission de présenter son sixième rapport comme suit:—

1. Relativement à la pétition de Arthur Cyril Boyce, et autres, d'Ottawa, Ontario; demandant leur constitution en une corporation portant nom *Lake of the Woods International Bridge Company*.

2. Le comité a constaté que les avis requis par les prescriptions de la Règle 107 ont été publiés pendant deux semaines dans la *Gazette du Canada*, le *Rainy River Record* et le *Fort Francis Times* et que des mesures ont été prises pour l'entière publication.

3. Le comité a constaté que deux semaines seulement se sont écoulées depuis la date de la mise à la poste d'une copie de l'avis, adressée au Secrétaire provincial de la province d'Ontario et une autre adressée aux autorités municipales, alors que les prescriptions de la Règle 107 requièrent un délai de cinq semaines entre la date de la mise à la poste des avis et la prise en considération de la pétition. Le comité s'est assuré, par les témoignages fournis à cet effet, que les autorités plus haut citées n'ont soulevé aucune objection à la demande des pétitionnaires.

4. En conséquence, le comité recommande que les formalités déjà remplies soient considérées comme une observation suffisante des prescriptions de la Règle 107, et que le Bill suive son cours.

Le tout respectueusement soumis.

JULES TESSIER,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur White (Inkerman), du comité mixte des deux Chambres, pour les Impressions du Parlement, présente ce qui suit à titre de deuxième rapport:—

Ledit rapport est alors lu par le greffier, comme suit:—

MERCREDI, 27 avril 1932.

Le Comité mixte des deux Chambres sur les Impressions du Parlement a l'honneur de présenter ce qui suit à titre de deuxième rapport:—

Votre comité recommande qu'il soit imprimé, pour l'usage des députés et sénateurs, 500 exemplaires en anglais du document parlementaire No 273, savoir:—

Copie du rapport de sir Alexander Gibb, C.B.E., M. Inst. I.C., M.S.R.E., en date du 15 janvier 1932, sur l'inspection des ports nationaux du Canada—Part. I—Administration et politique générale; Part. II—Montréal, Québec, Halifax, Saint-Jean, Vancouver. (Texte seulement).

Votre comité recommande également que les documents suivants ne soient pas imprimés:—

82j. Copies d'arrêtés en Conseil passés en vertu des Lois pour remédier au chômage et aider l'agriculture, comme suit:—

Arrêté en Conseil, C.P. 790, du 15 avril 1932: quai Atikokan, somme augmentée de \$250.

Arrêté en Conseil, C.P. 791, du 15 avril 1932: sommes additionnelles pour certains travaux publics dans la province de Québec, \$1,200.

Arrêté en Conseil, C.P. 802, du 15 avril 1932: Ste-Anne de la Pocatière, somme additionnelle de \$2,000.

82k. Copies d'arrêtés en Conseil passés en vertu des lois du remède au chômage et de l'aide à l'agriculture, 1931 et 1932, comme suit:—

Arrêté en Conseil, C.P. 447, du 19 avril 1932: Gilbert's Cove, N.-E., nouveau quai, terre achetée de Bernard N. Melanson pour \$800.

Arrêté en Conseil, C.P. 817, du 19 avril 1932: autorisant des réductions de montants de certaines listes et augmentant les sommes dans certaines autres listes dans la province du Nouveau-Brunswick.

Arrêté en Conseil, C.P. 863, du 19 avril 1932: autorisant le paiement à la province de la Colombie-Britannique de \$51,153.88 pour soulagement direct.

Arrêté en Conseil, C.P. 864, du 19 avril 1932: autorisant le paiement à la province de la Saskatchewan, de \$1,755.62 pour soulagement direct.

Arrêté en Conseil, C.P. 865, du 19 avril 1932: autorisant le paiement à la province de l'Alberta de \$350.57 pour soulagement direct et \$11,890.57 pour travaux publics et entreprises.

Arrêté en Conseil, C.P. 866, du 19 avril 1932: autorisant le paiement à la province de l'Alberta de \$32,368.99 pour travaux publics et entreprises.

Arrêté en Conseil, C.P. 867, du 19 avril 1932: autorisant le paiement à la province du Nouveau-Brunswick de \$57,556.52 pour travaux publics et entreprises.

Arrêté en Conseil, C.P. 868, du 19 avril 1932: autorisant le paiement à la province de la Colombie-Britannique de \$124,108.48 pour soulagement direct.

Arrêté en Conseil, C.P. 869, du 19 avril 1932: autorisant le paiement à la province de Québec de \$57,572.31 pour soulagement direct et \$127,400.01 pour travaux publics et entreprises.

Arrêté en Conseil, C.P. 876, du 19 avril 1932: autorisant le paiement à la province de la Nouvelle-Ecosse de \$4,178.54 pour soulagement direct et \$1,478.08 pour travaux publics et entreprises.

Arrêté en Conseil, C.P. 877, du 19 avril 1932: autorisant le paiement à la province de l'Ontario de \$88,297.47 pour soulagement direct et \$41,294.17 pour travaux publics et entreprises.

Arrêté en Conseil, C.P. 878, du 19 avril 1932: créditant aux prêts et avances faits à la province de la Colombie-Britannique la somme de \$58,801.59 dépensée pour travaux publics et entreprises.

82l. Copies d'arrêtés en Conseil passés en vertu des lois du remède au chômage et de l'aide à l'agriculture, 1931 et 1932, comme suit:—

Arrêté en Conseil, C.P. 862, du 19 avril 1932: autorisant le paiement à la province de la Saskatchewan de \$71,238.39 pour travaux publics et entreprises.

Arrêté en Conseil, C.P. 892, du 20 avril 1932: autorisant le paiement à la province de la Saskatchewan de \$34,307.90 pour travaux publics et entreprises.

Arrêté en Conseil, C.P. 893, du 20 avril 1932: créditant aux prêts et avances faits à la province de la Colombie-Britannique la somme de \$136,066.74 dépensée en travaux publics et entreprises.

Arrêté en Conseil, C.P. 894, du 20 avril 1932: autorisant le paiement à la province de l'Île-du-Prince-Édouard de \$736.45 pour secours direct.

Arrêté en Conseil, C.P. 895, du 20 avril 1932: repatriement de familles canadiennes françaises de l'Alberta à Québec, \$1,532.98.

Arrêté en Conseil, C.P. 896, du 20 avril 1932: paiements à la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique de \$209,196.98 en rapport avec son programme pour la pose de rails durant l'automne de 1931.

98c. Copie d'arrêté en Conseil, C.P. 718, du 31 mars 1932 et une copie du rapport spécial de M. Errol M. McDougall, commissaire pour les réclamations de guerre illégales, relativement à la perte de la goélette *Otokio*.

98d. Copie du rapport spécial des réclamations arméniennes pour réparations par Errol M. McDougall, commissaire, ainsi que les documents suivants qui s'y rapportent:—

Copie de la pétition "A" de M. Carlisle.

Copie de la pétition "B" de M. Carlisle.

Copie du rapport du Secrétaire d'Etat au Conseil en date du 20 janvier 1932.

Copie d'arrêté en Conseil, C.P. 571, du 12 mars 1932.

Copie du rapport de l'expert de Paris.

Copie de liste de paiement, y compris une explication de la manière que les répartitions ont été faites, et une liste des réjections et les raisons de refus.

297. Réponse à un ordre de la Chambre du 25 février 1932—Etat montrant:—

1. Quel est le nombre total des fonctionnaires de l'Etat âgés de 65 ans et plus dans le service civil.

2. Quelle est la somme totale des traitements versés à des fonctionnaires qui ont soixante-cinq ans ou plus.

3. Quel est le nombre total des employés surnuméraires qui sont actuellement fonctionnaires de l'Etat.

4. Quel est le montant total des traitements actuellement versés aux fonctionnaires de l'Etat employés temporairement.

297a. Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre du 25 février 1932—Etat montrant:—

1. Quel est le nombre total des fonctionnaires de l'Etat âgés de 65 ans et plus dans le service civil.

2. Quelle est la somme totale des traitements versés à des fonctionnaires qui ont soixante-cinq ans ou plus.

3. Quel est le nombre total des employés surnuméraires qui sont actuellement fonctionnaires de l'Etat.

4. Quel est le montant total des traitements actuellement versés aux fonctionnaires de l'Etat employés temporairement.

299. Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mars 1932:—Copie de tous les télégrammes, lettres, mémoires, rapports et autres documents échangés entre le ministère des Travaux publics et toute ou toutes personnes en Nouvelle-Ecosse, au sujet de la dépense de deniers publics faite en vertu de la Loi remédiant au chômage et aidant l'agriculture, 1931, pour un nouveau brise-lames à Battery-Point, Nouvelle-Ecosse; et aussi une copie des bordereaux de paye montrant le montant dépensé pour la main-d'œuvre et des comptes indiquant les prix payés pour le fer, les billes, l'empierrement, les billes pour l'empierrement, le bois de charpente, les madriers, et le nom des personnes de qui les matériaux ont été achetés.

300. Réponse à un ordre de la Chambre du 16 mars 1932:—Copie de tous les rapports des ingénieurs, des pétitions, de la correspondance et des bordereaux de paye donnant en détail le nom de chaque personne embauchée, un relevé des montants payés en chaque cas pour la main-d'œuvre, des montants versés pour le bois et les autres matériaux, des personnes de qui ils ont été achetés, et des prix de transport, relativement à la construction d'un brise-lames à Little Sands, comté de Kings, Ile du Prince-Edouard.

301. Ordre de la Chambre—Document montrant:—

1. En milles carrés, quelle est l'étendue du territoire de l'Alberta couvert de bois marchand.

2. En milles carrés, quelle est l'étendue du territoire du Manitoba couvert de bois marchand.

3. Durant la période écoulée entre le 1er janvier 1929 et le 1er janvier 1931, quel a été le coût d'entretien de l'escadrille du Corps royal de l'aviation canadienne qui fait des patrouilles dans l'Alberta pour la protection contre les feux de forêt.

4. Durant la période écoulée entre le 1er janvier 1929 et le 1er janvier 1931, quel a été le coût d'entretien de l'escadrille du Corps royal de l'aviation canadienne qui fait des patrouilles dans le Manitoba pour la protection contre les feux de forêt.

302. Réponse à un ordre de la Chambre du 21 mars 1932:—Dossier comprenant les bordereaux de paye, les pièces justificatives et tous les détails relativement aux deniers dépensés pour des réparations au Quai Long, de Wedgeport, Nouvelle-Ecosse, en vertu de la Loi remédiant au chômage et aidant l'agriculture, 1931.

303. Réponse à un ordre de la Chambre du 21 mars 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance, témoignages, enquêtes, requêtes et autres documents concernant la destitution de M. Thomas Dubé, comme maître de poste de Denonville, comté de Témiscouata, Québec, et la nomination de son successeur.

304. Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mars 1932:—Copie de tous les télégrammes, lettres, mémoires, rapports et autres documents échangés entre le ministère des Travaux publics et toute ou toutes personnes en Nouvelle-Ecosse, au sujet de la dépense de deniers publics faite en vertu de la Loi remédiant au chômage et aidant l'agriculture, 1931, pour des réparations au brise-lames de Larry's River, Nouvelle-Ecosse; et aussi une copie des bordereaux de paye montrant le montant dépensé pour la main-d'œuvre; et une copie des comptes indiquant les prix payés pour le fer, les billes, l'empierrement, les billes pour l'empierrement, le bois de charpente, les madriers, et le nom des personnes de qui les matériaux ont été achetés.

305. Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mars 1932:—Copie de tous les documents, correspondance, télégrammes, rapports d'enquêtes au sujet de la destitution de J.-Edmond Boivin, comme maître de poste de Cap Chat, comté de Gaspé, et de la nomination de son successeur.

306. Réponse à un ordre de la Chambre du 23 mars 1932:—Copie de tous les télégrammes, lettres, mémoires, rapports, etc., échangés entre le ministère des Travaux publics et toute ou toutes personnes en Nouvelle-Ecosse relativement à la dépense de deniers publics, en vertu de la Loi remédiant au chômage et aidant l'agriculture, 1931, pour réparations à un quai situé à Great Village, dans la province de la Nouvelle-Ecosse, et copie des bordereaux de paye, des comptes ou mémoires relatifs aux matériaux et aux prix des matériaux.

307. Réponse à un ordre de la Chambre du 30 mars 1932:—Copie de tous les télégrammes, lettres, mémoires, rapports et autres documents échangés entre le ministère des Travaux publics et toute ou toutes personnes au sujet de la dépense de deniers publics faite en vertu de la Loi remédiant au chômage et aidant l'agriculture, 1931, pour le quai à Lower Burlington, comté de Hants, Nouvelle-Ecosse; et aussi une copie des bordereaux de salaires montrant les montants dépensés pour la main-d'œuvre; et aussi une copie des comptes montrant les prix payés pour le fer, les billes, l'empierrement, les billes pour l'empierrement, le bois, les madriers, montrant aussi les noms des personnes de qui ces matériaux ont été achetés.

308. Réponse à un ordre de la Chambre du 7 mars 1932: Copie de tous les rapports, correspondance, et autres documents, ayant trait à la destitution de M. Alfred Leclerc, maître de poste à St-Tite-des-Caps, dans le comté de Montmorency, et aussi copie de tous les rapports, correspondance, et autres documents

relatifs à une enquête tenue en l'année 1931 sur des accusations portées contre ledit Alfred Leclerc, y compris la preuve et le témoignage de tous les témoins, qui ont été entendus dans ladite enquête, et la décision rendue par le commissaire enquêteur.

309. Réponse à un ordre de la Chambre du 7 mars 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance, et autres documents, ayant trait à la destitution de M. Joseph Léo Tremblay, maître de poste, à Rivière Eperlan, paroisse de Mille Vaches, dans le comté de Saguenay, et aussi copie de tous les rapports, correspondance et autres documents relatifs à une enquête tenue en l'année 1931 sur des accusations portées contre ledit Joseph Léo Tremblay, y compris la preuve et le témoignage de tous les témoins qui ont été entendus dans ladite enquête, et la décision rendue par le commissaire enquêteur.

310. Réponse à un ordre de la Chambre du 7 mars 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance, et autres documents, ayant trait à la destitution de M. Honoré Chouinard, maître de poste, à Pointe Lebel, dans le comté de Saguenay, et aussi copie de tous les rapports, correspondance et autres documents relatifs à une enquête tenue en l'année 1931 sur des accusations portées contre ledit Honoré Chouinard, y compris la preuve et le témoignage de tous les témoins qui ont été entendus dans ladite enquête, et la décision rendue par le commissaire enquêteur.

311. Réponse à un ordre de la Chambre du 7 mars 1932:—Copie de la correspondance échangée entre les clients du bureau de poste de Robitaille, comté de Bonaventure et le ministère, relativement au bureau de poste de cet endroit durant l'année 1931.

312. Réponse à un ordre de la Chambre du 9 mars 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance, télégrammes, requêtes et autres documents échangés au sujet du bureau de poste de l'Islet, Québec, en 1931 et en 1932.

313. Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mars 1932:—Copie de tous les télégrammes, correspondance, rapports et autres documents qui ont trait à la destitution de M. Amédée Richard, maître de poste à Rivière-Ouelle, comté de Kamouraska, Québec, et aussi une copie de tous les rapports, correspondance et autres documents relatifs à une enquête sur les accusations portées contre ledit Amédée Richard, y compris la preuve et les témoignages présentés par tous les témoins entendus à ladite enquête et de la décision rendue.

314. Réponse à un ordre de la Chambre du 7 mars 1932—Etat montrant:—

1. Combien de maîtres de poste ont été destitués entre le 7 août 1930 et le 1er février 1932.

2. Quels sont les noms de ceux qui ont été destitués, les motifs donnés pour chaque destitution et les noms des bureaux de poste.

315. Réponse à un ordre de la Chambre du 30 mars 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance, témoignages, requêtes et autres documents concernant la résiliation du contrat de M. Donat Vincelette, entrepreneur pour le transports des correspondances sur le circuit postal rural No 1, de Ste-Angèle de Monnoir; comté de Rouville.

316. Réponse à un ordre de la Chambre du 11 avril 1932—Document montrant:—

Sommes d'argent qui ont été dépensées dans les provinces d'Ontario et de Québec pour venir en aide aux cultivateurs en vertu de la loi contenue au chapitre 58 des Statuts du Canada 1931.

317. Réponse à un ordre de la Chambre du 6 avril 1932:—Copie de toute la correspondance et des rapports relatifs à la destitution, le 11 septembre 1931, de Charles W. Laganière, de Grondines, comme gardien de phare; et aussi une déclaration portant si, oui ou non, les témoins entendus devant M. Léon Méthot, au sujet de cette cause, étaient assermentés.

318. Réponse à un ordre de la Chambre du 22 février 1932:—Copie de tous les télégrammes, correspondance, lettres, recommandations, déclarations assermentées et autres documents quelconques ainsi que de tous les témoignages d'enquête relatifs à la destitution du maître de poste de St-Calixte-Nord, et à la nomination de son successeur.

319. Réponse à un ordre de la Chambre du 2 mars 1932:—Copie de tous les télégrammes, correspondance, requêtes, rapports, concernant la destitution d'Edmond Rioux, maître de poste de Saint-Arsène, comté de Témiscouata, et la nomination de son successeur.

320. Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mars 1932:—Copie des témoignages et du rapport du commissaire relativement à l'enquête tenue sur les accusations portées contre le maître de poste de St-Quentin, comté de Restigouche, Nouveau-Brunswick, M. François Lévesque. Et aussi copie de tous les rapports de la Commission du service civil, de la correspondance, des demandes de position et autres documents relatifs à la nomination de A. H. Landry, comme maître de poste à St-Quentin.

321. Réponse à un ordre de la Chambre du 21 mars 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance, témoignages, enquêtes, requêtes et autres documents concernant la destitution de Joseph Morneau, maître de poste d'Ivry, comté de Témiscouata, Québec, et la nomination de son successeur.

322. Réponse à un ordre de la Chambre du 21 mars 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance, témoignages, enquêtes, requêtes et autres documents concernant la destitution de M. André Beaulieu, comme maître de poste de Raudot, comté de Témiscouata, Québec, et la nomination de son successeur.

323. Réponse à un ordre de la Chambre du 21 mars 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance, témoignages, enquêtes, requêtes et autres documents concernant la destitution du maître de poste de Normandin, Lac St-Jean, et la nomination de son successeur.

324. Réponse à un ordre de la Chambre du 21 mars 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance, témoignages, enquêtes, requêtes et autres documents concernant la destitution de M. Johnny April, maître de poste de Gironde, comté de Témiscouata, et la nomination de son successeur.

325. Réponse à un ordre de la Chambre du 21 mars 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance, témoignages, enquêtes, requêtes et autres documents concernant la destitution de M. David Lebel, maître de poste de Montagne Ronde, Québec, et la nomination de son successeur.

326. Réponse à un ordre de la Chambre du 21 mars 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance, témoignages, enquêtes, requêtes et autres documents concernant la destitution de Joseph Michaud, maître de poste de La Richardière, Québec, et la nomination de son successeur.

327. Réponse à un ordre de la Chambre du 21 mars 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance et autres documents ayant trait à la destitution du maître de poste d'Henryville, M. Auguste Tétreault, comté d'Iberville, et aussi copie de tous les rapports, correspondance et autres documents relatifs à une enquête tenue en l'année 1931, sur des accusations portées contre ledit Auguste Tétreault, y compris la preuve et le témoignage de tous les témoins qui ont été entendus dans ladite enquête, et le rapport fait par le commissaire enquêteur.

328. Réponse à un ordre de la Chambre du 23 mars 1932:—Copie de tous les contrats, lettres, rapports et autres documents relatifs au contrat pour le transport du courrier, de Cloridorme à Petite Madeleine, détenu Par M. C. Bérubé, de Petite Madeleine, et aussi de tous documents, lettres, etc., ayant trait à sa destitution, à la perte de ce contrat, et à la nomination de son successeur.

329. Réponse à un ordre de la Chambre du 30 mars 1932:—Copie des télégrammes, correspondance, lettres, déclarations assermentées, requêtes, preuve à l'enquête, rapports, concernant la démission du maître de poste de Boulanger, dans la paroisse de Sainte-Jeanne d'Arc, Lac St-Jean, Québec, et la nomination de son successeur.

330. Réponse à un ordre de la Chambre du 30 mars 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance, témoignages, requêtes et autres documents concernant la destitution de M. Philibert Auclair, maître de poste de St-Hilaire, comté de Rouville, et la nomination de son successeur.

331. Réponse à un ordre de la Chambre du 30 mars 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance, témoignages, requêtes et autres documents concernant la destitution de M. Rémus Boulais, maître de poste de Ste-Angèle de Monnoir, comté de Rouville, et la nomination de son successeur.

332. Réponse à un ordre de la Chambre du 6 avril 1932:—Copie du rapport du commissaire et des témoignages rendus relativement à l'enquête tenue à Deschambault, le 30 janvier 1931, au sujet de la destitution de M. Ferdinand Dus-sault, maître de poste de cette localité.

333. Réponse à un ordre de la Chambre du 6 avril 1932:—Copie du rapport du commissaire et de la preuve relativement à l'enquête tenue sur les instructions du ministre des Postes au sujet des bureaux de poste de Hopetown et de St-François d'Assises, comté de Bonaventure, Québec.

334. Réponse à un ordre de la Chambre du 13 avril 1932—Document montrant:—

1. Combien de maîtres de poste ont subi des enquêtes pour ingérence politique depuis le mois d'août 1930, (a) chaque mois et (b) dans chaque province.

2. Dans combien de cas, (a) chaque mois depuis le 1er août 1930, et (b) dans chaque province, le ministre des Postes a exigé une plainte écrite accompagnée de déclarations affirmées sous serment avant d'accorder une enquête pour partisanerie politique.

335. Réponse à un ordre de la Chambre du 13 avril 1932—Document montrant:—

1. Si William Noblett, LL.B., de Sydney, Nouvelle-Ecosse, a été nommé commissaire pour tenir des enquêtes sur des cas d'ingérence politique.

2. Combien de cas de cette sorte il a examinés.

3. Combien de destitutions il a conseillées.

4. Quel montant il a reçu (a) pour rémunération, (b) dépenses, pour tout travail exécuté relativement auxdites enquêtes.

336. Réponse à un ordre de la Chambre du 9 mars 1932—Dossier montrant:—

1. Combien de pilotes qui ont gardé leur position dans le corps d'aviation du Canada sont des hommes mariés.

2. Combien de ces hommes mariés n'ont pas fait de service militaire.

3. Combien de femmes et d'enfants à charge sont atteints par la révocation de pilotes mariés du Corps royal d'aviation du Canada.

4. Si le gouvernement étudie la question de donner des positions dans d'autres départements fédéraux aux pilotes mariés du Corps royal d'aviation du Canada.

5. Combien il y a de pilotes temporaires du Corps royal d'aviation du Canada qui, ayant reçu un premier avis à l'effet que leurs services ne seraient pas plus longtemps requis, ont été engagés de nouveau depuis.

6. Combien de ces pilotes ont fait du service militaire.

7. Combien de ces pilotes sont mariés.

337. Réponse à un ordre de la Chambre du 22 février 1932—Etat montrant:—

1. Combien d'argent on a dépensé du 1er avril 1931 au 31 décembre 1931, dans le comté de Shelburne, pour les travaux publics suivants: Réparations au quai public de Shelburne, au quai public de Lockeport, aux ouvrages de protection du port de Lockeport, au brise-lames de East Jordan, au quai public de Gunning Cove, au quai public de Black Point, au brise-lames de Baccaro-Ouest, au brise-lames de Falls Point, au brise-lames de l'île Negro.

2. Quelles ont été les personnes employées à chacun de ces ouvrages, et pendant combien d'heures et à quel salaire de l'heure chacun a été employé.

3. De qui on s'est procuré le bois, les billes et le fer pour chacun desdits ouvrages, et quels prix a-t-on payé pour ces matériaux livrés sur les chantiers, (a) pour le bois scié et les planches, M. pieds, M.P., (b) billes, au pied linéaire ou au cubage par M.P., (c) pour le fer, en barres ou prêt à servir aux travaux.

4. De quelle essence on s'est surtout servi dans ces travaux de réparations, dans chaque cas, soit du sapin du Canada, du sapin noir, de l'épinette, du pin ou du bois dur.

5. Si le département a dû payer la taxe de ventes comprises dans le prix de vente, ajoutée au prix de vente de ces matériaux.

6. Si on a demandé des soumissions pour la fourniture desdits matériaux, et, dans l'affirmative, de qui, et par la voie des journaux.

7. Dans ce dernier cas, comment et où furent publiées ces annonces de demandes de soumissions.

8. Quels sont les soumissionnaires qui n'ont pas été choisis, et quels sont les prix qu'ils ont soumis.

9. Qui a mesuré ou cubé pour la fourniture des billes fournies ou achetées au pied linéaire, par mesurage ou cubage.

10. Dans les cas d'ouvrages non terminés, quand le ministère des Travaux publics s'attend à compléter lesdits ouvrages.

338. Réponse à un ordre de la Chambre du 11 avril 1932—Document montrant:—

En 1930 et en 1931, quelles sociétés ont vendu des fournitures au département des Affaires indiennes pour les Réserves indiennes du Nouveau-Brunswick.

339. Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mars 1932:—Copie de tous les télégrammes, lettres, mémoires, rapports et autres documents échangés entre le ministère des Travaux publics et toute ou toutes personnes en Nouvelle-Ecosse, au sujet de la dépense de deniers publics faite en vertu de la Loi remédiant au chômage et aidant l'agriculture, 1931, pour réparations à un brise-lames, à Northwest Cove (Tancook), comté de Lunenburg, Nouvelle-Ecosse; et aussi une copie des bordereaux de paye montrant le montant dépensé pour la main-d'œuvre; et une copie des comptes indiquant les prix payés pour le fer, les billes, l'empierrement, les billes pour l'empierrement, le bois de charpente, les madriers, et le nom des personnes de qui les matériaux ont été achetés.

340. Réponse à un ordre de la Chambre du 13 avril 1932—Document montrant:—

1. D'après l'estimation du ministère de l'Agriculture, quelle a été, en 1931, la production totale de pommes dans la province de la Nouvelle-Ecosse.

2. Quelles quantités de pommes on a exportées outre-mer.

3. A quels prix.

4. Quelles quantités on a vendues à la Grande-Bretagne.

5. Combien de chargements de pommes on a expédiés à la Grande-Bretagne, quels étaient les noms des vapeurs qui ont transporté chaque chargement, et à quelles dates, et quel était le nombre de barils ou autres contenants de chaque cargaison.

6. Quel est le tarif océanique de transport, par baril, d'Halifax à la Grande-Bretagne.

7. Quel est le tarif océanique de transport de Port Williams à la Grande-Bretagne.

8. Quel est le prix de transport intérieur, par baril, de Middleton, Berwick, Waterville, Kentville, Windsor, New-Germany, et Bridgewater jusqu'à Halifax.

9. Si lesdits taux de transport ont été payés en monnaie sterling.

10. Sinon, s'ils ont été payés à New-York ou en monnaie canadienne.

11. Par baril, quel a été le prix moyen de vente de chaque chargement expédié en Angleterre et arrivé là entre septembre 1931 et avril 1932.

12. Par baril, et pour chaque cargaison, quel a été le prix moyen et net que les producteurs ou les expéditeurs ont reçu comme rémunération des envois à la Grande-Bretagne.

13. De septembre 1931 à avril 1932, quel était le taux du change de la livre sterling en vigueur au temps de l'arrivée et de la vente de chaque chargement.

14. Comme conséquence de la baisse de la livre sterling entre les dates mentionnées plus haut, quelle a été la perte totale d'escompte que les producteurs ou les expéditeurs ont dû absorber.

15. Si les banques ou d'autres personnes ont déjà demandé au gouvernement d'assister l'industrie fruitière par des garanties, ou d'autres moyens afin de soulager ladite industrie des pertes subies du fait de l'escompte.

16. Si le gouvernement élabore actuellement un programme pour procurer cette assistance au moyen d'une garantie aux banques ou d'autres moyens afin que les producteurs de fruits puissent recevoir le prix net, complet, pour leurs ventes en Grande-Bretagne, jusqu'au jour où la livre sterling reviendra au pair.

341. Réponse à un ordre de la Chambre du 7 mars 1932:—Copie de tous les télégrammes, correspondance, lettres et autres documents relatifs à certains ouvrages, constructions et réparations au quai et au brise-lames de Roberval, Québec, exécutés durant les mois de juillet, août et septembre 1931, avec une copie des bordereaux de paye et un état des argents dépensés pour l'achat de matériaux ou autre chose et le nom du surintendant des travaux.

342. Réponse à un ordre de la Chambre du 9 mars 1932:—Copie de tous les télégrammes, correspondance, lettres, mémoires, rapports et autres documents échangés entre tout membre du gouvernement et tout fonctionnaire du ministère des Travaux publics ou du ministère du Travail ou toute personne de la province de la Nouvelle-Ecosse, avec une copie des bordereaux de salaires, et un relevé des montants dépensés, relativement aux réparations de brise-lames et aux améliorations du port à Margaree, dans la province de la Nouvelle-Ecosse, durant les années 1930 et 1931.

343. Mémoire du sous-ministre des Postes, et copie de lettre circulaire, P.S.B. No 196, en date du 11 avril 1932, émis par le ministère des Postes concernant les heures de travail et l'élimination de la paye pour temps supplémentaire.

344. Copie de l'arrêté ministériel C.P. 2910, en date du 20 novembre 1931, nommant les commissaires devant faire enquête sur le problème du transport en Canada.

345. Réponse à un ordre de la Chambre du 7 mars 1932:—Dossier contenant les bordereaux de salaires des hommes qui ont travaillé au brise-lames de la côte sud de l'île du Cap Sable, relativement aux dépenses d'argent faites durant les derniers six mois en vertu de la Loi tendant à remédier au chômage passée à la dernière session.

346. Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mars 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance et autres documents qui ont trait à l'établissement d'un service rural de distribution postale à Rivière Ouelle, entre St-Just et Pointe-aux-Orignaux.

347. Réponse à un ordre de la Chambre du 21 mars 1932:—Copie de tous les écrits, correspondance, rapports, bordereaux de salaires, relevé complet des noms de chaque personne embauchée, des montants payés pour la main-d'œuvre et des montants payés pour les matériaux relativement aux ouvrages exécutés à Lévis, Québec, en vertu du décret ministériel, C.P. 2650.

348. Réponse à un ordre de la Chambre du 21 mars 1932:—Copie de tous écrits, correspondance, rapports, bordereaux de salaires, relevé complet des noms de chaque personne embauchée, des montants payés pour la main-d'œuvre et des montants payés pour les matériaux relativement aux réparations et améliorations exécutées au camp de Valcartier, Québec, en vertu du décret ministériel, C.P. 2650.

349. Réponse à un ordre de la Chambre du 21 mars 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance, témoignages, enquêtes, requêtes et autres documents concernant la destitution de M. George A. Bélanger, maître de poste de Chemin du Lac, comté de Témiscouata, Québec, et la nomination de son successeur.

350. Réponse à un ordre de la Chambre du 21 mars 1932:—Copie de tous les rapports, correspondance, témoignages, enquêtes, requêtes et autres documents concernant la destitution de M. Omer Sirois, comme maître de poste de Riou, Québec, et la nomination de son successeur.

351. Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mars 1932:—Copie de tous les bordereaux de paye, des comptes de marchandises et de la correspondance relativement à la commission de \$3,000 à M. Howard W. Rose, pour le quai de Sandford, dans l'automne de 1931.

Le tout respectueusement soumis.

SMEATON WHITE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du Jour pour être pris en considération demain.

L'honorable sénateur Donnelly, du comité permanent de l'Agriculture et des Forêts, auquel a été renvoyé le bill (18) intitulé: "Loi modifiant la Loi des insectes destructeurs et autres fléaux", rapporte que le comité, ayant examiné ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, sans amendement, au Sénat.

Ordonné: Que ledit bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa troisième lecture demain.

L'honorable sénateur Black, du comité permanent des Banques et du Commerce, auquel a été renvoyé le bill (E1) intitulé: "Loi concernant le département des assurances", présente le rapport qui suit:

VENDREDI, 22 avril 1932.

Le comité permanent des Banques et du Commerce auquel a été renvoyé le bill (E1) intitulé: "Loi concernant le département des assurances", ayant, conformément à un ordre de renvoi en date du 31 mars 1932, examiné ledit bill, demande permission d'en faire rapport avec les amendements qui suivent, savoir:—

Page 2, ligne 16. Retrancher le mot "d'assurance".

Page 2, ligne 17. Aux mots "ou munie du permis exigé par" substituer les mots "et enregistrée ou munie d'un permis en vertu de".

Page 2, ligne 19. Retrancher "d'assurances".

Page 2, ligne 39. Aux mots "munie du permis exigé par lesdites" substituer les mots "enregistrée sous le régime desdites".

Page 2, ligne 42. Aux mots "munie de permis" substituer le mot "enregistrée".

Le tout respectueusement soumis.

F. B. BLACK,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du Jour pour être pris en considération demain.

L'honorable sénateur Black, du comité permanent des Banques et du Commerce, auquel a été renvoyé le bill (F1) intitulé: "Loi concernant les compagnies d'assurance étrangères au Canada", fait rapport comme suit:—

VENDREDI, 22 avril 1932.

Le comité permanent des Banques et du Commerce auquel a été renvoyé le bill (F1) intitulé: "Loi concernant les compagnies d'assurance étrangères au Canada", ayant, conformément à un ordre de renvoi en date du 31 mars 1932, examiné ledit bill, demande permission d'en faire rapport avec plusieurs amendements, qui sont incorporés dans le Bill réimprimé et soumis ci-joint.

Le tout respectueusement soumis.

F. B. BLACK,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du Jour pour être pris en considération demain.

L'honorable sénateur Black, du comité permanent des Banques et du Commerce, auquel a été renvoyé le bill (G1) intitulé: "Loi concernant les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques", fait rapport comme suit:—

VENDREDI, 22 avril 1932.

Le comité permanent des Banques et du Commerce auquel a été renvoyé le bill (G1) intitulé: "Loi concernant les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques", ayant, conformément à un ordre de renvoi en date du 15 avril 1932, examiné ledit Bill, demande permission d'en faire rapport avec plusieurs amendements qui sont incorporés dans le Bill réimprimé et soumis ci-joint.

Le tout respectueusement soumis.

F. B. BLACK,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du Jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des divorces présente au Sénat un bill (V1) intitulé: "Loi pour faire droit à Gordon Alexander Cowan."

Première lecture dudit bill ayant été faite, sur division, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture vendredi prochain.

L'honorable Président du comité permanent des divorces présente au Sénat un bill (W1) intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Tarantour Waxman."

Première lecture dudit bill ayant été faite, sur division, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture vendredi prochain.

L'honorable Président du comité permanent des divorces présente au Sénat un bill (X1) intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Helen Dawes Porteous."

Première lecture dudit bill ayant été faite, sur division, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture vendredi prochain.

L'honorable Président du comité permanent des divorces présente au Sénat un bill (Y1) intitulé: "Loi pour faire droit à Minnie Jones Chandler."

Première lecture dudit bill ayant été faite, sur division, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture vendredi prochain.

L'honorable Président du comité permanent des divorces présente au Sénat un bill (Z1) intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Irene Woolnough."

Première lecture dudit bill ayant été faite, sur division, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture vendredi prochain.

L'honorable Président du comité permanent des divorces présente au Sénat un bill (A2) intitulé: "Loi pour faire droit à Ellery Sanford Johnston."

Première lecture dudit bill ayant été faite, sur division, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture vendredi prochain.

L'honorable Président du comité permanent des divorces présente au Sénat un bill (B2) intitulé: "Loi pour faire droit à Farla Goldman Rother."

Première lecture dudit bill ayant été faite, sur division, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture vendredi prochain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (46) intitulé: "Loi constituant en corporation la *Lake of the Woods International Bridge Company*", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit Bill est lu pour la première fois, et

Avec la permission du Sénat,

Ledit Bill est lu pour la deuxième fois, et il est

Renvoyé au comité permanent des Chemins de fer, Télégraphes et Havres.

L'honorable sénateur Black, du comité permanent des Edifices et terrains publics, présente le deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier, comme suit:—

MARDI, 26 avril 1932.

Le comité permanent des Edifices et terrains publics demande permission de présenter son deuxième rapport comme suit:—

1. Le comité a constaté que les changements qu'il a recommandés au cours de la dernière session, concernant la plantation et la préservation des arbres et des arbustes, ont été effectués par le ministère des Travaux publics et il recommande maintenant que le travail de traitement des plantes soit continué sur les arbres qui portent des signes de dépérissement, et que le feuillage le long du mur de revêtement situé vis-à-vis le bloc du centre soit complété par la plantation de delphinium et autres fleurs similaires.

2. Le comité demande permission de renouveler ses recommandations qu'il fit au cours de la dernière session concernant le stationnement des automobiles, savoir: Que des mesures soient prises pour empêcher les automobiles de stationner sur les gazons plus particulièrement en arrière des édifices du Parlement, où l'on place actuellement des automobiles, qui détruisent l'herbe; et il recommande enfin que des démarches soient faites pour obtenir un endroit de stationnement sur un terrain un peu éloigné des édifices du Parlement et il suggère que tel endroit pourrait être situé en arrière de l'édifice "Confédération".

Le tout respectueusement soumis.

F. B. BLACK,
Faisant fonctions de Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du Jour pour être pris en considération vendredi prochain.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la reprise en considération en comité général du Bill (27), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'accese", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du Jour soit remis à demain.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat prend en considération le quatrième rapport du comité spécial institué pour prendre en considération le rapport d'un comité spécial de la Chambre des Communes, la session dernière, aux fins de faire enquête sur le projet hydroélectrique de Beauharnois en tant que ledit rapport concerne des honorables membres du Sénat.

Et le débat continuant,

A six heures, l'honorable Président quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie.

Sept heures et trente du soir.

Le Sénat reprend sa séance.

Après plus ample débat, l'honorable sénateur Tanner propose,—Que le quatrième rapport du comité spécial institué pour prendre en considération le rapport d'un comité spécial de la Chambre des Communes, la session dernière, aux fins de faire enquête sur le projet hydroélectrique de Beauharnois en tant que ledit rapport concerne des honorables membres du Sénat, soit adopté.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit remis à demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Jeudi, 28 avril 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour mercredi, 1er juin 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

9 mars—Résolu,—Que, de l'avis du Sénat, les Unions ouvrières devraient tenir leurs livres accessibles à leurs membres et au gouvernement.

ORDRE DU JOUR

Pour jeudi, 28 avril 1132

No 1.

27 avril—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill 18), intitulé: "Loi modifiant la loi des insectes destructeurs et autres fléaux."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 2.

20 avril—La Chambre de nouveau en comité plénier pour l'étude d'un projet de loi (Bill 27), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'accise."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 3.

26 avril—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur McRae: Que cette Chambre est d'avis que le gouvernement devrait déclarer son intention d'exercer une action prépondérante sur la production et la répartition de tout le radium provenant de minerais canadiens, et qu'à cette fin il devrait immédiatement instituer une Commission canadienne du radium pour faire enquête et recommander à la prochaine session du Parlement les meilleures méthodes à adopter pour effectuer cette action prépondérante.—(Le très honorable sénateur Daniel).

No 4.

27 avril—Prise en considération du deuxième rapport du comité mixte des deux Chambres pour les impressions du Parlement.—(L'honorable sénateur Smeaton White).

No 5.

27 avril—Prise en considération du rapport du comité permanent des Banques et du Commerce, auquel a été référé le projet de loi (Bill E1), intitulé: "Loi concernant le département des assurances."—(L'honorable sénateur Black).

No 6.

27 avril—Prise en considération du rapport du comité permanent des Banques et du Commerce, auquel a été référé le projet de loi (Bill F1), intitulé: "Loi concernant les compagnies d'assurance étrangères au Canada."—(L'honorable sénateur Black).

No 7.

27 avril—Prise en considération du rapport du comité permanent des Banques et du Commerce, auquel a été référé le projet de loi (Bill G1), intitulé: "Loi concernant les compagnies d'assurance canadiennes et anglaises."—(L'honorable sénateur Black).

No 8.

27 avril—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Tanner pour l'adoption du rapport du comité spécial au sujet de la compagnie Beauharnois quant à ses rapports avec certains membres du Sénat.—(Le très honorable sénateur Graham).

Pour vendredi, 29 avril 1932**No 1.**

26 avril—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Casgrain:

1. Que le Sénat est d'avis que, en attendant la décision de la Commission qui fait actuellement enquête sur les chemins de fer canadiens, un comité, composé d'un nombre égal des fonctionnaires actuels du Pacifique-Canadien et du National-Canadien, soit institué aux fins d'apporter un soulagement immédiat par l'élimination d'une certaine duplication dans les services des chemins de fer canadiens, et que ce comité élise lui-même un tiers-arbitre; et que, à défaut d'entente sur le choix de ce tiers-arbitre, la Cour suprême du Canada soit chargée de le nommer.—(L'honorable sénateur Logan).

No 2.

27 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill V1), intitulé: "Loi pour faire droit à Gordon Alexander Cowan."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 3.

27 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill W1), intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Tarantour Waxman."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 4.

27 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill X1), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Helen Dawes Porteous."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 5.

27 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill Y1), intitulé: "Loi pour faire droit à Minnie Jones Chandler."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 6.

27 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill Z1), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Irene Woolnough."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 7.

27 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill A2), intitulé: "Loi pour faire droit à Ellery Sandford Johnston."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 8.

27 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill B2), intitulé: "Loi pour faire droit à Farla Goldman Rother."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 32

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Jeudi, 28 avril 1932

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable P. E. BLONDIN, Président

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Aylesworth (sir Allen),	Forke,	Marcotte,	Robinson,
Ballantyne,	Foster,	Martin,	Schaffner,
Barnard,	Gillis,	McCormick,	Sharpe,
Beaubien,	Gordon,	McDonald,	Sinclair,
Béique,	Graham,	McGuire,	Smith,
Bénard,	Green,	McLean,	Spence,
Black,	Hardy,	McLennan,	Stanfield,
Blondin,	Harmer,	McMeans,	Tanner,
Bourque,	Hatfield,	McRae,	Taylor,
Buchanan,	Hughes,	Meighen,	Tessier,
Bureau,	King,	Michener,	Tobin,
Burns,	Lacasse,	Molloy,	Todd,
Calder,	Laird,	Murdock,	Turgeon,
Chapais,	L'Espérance,	Paradis,	Webster,
Copp,	Lewis,	Parent,	White (Inkerman),
Dandurand,	Little,	Planta,	White (Pembroke),
Daniel,	Logan,	Poirier,	Willoughby,
Dennis,	Lynch-Staunton,	Pope,	Wilson (Sorel),
Donnelly,	MacArthur,	Prevost,	Wilson
Fisher,	Macdonald,	Rankin,	(Rockcliffe).
	Macdonell,	Riley,	

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Béique, du comité permanent des Bills privés, auquel a été renvoyé le bill (31) intitulé: "Loi concernant certains brevets de la compagnie dite *Autographic Register Systems, Limited*", rapporte que le comité, ayant examiné ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, sans amendement, au Sénat.

Avec la permission du Sénat.

Ledit Bill est alors lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Le très honorable sénateur Graham, du comité permanent des Chemins de fer, Télégraphes et Havres, auquel a été renvoyé le bill (32) intitulé: "Loi concernant la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa à New-York", rapporte que le comité, ayant examiné ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat avec un amendement qu'il est prêt à soumettre dès qu'il plaira au Sénat de le recevoir.

Ledit amendement est alors lu par le greffier comme suit:

Page 1, ligne 31. Ajouter ce qui suit comme clause 2 du Bill:

"2. Par dérogation aux dispositions de la présente loi ou de toute autre loi, s'il advient que Sa Majesté prend, pour quelques fins publiques, le terrain ou quelque parcelle du terrain qui constitue l'emplacement dudit pont, ou le terrain ou quelque parcelle du terrain qui constitue l'emplacement des abords dudit pont, alors et en tout pareil cas Sa Majesté ne sera passible, pour avoir ainsi pris ce terrain, d'aucune indemnité ou dommage à l'égard ou du chef de constructions exécutées ou de droits exercés en vertu ou conformité de quelque disposition de la présente loi."

Ledit amendement est adopté, et il est

Ordonné: Que ledit Bill, tel qu'amendé, soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa troisième lecture demain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (6) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'inspection du poisson", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture mardi prochain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (42) intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (définition de fiduciaire; emploi des amendes)", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture mardi prochain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (53) intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation *The Frontier College*", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture mardi prochain.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la troisième lecture du Bill (18), intitulé: "Loi modifiant la Loi des insectes destructeurs et autres fléaux", il est
Ordonné: Que ledit Ordre du Jour soit remis à demain.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la reprise en considération en comité général du Bill (27), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'accise", il est
Ordonné: Que ledit Ordre du Jour soit remis à demain.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur McRae:—

Que cette Chambre est d'avis que le gouvernement devrait déclarer son intention d'exercer une action prépondérante sur la production et la répartition de tout le radium provenant de minerais canadiens, et qu'à cette fin il devrait immédiatement instituer une Commission canadienne du radium pour faire enquête et recommander à la prochaine session du Parlement les meilleures méthodes à adopter pour effectuer cette action prépondérante, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du Jour soit remis à demain.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat prend en considération le deuxième rapport du comité mixte des deux Chambres pour les impressions du Parlement.
 Ledit rapport est adopté.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat prend en considération le rapport du comité permanent des Banques et du Commerce, auquel a été renvoyé le Bill (E1), intitulé: "Loi concernant le département des assurances."

Ledit rapport est adopté, et

Avec la permission du Sénat,

Ledit Bill, tel qu'amendé, est lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté, Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill pour lequel il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat prend en considération le rapport du comité permanent des Banques et du Commerce, auquel a été référé le Bill (F1), intitulé: "Loi concernant les compagnies d'assurance étrangères, au Canada."

Ledit rapport est adopté, et

Avec la permission du Sénat,

Ledit Bill, tel qu'amendé, est lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté, Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill pour lequel il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat prend en considération le rapport du comité permanent des Banques et du Commerce, auquel a été référé le Bill (G1), intitulé: "Loi concernant les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques."

Ledit rapport est adopté, et

Avec la permission du Sénat,

Ledit Bill, tel qu'amendé, est lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté, Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill pour lequel il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat reprend le débat ajourné, sur la motion de l'honorable sénateur Tanner—Que le quatrième rapport du comité spécial institué pour prendre en considération le rapport d'un comité spécial de la Chambre des Communes, la session dernière, aux fins de faire enquête sur le projet hydroélectrique de Beauharnois en tant que ledit rapport concerne des honorables membres du Sénat, soit adopté.

Et le débat continuant,

A six heures, l'honorable Président quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie.

Sept heures et trente du soir.

Le Sénat reprend sa séance.

Après débat, il est

Ordonné: Que la continuation du débat sur ladite motion soit remise à demain, et qu'elle soit le premier article à l'Ordre du Jour après la troisième lecture des bills.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Vendredi, 29 avril 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour mercredi, 1er juin 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

9 mars—Résolu,—Que, de l'avis du Sénat, les Unions ouvrières devraient tenir leurs livres accessibles à leurs membres et au gouvernement.

ORDRE DU JOUR

Pour vendredi, 29 avril 1932

No 1.

27 avril—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill 18), intitulé: "Loi modifiant la loi des insectes destructeurs et autres fléaux."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 2.

28 avril—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill 32), intitulé: "Loi concernant la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa à New-York."—(L'honorable sénateur White (Pembroke).)

No 3.

28 avril—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Tanner pour l'adoption du rapport du comité spécial au sujet de la compagnie Beauharnois quant à ses rapports avec certains membres du Sénat.—(L'honorable sénateur Lynch Staunton).

No 4.

20 avril—La Chambre de nouveau en comité plénier pour l'étude d'un projet de loi (Bill 27), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'accise."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 5.

26 avril—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur McRae: Que cette Chambre est d'avis que le gouvernement devrait déclarer son intention d'exercer une action prépondérante sur la production et la répartition de tout le radium provenant de minerais canadiens, et qu'à cette fin il devrait immédiatement instituer une Commission canadienne du radium pour faire enquête et recommander à la prochaine session du Parlement les meilleures méthodes à adopter pour effectuer cette action prépondérante.—(L'honorable sénateur Daniel).

No 6.

26 avril—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Casgrain:

1. Que le Sénat est d'avis que, en attendant la décision de la Commission qui fait actuellement enquête sur les chemins de fer canadiens, un comité, composé d'un nombre égal des fonctionnaires actuels du Pacifique-Canadien et du National-Canadien, soit institué aux fins d'apporter un soulagement immédiat par l'élimination d'une certaine duplication dans les services des chemins de fer canadiens, et que ce comité élise lui-même un tiers-arbitre; et que, à défaut d'entente sur le choix de ce tiers-arbitre, la Cour suprême du Canada soit chargé de le nommer.—(L'honorable sénateur Logan).

No 7.

27 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill V1), intitulé: "Loi pour faire droit à Gordon Alexander Cowan."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 8.

27 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill W1), intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Tarantour Waxman."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 9.

27 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill X1), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Helen Dawes Porteous."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 10.

27 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill Y1), intitulé: "Loi pour faire droit à Minnie Jones Chandler."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 11.

27 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill Z1), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Irene Woolnough."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 12.

27 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill A2), intitulé: "Loi pour faire droit à Ellery Sandford Johnston."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 13.

27 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill B2), intitulé: "Loi pour faire droit à Farla Goldman Rother."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 14.

27 avril—Prise en considération du deuxième rapport du comité permanent des édifices publics et des terrains publics.—(L'honorable sénateur Black).

Pour mardi, 3 mai 1932**No 1.**

28 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 6), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'inspection du poisson."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 2.

28 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 42), intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (définition de fiduciaire; emploi des amendes)."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 3.

28 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 53), intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation *The Frontier College*."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 33

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Vendredi, 29 avril 1932

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable P. E. BLONDIN, Président

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Aylesworth	Foster,	Martin,	Robinson,
(sir Allen),	Gillis,	McCormick,	Schaffner,
Ballantyne,	Gordon,	McDonald,	Sharpe,
Barnard,	Graham,	McGuire,	Sinclair,
Bénard,	Green,	McLean,	Smith,
Black,	Hardy,	McLennan,	Spence,
Blondin,	Harmer,	McMeans,	Stanfield,
Bourque,	Hatfield,	McRae,	Tanner,
Buchanan,	Hughes,	Meighen,	Taylor,
Bureau,	King,	Michener,	Tessier,
Burns,	Lacasse,	Molloy,	Tobin,
Calder,	Laird,	Murdock,	Todd,
Chapais,	Lewis,	Paradis,	Turgeon,
Copp,	Little,	Parent,	Webster,
Dandurand,	Logan,	Planta,	White (Inkerman),
Daniel,	Lynch-Staunton,	Poirier,	White (Pembroke),
Dennis,	MacArthur,	Pope,	Willoughby,
Donnelly,	Macdonald,	Prevost,	Wilson (Sorel),
Fisher,	Macdonell,	Rankin,	Wilson
Forke,	Marcotte,	Riley,	(Rockcliffe).

PRIÈRES.

Le très honorable sénateur Graham, du comité permanent des Chemins de fer, Télégraphes et Havres, auquel a été renvoyé le bill (46) intitulé: "Loi constituant en corporation la *Lake of the Woods International Bridge Company*", rapporte que le comité, ayant examiné ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, sans amendement, au Sénat.

Ordonné: Que ledit bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa troisième lecture mardi prochain.

Le très honorable sénateur Meighen, présente au Sénat un bill (C2) intitulé: "Loi modifiant la Loi des liquidations."

Ledit Bill est lu pour la première fois, et

Avec la permission du Sénat,

Ledit Bill est lu pour la deuxième fois, et

Il est renvoyé au comité permanent des Banques et du Commerce.

Le très honorable sénateur Meighen dépose sur la Table:—

Copie d'arrêté en Conseil, C.P. 857, en date du 16 avril 1932, transférant le service préventif au ministère du Revenu national à la Royale Gendarmerie à cheval du Canada.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la troisième lecture du bill (18) intitulé: "Loi modifiant la Loi des insectes destructeurs et autres fléaux", il est

Ordonné: Que cette troisième lecture soit remise à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (32) intitulé: "Loi concernant la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa à New-York", tel qu'amendé, est lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté, Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill avec un amendement pour lequel il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat reprend le débat ajourné, sur la motion de l'honorable sénateur Tanner—Que le quatrième rapport du comité spécial institué pour prendre en considération le rapport d'un comité spécial de la Chambre des Communes, la session dernière, aux fins de faire enquête sur le projet hydroélectrique de Beauharnois en tant que ledit rapport concerne des honorables membres du Sénat, soit adopté.

Et le débat continuant,

A six heures, l'honorable Président quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie.

Sept heures et trente du soir.

Le Sénat reprend sa séance.

Après débat, il est

Ordonné: Que la continuation du débat sur ladite motion soit remise à mardi prochain, et qu'elle soit le premier article à l'Ordre du Jour après la troisième lecture des bills.

A l'égard de l'Ordre du Jour pour la reprise en considération en comité général du Bill (27), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'accise", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du Jour soit remis à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur McRae:—

Que cette Chambre est d'avis que le gouvernement devrait déclarer son intention d'exercer une action prépondérante sur la production et la répartition de tout le radium provenant de minerais canadiens, et qu'à cette fin il devrait immédiatement instituer une Commission canadienne du radium pour faire enquête et recommander à la prochaine session du Parlement les meilleures méthodes à adopter pour effectuer cette action prépondérante, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du Jour soit remis à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Casgrain:—

Que le Sénat est d'avis que, en attendant la décision de la Commission qui fait actuellement enquête sur les chemins de fer canadiens, un comité, composé d'un nombre égal des fonctionnaires actuels du Pacifique-Canadien et du National-Canadien, soit institué aux fins d'apporter un soulagement immédiat par l'élimination d'une certaine duplication dans les services des chemins de fer canadiens, et que ce comité élise lui-même un tiers-arbitre; et que, à défaut d'entente sur le choix de ce tiers-arbitre, la Cour suprême du Canada soit chargée de le nommer, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du Jour soit remis à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la deuxième lecture du bill (V1) intitulé: "Loi pour faire droit à Gordon Alexander Cowan", il est

Ordonné: Que cette deuxième lecture soit remise à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la deuxième lecture du bill (W1) intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Tarantour Waxman", il est

Ordonné: Que cette deuxième lecture soit remise à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la deuxième lecture du bill (X1) intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Helen Dawes Porteous", il est

Ordonné: Que cette deuxième lecture soit remise à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la deuxième lecture du bill (Y1) intitulé: "Loi pour faire droit à Minnie Jones Chandler", il est

Ordonné: Que cette deuxième lecture soit remise à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la deuxième lecture du bill (Z1) intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Irene Woolnough", il est

Ordonné: Que cette deuxième lecture soit remise à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la deuxième lecture du bill (A2) intitulé: "Loi pour faire droit à Ellery Sanford Johnston", il est

Ordonné: Que cette deuxième lecture soit remise à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la deuxième lecture du bill (B2) intitulé: "Loi pour faire droit à Farla Goldman Rother", il est

Ordonné: Que cette deuxième lecture soit remise à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la prise en considération du deuxième rapport du comité permanent des édifices et terrains publics, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du Jour soit remis à la prochaine séance du Sénat.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion, il est

Ordonné: Que le Sénat, lorsqu'il s'ajournera aujourd'hui, restera ajourné jusqu'à mardi prochain, à trois heures de l'après-midi (Heure avancée).

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mardi, 3 mai 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour mercredi, 1er juin 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

9 mars—Résolu,—Que, de l'avis du Sénat, les Unions ouvrières devraient tenir leurs livres accessibles à leurs membres et au gouvernement.

ORDRE DU JOUR

Pour mardi, 3 mai 1932

No 1.

27 avril—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill 18), intitulé: "Loi modifiant la loi des insectes destructeurs et autres fléaux."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 2.

29 avril—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill 46) intitulé: "Loi constituant en corporation la *Lake of the Woods International Bridge Company*."—(L'honorable sénateur White (Pembroke).)

No 3.

29 avril—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Tanner pour l'adoption du rapport du comité spécial au sujet de la compagnie Beauharnois quant à ses rapports avec certains membres du Sénat.—(L'honorable sénateur Hughes).

No 4.

28 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 6), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'inspection du poisson."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 5.

28 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 42), intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (définition de fiduciaire; emploi des amendes)."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 6.

28 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 53), intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation *The Frontier College*."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 7.

20 avril—La Chambre de nouveau en comité plénier pour l'étude d'un projet de loi (Bill 27), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'accise."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 8.

26 avril—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur McRae: Que cette Chambre est d'avis que le gouvernement devrait déclarer son intention d'exercer une action prépondérante sur la production et la répartition de tout le radium provenant de minerais canadiens, et qu'à cette fin il devrait immédiatement instituer une Commission canadienne du radium pour faire enquête et recommander à la prochaine session du Parlement les meilleures méthodes à adopter pour effectuer cette action prépondérante.—(L'honorable sénateur Daniel).

No 9.

26 avril—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Casgrain:

1. Que le Sénat est d'avis que, en attendant la décision de la Commission qui fait actuellement enquête sur les chemins de fer canadiens, un comité, composé d'un nombre égal des fonctionnaires actuels du Pacifique-Canadien et du National-Canadien, soit institué aux fins d'apporter un soulagement immédiat par l'élimination d'une certaine duplication dans les services des chemins de fer canadiens, et que ce comité élise lui-même un tiers-arbitre; et que, à défaut d'entente sur le choix de ce tiers-arbitre, la Cour suprême du Canada soit chargée de le nommer.—(L'honorable sénateur Logan).

No 10.

27 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill V1), intitulé: "Loi pour faire droit à Gordon Alexander Cowan."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 11.

27 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill W1), intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Tarantour Waxman."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 12.

27 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill X1), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Helen Dawes Porteous."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 13.

27 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill Y1), intitulé: "Loi pour faire droit à Minnie Jones Chandler."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 14.

27 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill Z1), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Irene Woolnough."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 15.

27 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill A2), intitulé: "Loi pour faire droit à Ellery Sandford Johnston."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 16.

27 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill B2), intitulé: "Loi pour faire droit à Farla Goldman Rother."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 17.

27 avril—Prise en considération du deuxième rapport du comité permanent des édifices publics et des terrains publics.—(L'honorable sénateur Black).

No 34

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi, 3 mai 1932

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable P. E. BLONDIN, Président

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Aylesworth	Gordon,	Martin,	Robinson,
(sir Allen),	Graham,	McCormick,	Schaffner,
Ballantyne,	Green,	McDonald,	Sharpe,
Barnard,	Hardy,	McGuire,	Sinclair,
Black,	Harmer,	McLean,	Smith,
Blondin,	Hatfield,	McLennan,	Spence,
Bourque,	Hughes,	McMeans,	Tanner,
Bureau,	King,	McRae,	Taylor,
Burns,	Lacasse,	Meighen,	Tessier,
Calder,	Laird,	Michener,	Tobin,
Chapais,	Lemieux,	Murdock,	Todd,
Copp,	L'Espérance,	Paradis,	Turgeon,
Dandurand,	Lewis,	Parent,	White (Inkerman),
Daniel,	Little,	Planta,	White (Pembroke),
Donnelly,	Logan,	Poirier,	Willoughby,
Fisher,	MacArthur,	Pope,	Wilson (Sorel),
Forke,	Macdonald,	Prevost,	Wilson
Foster,	Macdonell,	Rankin,	(Rockcliffe).
Gillis,	Marcotte,	Riley,	

PRIÈRES.

Son Honneur le Président informe le Sénat qu'il a reçu une communication du secrétaire adjoint du Gouverneur général.

Ladite communication est lue par Son Honneur le Président, comme suit:

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

CANADA

OTTAWA, 3 mai 1932.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous informer que le très honorable F. A. Anglin, juge en chef du Canada, en sa qualité de Député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la chambre du Sénat, aujourd'hui, le 3 mai, à cinq heures de l'après-midi, afin de donner la sanction royale à certains Bills.

Veillez agréer,

Monsieur l'Orateur,

l'assurance de ma haute considération,

JAMES F. CROWDY,

Secrétaire adjoint du Gouverneur général.

A l'honorable
Président du Sénat,
Ottawa.

Ordonné: Que cette communication soit déposée sur la Table.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le bill (H1) intitulé: "Loi pour faire droit à Eva Corker Trill", et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le bill (I1) intitulé: "Loi pour faire droit à George Senkler Morgan", et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le bill (J1) intitulé: "Loi pour faire droit à Agnes May Jack Evans", et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le bill (K1) intitulé: "Loi pour faire droit à Mabel Constance Small Cossar", et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le bill (L1) intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Pearl Beattie Watkins", et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le bill (M1) intitulé: "Loi pour faire droit à Assad Kalil Eddy, autrement connu sous le nom de Joseph Canille", et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le bill (N1) intitulé: "Loi pour faire droit à Georgina Linda McIndoe Howard", et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le bill (O1) intitulé: "Loi pour faire droit à Antonio Poliseno", et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le bill (P1) intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Gertrude Silcock Wilson", et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le bill (Q1) intitulé: "Loi pour faire droit à Beulah Isobel Phillips Eakin", et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le bill (R1) intitulé: "Loi pour faire droit à George Seymour Dixon", et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le bill (S1) intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Meredith Mann Redpath", et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le bill (T1) intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Seigler Nissen-son", et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message ainsi conçu:

VENDREDI, 29 avril 1932.

Résolu,—Que soit transmis au Sénat un message par lequel les Communes transmettent à cette Chambre la preuve, etc., faite devant le comité permanent des Divorces au Sénat, auquel ont été référées les pétitions de Eva Corker Trill, George Senkler Morgan, Agnes May Jack Evans, Mabel Constance Small Cossar, Olive Pearl Beattie Watkins, Assad Kalil Eddy, alias Joseph Canille, Georgina Linda McIndoe Howard, Antonio Poliseno, Dorothy Gertrude Silcock Wilson, Beulah Isobel Phillips Eakin, George Seymour Dixon, Audrey Meredith Mann Redpath et Ether Seigler Nissen-son, demandant respectivement un bill de divorce.

Ordonné: Que le greffier de la Chambre transmette ledit message au Sénat.
Certifié.

ARTHUR BEAUCHESNES,
Greffier des Communes.

Ordonné: Que ledit message soit déposé sur la Table.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (5) intitulé: "Loi concernant la concurrence déloyale dans l'industrie et le commerce", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est, avec la permission du Sénat,

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture demain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (34) intitulé: "Loi concernant les chemins de fer Nationaux du Canada et autorisant la prestation de fonds pour couvrir les dépenses faites et les dettes contractées pendant l'année civile 1932", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est, avec la permission du Sénat,

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture demain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (45) intitulé: "Loi concernant l'exportation de l'or", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est, avec la permission du Sénat,

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture demain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (62) intitulé: "Loi concernant une certaine convention commerciale entre le Canada et la Nouvelle-Zélande", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est, avec la permission du Sénat,

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture vendredi prochain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (64) intitulé: "Loi autorisant le remboursement de deniers reçus à l'égard de l'administration des ressources naturelles", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est, avec la permission du Sénat,

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture demain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (65) intitulé: "Loi concernant la *Eastern Bank of Canada*", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est, avec la permission du Sénat,

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture demain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (70) intitulé: "Loi concernant la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, et portant prorogation de délai pour la construction ou l'achèvement de certaines lignes de chemins de fer", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est, avec la permission du Sénat,

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture demain.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (18) intitulé: "Loi modifiant la Loi des insectes destructeurs et autres fléaux", est lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill sans amendement.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (46) intitulé: "Loi constituant en corporation la *Lake of the Woods International Bridge Company*", est lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill sans amendement.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat reprend le débat ajourné, sur la motion de l'honorable sénateur Tanner:—Que le quatrième rapport du comité spécial institué pour prendre en considération le rapport d'un comité spécial de la Chambre des Communes, la session dernière, aux fins de faire enquête sur le projet hydroélectrique de Beauharnois en tant que ledit rapport concerne des honorables membres du Sénat, soit adopté.

Et le débat continuant,

Le Sénat s'ajourne à loisir.

Quelque temps après, le très honorable Francis Alexander Anglin, délégué du Gouverneur général, étant venu et étant assis au pied du trône,

L'honorable Président ordonne au gentilhomme huissier de la Verge Noire de se rendre à la Chambre des Communes et d'informer cette Chambre que c'est le plaisir du Très Honorable délégué du Gouverneur général, que les Communes se rendent immédiatement auprès de lui dans la salle du Sénat.

La Chambre des Communes étant venue,

Le greffier lit les titres des bills à sanctionner, comme suit:

Loi modifiant la Loi des brevets.

Loi modifiant la Loi d'inspection du pétrole et du naphthe.

Loi concernant les dettes à la Couronne.

Loi modifiant la Loi de l'opium et des drogues narcotiques, 1929.

Loi modifiant la Loi de l'extraction du quartz dans le Yukon.

Loi concernant la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique.

Loi concernant certains brevets de la compagnie dite *Autographic Register Systems, Limited*.

Loi pour faire droit à Eva Corker Trill.

Loi pour faire droit à George Senkler Morgan.

Loi pour faire droit à Agnes May Jack Evans.

Loi pour faire droit à Mabel Constance Small Cossar.

Loi pour faire droit à Olive Pearl Beattie Watkins.

Loi pour faire droit à Assad Kalil Eddy, autrement connu sous le nom de Joseph Canille.

Loi pour faire droit à Georgina Linda McIndoe Howard.

Loi pour faire droit à Antonio Polisenio.

Loi pour faire droit à Dorothy Gertrude Silcock Wilson.

Loi pour faire droit à Beulah Isobel Phillips Eakin.

Loi pour faire droit à George Seymour Dixon.

Loi pour faire droit à Audrey Meredith Mann Redpath.

Loi pour faire droit à Ethel Seigler Nissensohn.

Loi modifiant la Loi des insectes destructeurs et autres fléaux.

Loi constituant en corporation la *Lake of the Woods International Bridge Company*.

Le greffier du Sénat proclame des les termes suivants que ces bills sont sanctionnés:

“Au nom de Sa Majesté, le très honorable délégué du Gouverneur général sanctionne ces bills.”

Après quoi il plaît au très honorable délégué du Gouverneur général de se retirer.

Les Communes se retirent.

Le Sénat reprend sa séance.

Et le débat soutinuant sur la motion de l'honorable sénateur Tanner:—Que le quatrième rapport du comité spécial institué pour prendre en considération le rapport d'un comité spécial de la Chambre des Communes, la session dernière, aux fins de faire enquête sur le projet hydroélectrique de Beauharnois en tant que ledit rapport concerne des honorables membres du Sénat, soit adopté.

A six heures, l'honorable Président quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie.

Sept heures et demie du soir.

Le Sénat reprend sa séance.

Après plus ample débat, et la question étant posée sur ladite motion, elle est résolue dans l'affirmative par le vote suivant.

ONT VOTÉ POUR:

Les honorables sénateurs

Ballantyne,	Gordon,	McLean,	Pope,
Barnard,	Green,	McLennan,	Schaffner,
Black,	Laird,	McMeans,	Sharpe,
Bourque,	Macdonald,	McRae,	Smith,
Chapais,	Macdonnell,	Meighen,	Tanner,
Daniel,	Marcotte,	Michener,	Taylor,
Donnelly,	Martin,	Planta,	Todd,
Fisher,	McCormick,	Poirier,	White (Inkerman),
Gillis,			White (Pembroke)—34.

ONT VOTÉ CONTRE:

Les honorables sénateurs

Aylesworth (sir Allen),	Hardy,	Little,	Riley,
Bureau,	Harmer,	MacArthur,	Sinclair,
Copp,	Hughes,	McGuire,	Spence,
Dandurand,	King,	Paradis,	Tessier,
Forke,	Lacasse,	Parent,	Tobin,
Foster,	Lemieux,	Prevost,	Wilson (Sorel)—27.
Graham,	Lewis,	Rankin,	

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la deuxième lecture du Bill (6), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'inspection du poisson", il est
Ordonné: Que ledit Ordre du Jour soit remis à demain.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la deuxième lecture du Bill (42), intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (définition de fiduciaire, emploi des amendes)", il est
Ordonné: Que ledit Ordre du Jour soit remis à demain.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la deuxième lecture du Bill (53), intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation *The Frontier College*", il est
Ordonné: Que ledit Ordre du Jour soit remis à demain.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la reprise en considération en comité général du Bill (27), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'accise", il est
Ordonné: Que ledit Ordre du Jour soit remis à demain.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur McRae:—

Que cette Chambre est d'avis que le gouvernement devrait déclarer son intention d'exercer une action prépondérante sur la production et la répartition de tout le radium provenant de minerais canadiens, et qu'à cette fin il devrait

immédiatement instituer une Commission canadienne du radium pour faire enquête et recommander à la prochaine session du Parlement les meilleures méthodes à adopter pour effectuer cette action prépondérante, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du Jour soit remis à demain.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Casgrain:—

Que le Sénat est d'avis que, en attendant la décision de la Commission qui fait actuellement enquête sur les chemins de fer canadiens, un comité, composé d'un nombre égal des fonctionnaires actuels du Pacifique-Canadien et du National-Canadien, soit institué aux fins d'apporter un soulagement immédiat par l'élimination d'une certaine duplication dans le services des chemins de fer canadiens, et que ce comité élise lui-même un tiers-arbitre; et que, à défaut d'entente sur le choix de ce tiers-arbitre, la Cour suprême du Canada soit chargée de le nommer, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du Jour soit remis à demain.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la deuxième lecture du bill (V1) intitulé: "Loi pour faire droit à Gordon Alexander Cowan", il est

Ordonné: Que cette deuxième lecture soit remise à demain.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la deuxième lecture du bill (W1) intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Tarantour Waxman", il est

Ordonné: Que cette deuxième lecture soit remise à demain.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la deuxième lecture du bill (X1) intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Helen Dawes Porteous", il est

Ordonné: Que cette deuxième lecture soit remise à demain.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la deuxième lecture du bill (Y1) intitulé: "Loi pour faire droit à Minnie Jones Chandler", il est

Ordonné: Que cette deuxième lecture soit remise à demain.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la deuxième lecture du bill (Z1) intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Irene Woolnough", il est

Ordonné: Que cette deuxième lecture soit remise à demain.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la deuxième lecture du bill (A2) intitulé: "Loi pour faire droit à Ellery Sanford Johnston", il est

Ordonné: Que cette deuxième lecture soit remise à demain.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la deuxième lecture du bill (B2) intitulé: "Loi pour faire droit à Farla Goldman Rother", il est

Ordonné: Que cette deuxième lecture soit remise à demain.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la prise en considération du deuxième rapport du comité permanent des édifices et terrains publics, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du Jour soit remis à demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mercredi, 4 mai 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour mercredi, 1er juin 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

9 mars—Résolu,—Que, de l'avis du Sénat, les Unions ouvrières devraient tenir leurs livres accessibles à leurs membres et au gouvernement.

ORDRE DU JOUR

Pour mercredi, 4 mai 1932

No 1.

28 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 6), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'inspection du poisson."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 2.

28 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 42), intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (définition de fiduciaire; emploi des amendes)."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 3.

28 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 53), intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation *The Frontier College*."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 4.

20 avril—La Chambre de nouveau en comité plénier pour l'étude d'un projet de loi (Bill 27), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'accise."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 5.

26 avril—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur McRae: Que cette Chambre est d'avis que le gouvernement devrait déclarer son intention d'exercer une action prépondérante sur la production et la répartition de tout le radium provenant de minerais canadiens, et qu'à cette fin il devrait immédiatement instituer une Commission canadienne du radium pour faire enquête et recommander à la prochaine session du Parlement les meilleures méthodes à adopter pour effectuer cette action prépondérante.—(L'honorable sénateur Daniel).

No 6.

26 avril—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Casgrain:

1. Que le Sénat est d'avis que, en attendant la décision de la Commission qui fait actuellement enquête sur les chemins de fer canadiens, un comité, composé d'un nombre égal des fonctionnaires actuels du Pacifique-Canadien et du National-Canadien, soit institué aux fins d'apporter un soulagement immédiat par l'élimination d'une certaine duplication dans les services des chemins de fer canadiens, et que ce comité élise lui-même un tiers-arbitre; et que, à défaut d'entente sur le choix de ce tiers-arbitre, la Cour suprême du Canada soit chargé de le nommer.—(L'honorable sénateur Logan).

No 7.

27 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill V1), intitulé: "Loi pour faire droit à Gordon Alexander Cowan."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 8.

27 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill W1), intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Tarantour Waxman."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 9.

27 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill X1), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Helen Dawes Porteous."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 10.

27 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill Y1), intitulé: "Loi pour faire droit à Minnie Jones Chandler."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 11.

27 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill Z1), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Irene Woolnough."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 12.

27 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill A2), intitulé: "Loi pour faire droit à Ellery Sandford Johnston."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 13.

27 avril—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill B2), intitulé: "Loi pour faire droit à Farla Goldman Rother."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 14.

27 avril—Prise en considération du deuxième rapport du comité permanent des édifices publics et des terrains publics.—(L'honorable sénateur Black).

No 15.

3 mai—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 5), intitulé: "Loi concernant la concurrence déloyale dans l'industrie et le commerce."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 16.

3 mai—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 34), intitulé: "Loi concernant les chemins de fer Nationaux du Canada et autorisant la prestation de fonds pour couvrir les dépenses faites et les dettes contractées pendant l'année civile 1932."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 17.

3 mai—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 45), intitulé: "Loi concernant l'exportation de l'or."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 18.

3 mai—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 64), intitulé: "Loi autorisant le remboursement de deniers reçus à l'égard de l'administration des ressources naturelles."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 19.

3 mai—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 65), intitulé: "Loi concernant la *Eastern Bank of Canada*."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 20.

3 mai—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 80), intitulé: "Loi concernant les chemins de fer Nationaux du Canada et portant prolongation de délai pour la construction ou l'achèvement de certaines lignes de chemin de fer."—(Le très honorable sénateur Meighen).

Pour vendredi, 6 mai 1932**No 1.**

3 mai—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 62), intitulé: "Loi concernant un certain traité de commerce entre le Canada et la Nouvelle-Zélande."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 35

PROCÈS-VERBAUX

DU

SENAT DU CANADA

 Mercredi, 4 mai 1932

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable P. E. BLONDIN, Président

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Aylesworth
(sir Allen),
Ballantyne,
Barnard,
Bénard,
Black,
Blondin,
Bourque,
Bureau,
Calder,
Chapais,
Copp,
Dandurand,
Daniel,
Donnelly,
Fisher,
Forke,
Foster,
Gillis,

Gordon,
Graham,
Green,
Hardy,
Harmer,
Hatfield,
Hughes,
King,
Lacasse,
Laird,
Lemieux,
L'Espérance,
Lewis,
Little,
Logan,
MacArthur,
Macdonald,
Macdonell,
Marcotte,

Martin,
McCormick,
McDonald,
McGuire,
McLean,
McLennan,
McMeans,
McRae,
Meighen,
Michener,
Molloy,
Paradis,
Parent,
Planta,
Pope,
Prevost,
Rankin,
Riley,
Robinson,

Schaffner,
Sharpe,
Sinclair,
Smith,
Spence,
Stanfield,
Tanner,
Taylor,
Tessier,
Tobin,
Todd,
Webster,
White (Inkerman),
White (Pembroke),
Willoughby,
Wilson (Sorel),
Wilson
(Rockcliffe).

PRIÈRES.

L'honorable Président, du comité permanent des Divorces, présente le vingt-quatrième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier comme suit:

LUNDI, 2 mai 1932.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt-quatrième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Roméo Xavier Vandette, de la cité de Montréal, province de Québec, opérateur de cinématographe, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Rose Anna Larocque Vandette, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité joint au présent rapport un projet de bill ayant pour objet de dissoudre ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

L. McMEANS,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté, sur division.

L'honorable Président, du comité permanent des Divorces, présente le vingt-cinquième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier comme suit:

LUNDI, 2 mai 1932.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt-cinquième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Adlena Emma Sills Burrow, autrement connue sous le nom de Adlena Emma Sills Burrows, de la cité de Toronto, Ontario, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Harry Burrow, autrement connu sous le nom de Harris Charles Burrows, de la cité de Montréal, province de Québec, vendeur, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité joint au présent rapport un projet de bill ayant pour objet de dissoudre ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

L. McMEANS,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté, sur division.

L'honorable Président, du comité permanent des Divorces, présente le vingt-sixième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier comme suit:

LUNDI, 2 mai 1932.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt-sixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ida Judith Clark Freudberg, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son

mariage avec Leo Freudberg, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité joint au présent rapport un projet de bill ayant pour objet de dissoudre ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise, à la pétitionnaire, de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

L. McMEANS,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté, sur division.

L'honorable Président, du comité permanent des Divorces, présente le vingt-septième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier comme suit:

LUNDI, 2 mai 1932.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Elizabeth Ann Routledge Gunther, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Roy Alfred Gunther, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité joint au présent rapport un projet de bill ayant pour objet de dissoudre ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

L. McMEANS,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté, sur division.

L'honorable Président, du comité permanent des Divorces, présente le vingt-huitième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier comme suit:

LUNDI, 2 mai 1932.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Chesley Hastings Potter, de la ville de Methuen, dans l'Etat de Massachusetts, l'un des Etats-Unis d'Amérique, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gerald Edward Potter, de la cité de Valleyfield, province de Québec, vendeur, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité joint au présent rapport un projet de bill ayant pour objet de dissoudre ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

L. McMEANS,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté, sur division.

L'honorable Président, du comité permanent des Divorces, présente le vingt-neuvième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier comme suit:

LUNDI, 2 mai 1932.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Theo Alice MacFarlane Lamb, de la ville de Valois, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec George Percival Lamb, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité joint au présent rapport un projet de bill ayant pour objet de dissoudre ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise, à la pétitionnaire, de la taxe parlementaire par la règle 140, moins la somme de \$50.00.

Le tout respectueusement soumis.

L. McMEANS,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté, sur division.

L'honorable Président, du comité permanent des Divorces, présente le trentième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier comme suit:

LUNDI, 2 mai 1932.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trentième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Margaret Spencer Heald, de la cité de Montréal, province de Québec, secrétaire, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Leonard Heald, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité joint au présent rapport un projet de bill ayant pour objet de dissoudre ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise, à la pétitionnaire, de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

L. McMEANS,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté, sur division.

L'honorable Président, du comité permanent des Divorces, présente le trente et unième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier comme suit:

LUNDI, 2 mai 1932.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trente et unième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Chia Hannah Shiff, de la cité de Montréal, province de Québec, employée de manufacture, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Samuel Shiff, autrement connu sous le nom de

Samuel Shiffman, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité joint au présent rapport un projet de bill ayant pour objet de dissoudre ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$50.00.

Le tout respectueusement soumis.

L. McMEANS,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté, sur division.

L'honorable Président, du comité permanent des Divorces, présente le trente-deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier comme suit:

LUNDI, 2 mai 1932.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trente-deuxième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Freda Iris Symington, de la cité de Montréal, province de Québec et résidant actuellement en la ville de Clacton-on-Sea, Essex, Angleterre, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Robert Russell Symington, de ladite cité de Montréal.

2. L'avocat de la pétitionnaire ayant demandé permission de retirer la pétition, le comité recommande que ladite demande soit accordée, et que la taxe parlementaire, prescrite par la règle 140, soit remise à M. S. Rupert Broadfoot, C.R., avocat de la pétitionnaire, moins les frais d'impression.

Le tout respectueusement soumis.

L. McMEANS,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable Président, du comité permanent des Divorces, présente le trente-troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier comme suit:

LUNDI, 2 mai 1932.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trente-troisième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Agnes May Jack Evans, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant la remise de la taxe parlementaire, versée avec sa pétition en obtention d'un bill de divorce.

2. Le comité recommande la remise, à la pétitionnaire, de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$50.00.

Le tout respectueusement soumis.

L. McMEANS,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable Président, du comité permanent des Divorces, présente le trente-quatrième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier comme suit:

LUNDI, 2 mai 1932.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trente-quatrième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Eva Corker Trill, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant la remise de la taxe parlementaire versée avec sa pétition en obtention d'un bill de divorce.

2. Le comité recommande la remise, à la pétitionnaire, de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

L. McMEANS,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Black, du comité permanent des Banques et du Commerce, auquel a été renvoyé le bill (C2) intitulé: "Loi modifiant la Loi des liquidations", rapporte que le comité, ayant examiné ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, sans amendement, au Sénat.

Ordonné: Que ledit bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa troisième lecture mardi prochain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (63) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Royale gendarmerie à cheval du Canada", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture mardi prochain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (71) intitulé: "Loi concernant les chemins de fer Nationaux du Canada et autorisant la garantie par Sa Majesté de valeurs à émettre sous le régime de la Loi financière des chemins de fer Nationaux du Canada, 1932", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture mardi prochain.

Suivant l'Ordre du Jour, deuxième lecture ayant été faite du bill (6) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'inspection du poisson", il est

Ordonné: Que ce bill soit étudié en comité général mardi prochain.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (42) intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (définition de fiduciaire; emploi des amendes)", est lu pour la deuxième fois, et

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill sans amendement.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (53) intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation *The Frontier College*", est lu pour la deuxième fois, et

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill sans amendement.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat s'ajourne à loisir et se forme en comité général pour étudier le bill (27) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'accise."

(*En comité*)

Subséquentement, le Sénat reprend sa séance, et

L'honorable sénateur McLennan, dudit comité, rapporte que le comité, ayant examiné ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, sans amendement, au Sénat.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill sans amendement.

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Que les articles 5 et 6, de l'Ordre du Jour, soient pris en considération plus tard au cours de la présente séance.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (V1) intitulé: "Loi pour faire droit à Gordon Alexander Cowan" est, sur division, lu pour la deuxième fois.

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa troisième lecture mardi prochain.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (W1) intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Tarantour Waxman" est, sur division, lu pour la deuxième fois, et avec la permission du Sénat,

Ledit Bill est, sur division, lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill sera adopté,

Elle est, sur division, résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill auquel il sollicite son agrément et pour lui communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (X1) intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Helen Dawes Porteous" est, sur division lu la deuxième fois, et avec la permission du Sénat,

Ledit Bill est, sur division, lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill sera adopté,

Elle est, sur division, résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill auquel il sollicite son agrément et pour lui communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (Y1) intitulé: "Loi pour faire droit à Minnie Jones Chandler" est, sur division, lu pour la deuxième fois, et avec la permission du Sénat,

Ledit Bill est, sur division, lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill sera adopté,

Elle est, sur division, résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill auquel il sollicite son agrément et pour lui communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (Z1) intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Irene Woolnough" est, sur division, lu pour la deuxième fois, et avec la permission du Sénat,

Ledit Bill est, sur division, lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill sera adopté,

Elle est, sur division, résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill auquel il sollicite son agrément et pour lui communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (A2) intitulé: "Loi pour faire droit à Ellery Sanford Johnston" est, sur division, lu pour la deuxième fois, et avec la permission du Sénat,

Ledit Bill est, sur division, lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill sera adopté,

Elle est, sur division, résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill auquel il sollicite son agrément et pour lui communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (B2) intitulé: "Loi pour faire droit à Farla Goldman Rother" est, sur division, lu pour la deuxième fois, et avec la permission du Sénat,

Ledit Bill est, sur division, lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill sera adopté,

Elle est, sur division, résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill auquel il sollicite son agrément et pour lui communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorcés ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la prise en considération du deuxième rapport du comité permanent des édifices et terrains publics, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du Jour soit remis à mardi prochain.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la deuxième lecture du Bill (5), intitulé: "Loi concernant la concurrence déloyale dans l'industrie et le commerce", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du Jour soit remis à mardi prochain.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (34) intitulé: "Loi concernant les chemins de fer nationaux du Canada et autorisant la prestation de fonds pour couvrir les dépenses faites et les dettes contractées pendant l'année civile 1932", est lu pour la deuxième fois, et

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill sans amendement.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (45) intitulé: "Loi concernant l'exportation de l'or", est lu pour la deuxième fois, et

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill sans amendement.

Suivant l'Ordre du Jour, deuxième lecture ayant été faite du bill (64) intitulé: "Loi autorisant le remboursement de deniers reçus à l'égard de l'administration des ressources naturelles", il est

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa troisième lecture mardi prochain.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (65) intitulé: "Loi concernant la *Eastern Bank of Canada*", est lu pour la deuxième fois, et

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill sans amendement.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (70) intitulé: "Loi concernant les chemins de fer Nationaux du Canada et portant prorogation de délai pour la construction ou l'achèvement de certaines lignes de chemin de fer", est lu pour la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Chemins de fer, Télégraphes et Havres.

Suivant l'Ordre du Sénat, les articles 5 et 6 de l'Ordre du Jour sont alors pris en considération.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur McRae:

Qu'il soit résolu,—Que cette Chambre est d'avis que le gouvernement devrait déclarer son intention d'exercer une action prépondérante sur la production et la répartition de tout le radium provenant de minerais canadiens, et qu'à cette fin il devrait immédiatement instituer une Commission canadienne du radium pour faire enquête et recommander à la prochaine session du Parlement les meilleures méthodes à adopter pour effectuer cette action prépondérante.

Après plus ample débat, et

Avec la permission du Sénat,

Ladite motion est retirée.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Casgrain:

Que le Sénat est d'avis que, en attendant la décision de la Commission qui fait actuellement enquête sur les chemins de fer canadiens, un comité, composé d'un nombre égal des fonctionnaires actuels du Pacifique-Canadien et du National-Canadien, soit institué aux fins d'apporter un soulagement immédiat par l'élimination d'une certaine duplication dans les services des chemins de fer canadiens, et que ce comité élise lui-même un tiers-arbitre; et que, à défaut d'entente sur le choix de ce tiers-arbitre, la Cour suprême du Canada soit chargée de le nommer.

Après plus ample débat, il est

Ordonné: Que la continuation du débat sur ladite motion, soit ajournée jusqu'à mercredi, le premier juin prochain.

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Que le Sénat, lorsqu'il s'ajournera aujourd'hui, restera ajourné jusqu'à mardi prochain à trois heures de l'après-midi.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mardi, 10 mai 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour mercredi, 1er juin 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

9 mars—Résolu,—Que, de l'avis du Sénat, les Unions ouvrières devraient tenir leurs livres accessibles à leurs membres et au gouvernement.

ORDRE DU JOUR

Pour mardi, 10 mai 1932

No 1.

4 mai—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill C2), intitulé: "Loi modifiant la Loi des liquidations."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 2.

4 mai—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill V1), intitulé: "Loi pour faire droit à Gordon Alexander Cowan."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 3.

4 mai—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill 64), intitulé: "Loi autorisant le remboursement de demers reçus à l'égard de l'administration des ressources naturelles."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 4.

3 mai—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 62), intitulé: "Loi concernant un certain traité de commerce entre le Canada et la Nouvelle-Zélande."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 5.

4 mai—La Chambre en comité plénier pour l'étude d'un projet de loi (Bill 6), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'inspection du poisson."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 6.

27 avril—Prise en considération du deuxième rapport du comité permanent des édifices publics et des terrains publics.—(L'honorable sénateur Black).

No 7.

3 mai—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 5), intitulé: "Loi concernant la concurrence déloyale dans l'industrie et le commerce."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 8.

4 mai—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 63), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Royale gendarmerie à cheval du Canada."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 9.

4 mai—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 71), intitulé: "Loi concernant les chemins de fer Nationaux du Canada et autorisant la garantie par Sa Majesté de valeurs à émettre sous le régime de la Loi financière des chemins de fer Nationaux du Canada, 1932."—(Le très honorable sénateur Meighen).

Pour mercredi, 1er juin 1932**No 1.**

4 mai—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Casgrain:

1. Que le Sénat est d'avis que, en attendant la décision de la Commission qui fait actuellement enquête sur les chemins de fer canadiens, un comité, composé d'un nombre égal des fonctionnaires actuels du Pacifique-Canadien et du National-Canadien, soit institué aux fins d'apporter un soulagement immédiat par l'élimination d'une certaine duplication dans les services des chemins de fer canadiens, et que ce comité élise lui-même un tiers-arbitre; et que, à défaut d'entente sur le choix de ce tiers-arbitre, la Cour suprême du Canada soit chargé de le nommer.—(L'honorable sénateur White (Pembroke).)

No 36

PROCÈS-VERBAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

Mardi, 10 mai 1932

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable P. E. BLONDIN, Président

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Aylesworth (sir Allen),	Gillis,	Macdonell,	Raymond,
Barnard,	Gordon,	Marcotte,	Riley,
Béique,	Graham,	Martin,	Robinson,
Bénard,	Green,	McCormick,	Schaffner,
Black,	Hardy,	McGuire,	Sharpe,
Blondin,	Harmer,	McLennan,	Sinclair,
Bourque,	Hughes,	McMeans,	Spence,
Buchanan,	King,	McRae,	Stanfield,
Bureau,	Lacasse,	Meighen,	Tanner,
Burns,	Laird,	Michener,	Taylor,
Calder,	Lemieux,	Molloy,	Tessier,
Chapais,	L'Espérance,	Parent,	Webster,
Copp,	Lewis,	Planta,	White (Inkerman),
Dandurand,	Little,	Poirier,	White (Pembroke),
Daniel,	Logan,	Pope,	Willoughby,
Fisher,	MacArthur,	Prevost,	Wilson
Forke,	Macdonald,	Rankin,	(Rockcliffe).

PRIÈRES.

L'honorable Président du comité permanent des divorces présente au Sénat un bill (D2) intitulé: "Loi pour faire droit à Roméo Xavier Vandette."

Première lecture dudit bill ayant été faite, sur division, il est, avec la permission du Sénat,

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture demain.

L'honorable Président du comité permanent des divorces présente au Sénat un bill (E2) intitulé: "Loi pour faire droit à Adlena Emma Sills Burrow, autrement connue sous le nom de Adlena Emma Sills Burrows."

Première lecture dudit bill ayant été faite, sur division, il est, avec la permission du Sénat,

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture demain.

L'honorable Président du comité permanent des divorces présente au Sénat un bill (F2) intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Judith Clark Freudberg."

Première lecture dudit bill ayant été faite, sur division, il est, avec la permission du Sénat,

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture demain.

L'honorable Président du comité permanent des divorces présente au Sénat un bill (G2) intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Ann Routledge Gunther."

Première lecture dudit bill ayant été faite, sur division, il est, avec la permission du Sénat,

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture demain.

L'honorable Président du comité permanent des divorces présente au Sénat un bill (H2) intitulé: "Loi pour faire droit à Chesley Hastings Potter."

Première lecture dudit bill ayant été faite, sur division, il est, avec la permission du Sénat,

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture demain.

L'honorable Président du comité permanent des divorces présente au Sénat un bill (I2) intitulé: "Loi pour faire droit à Theo Alice MacFarlane Lamb."

Première lecture dudit bill ayant été faite, sur division, il est, avec la permission du Sénat,

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture demain.

L'honorable Président du comité permanent des divorces présente au Sénat un bill (J2) intitulé: "Loi pour faire droit à Chia Hannah Shiff."

Première lecture dudit bill ayant été faite, sur division, il est, avec la permission du Sénat,

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture demain.

L'honorable Président du comité permanent des divorces présente au Sénat un bill (K2) intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Spencer Heald."

Première lecture dudit bill ayant été faite, sur division, il est, avec la permission du Sénat,

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture demain.

La Chambre des Communes transmet par son greffier, un message ainsi conçu:

LUNDI, 9 mai 1932.

Résolu,—Qu'un message soit envoyé au Sénat informant Leurs Honneurs que la Chambre a adopté une résolution approuvant la Convention internationale pour la surveillance du commerce international des armes et munitions, Genève, 17 juin 1925, signée pour le Canada par l'honorable Raoul Dandurand, le 22 septembre 1925, et demandant à Leurs Honneurs de bien vouloir s'unir à la Chambre pour approuver ladite convention.

Ordonné: Que le greffier de la Chambre porte ledit message au Sénat.

Certifié.

ARTHUR BEAUCHESNE,
Greffier des Communes.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion, il est

Ordonné: Que ledit message soit pris en considération immédiatement.

En conséquence, le Sénat prend ledit message en considération.

Après débat, et

Sur motion du très honorable sénateur Meighen, il est

Résolu,—Qu'il est à propos que le Parlement approuve la Convention internationale pour la surveillance du commerce international des armes et munitions, Genève, 17 juin 1925, signée pour le Canada par l'honorable Raoul Dandurand, le 22 septembre 1925, et que cette Chambre approuve ladite Convention.

Sur motion du très honorable sénateur Meighen, il est

Ordonné: Qu'un message soit envoyé à la Chambre des Communes, informant celle-ci que le Sénat s'unit à elle pour approuver la Convention internationale pour la surveillance du commerce international des armes et munitions, Genève, 17 juin 1925, signée pour le Canada par l'honorable Raoul Dandurand, le 22 septembre 1925.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (61) intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu pour la première fois, et

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu pour la deuxième fois, et

Il est renvoyé au comité permanent des Banques et du Commerce.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (C2) intitulé: "Loi modifiant la Loi des liquidations", est lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill pour lequel il sollicite son agrément.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la troisième lecture du Bill (V1), intitulé: "Loi pour faire droit à Gordon Alexander Cowan", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du Jour soit remis à demain.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (64) intitulé: "Loi autorisant le remboursement de deniers reçus à l'égard de l'administration des ressources naturelles", est lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill sans amendement.

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Que les articles 4, 5 et 6 de l'Ordre du Jour soient pris en considération plus tard, au cours de la présente séance.

En conséquence, le très honorable sénateur Meighen propose la deuxième lecture du Bill (5), intitulé: "Loi concernant la concurrence déloyale dans l'industrie et le commerce."

Ledit bill est lu pour la deuxième fois et il est

Renvoyé au comité permanent des Banques et du Commerce.

Le très honorable sénateur Meighen dépose sur la Table:—

Copie de la Convention internationale pour la protection de la propriété industrielle, signée à La Haye, le 6 novembre 1925.

Suivant l'Ordre du Sénat, les articles 4, 5 et 6 de l'Ordre du Jour sont maintenant pris en considération.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la deuxième lecture du Bill (62), intitulé: "Loi concernant une certaine convention commerciale entre le Canada et la Nouvelle-Zélande", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du Jour soit remis à demain.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat s'ajourne à loisir et se forme en comité général pour étudier le bill (6) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'inspection du poisson."

(*En comité*)

Subséquent, le Sénat reprend sa séance, et

L'honorable sénateur Gordon, dudit comité, rapporte que le comité, ayant examiné ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, sans amendement, au Sénat.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill sans amendement.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat prend en considération le deuxième rapport du comité permanent des édifices et terrain publics.
Ledit rapport est adopté.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (63) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Royale gendarmerie à cheval du Canada", est lu pour la deuxième fois, et
Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu pour la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue dans l'affirmative.
Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill sans amendement.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (71) intitulé: "Loi concernant les chemins de fer Nationaux du Canada et autorisant la garantie par Sa Majesté de valeurs à émettre sous le régime de la Loi financière des chemins de fer Nationaux du Canada, 1932", est lu pour la deuxième fois, et
Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu pour la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue dans l'affirmative.
Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill sans amendement.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mercredi, 11 mai 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour mercredi, 1er juin 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

9 mars—Résolu,—Que, de l'avis du Sénat, les Unions ouvrières devraient tenir leurs livres accessibles à leurs membres et au gouvernement.

ORDRE DU JOUR

Pour mercredi, 11 mai 1932

No 1.

4 mai—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill V1), intitulé: "Loi pour faire droit à Gordon Alexander Cowan."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 2.

3 mai—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 62), intitulé: "Loi concernant un certain traité de commerce entre le Canada et la Nouvelle-Zélande."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 3.

10 mai—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill D2), intitulé: "Loi pour faire droit à Roméo Xavier Vandette."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 4.

10 mai—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill E2), intitulé: "Loi pour faire droit à Adlena Emma Sills Burrows."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 5.

10 mai—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill F2), intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Judith Clark Freudberg."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 6.

10 mai—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill G2), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Ann Routledge Gunther."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 7.

10 mai—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill H2), intitulé: "Loi pour faire droit à Chesley Hastings Potter."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 8.

10 mai—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill I2), intitulé: "Loi pour faire droit à Theo Alice MacFarlane Lamb."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 9.

10 mai—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill J2), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Spencer Heald."—(L'honorable sénateur McMeans).

No 10.

10 mai—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill K2), intitulé: "Loi pour faire droit à Chia Hannah Shiff."—(L'honorable sénateur McMeans).

Pour mercredi, 1er juin 1932**No 1.**

4 mai—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Casgrain:

1. Que le Sénat est d'avis que, en attendant la décision de la Commission qui fait actuellement enquête sur les chemins de fer canadiens, un comité, composé d'un nombre égal des fonctionnaires actuels du Pacifique-Canadien et du National-Canadien, soit institué aux fins d'apporter un soulagement immédiat par l'élimination d'une certaine duplication dans les services des chemins de fer canadiens, et que ce comité élise lui-même un tiers-arbitre; et que, à défaut d'entente sur le choix de ce tiers-arbitre, la Cour suprême du Canada soit chargée de le nommer.—(L'honorable sénateur White (Pembroke).)

No 37

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Mercredi, 11 mai 1932

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable P. E. BLONDIN, Président

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Aylesworth	Gordon,	McCormick,	Riley,
(sir Allen),	Green,	McDonald,	Robinson,
Ballantyne,	Hardy,	McGuire,	Ross,
Barnard,	Harmer,	McLean,	Schaffner,
Béique,	King,	McLennan,	Sharpe,
Bénard,	Lacasse,	McMeans,	Sinclair,
Black,	Laird,	McRae,	Spence,
Blondin,	Lemieux,	Meighen,	Stanfield,
Bourque,	L'Espérance,	Michener,	Tanner,
Buchanan,	Lewis,	Molloy,	Taylor,
Bureau,	Little,	Paradis,	Tessier,
Burns,	Logan,	Parent,	Tobin,
Calder,	Lynch-Staunton,	Planta,	Webster,
Chapais,	MacArthur,	Poirier,	White (Inkerman),
Dandurand,	Macdonald,	Pope,	White (Pembroke),
Daniel,	Macdonell,	Prevost,	Willoughby,
Fisher,	Marcotte,	Rankin,	Wilson
Forke,	Martin,	Raymond,	(Rockcliffe).
Gillis,			

PRIÈRES.

Le très honorable sénateur Meighen dépose sur la Table:—

Copie du rapport annuel de la Commission du Service civil du Canada, 1931 (Édition française).

Suivant l'Ordre du Jour, l'honorable Président du comité de divorce propose que le Bill (V1), intitulé: "Loi pour faire droit à Gordon Alexander Cowan", soit lu maintenant pour la troisième fois.

La question étant posée sur ladite motion, elle est résolue dans la négative.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la deuxième lecture du Bill (62), intitulé: "Loi concernant une certaine convention commerciale entre le Canada et la Nouvelle-Zélande", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du Jour soit remis à vendredi prochain.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (D2) intitulé: "Loi pour faire droit à Roméo Xavier Vandette" est, sur division, lu pour la deuxième fois, et avec la permission du Sénat,

Ledit Bill est, sur division, lu pour la troisième fois.

Étant posée la question de savoir si ce bill sera adopté,

Elle est, sur division, résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill auquel il sollicite son agrément et pour lui communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (E2) intitulé: "Loi pour faire droit E Adlena Emma Sills Burrow autrement connue sous le nom de Adlena Emma Sills Burrows" est, sur division, lu pour la deuxième fois, et avec la permission du Sénat,

Ledit Bill est, sur division, lu pour la troisième fois.

Étant posée la question de savoir si ce bill sera adopté,

Elle est, sur division, résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill auquel il sollicite son agrément et pour lui communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (F2) intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Judith Clark Freudberg" est, sur division, lu pour la deuxième fois, et avec la permission du Sénat,

Ledit Bill est, sur division, lu pour la troisième fois.

Étant posée la question de savoir si ce bill sera adopté,

Elle est, sur division, résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill auquel il sollicite son agrément et pour lui

communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (G2) intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Ann Routledge Gunther" est, sur division, lu pour la deuxième fois, et avec la permission du Sénat,

Ledit Bill est, sur division, lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill sera adopté,

Elle est, sur division, résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill auquel il sollicite son agrément et pour lui communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (H2) intitulé: "Loi pour faire droit à Chesley Hastings Potter" est, sur division, lu pour la deuxième fois, et avec la permission du Sénat,

Ledit Bill est, sur division, lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill sera adopté,

Elle est, sur division, résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill auquel il sollicite son agrément et pour lui communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (I2) intitulé: "Loi pour faire droit à Theo Alice MacFarlane Lamb" est, sur division, lu pour la deuxième fois, et avec la permission du Sénat,

Ledit Bill est, sur division, lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill sera adopté,

Elle est, sur division, résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill auquel il sollicite son agrément et pour lui communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (J2) intitulé: "Loi pour faire droit à Chia Hannah Shiff" est, sur division, lu pour la deuxième fois, et avec la permission du Sénat,

Ledit Bill est, sur division, lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill sera adopté,

Elle est, sur division, résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill auquel il sollicite son agrément et pour lui communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (K2) intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Spencer Heald" est, sur division, lu pour la deuxième fois, et avec la permission du Sénat,

Ledit Bill est, sur division, lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill sera adopté,

Elle est, sur division, résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill auquel il sollicite son agrément et pour lui communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Que le Sénat, lorsqu'il s'ajournera aujourd'hui, restera ajourné jusqu'à vendredi prochain à trois heures de l'après-midi.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Vendredi, 13 mai 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATION

Pour vendredi, 13 mai 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur White (Inkerman):

11 mai—1. Le gouvernement a-t-il acquit une propriété à Montréal en vue d'y ériger une gare terminale?

2. Les plans de cet édifice ont-ils été préparés par le ministère des Travaux publics?

3. Depuis combien de temps ces plans sont-ils prêts?

4. Est-il à la connaissance du gouvernement qu'une rumeur circule à Montréal à l'effet que certains intérêts désirent voir cette gare érigée à un autre endroit?

5. Le ministère des Postes a-t-il fait rapport qu'un bon service postal ne peut être donné à Montréal tant que cette gare ne sera pas complétée?

6. Est-ce l'intention du gouvernement de faire ce travail, si oui, quand; si non, pourquoi?

MOTION

Pour mercredi, 1er juin 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

9 mars—Résolu,—Que, de l'avis du Sénat, les Unions ouvrières devraient tenir leurs livres accessibles à leurs membres et au gouvernement.

ORDRE DU JOUR

Pour vendredi, 13 mai 1932

No 1.

3 mai—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 62), intitulé: "Loi concernant un certain traité de commerce entre le Canada et la Nouvelle-Zélande."—(Le très honorable sénateur Meighen).

Pour mercredi, 1er juin 1932

No 1.

4 mai—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Casgrain:

1. Que le Sénat est d'avis que, en attendant la décision de la Commission qui fait actuellement enquête sur les chemins de fer canadiens, un comité, composé d'un nombre égal des fonctionnaires actuels du Pacifique-Canadien et du National-Canadien, soit institué aux fins d'apporter un soulagement immédiat par l'élimination d'une certaine duplication dans les services des chemins de fer canadiens, et que ce comité élise lui-même un tiers-arbitre; et que, à défaut d'entente sur le choix de ce tiers-arbitre, la Cour suprême du Canada soit chargé de le nommer.—(L'honorable sénateur White (Pembroke).)

No 38

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Vendredi, 13 mai 1932

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable P. E. BLONDIN, Président

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Aylesworth
(sir Allen),
Barnard,
Bénard,
Black,
Blondin,
Bourque,
Buchanan,
Bureau,
Burns,
Calder,
Copp,
Dandurand,
Daniel,
Fisher,

Forke,
Gillis,
Gordon,
Graham,
Green,
Harmer,
Lacasse,
Laird,
Lemieux,
Little,
Logan,
Lynch-Staunton,
MacArthur,
Macdonald,
Macdonell,

Marcotte,
Martin,
McCormick,
McDonald,
McLean,
McLennan,
McMeans,
McRae,
Meighen,
Michener,
Molloy,
Planta,
Poirier,
Prevost,
Rankin,

Raymond,
Riley,
Robinson,
Ross,
Schaffner,
Sharpe,
Sinclair,
Stanfield,
Tanner,
Taylor,
White (Inkerman),
White (Pembroke),
Willoughby,
Wilson
(Rockcliffe).

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Black, du comité permanent des Banques et du Commerce, auquel a été renvoyé le bill (U1) intitulé: "Loi constituant en corporation *The W. S. Newton Company*", rapporte que le comité, ayant examiné ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat avec plusieurs amendements qu'il est prêt à soumettre dès qu'il plaira au Sénat de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le greffier comme suit:

Page 2, lignes 17 à 26 inclusivement. Retrancher tous les mots après "arbitres" jusqu'à la fin de l'alinéa (f).

Page 2, ligne 28. Retrancher "biens".

Page 2, ligne 36. Ajouter ce qui suit comme alinéa (j):

"(j) Agir en qualité de syndics sous le régime de la *Loi de faillite* dans la liquidation des biens de personnes insolvable décédées;"

Page 2, ligne 37. L'alinéa (j) devient (k).

Page 2, lignes 38 à 41 inclusivement. Retrancher tous les mots après "ci-dessus" jusqu'à la fin de l'alinéa.

Lesdits amendements sont adoptés, et

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill pour lequel il sollicite son agrément.

Le très honorable sénateur Graham, du comité permanent des Chemins de fer, Télégraphes et Havres, auquel a été renvoyé le bill (70) intitulé: "Loi concernant les chemins de fer Nationaux du Canada et portant prorogation de délai pour la construction ou l'achèvement de certaines lignes de chemin de fer", rapporte que le comité, ayant examiné ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, sans amendement au Sénat.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill sans amendement.

L'honorable sénateur Black, du comité permanent des Banques et du Commerce, auquel a été renvoyé le bill (61) intitulé: "Loi modifiant la Loi des Compagnies", rapporte que le comité, ayant examiné ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, sans amendement, au Sénat.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill sans amendement.

Le très honorable sénateur Graham, du comité permanent des Chemins de fer, Télégraphes et Havres, présente le rapport suivant:—
Ledit rapport est alors lu par le greffier, comme suit:

VENDREDI, 13 mai 1932.

Le comité permanent des Chemins de fer, Télégraphes et Havres, auquel a été renvoyé le bill (D1), intitulé: "Loi concernant *The Quebec, Montreal and Southern Railway Company*", a, conformément à un ordre de renvoi en date du 8 mars 1932, examiné ledit bill et demande maintenant permission de faire rapport comme suit:

1. Votre comité constate que le préambule dudit bill n'a pas été établi à sa satisfaction.

2. Votre comité en est arrivé à cette décision du fait que l'adoption dudit bill ne serait pas dans l'intérêt du public.

Le tout respectueusement soumis.

GEO. P. GRAHAM,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Black, du comité permanent des Banques et du Commerce, auquel a été renvoyé le bill (5) intitulé: "Loi concernant la concurrence déloyale dans l'industrie et le commerce", rapporte que le comité, ayant examiné ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, sans amendement, au Sénat.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill sans amendement.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (72) intitulé: "Loi concernant des mesures de secours", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu pour la première fois, et

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu, sur division, pour les deuxième et troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill sans amendement.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec le bill (82), intitulé: "Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1933", auquel elle demande le concours du Sénat.

Ledit bill est lu pour la première fois, et

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu pour les deuxième et troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes pour informer cette Chambre que le Sénat a adopté ce bill.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le bill (E1) intitulé: "Loi concernant le département des assurances", et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill avec plusieurs amendements pour lesquels elle sollicite l'agrément du Sénat.

Lesdits amendements sont alors lus par le greffier comme suit:

1. Page 2, ligne 13. Remplacer l'article 7 par ce qui suit:

7. Le surintendant, non plus qu'aucun fonctionnaire ou commis sous sa direction, ne doit, directement ou indirectement, être intéressé à titre d'actionnaire dans une compagnie d'assurance, une compagnie fiduciaire, ou une compagnie de prêt exerçant des opérations au Canada ou dans une province du Canada, ou enregistrée ou munie d'un permis en vertu de l'une quelconque des lois spécifiées à l'annexe de la présente loi et concernant les compagnies.

2. Page 3. Immédiatement après la ligne 8. Insérer ce qui suit comme paragraphe (3) de l'article huit:—

[(3) Le surintendant doit alors fixer la proportion ou le pourcentage que la totalité des dépenses, ainsi constatées et certifiées, engagées dans la mise à exécution desdites lois concernant les compagnies d'assurance, de la *Loi des compagnies de prêt* et de la *Loi des compagnies fiduciaires*, respectivement, comporte à l'égard de l'ensemble des recettes nettes desdites compagnies d'assurance, du revenu total desdites compagnies de prêt et du revenu total desdites compagnies fiduciaires, respectivement, et il doit, pour chacune desdites compagnies, faire établir une cotisation, comme suit, savoir:

- a) Pour chacune desdites compagnies d'assurance, d'un montant équivalant au pourcentage desdites recettes nettes de chaque compagnie que la totalité des dépenses subies dans la mise à exécution desdites lois concernant les compagnies d'assurance comporte à l'égard du total des recettes nettes de toutes pareilles compagnies; et
- b) Pour chacune desdites compagnies de prêt, d'un montant équivalant au pourcentage dudit revenu de chaque compagnie que la totalité des dépenses subies dans la mise à exécution de la *Loi des compagnies de prêt* comporte à l'égard du revenu total de toutes pareilles compagnies; et
- c) Pour chacune desdites compagnies fiduciaires, d'un montant équivalant au pourcentage dudit revenu de chaque compagnie que la totalité des dépenses engagées dans la mise à exécution de la *Loi des compagnies fiduciaires* comporte à l'égard du revenu total de toutes pareilles compagnies;

et, lorsque certifiée par le surintendant, cette cotisation est obligatoire pour lesdites compagnies et chacune d'elles, et elle est définitive et péremptoire.]

Ordonné: Que lesdits amendements soient inscrits à l'Ordre du Jour pour être pris en considération à la prochaine séance du Sénat.

Son Honneur le Président informe le Sénat qu'il a reçu une communication du secrétaire adjoint du Gouverneur général.

Ladite communication est lue par Son Honneur le Président, comme suit:

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

CANADA

OTTAWA, 13 mai 1932.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous informer que le très honorable F. A. Anglin, juge en chef du Canada, en sa qualité de Député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la Chambre du Sénat, aujourd'hui, à cinq heures trente de l'après-midi, afin de donner la sanction royale à certains Bills.

Veuillez agréer,

Monsieur l'Orateur,

l'assurance de ma haute considération,

JAMES F. CROWDY,

Secrétaire adjoint du Gouverneur général.

A l'honorable

Président du Sénat,
Ottawa.

Ordonné: Que cette communication soit déposée sur la Table.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (82), intitulé: "Loi concernant un certain traité de commerce entre le Canada et la Nouvelle-Zélande, est lu pour la deuxième fois, et

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes pour informer cette Chambre que le Sénat a adopté ce bill sans amendement.

Le Sénat s'ajourne à loisir.

Quelque temps après, le très honorable Francis Alexander Anglin, délégué du Gouverneur général, étant venu et étant assis au pied du trône,

L'honorable Président ordonne au gentilhomme huissier de la Verge Noire de se rendre à la Chambre des Communes et d'informer cette Chambre que c'est le plaisir du Très Honorable délégué du Gouverneur général, que les Communes se rendent immédiatement auprès de lui dans la salle du Sénat.

La Chambre des Communes étant venue,

Le greffier lit les titres des bills à sanctionner, comme suit:

Loi modifiant le Code criminel (définition de fiduciaire).

Loi modifiant la Loi constituant en corporation *The Frontier College*.

Loi modifiant la Loi de l'accise.

Loi concernant les chemins de fer Nationaux du Canada et autorisant la prestation de fonds pour couvrir les dépenses faites et les dettes contractées pendant l'année civile 1932.

Loi concernant l'exportation de l'or.

Loi concernant la *Eastern Bank of Canada*.

Loi autorisant le remboursement de deniers reçus à l'égard de l'administration des ressources naturelles.

Loi modifiant la Loi de l'inspection du poisson.

Loi modifiant la Loi de la Royale gendarmerie à cheval du Canada.

Loi concernant les chemins de fer Nationaux du Canada et autorisant la garantie par Sa Majesté de valeurs à émettre sous le régime de la Loi financière des chemins de fer Nationaux du Canada, 1932.

Loi concernant la concurrence déloyale dans l'industrie et le commerce.

Loi modifiant la Loi des compagnies.

Loi concernant les chemins de fer Nationaux du Canada et portant prorogation de délai pour la construction ou l'achèvement de certaines lignes de chemin de fer.

Loi concernant des mesures de secours.

Loi concernant une certaine convention commerciale entre le Canada et la Nouvelle-Zélande.

Le greffier du Sénat proclame dans les termes suivants que ces bills sont sanctionnés:

"Au nom de Sa Majesté, le très honorable délégué du Gouverneur général sanctionne ces bills."

Alors l'honorable président de la Chambre des Communes adresse la parole au très honorable délégué du Gouverneur général comme suit:—

QU'IL PLAISE À VOTRE HONNEUR:—

Les Communes du Canada ont voté certains subsides nécessaires pour permettre au gouvernement de faire face aux dépenses du service public.

Au nom des Communes je présente à Votre Honneur le bill suivant:—

Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1933.

Que je prie humblement Votre Honneur de sanctionner.

Le greffier lit le titre de ce bill.

A ce bill la sanction royale est donnée par le greffier du Sénat, dans les termes suivants:—

"Au nom de Sa Majesté le très honorable délégué du Gouverneur général remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill."

Après quoi il plaît au très honorable délégué du Gouverneur général de se retirer.

Les Communes se retirent.

Le Sénat reprend sa séance.

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Que le Sénat, lorsqu'il s'ajournera aujourd'hui, restera ajourné jusqu'à lundi, le vingt-trois mai prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Lundi, 23 mai 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour mercredi, 1er juin 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

9 mars—Résolu,—Que, de l'avis du Sénat, les Unions ouvrières devraient tenir leurs livres accessibles à leurs membres et au gouvernement.

ORDRE DU JOUR

Pour lundi, 23 mai 1932

No 1.

13 mai—Prise en considération des amendements apportés par la Chambre des Communes au projet de loi (Bill E1) intitulé: "Loi concernant le Département des Assurances."—(Le très honorable sénateur Meighen).

Pour mercredi, 1er juin 1932

No 1.

4 mai—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Casgrain:

1. Que le Sénat est d'avis que, en attendant la décision de la Commission qui fait actuellement enquête sur les chemins de fer canadiens, un comité, composé d'un nombre égal des fonctionnaires actuels du Pacifique-Canadien et du National-Canadien, soit institué aux fins d'apporter un soulagement immédiat par l'élimination d'une certaine duplication dans les services des chemins de fer canadiens, et que ce comité élise lui-même un tiers-arbitre; et que, à défaut d'entente sur le choix de ce tiers-arbitre, la Cour suprême du Canada soit chargé de le nommer.—(L'honorable sénateur White (Pembroke).)

No 39

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Lundi, 23 mai 1932

Huit heures du soir.

L'honorable P. E. BLONDIN, Président

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Aylesworth
(sir Allen),
Ballantyne,
Barnard,
Beaubien,
Bénard,
Black,
Blondin,
Buchanan,
Bureau,
Calder,
Casgrain,
Chapais,
Com

Dandurand,
Daniel,
Forke,
Foster,
Gillis,
Graham,
Green,
Griesbach,
Harmer,
Hatfield,
Horsey,
Hughes,
Lemieux,
L'Espérance,

Lewis,
Little,
MacArthur,
Macdonald,
Macdonell,
Marcotte,
McCormick,
McLennan,
McRae,
Murdock,
Murphy,
Planta,
Prevost,
Rankin,

Raymond,
Robinson,
Ross,
Sharpe,
Tanner,
Taylor,
Tessier,
Tobin,
Webster,
White (Inkerman),
White (Pembroke),
Willoughby,
Wilson (Sorel),
Wilson (Rockcliffe).

PRIÈRES.

L'honorable sénateur McLennan, du comité permanent du Commerce extérieur et des relations commerciales du Canada, présente le troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier comme suit:

(Voir Journal)

Ordonné: Que ledit rapport soit pris en considération demain.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la prise en considération des amendements apportés par la Chambre des Communes au projet de loi (Bill E1) intitulé: "Loi concernant le Département des Assurances," il est

Ordonné: Que ledit Ordre du Jour soit remis à demain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le bill (W1) intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Tarantour Waxman", et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le bill (X1) intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Helen Dawes Porteous", et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le bill (Y1) intitulé: "Loi pour faire droit à Minnie Jones Chandler", et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le bill (Z1) intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Irene Woolnough", et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le bill (A2) intitulé: "Loi pour faire droit à Ellery Sanford Johnston", et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le bill (B2) intitulé: "Loi pour faire droit à Farla Goldman Rother", et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le bill (D2) intitulé: "Loi pour faire droit à Roméo-Xavier Vandette", et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit amendement.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le bill (E2) intitulé: "Loi pour faire droit à Adlena Emma Sills Burrow, autrement connue sous le nom d'Adlena Emma Sills Burrows", et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le bill (F2) intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Judith Clark Freudberg", et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le bill (G2) intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Ann Routledge Gunther", et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le bill (H2) intitulé: "Loi pour faire droit à Chesley Hastings Potter", et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le bill (I2) intitulé: "Loi pour faire droit à Theo Alice MacFarlane Lamb", et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le bill (J2) intitulé: "Loi pour faire droit à Chia Hannah Shiff", et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le bill (K2) intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Spencer Heald", et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message ainsi conçu:

VENDREDI, 20 mai 1932.

Résolu,—Que soit transmis au Sénat un message par lequel les Communes transmettent à cette Chambre la preuve, etc., faite devant le comité permanent des Divorcés au Sénat, auquel ont été référées les pétitions de Ida Tarantour Waxman, Frances Helen Dawes Porteous, Minnie Jones Chandler, Elizabeth Irene Woolnough, Ellery Sanford Johnston, Farla Goldman Rother, Roméo-Xavier Vandette, Adlena Emma Sills Burrow, autrement connue sous le nom d'Adlena Emma Sills Burrows, Ida Judith Clark Freudberg, Elizabeth Ann Routledge Gunther, Chesley Hastings Potter, Theo Alice MacFarlane Lamb, Chia Hannah Shiff et Margaret Spencer Heald, demandant respectivement un bill de divorce.

Ordonné: Que le greffier de la Chambre transmette ledit message au Sénat.

Certifié.

ARTHUR BEAUCHESNE,
Greffier des Communes.

Ordonné: Que ledit message soit déposé sur la Table.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le bill (U1) intitulé: "Loi constituant en corporation *The W. S. Newton Company*", et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le bill (32) intitulé: "Loi concernant la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa à New-York", et informe le Sénat qu'elle a agréé l'amendement du Sénat, avec plusieurs modifications conséquentielles pour lesquelles elle désire l'agrément du Sénat.

Lesdits amendements sont alors lus par le greffier, comme suit:

Page 1. Ligne 2 de l'article projeté comme No 2.

Après le mot "prend", à la deuxième ligne, insérer les mots: "Dans une période de huit années après l'adoption de la présente loi."

Page 1. A la fin de l'article projeté comme No 2.

Insérez les mots: "en plus du coût raisonnable de construction des travaux autorisés, moins la dépréciation."

Page 1. Après l'article projeté No 2. Ajouter à titre de paragraphe (2) de l'article projeté No 2.

"(2) Après l'expiration de huit années à compter de l'adoption de la présente loi, Sa Majesté sera passible, après avoir ainsi pris ce terrain, d'indemnité ou de dommage pour le coût raisonnable de construction seulement, moins la dépréciation des travaux construits sur lesdits ponts, les abords desdits ponts étant exclus."

(Amendement apporté par le Sénat—Voir Procès-Verbaux page 216.)

Ordonné: Que lesdits amendements conséquentiels soient inscrits à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le bill (C2) intitulé: "Loi modifiant la Loi des liquidations", et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, avec un amendement, pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit amendement est alors lu par le greffier, comme suit:

Page 7—Ligne 29. Ajouter l'article suivant:

"3. Est modifié l'article vingt-trois de ladite loi par l'addition du paragraphe suivant:

"(2) Dans le cas de toute compagnie, sauf les sociétés de construction constituées en corporation, les banques, les caisses d'épargne, les compagnies d'assurance, les compagnies de fiducie, les compagnies de prêt et les compagnies de chemins de fer, le tribunal ne doit nommer liquidateur aucune personne qui n'est pas munie d'une patente de syndic prévue par la Loi de faillite."

Ordonné: Que ledit amendement soit inscrit à l'Ordre du Jour pour être pris en considération demain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (10) intitulé: "Loi modifiant et codifiant la Loi des pêcheries", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est, avec la permission du Sénat,

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture demain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (19) intitulé: "Loi pourvoyant à la déduction sur la rémunération dans le service public", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est, avec la permission du Sénat,
Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture demain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (41) intitulé: "Loi modifiant la Loi de faillite", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est, avec la permission du Sénat,
Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture demain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (73) intitulé: "Loi concernant la constitution d'associations relatives aux livres généalogiques du bétail", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est, avec la permission du Sénat,
Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture demain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (91) intitulé: "Loi modifiant la Loi des juges", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est, avec la permission du Sénat,
Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture demain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (92) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est, avec la permission du Sénat,
Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mardi, 24 mai 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTIONS

Pour mardi, 24 mai 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Tanner:

23 mai—1. Que les délibérations du comité spécial du Sénat nommé pour étudier le rapport d'un comité spécial de la Chambre des Communes concernant le projet hydroélectrique de la Beauharnois, en tant que ledit rapport a trait aux membres du Sénat, soient imprimées comme Appendice aux Journaux du Sénat.

2. Que 400 exemplaires de la version anglaise et 200 exemplaires de la version française de ces délibérations soient imprimés sous forme de Livre bleu.

3. Que les pièces produites et provenant des dossiers de la Chambre des Communes soient rendues à ladite Chambre.

4. Que tous les documents originaux produits comme pièces devant ledit comité soient rendus aux témoins qui les ont produits.

Pour mercredi, 1er juin 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

9 mars—Résolu,—Que, de l'avis du Sénat, les Unions ouvrières devraient tenir leurs livres accessibles à leurs membres et au gouvernement.

ORDRE DU JOUR

Pour mardi, 24 mai 1932

No 1.

23 mai—Prise en considération des amendements apportés par la Chambre des Communes au projet de loi (Bill E1) intitulé: "Loi concernant le Département des Assurances."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 2.

23 mai—Prise en considération du troisième rapport du comité permanent du commerce extérieur et des relations commerciales du Canada.—(L'honorable sénateur McLennan).

No 3.

23 mai—Prise en considération des amendements faits par la Chambre des Communes au projet de loi (Bill 32) intitulé: "Loi concernant la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa à New York."—(L'honorable sénateur White (Pembroke).)

No 4.

23 mai—Prise en considération des amendements faits par la Chambre des Communes au projet de loi (Bill C2) intitulé: "Loi modifiant la Loi des liquidations."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 5.

23 mai—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 10), intitulé: "Loi modifiant et codifiant la Loi des pêcheries."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 6.

23 mai—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 19), intitulé: "Loi pourvoyant à la réduction de la rémunération dans le service public."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 7.

23 mai—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 41), intitulé: "Loi modifiant la Loi de faillite."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 8.

23 mai—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 73), intitulé: "Loi concernant la constitution d'associations relatives aux livres généalogiques du bétail."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 9.

23 mai—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 91), intitulé: "Loi modifiant la Loi des juges."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 10.

23 mai—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 92), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu."—(Le très honorable sénateur Meighen).

Pour mercredi, 1er juin 1932**No 1.**

4 mai—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Casgrain:

1. Que le Sénat est d'avis que, en attendant la décision de la Commission qui fait actuellement enquête sur les chemins de fer canadiens, un comité, composé d'un nombre égal des fonctionnaires actuels du Pacifique-Canadien et du National-Canadien, soit institué aux fins d'apporter un soulagement immédiat par l'élimination d'une certaine duplication dans les services des chemins de fer canadiens, et que ce comité élise lui-même un tiers-arbitre; et que, à défaut d'entente sur le choix de ce tiers-arbitre, la Cour suprême du Canada soit chargée de le nommer.—(L'honorable sénateur White (Pembroke).)

No 40

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Mardi, 24 mai 1932

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable P. E. BLONDIN, (Président)

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Aylesworth	Donnelly,	Logan,	Prevost,
(sir Allen),	Fisher,	Lynch-Staunton,	Rankin,
Ballantyne,	Forke,	MacArthur,	Raymond,
Barnard,	Foster,	Macdonald,	Robinson,
Beaubien,	Gillis,	Macdonell,	Ross,
Bénard,	Gordon,	Marcotte,	Sharpe,
Black,	Graham,	Martin,	Sinclair,
Blondin,	Green,	McCormick,	Tanner,
Buchanan,	Griesbach,	McLennan,	Taylor,
Bureau,	Harmer,	McRae,	Tessier,
Burns,	Horsey,	Meighen,	Tobin,
Calder,	Hughes,	Molloy,	Webster,
Casgrain,	Laird,	Murdock,	White (Inkerman),
Chapais,	Lemieux,	Parent,	White (Pembroke),
Copp,	L'Espérance,	Planta,	Wilson (Sorel),
Dandurand,	Lewis,	Poirier,	Wilson
Daniel,	Little,	Pope,	(Rockcliffe).

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Daniel, du comité permanent de la Régie interne et des comptes imprévus, présente le troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier, comme suit:—

MARDI, 24 mai 1932.

Le comité permanent de la Régie interne et des comptes imprévus demande permission de présenter son troisième rapport, comme suit:—

Le comité recommande que la rémunération de \$3,000 par année, payée à M. Thomas Bengough, soit discontinuée à dater du premier octobre 1932, et qu'après cette date, sa rémunération, à titre de rapporteur auxiliaire, soit de \$100 par mois.

Le tout respectueusement soumis.

J. W. DANIEL,
Président.

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du Jour pour être pris en considération demain.

L'honorable sénateur Daniel, du comité permanent de la Régie interne et des comptes imprévus, présente le quatrième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier, comme suit:—

MARDI, 24 mai 1932.

Le comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues demande permission de présenter son quatrième rapport comme suit:

Votre comité recommande que l'approvisionnement habituel de papeterie, etc., choisi par votre comité pour distribution dans les bureaux des sénateurs en tenant compte de la question d'utilité et d'économie, soit fourni conformément aux listes approuvées par votre comité et remises au commis de la papeterie et que la distribution soit faite comme à la dernière session.

Le tout respectueusement soumis.

J. W. DANIEL,
Président.

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du Jour pour être pris en considération demain.

L'honorable sénateur Daniel, du comité permanent de la Régie interne et des comptes imprévus, présente le cinquième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier, comme suit:—

MARDI, 24 mai 1932.

Le comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues demande permission de présenter son cinquième rapport comme suit:

Votre comité a vérifié les comptes et les pièces justificatives du greffier du Sénat pour l'année financière 1930-31 et il les a trouvés exacts.

Votre comité a aussi examiné les comptes du Sénat pour la période du 1er avril au 31 décembre 1931, et il les a trouvés exacts.

Ci-joint un état détaillé des comptes pour l'année financière 1930-31:

Etat des dépenses, 1930-31

Indemnité du Président..	\$ 5,806 45
Indemnité de résidence du Président..	2,903 22
Indemnité et frais de transport..	369,613 75
Crédit spécial d'indemnité..	14,800 00
Appointements du personnel permanent..	\$ 77,344 98
Allocation tenant lieu de logement..	900 00
Messagers et portiers de la session..	29,684 00
Sténographes et commis de la session..	10,930 00
Services de ménage..	24,325 00
Pages..	1,816 00
Journaux, etc., pour salle de lecture..	2,092 67
Papeterie et fournitures de bureaux..	7,609 79
Débats—Imprimeur du Roi..	12,754 30
Frais de port et transport des courriers..	606 14
Secrétaire particulier du Président du Sénat..	600 00
Secrétaire particulier du leader du gouvernement au Sénat..	600 00
Secrétaire particulier du leader de l'opposition au Sénat..	600 00
Dépenses générales..	4,873 54
	<hr/>
	174,736 42
	<hr/>
	\$ 567,859 84

Etat des recettes, 1930-31

Droits sur bills d'intérêt privé..	\$ 16,912 85
Droit pour copies certifiées..	1,062 15
Déposé au crédit du receveur général..	\$ 17,975 00
Droits remis et imputations diverses sur le revenu..	8,519 38
	<hr/>
Revenu net..	\$ 9,455 62

Le tout respectueusement soumis.

J. W. DANIEL,
Président.

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du Jour pour être pris en considération demain.

L'honorable sénateur Chapais, du comité permanent des Débats et des comptes rendus, présente le troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier, comme suit:—

MARDI, 24 mai 1932.

Le comité des Débats et des comptes rendus demande permission de présenter son troisième rapport comme suit:—

Le comité recommande que la Commission du service civil soit priée de prendre les mesures nécessaires pour nommer un rapporteur parlementaire au Sénat.

Le tout respectueusement soumis.

THOMAS CHAPAIS,
Président.

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du Jour pour être pris en considération demain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (95) intitulé: "Loi modifiant le Tarif des douanes", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est, avec la permission du Sénat,

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture demain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (96) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est, avec la permission du Sénat,

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture demain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (99) intitulé: "Loi modifiant la Loi du service civil", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est, avec la permission du Sénat,

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Wilson (Rockcliffe), du comité permanent des Edifices et terrains publics, présente le troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier, comme suit: —

MARDI, 24 mai 1932.

Le comité permanent des Edifices et terrains publics demande permission de présenter son troisième rapport comme suit:—

1. En vue de la Conférence impériale économique, qui doit avoir lieu prochainement, votre comité recommande que l'on prenne immédiatement toutes les mesures possibles pour améliorer l'aspect général des terrains aux alentours du Parlement.

2. Votre comité recommande que l'attention du ministère des Travaux publics soit attirée sur l'état du pavé aux alentours des Edifices du Parlement et que ce ministère soit prié de prendre des mesures afin de remplacer ou de réparer, suivant le cas, les endroits défectueux.

3. Votre comité recommande qu'on se procure les services d'un architecte-paysagiste de talent, qui fera des plans pour l'embellissement des terrains du Parlement, et que ces plans, une fois approuvés, soient mis à exécution au fur et à mesure que des fonds à cet effet, seront disponibles.

Le tout respectueusement soumis.

CAIRINE R. WILSON,
Présidente.

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du Jour pour être pris en considération à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat prend en considération les amendements apportés par la Chambre des Communes au Bill (E1), intitulé: "Loi concernant le Département des Assurances."

Lesdits amendements sont adoptés.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes pour informer cette Chambre que le Sénat agréé, sans y en apporter d'autre, les amendements de la Chambre des Communes audit bill.

A l'appel de l'Ordre du Jour pour la prise en considération du troisième rapport du comité permanent du commerce extérieur et des relations commerciales du Canada, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du Jour ne soit pas actuellement pris en considération.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat prend en considération les amendements consécutifs, apportés par la Chambre des Communes au Bill (32), intitulé: "Loi concernant la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa à New-York."

Lesdits amendements sont adoptés.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes pour informer cette Chambre que le Sénat agréé, sans y en apporter d'autre, les amendements consécutifs de la Chambre des Communes audit bill.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat prend en considération l'amendement apporté par la Chambre des Communes au Bill (C2), intitulé: "Loi modifiant la Loi des liquidations."

Ledit amendement est adopté.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes pour informer cette Chambre que le Sénat agréé, sans y en apporter d'autre, l'amendement de la Chambre des Communes audit bill.

Suivant l'Ordre du Jour, deuxième lecture ayant été faite du bill (10) intitulé: "Loi modifiant et codifiant la Loi des pêcheries", il est, avec la permission du Sénat,

Ordonné: Que ce bill soit étudié en comité général immédiatement.

En conséquence, le Sénat s'ajourne à loisir et se forme en comité général pour étudier ledit bill.

(*En comité*)

Subséquentement, le Sénat reprend sa séance, et

L'honorable sénateur L'Espérance, dudit comité, rapporte que le comité a examiné ledit bill, qu'il rend compte de l'état de la délibération et demande l'autorisation de siéger de nouveau.

Ordonné: Que ledit bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour étude ultérieure en comité général à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du Jour, le Bill (19), intitulé: "Loi pourvoyant à la réduction de la rémunération dans le service public", est lu pour la deuxième fois, et il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du Jour, le Bill (41), intitulé: "Loi modifiant la Loi de faillite", est lu pour la deuxième fois, et, avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit renvoyé au comité général de la Chambre, immédiatement.

En conséquence, le Sénat s'ajourne à loisir et se forme en comité général pour étudier ledit bill.

(En comité)

Subséquentement, le Sénat reprend sa séance, et

L'honorable sénateur Gillis, dudit comité, rapporte que le comité, ayant examiné ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, sans amendement, au Sénat.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du Jour, le Bill (73), intitulé: "Loi concernant la constitution d'associations relatives aux livres généalogiques du bétail", est lu pour la deuxième fois, et avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit renvoyé au comité général de la Chambre, immédiatement.

En conséquence, le Sénat s'ajourne à loisir et se forme en comité général pour étudier ledit bill.

(En comité)

Subséquentement, le Sénat reprend sa séance, et

L'honorable sénateur Beaubien, dudit comité, rapporte que le comité, ayant examiné ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, sans amendement, au Sénat.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (91) intitulé: "Loi modifiant la Loi des juges", est lu pour la deuxième fois, et

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du Jour, deuxième lecture ayant été faite du bill (92) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu", il est, avec la permission du Sénat,

Ordonné: Que ce bill soit étudié en comité général, immédiatement.

En conséquence, le Sénat s'ajourne à loisir et se forme en comité général pour étudier ledit bill.

(*En comité*)

Le titre est lu et l'étude en est remise.

Le préambule est lu et l'étude en est remise.

La clause 1 est lue et amendée comme suit:—

1. Page 1, ligne 9. Au mot "membres" substituer "officiers brevetés".
2. Page 1, ligne 11. Retrancher les mots "autres que des hommes enrôlés".
3. Page 1, ligne 13. Après le mot "traitements" insérer "ou rémunération".
4. Page 1, ligne 15. Après le mot "traitements" insérer "ou rémunération".
5. Page 1, ligne 19. Ajouter ce qui suit comme clause conditionnelle au paragraphe (2) de l'article 9A:

"Toutefois, dans le cas de personnes nommées pendant l'année financière, l'impôt est exigible en mensualités égales le dernier jour de chaque mois."

Ladite clause, telle qu'amendée, est lue et agréée.

Le préambule est lu de nouveau et agréé.

Le titre est lu de nouveau et agréé.

Subséquent, le Sénat reprend sa séance, et

L'honorable sénateur L'Espérance dudit comité, rapporte que le comité, ayant examiné ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat avec plusieurs amendements qu'il est prêt à soumettre dès qu'il plaira au Sénat de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le greffier.

Lesdits amendements sont agréés, et, avec la permission du Sénat,

Ledit bill, tel qu'amendé, est lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill avec plusieurs amendements et pour solliciter l'agrément de la Chambre des Communes à ces amendements.

Le Sénat revient alors à l'article (2) de l'Ordre du Jour.

En conséquence, le Sénat prend en considération le troisième rapport du comité permanent du commerce extérieur et des relations commerciales du Canada.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat soit remis à demain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (94) intitulé: "Loi concernant la radiodiffusion", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est, avec la permission du Sénat,

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture demain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (97) intitulé: "Loi concernant le Parc Waterton-Glacier de la paix internationale", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est, avec la permission du Sénat,

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture demain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (98) intitulé: "Loi modifiant l'Acte de 1894 concernant les Commissaires du havre de Montréal", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est, avec la permission du Sénat,

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture demain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (100) intitulé: "Loi modifiant la Loi d'établissement de soldats", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est, avec la permission du Sénat,

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture demain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (102) intitulé: "Loi modifiant la Loi spéciale des revenus de guerre", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Première lecture de ce bill ayant été faite, il est, avec la permission du Sénat,

Ordonné: Que ce bill soit inscrit à l'Ordre du Jour pour subir sa deuxième lecture demain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le bill (F1) intitulé: "Loi concernant les compagnies d'assurance étrangères au Canada", et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill avec plusieurs amendements pour lesquels elle sollicite l'agrément du Sénat.

Lesdits amendements sont alors lus par le greffier comme suit:

Page 4, ligne 4. Après le mot "rente", retrancher les mots "émis conformément aux dispositions de la présente loi".

Page 14, ligne 42. Après le mot "actif", retrancher les mots "au Canada".

Page 14, ligne 44. Après le mot "possède" insérer les mots "au Canada".

Page 15, ligne 10. Après le mot "immeuble", insérer les mots "au Canada".

Page 16, ligne 39. Après le mot "ministre", retrancher les mots "avec l'assentiment du Conseil du trésor".

Page 16, ligne 42. Après les mots "il peut", insérer les mots "avec l'assentiment du Conseil du trésor".

Page 17, ligne 18. Remplacer le paragraphe (6) par le suivant: "(6) Par dérogation aux dispositions du présent article, si la compagnie est en liquidation, l'actif au Canada de la compagnie peut, sur l'ordonnance d'un tribunal de compétence reconnue par la Loi des liquidations, être remis par le ministre au liquidateur."

Page 18, ligne 4. Après le mot "compagnie", retrancher les mots "enregistrée sous le régime de la présente loi pour exercer les opérations d'assurance sur la vie".

Page 24, ligne 5. Avant les mots "Toute compagnie", insérer les mots "Sous réserve des dispositions du paragraphe deux de l'article huit de la présente loi."

Ordonné: Que lesdits amendements soient inscrits, à l'Ordre du Jour pour être pris en considération demain.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le bill (G1) intitulé: "Loi concernant les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques", et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill avec plusieurs amendements pour lesquels elle sollicite l'agrément du Sénat.

Lesdits amendements sont alors lus par le greffier comme suit:

Page 2, ligne 22. Après le mot "formée", retrancher les mots "hors du Canada" et les remplacer par les mots "dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord ou dans tout dominion ou possession britannique autre que le Canada ou une province du Canada".

Page 3, ligne 22. Après le mot "rente", retrancher les mots "émis en vertu des dispositions de la présente loi".

Page 20, ligne 19. Après le mot "liquidée", retrancher les mots "sous l'empire des dispositions de la présente loi ou de la Loi des liquidations".

Page 20, ligne 21. Après le mot "dispositions", retrancher les mots "de la présente loi et".

Page 36, ligne 19. Après le mot "compagnie", retrancher les mots "enregistrée sous le régime de la présente loi pour exercer les opérations d'assurance sur la vie".

Page 45, ligne 32. Après le mot "vingt-six", retrancher les mots "et quarante et un à quarante-quatre, les deux compris" et les remplacer par les mots "quarante et un et quarante-quatre".

Page 53, ligne 33. Après le mot "ministre", retrancher les mots "avec l'assentiment du Conseil du trésor".

Page 53, ligne 36. Après les mots "il peut", insérer les mots "avec l'assentiment du Conseil du trésor".

Page 54, ligne 12. Après le mot "polices", insérer les mots "ainsi que de ses autres engagements au Canada".

Page 57, ligne 45. Après le mot "compagnie", insérer le mot "britannique".

Page 57, ligne 32. Après le mot "compagnie", insérer le mot "britannique".

Page 57, ligne 37. Après le mot "compagnie", insérer le mot "britannique".

Page 57, ligne 39. Après le mot "compagnie", insérer le mot "britannique".

Page 58, ligne 3. Après le mot "compagnie", insérer le mot "britannique".

Page 58, ligne 43. Après les mots "de quelque", retrancher les mots "compagnie ou d'une compagnie britannique enregistrée sous le régime de la présente loi", et les remplacer par les mots suivants: "corporation enregistrée en vertu des lois du Dominion du Canada pour exercer des opérations d'assurance".

Page 59, ligne 6. Après le mot "quelque", retrancher les mots "compagnie ou d'une compagnie britannique enregistrée sous le régime de la présente loi", et les remplacer par les mots "corporation enregistrée en vertu des lois du Dominion du Canada pour exercer des opérations d'assurance".

Page 59, ligne 34. Après le mot "polices", ajouter les mots "ainsi que de ses autres engagements au Canada".

Page 64, ligne 34. Après le mot "ministre", retrancher les mots "avec l'assentiment du Conseil du trésor".

Page 64, ligne 37. Après le mot "il", retrancher le mot "doit" et le remplacer par les mots "peut, avec l'assentiment du Conseil du trésor".

Page 66, ligne 34. Retrancher le mot "cependant", et insérer, à titre de paragraphe (3) de l'article 139, tous les droits de la clause conditionnelle commençant par les mots "Toute compagnie britannique" et terminant par les mots "aux termes de ces polices".

Page 71, ligne 26. Après les mots "est celui d'une", retrancher les mots "compagnie, d'une compagnie britannique ou d'une compagnie provinciale enregistrée sous le régime de la présente loi", et les remplacer par les mots "corporation enregistrée en vertu des lois du Dominion du Canada pour exercer des opérations d'assurance".

Page 71, ligne 36. Après les mots "celui d'une", retrancher les mots "compagnie, d'une compagnie britannique ou d'une compagnie provinciale enregistrée sous le régime de la présente loi" et les remplacer par les mots "corporation enregistrée en vertu des lois du Dominion du Canada pour exercer des opérations d'assurance".

Ordonné: Que lesdits amendements soient inscrits à l'Ordre du Jour pour être pris en considération demain.

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Que le Sénat, lorsqu'il s'ajournera aujourd'hui, restera ajourné jusqu'à demain à onze heures de l'avant-midi.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mercredi, 25 mai 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTIONS

Pour mercredi, 25 mai 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Tanner:

23 mai—1. Que les délibérations du comité spécial du Sénat nommé pour étudier le rapport d'un comité spécial de la Chambre des Communes concernant le projet hydroélectrique de la Beauharnois, en tant que ledit rapport a trait aux membres du Sénat, soient imprimées comme Appendice aux Journaux du Sénat.

2. Que 400 exemplaires de la version anglaise et 200 exemplaires de la version française de ces délibérations soient imprimés sous forme de Livre bleu.

3. Que les pièces produites et provenant des dossiers de la Chambre des Communes soient rendues à ladite Chambre.

4. Que tous les documents originaux produits comme pièces devant ledit comité soient rendus aux témoins qui les ont produits.

No 2.

Par l'honorable sénateur Graham pour l'honorable sénateur Béique:

24 mai—Que la taxe versée relativement au bill D1, intitulé: "Loi concernant *The Quebec, Montreal and Southern Railway Company*", soit remise aux procureurs de la pétitionnaire.

Pour mercredi, 1er juin 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

9 mars—Résolu,—Que, de l'avis du Sénat, les Unions ouvrières devraient tenir leurs livres accessibles à leurs membres et au gouvernement.

ORDRE DU JOUR

Pour mercredi, 25 mai 1932

No 1.

24 mai—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill 19), intitulé: "Loi pourvoyant à la réduction de la rémunération dans le service public."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 2.

24 mai—La Chambre de nouveau en comité plénier pour l'étude d'un projet de loi (Bill 10), intitulé: "Loi modifiant et codifiant la Loi des pêcheries."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 3.

24 mai—Prise en considération des amendements faits par la Chambre des Communes au projet de loi (Bill F1), intitulé: "Loi concernant les compagnies d'assurance étrangères au Canada."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 4.

24 mai—Prise en considération des amendements faits par la Chambre des Communes au projet de loi (Bill G1), intitulé: "Loi concernant les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 5.

24 mai—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 94), intitulé: "Loi concernant la radiodiffusion."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 6.

24 mai—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 95), intitulé: "Loi modifiant le Tarif des douanes."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 7.

24 mai—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 96), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 8.

24 mai—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 97), intitulé: "Loi concernant le Parc Waterton-Glacier de la paix internationale."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 9.

24 mai—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 98), intitulé: "Loi modifiant l'acte de 1894 concernant les Commissaires du havre de Montréal."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 10.

24 mai—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 99), intitulé: "Loi modifiant la Loi du service civil."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 11.

24 mai—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 100), intitulé: "Loi modifiant la Loi d'établissement de soldats."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 12.

24 mai—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 102), intitulé: "Loi modifiant la Loi du revenu spécial de guerre."—(Le très honorable sénateur Meighen).

No 13.

24 mai—Prise en considération du troisième rapport du comité permanent de Régie interne et des dépenses imprévues.—(L'honorable sénateur Daniel).

No 14.

24 mai—Prise en considération du quatrième rapport du comité permanent de Régie interne et des dépenses imprévues.—(L'honorable sénateur Daniel).

No 15.

24 mai—Prise en considération du cinquième rapport du comité permanent de Régie interne et des dépenses imprévues.—(L'honorable sénateur Daniel).

No 16.

24 mai—Prise en considération du troisième rapport du comité permanent des Débats et des comptes rendus.—(L'honorable sénateur Chapais).

No 17.

24 mai—Prise en considération du troisième rapport du comité permanent des Edifices publics et des terrains publics.—(L'honorable sénateur Wilson (Rockcliffe).)

No 18.

Reprise du débat sur la motion pour l'adoption du troisième rapport du comité permanent du commerce extérieur et des relations commerciales du Canada.—(L'honorable sénateur White (Pembroke).)

Pour mercredi, 1er juin 1932

No 1.

4 mai—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Casgrain:

1. Que le Sénat est d'avis que, en attendant la décision de la Commission qui fait actuellement enquête sur les chemins de fer canadiens, un comité, composé d'un nombre égal des fonctionnaires actuels du Pacifique-Canadien et du National-Canadien, soit institué aux fins d'apporter un soulagement immédiat par l'élimination d'une certaine duplication dans les services des chemins de fer canadiens, et que ce comité élise lui-même un tiers-arbitre; et que, à défaut d'entente sur le choix de ce tiers-arbitre, la Cour suprême du Canada soit chargé de le nommer.—(L'honorable sénateur White (Pembroke).)

No 41

PROCÈS-VERBAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

Mercredi, 25 mai 1932

Onze heures de l'avant-midi.

L'honorable P. E. BLONDIN, Président

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Aylesworth	Donnelly,	Logan,	Pope,
(sir Allen),	Fisher,	MacArthur,	Robinson,
Ballantyne,	Forke,	Macdonald,	Ross,
Barnard,	Foster,	Macdonell,	Sharpe,
Beaubien,	Gillis,	Marcotte,	Sinclair,
Bénard,	Gordon,	Martin,	Stanfield,
Black,	Graham,	McCormick,	Tanner,
Blondin,	Green,	McDonald,	Taylor,
Bourque,	Griesbach,	McLennan,	Tessier,
Buchanan,	Harmer,	McRae,	Tobin,
Bureau,	Hatfield,	Meighen,	Webster,
Burns,	Horsey,	Michener,	White (Inkerman),
Calder,	Lacasse,	Molloy,	White (Pembroke),
Chapais,	Laird,	Murdock,	Willoughby,
Copp,	Lemieux,	Parent,	Wilson
Dandurand,	L'Espérance,	Planta,	(Rockcliffe).
Daniel,	Little,	Poirier,	

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Tanner propose:—

1. Que les délibérations du comité spécial du Sénat nommé pour étudier le rapport d'un comité spécial de la Chambre des Communes concernant le projet hydroélectrique de la Beauharnois, en tant que ledit rapport a trait aux membres du Sénat, soient imprimées comme Appendice aux Journaux du Sénat.

2. Que 400 exemplaires de la version anglaise et 200 exemplaires de la version française de ces délibérations soient imprimés sous forme de Livre bleu.

3. Que les pièces produites et provenant des dossiers de la Chambre des Communes soient rendues à ladite Chambre.

4. Que tous les documents originaux produits comme pièces devant ledit comité soient rendus aux témoins qui les ont produits.

L'honorable sénateur McRae propose en amendement, que le paragraphe deux soit rayé.

Etant posée la question de savoir si ledit amendement doit être adopté,
Elle est résolue dans la négative.

Etant posée la question de savoir si la motion principale doit être adoptée,
Elle est résolue dans l'affirmative et il est ordonné en conséquence.

Sur motion du très honorable sénateur Graham, pour l'honorable sénateur Béique, il est

Ordonné: Que la taxe versée relativement au bill (D1) intitulé: "Loi concernant *The Quebec, Montreal and Southern Railway Company*", soit remise aux procureurs de la pétitionnaire.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (19) intitulé: "Loi pourvoyant à la déduction sur la rémunération dans le service public", est lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill sans amendement.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat s'ajourne à loisir et se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (10) intitulé: "Loi modifiant et codifiant la Loi des pêcheries."

(*En comité*)

Le titre est lu et l'étude en est remise.

Le préambule est lu et l'étude en est remise.

Les clauses 1 à 75, les deux comprises, sont lues et adoptées.

La clause 76 est lue et amendée comme suit:—

Page 26, ligne 4. Aux mots "Est abrogé", substituer "sont abrogés".

Page 26, ligne 5. Au mot "avec", substituer "et".

Ladite clause, telle qu'amendée, est lue et agréée.

Le préambule est lu de nouveau et adopté.

Le titre est lu de nouveau et adopté.

Subséquentement, le Sénat reprend sa séance, et

L'honorable sénateur L'Espérance, dudit comité, rapporte que le comité, ayant examiné ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat avec deux amendements qu'il est prêt à soumettre dès qu'il plaira au Sénat de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le greffier.

Lesdits amendements sont agréés, et, avec la permission du Sénat, Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté, Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill avec deux amendements et pour solliciter l'agrément de la Chambre des Communes à ces amendements.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat prend en considération les amendements apportés par la Chambre des Communes au Bill (F1), intitulé: "Loi concernant les compagnies d'assurance étrangères au Canada."

Lesdits amendements sont adoptés.

Ordonné: Qu'un message soit envoyé à la Chambre des Communes pour l'informer que le Sénat agrée, sans y en apporter d'autre, les amendements de la Chambre des Communes audit bill.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat prend en considération les amendements apportés par la Chambre des Communes au Bill (G1), intitulé: "Loi concernant les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques."

Lesdits amendements sont adoptés.

Ordonné: Qu'un message soit envoyé à la Chambre des Communes pour l'informer que le Sénat agrée, sans y en apporter d'autre, les amendements de la Chambre des Communes audit bill.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (94) intitulé: "Loi concernant la radiodiffusion", est, sur division, lu pour la deuxième fois, et

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill sans amendement.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (95) intitulé: "Loi modifiant le tarif des douanes", est lu pour la deuxième fois, et

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill sans amendement.

A une heure, l'honorable Président quitte le fauteuil pour le reprendre à deux heures et demie.

Deux heures et demie de l'après-midi.

Le Sénat reprend sa séance.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (96) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu", est lu pour la deuxième fois, et

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill sans amendement.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (97) intitulé: "Loi concernant le Parc Waterton-Glacier de la paix internationale", est lu pour la deuxième fois, et

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill sans amendement.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (98) intitulé: "Loi modifiant l'Acte de 1894 concernant les Commissaires du havre de Montréal", est lu pour la deuxième fois, et

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill sans amendement.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (99) intitulé: "Loi modifiant la Loi du service civil", est lu pour la deuxième fois, et

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill sans amendement.

Suivant l'Ordre du Jour, le bill (100) intitulé: "Loi modifiant la Loi d'établissement des soldats", est lu pour la deuxième fois, et

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill sans amendement.

Suivant l'Ordre du Jour, le Bill (102), intitulé: "Loi modifiant la Loi spéciale des revenus de guerre", est lu pour la deuxième fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Que ce bill soit étudié en comité général immédiatement.

En conséquence, le Sénat s'ajourne à loisir et se forme en comité général pour étudier ledit bill.

(En comité)

Le titre est lu et l'étude en est remise.

Le préambule est lu et l'étude en est remise.

La clause 1 est lue et amendée comme suit:

Page 3, ligne 34. A "quinze", substituer "dix".

La clause, telle qu'amendée, est agréée.

Les clauses 2 à 19, les deux comprises, sont lues et agréées.

Le préambule est lu de nouveau et agréé.

Le titre est lu de nouveau et agréé.

Subséquentement, le Sénat reprend sa séance, et

L'honorable sénateur Gordon, dudit comité, rapporte que le comité, ayant examiné ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat avec un amendement qu'il est prêt à soumettre dès qu'il plaira au Sénat de le recevoir.

Ledit amendement est alors lu par le greffier.

Ledit amendement est agréé, et, avec la permission du Sénat,

Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu pour la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill avec un amendement et pour solliciter l'agrément de la Chambre des Communes à cet amendement.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat passe à la prise en considération du troisième rapport du comité permanent de la Régie interne et des comptes imprévus.

Ledit rapport est adopté.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat passe à la prise en considération du quatrième rapport du comité permanent de la Régie interne et des comptes imprévus.

Ledit rapport est adopté.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat passe à la prise en considération du cinquième rapport du comité permanent de la Régie interne et des comptes imprévus.

Ledit rapport est adopté.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat passe à la prise en considération du troisième rapport du comité permanent des Débats et des comptes rendus.

Ledit rapport est adopté.

Suivant l'Ordre du Jour, le Sénat passe à la prise en considération du troisième rapport du comité permanent des Edifices et terrains publics.

Ledit rapport est adopté.

Le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion pour l'adoption du troisième rapport du comité permanent du commerce extérieur et des relations commerciales du Canada.

Ledit rapport est adopté.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie au Sénat le bill (92) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu", et l'informe qu'elle a agréé, sans y apporter d'autre, les amendements du Sénat audit bill.

A six heures, l'honorable Président quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie.

Sept heures et demie du soir.

Le Sénat reprend sa séance.

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Que le Sénat, lorsqu'il s'ajournera aujourd'hui, restera ajourné jusqu'à demain à dix heures de l'avant-midi.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Jeudi, 26 mai 1932

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes.

Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour mercredi, 1er juin 1932

No 1.

Par l'honorable sénateur Casgrain:

9 mars—Résolu,—Que, de l'avis du Sénat, les Unions ouvrières devraient tenir leurs livres accessibles à leurs membres et au gouvernement.

ORDRE DU JOUR

Pour mercredi, 1er juin 1932

No 1.

4 mai—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Casgrain:

1. Que le Sénat est d'avis que, en attendant la décision de la Commission qui fait actuellement enquête sur les chemins de fer canadiens, un comité, composé d'un nombre égal des fonctionnaires actuels du Pacifique-Canadien et du National-Canadien, soit institué aux fins d'apporter un soulagement immédiat par l'élimination d'une certaine duplication dans les services des chemins de fer canadiens, et que ce comité élise lui-même un tiers-arbitre; et que, à défaut d'entente sur le choix de ce tiers-arbitre, la Cour suprême du Canada soit chargée de le nommer.—(L'honorable sénateur White (Pembroke).)

No 42

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Jeudi, 26 mai 1932

Dix heures de l'avant-midi.

L'honorable P. E. BLONDIN, (Président

Les membres présents sont:—

Les honorables sénateurs

Aylesworth	Donnelly,	Lewis,	Pope,
(sir Allen),	Fisher,	Little,	Robinson,
Ballantyne,	Forke,	Logan,	Ross,
Barnard,	Foster,	MacArthur,	Sharpe,
Beaubien,	Gillis,	Macdonald,	Sinclair,
Bénard,	Gordon,	Macdonell,	Stanfield,
Black,	Graham,	Marcotte,	Tanner,
Blondin,	Green,	Martin,	Taylor,
Bourque,	Griesbach,	McCormick,	Tessier,
Buchanan,	Harmer,	McDonald,	Tobin,
Bureau,	Hatfield,	McRae,	Webster,
Burns,	Haydon,	Meighen,	White (Inkerman),
Calder,	Hughes,	Molloy,	White (Pembroke),
Chapais,	Lacasse,	Murdock,	Willoughby,
Copp,	Laird,	Parent,	Wilson
Dandurand,	Lemieux,	Planta,	(Rockcliffe).
Daniel,	L'Espérance,	Poirier,	

PRIÈRES.

Avec la permission du Sénat,
L'honorable sénateur McLennan propose:

Que 600 copies en anglais et 200 copies en français, des témoignages produits devant le comité permanent du commerce et des relations commerciales du Canada, soient imprimées pour distribution générale.

Etant posée la question de savoir si ladite motion doit être adoptée,
Elle est résolue dans la négative.

La Chambre des Communes transmet par son greffier, un message par lequel elle renvoie au Sénat le Bill (10), intitulé: "Loi modifiant et codifiant la Loi des pêcheries", et l'informe qu'elle a agréé, sans y en apporter d'autre, les amendements du Sénat audit bill.

La Chambre des Communes transmet par son greffier, un message par lequel elle renvoie au Sénat le Bill (102), intitulé: "Loi modifiant la Loi spéciale des revenus de guerre", et l'informe qu'elle a agréé, sans y en apporter d'autre, les amendements du Sénat audit bill.

La Chambre des Communes transmet, par son greffier, un message avec un bill (101), intitulé: "Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public des années financières expirant respectivement le 31 mars 1932 et le 31 mars 1933", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu pour la première fois, et

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu pour les deuxième et troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné: Que le greffier se rende à la Chambre des Communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill.

L'honorable Président informe le Sénat qu'il a reçu une communication du secrétaire adjoint du Gouverneur général.

Ladite communication est lue par l'honorable Président, comme suit:

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL, CANADA

OTTAWA, 23 mai 1932.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous informer que le très honorable F. A. Anglin, suppléant du Gouverneur général, se rendra à la Chambre du Sénat à onze heures trente de l'avant-midi, en vue de proroger la présente session du Parlement.

Veuillez agréer,

Monsieur,

l'assurance de ma haute considération,

JAMES F. CROWDY,

Secrétaire adjoint du Gouverneur général.

A l'honorable Président du Sénat,
Ottawa.

Ordonné: Que ladite communication soit déposée sur la Table.

Le Sénat s'ajourne à loisir.

Quelque temps après, le très honorable Francis Alexander Anglin, délégué du Gouverneur général, étant venu et étant assis au pied du trône.

L'honorable Président ordonne au gentilhomme huissier de la Verge Noire de se rendre à la Chambre des Communes et d'informer cette Chambre que c'est le plaisir de l'honorable substitut du Gouverneur général, que les Communes se rendent immédiatement auprès de lui dans la salle du Sénat.

La Chambre des Communes étant venue,

Le greffier lit, comme suit, les titres des bills à être sanctionnés:

- Loi pour faire droit à Ida Tarantour Waxman.
- Loi pour faire droit à Frances Helen Dawes Porteous.
- Loi pour faire droit à Minnie Jones Chandler.
- Loi pour faire droit à Elizabeth Irene Woolnough.
- Loi pour faire droit à Ellery Sanford Johnston.
- Loi pour faire droit à Faria Goldman Rother.
- Loi pour faire droit à Roméo-Xavier Vandette.
- Loi pour faire droit à Adlena Emma Silis Burrow, autrement connue sous le nom d'Adlena Emma Silis Burrows.
- Loi pour faire droit à Ida Judith Clark Freudberg.
- Loi pour faire droit à Elizabeth Ann Routledge Gunther.
- Loi pour faire droit à Chesley Hastings Potter.
- Loi pour faire droit à Theo Alice MacFarlane Lamb.
- Loi pour faire droit à Chia Hannah Shiff.
- Loi pour faire droit à Margaret Spencer Heald.
- Loi constituant en corporation *The W. S. Newton Company*.
- Loi modifiant la Loi des liquidations.
- Loi concernant le département des assurances.
- Loi concernant la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa à New-York.
- Loi modifiant la Loi de faillite.
- Loi concernant la constitution d'associations relatives aux livres généalogiques du bétail.
- Loi modifiant la Loi des juges.
- Loi pourvoyant à la déduction sur la rémunération dans le service public.
- Loi concernant les compagnies d'assurance étrangères au Canada.
- Loi concernant les compagnies, d'assurance canadiennes et britanniques.
- Loi concernant la radiodiffusion.
- Loi modifiant le Tarif des douanes.
- Loi modifiant la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu.
- Loi concernant le Parc Waterton-Glacier de la paix internationale.
- Loi modifiant l'Acte de 1894 concernant les Commissaires du havre de Montréal.
- Loi modifiant la Loi du service civil.
- Loi modifiant la Loi d'établissement de soldats.
- Loi modifiant la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu.
- Loi modifiant et codifiant la loi des pêcheries.
- Loi modifiant la Loi spéciale des revenus de guerre.

A ces bills la sanction royale est donnée par le greffier du Sénat dans les termes suivants:

“Au nom de Sa Majesté le très honorable délégué de Son Excellence le Gouverneur général, sanctionne ces bills.”

Alors l'honorable président de la Chambre des Communes adresse la parole au très honorable délégué de Son Excellence le Gouverneur général comme suit:

QU'IL PLAISE À VOTRE HONNEUR:—

Les Communes du Canada ont voté certains subsides nécessaires pour permettre au gouvernement de faire face aux dépenses du service public.

Au nom des Communes je présente à Votre Honneur le bill suivant:—

Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public des années financières expirant respectivement le 31 mars 1932 et le 31 mars 1933.

Que je prie humblement Votre Honneur de sanctionner.

Le titre du bill étant lu par le greffier.

A ce bill, la sanction royale a été donnée par le greffier du Sénat, dans les termes suivants:—

“Au nom de Sa Majesté le très honorable délégué de Son Excellence le Gouverneur général remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.”

Après quoi, il plaît au très honorable délégué de Son Excellence le Gouverneur général de clore la troisième session du dix-septième Parlement du Canada par le discours suivant:—

Honorables membres du Sénat,

Membres de la Chambre des Communes,

Je tiens à vous remercier pour la sollicitude que vous avez accordée aux diverses mesures qui vous ont été confiées pendant la présente session du parlement. Le zèle que vous avez montré dans l'exécution de vos devoirs prouve que vous vous intéressez vivement à l'avancement du Canada et que vous avez une confiance inébranlable dans son avenir.

Il m'est agréable de noter que le programme d'économie de la présente année financière assurera une égalisation relative des recettes et des dépenses et que l'on obtiendra les suppléments d'argent nécessaires au service public sans accroître le coût de la vie ni compromettre le crédit national.

La politique de chômage et de secours à l'agriculture, poursuivie vigoureusement et d'une manière conséquente par mon Gouvernement s'est déjà traduite par un relèvement économique, et elle fait prévoir un regain continu tant dans les milieux agricoles que dans les centres industriels.

Les mesures prises pour assurer une plus grande distribution de la houille des provinces Maritimes contribueront beaucoup à soulager le malaise qui a existé jusqu'ici dans cette partie du Dominion.

La législation adoptée en vue d'étatiser et de contrôler la radiodiffusion, constitue une sauvegarde essentielle contre les ingérences étrangères dans les émissions radiophoniques de source canadienne et elle assurera à notre peuple, sans distinction de classe ni de lieu, une égalité de service du nouveau régime de radiodiffusion qui doit être inauguré aussitôt que possible.

L'entente commerciale négociée avec le dominion de la Nouvelle-Zélande et ratifiée par le parlement constitue un nouveau pas vers l'affermissement d'une union économique impériale, basée sur le principe de bénéfices réciproques.

L'enquête instituée par l'un des comités de la Chambre des communes sur l'application de la Loi du service civil prépare les voies d'une réorganisation de la Commission du service civil et d'une meilleure administration des affaires du service public.

Au nombre des autres mesures adoptées par le parlement, se trouvent des bills relatifs à la Loi des brevets d'invention, la concurrence déloyale dans l'industrie et le commerce, l'exploitation de l'or, l'assurance, la Loi des pêcheries, la Loi des juges, la Loi de l'accise, la Loi des compagnies, la Loi du rétablissement des anciens combattants et la Loi des chemins de fer.

Le parlement a approuvé la Convention des transports maritimes de la communauté britannique, la Convention internationale pour l'amélioration des conditions des militaires blessés et malades dans les armées en campagne, la Convention internationale relative au traitement des prisonniers de guerre, la Convention internationale pour limiter la fabrication et régler la distribution des narcotiques.

Membres de la Chambre des Communes,

Je vous remercie des subsides que vous avez votés au service public.

Honorables membres du Sénat,

Membres de la Chambre des Communes,

Je dois louer sincèrement le courage et la patience que le peuple canadien a manifesté dans les épreuves et les privations de ces temps difficiles. Sa fermeté l'a préparé à vaincre toutes les difficultés qui peuvent surgir d'ici à ce que la prospérité renaisse au Canada. De nouveaux malaises dans les conditions mondiales ont empêché notre progrès. La prospérité que nous avions raison d'attendre avant aujourd'hui s'est vue, de ce fait, retardée. Car aucune nation ne saurait résister d'elle-même à l'influence de la crise universelle de la finance et de l'industrie.

Nous aurons bientôt les moyens par lesquels notre pays, organisé et préparé comme il l'est, pourra hâter son relèvement. D'ici à deux mois, une conférence économique des pays qui composent l'Empire britannique se réunira à Ottawa. De cette conférence peut surgir un puissant facteur qui rétablira une harmonie durable dans le chaos économique et fournira la direction sage et courageuse que le monde a recherchée et obtenue des peuples britanniques en d'autres temps de crise universelle. Le Canada croit que grâce à une union plus étroite de l'Empire britannique naîtra une ère de prospérité nouvelle et plus grande tant pour nous que pour toutes les nations de la terre.

En vous déchargeant de vos fonctions parlementaires, je prie, la divine Providence de vous guider et de vous bénir.

L'honorable président du Sénat dit alors:—

Honorables membres du Sénat,

Membres de la Chambre des Communes,

C'est la volonté et le plaisir du très honorable délégué de Son Excellence le Gouverneur général, que ce Parlement soit prorogé jusqu'au mardi, cinq juillet prochain, pour être tenu en ce lieu, et ce Parlement est, en conséquence, prorogé jusqu'au mardi, cinq juillet prochain.

